

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 21/12/2020

N° : 2020/189

SOMMAIRE

↳ Bureau de la Métropole du 19 novembre 2020

FINANCES, BUDGET, PATRIMOINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE	P. 4
STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, ENTREPRISES, COMMERCE, RELANCE.	P. 49
INNOVATION, VILLE INTELLIGENTE, ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, SANTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	P. 55
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE.	P. 62
COHÉRENCE TERRITORIALE, PLANIFICATION, POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AMÉNAGEMENT.	P. 68
COHÉSION SOCIALE, HABITAT, LOGEMENT.	P. 81
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, CYCLE DE L'EAU, MER ET LITTORAL.	P. 111
PATRIMOINE NATUREL, AGRICULTURE, VITICULTURE, RURALITÉ.	P. 132
ATTRACTIVITÉ, TOURISME, INTERNATIONAL, CULTURE, SPORTS, GRANDS ÉVÉNEMENTS.	P. 137

↳ Conseil de la Métropole du 19 novembre 2020

FINANCES, BUDGET, PATRIMOINE ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE	P. 144
INNOVATION, VILLE INTELLIGENTE, ET ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE, SANTÉ, RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.	P. 177
TRANSPORTS, MOBILITÉ DURABLE.	P. 178
COHÉRENCE TERRITORIALE, PLANIFICATION, POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AMÉNAGEMENT.	P. 194
COHÉSION SOCIALE, HABITAT, LOGEMENT.	P. 216
TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, CYCLE DE L'EAU, MER ET LITTORAL.	P. 218
PATRIMOINE NATUREL, AGRICULTURE, VITICULTURE, RURALITÉ.	P. 225
ATTRACTIVITÉ, TOURISME, INTERNATIONAL, CULTURE, SPORTS, GRANDS ÉVÉNEMENTS.	P. 228

LES DELIBERATIONS

BUREAU DU 19 NOVEMBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Bureau de la Métropole

19 NOVEMBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 23 novembre 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Olivier FREGEAC - Daniel GAGNON - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Philippe GINOUX - Jean-Pascal GOURNES - Frédéric GUINIERI - Nicolas ISNARD - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Yves VIDAL.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Emmanuelle CHARAFE - David GALTIER - Eric LE DISSÈS.

**Commission "Finances, Budget,
patrimoine et administration
générale"**

FBPA 001-8728/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée Le Foch située 62 Boulevard du Jardin Zoologique à Marseille (4e arrondissement)
MET 20/16530/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un

logement social dénommée « Le Foch » située 62 Boulevard du Jardin Zoologique à Marseille (4e arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, l'opération d'un montant total de 125 025 euros est financée par un emprunt de 35 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 15 750 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 19 250 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les

emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;
- Le contrat de prêt N° 109365 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 35 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 35 000 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 109365.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social dénommée « Le Foch » située 62

Boulevard du Jardin Zoologique à Marseille (4^e arrondissement).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 002-8729/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 1 Boulevard Saint Jean à Marseille (10e arrondissement)
MET 20/16531/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 1 Boulevard Saint Jean à Marseille (10e arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 164 704 euros est financée par un emprunt de 37 426 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 16 841,70 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 20 584,30 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 107456 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 37 426 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 37 426 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107456.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 1 Boulevard Saint Jean à Marseille (10e arrondissement).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 003-8730/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 5 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Rotonde située 3 rue de la Rotonde à Marseille (1er arrondissement) MET 20/16533/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition de 5 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Rotonde située 3 rue de la Rotonde à Marseille (1^{er} arrondissement).

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 461 401 euros est financée par un emprunt de 103 354 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 46 509,30 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 56 844,70 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 107678 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 103 354 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition de 5 logements collectifs locatifs sociaux à Marseille.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur

de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 103 354 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 107678.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition de 5 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Rotonde située 3 rue de la Rotonde à Marseille (1^{er} arrondissement).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 004-8731/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Coopérative Soliha Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration d'un logement social située 96 Boulevard Danielle Casanova à Marseille (13e arrondissement)**
MET 20/16540/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement locatif social située 96 Boulevard Danielle Casanova à Marseille (13e arrondissement).

Portée par la Coopérative Soliha Méditerranée, cette opération d'un montant total de 112 039 euros est financée par un emprunt de 31 311 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la

Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 14 089,95 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 17 221,05 euros.

La Coopérative Soliha Méditerranée a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019. Il est à noter que la situation financière de la Coopérative Soliha Méditerranée, en tant qu'organisme à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion de logements sociaux destinés à un public très précaire, est sensible compte tenu de la nature des opérations portées.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 100214 en annexe signé entre la Coopérative Soliha Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Coopérative Soliha Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 31 311 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement social à Marseille.
- Que la Coopérative Soliha Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Coopérative Soliha Méditerranée.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Coopérative Soliha Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 31 311 euros souscrit par la Coopérative Soliha Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 100214.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration d'un logement locatif social située 96 Boulevard Danielle Casanova à Marseille (13^e arrondissement).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Coopérative Soliha Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Coopérative Soliha Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Coopérative Soliha Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Coopérative Soliha Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Coopérative Soliha Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 005-8732/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de réhabilitation de 249 logements sociaux dénommée Fonscolombes située Boulevard Fonscolombes à Marseille (3^{ème} arrondissement) MET 20/16551/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 249 logements locatifs sociaux dénommée « Fonscolombes » située Boulevard Fonscolombes à Marseille (3^{ème} arrondissement).

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 4 228 815 euros est financée par un emprunt de 3 703 999 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 666 799,55 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 2 037 199,45 euros.

La SA HLM Logirem a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du

règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106237 en annexe signé entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté un prêt d'un montant total de 3 703 999 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 249 logements sociaux à Marseille ;
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Logirem ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 703 999 euros souscrit par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106237.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 249 logements sociaux dénommée « Fonscolombes » située Boulevard Fonscolombes à Marseille (3ème arrondissement).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt

(durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 006-8733/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 37 logements collectifs locatifs sociaux dénommée La Calanque située Saint Just à Marseille (4e arrondissement)
MET 20/16554/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 37 logements collectifs locatifs sociaux dénommée La Calanque située Saint Just à Marseille (4e arrondissement).

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 5 233 343 euros est financée par un emprunt de 4 710 008 euros proposé par la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 2 119 503,60 euros, et de la Ville de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 2 590 504,40 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil envisage de contracter un prêt d'un montant total de 4 710 008 euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 37 logements collectifs locatifs sociaux à Marseille.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 4 710 008 euros à souscrire par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse.

Ce prêt est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 37 logements collectifs locatifs sociaux dénommée La Calanque située Saint Just à Marseille (4e arrondissement).

Article 2 :

Les caractéristiques financières du prêt sont les suivantes :

Montant : 4 710 008,00 euros

Frais de dossier : 0.10 %

Phase d'amortissement des fonds

- Durée d'amortissement du prêt : 30 ans
- Période optionnelle de préfinancement : 24 mois au maximum
- Différé d'amortissement partiel possible : 60 mois maximum
- Mode d'amortissement : progressif
- Taux d'intérêt du prêt : index Euribor 3 mois + marge de 1.25
- Périodicité des échéances : trimestrielle

- Aucune indemnité ne sera due à l'occasion des ventes intervenant dans le dispositif PSLA.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SA HLM Unicil serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée de la Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SA HLM Unicil.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 007-8734/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 570 logements sociaux dénommée Consolat située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille (15e arrondissement) - Abrogation de la délibération n° FAG 011-5786/19/BM
MET 20/16567/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 570 logements sociaux « Consolat » située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille (15^e arrondissement).

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré le 16 mai 2019 pour l'approbation de la garantie d'emprunt sur la base de l'offre de prêt n° 89906 émise par la Caisse des Dépôts et Consignations. Des retards dans l'attribution de la garantie par la commune co-garante, ont conduit à la caducité du contrat. Aussi, un nouveau contrat de prêt n° 111095 a été signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations. Ainsi la Métropole est appelée à accorder une garantie d'emprunt sur la base de ce nouveau contrat de prêt.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 220 000 euros est financée par un emprunt de 2 220 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 999 000 euros, et de la Ville de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 1 221 000 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 011-5786/19/BM du 16 mai 2019 relative à l'approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 570 logements sociaux « Consolat » située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt n° 111095 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 2 220 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 570 logements sociaux « Consolat » à Marseille.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production

équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° FAG 011-5786/19/BM du 16 mai 2019.

Article 2

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 220 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 111095.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 570 logements sociaux « Consolat » située Chemin du Ruisseau Mirabeau à Marseille.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 4 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de vingt-six logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 5 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 008-8735/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Vilogia pour le financement de l'opération de construction de 24 logements collectifs locatifs sociaux dénommée La Reynarde située Traverse de la Penne à Marseille (11e arrondissement)**
MET 20/16569/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 24 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « La Reynarde » située Traverse de la Penne à Marseille (11e arrondissement).

Portée par la SA HLM Vilogia, cette opération d'un montant total de 3 032 394 euros est financée par un emprunt de 2 554 155 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 149 369,75 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 1 404 785,25 euros.

La SA HLM Vilogia a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 106511 en annexe signé entre la SA HLM Vilogia et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Vilogia a contracté un prêt d'un montant total de 2 554 155 euros

auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 24 logements collectifs locatifs sociaux à Marseille.

- Que la SA HLM Vilogia a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Vilogia.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Vilogia.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 2 554 155 euros souscrit par la SA HLM Vilogia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 106511.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération de construction de 24 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « La Reynarde » située Traverse de la Penne à Marseille (11e arrondissement).

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Vilogia dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Vilogia pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Vilogia est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront

l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Vilogia opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Vilogia.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 009-8736/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Logirem pour le financement de l'opération de construction de 20 logements sociaux dénommée Les Amaryllis située 122 Chemin des Amaryllis à Marseille (12^{ème} arrondissement)**
MET 20/16570/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 20 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Amaryllis » située 122 Chemin des Amaryllis à Marseille (12^{ème} arrondissement).

Portée par la SA HLM Logirem, cette opération d'un montant total de 3 302 601 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 2 394 341 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLS n°105778 de 1 323 133 euros,
- Contrat PLAI n°105788 de 1 071 208 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt

jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 1 077 453,45 euros, et de la commune de Marseille, co-garante, à hauteur de 55 % soit 1 316 887,55 euros.

La SA HLM Logirem a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Les contrats de Prêt N° 105778 et N° 105788 en annexe signés entre la SA HLM Logirem et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Logirem a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 2 394 341 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 20 logements collectifs locatifs sociaux à Marseille.
- Que la SA HLM Logirem a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Logirem.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Logirem.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 2 394 341 euros souscrits par la SA HLM Logirem auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLS n°105778 constitué de trois lignes, d'un montant de 1 323 133 euros,
- Contrat PLAI n°105788 constitué de deux lignes, d'un montant de 1 071 208 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « Les Amaryllis », située 122 Chemin des Amaryllis à Marseille (12^{ème} arrondissement).

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 105778 et n° 105788 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet

remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Logirem dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Logirem pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Logirem est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Logirem opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 105778 et n° 105788 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Logirem.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 010-8737/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux dénommée Marinabay située Chemin des Arbouses à La Ciotat

MET 20/16553/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux dénommée « Marinabay » située Chemin des Arbouses à La Ciotat.

Portée par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée, cette opération d'un montant total de 364 091 euros est financée par un emprunt de 214 863 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 96 688,35 euros, et de la commune de La Ciotat, co-garante, à hauteur de 55 % soit 118 174,65 euros.

La SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 111177 en annexe signé entre la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée et la Caisse des Dépôts et Consignations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a contracté un prêt d'un montant total de 214 863 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux à La Ciotat.
- Que la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 214 863 euros souscrit par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières

et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 111177.

Ce prêt, constitué de deux lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements locatifs sociaux dénommée « Marinabay » située Chemin des Arbouses à La Ciotat.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM ICF Sud-Est Méditerranée.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 011-8738/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée Le Belcoden située Avenue Paul Brutus à Fuveau
MET 20/16544/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Le Belcoden » située Avenue Paul Brutus à Fuveau.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 841 567 euros est financée par un emprunt de 609 281 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 335 104,55 euros, et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 45 % soit 274 176,45 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 108719 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 609 281 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux à Fuveau.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 609 281 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 108719.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 4 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Le Belcoden » située Avenue Paul Brutus à Fuveau.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 012-8739/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération de construction de 10 logements sociaux dénommée La Begude située Chemin de Saint François à Fuveau MET 20/16578/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 10 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « La Begude » située Chemin de Saint François à Fuveau.

Portée par la Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 2 333 052,81 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 2 016 510 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI n°112674 de 1 776 510 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°112675 de 240 000 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 109 080,50 euros, et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 45 % soit 907 429,50 euros.

La Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 112674 et N° 112675 en annexe signés entre la Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Française des Habitations Economiques a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 2 016 510 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 10 logements collectifs locatifs sociaux à Fuveau.

- Que la Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Française des Habitations Economiques.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 2 016 510 euros souscrits par la Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI n°112674 constitué de quatre lignes, d'un montant de 1 776 510 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°112675 constitué de deux lignes, d'un montant de 240 000 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « La Begude », située Chemin de Saint François à Fuveau.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 112674 et n° 112675 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Française des Habitations Economiques pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 112674 et n° 112675 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 013-8740/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour le financement de l'opération d'aménagement ZAC Pallières II aux Pennes-Mirabeau MET 20/16589/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du soutien au développement économique de son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence mène une intervention volontariste en termes d'accompagnement d'investissements structurants. Elle conduit à ce titre une réflexion stratégique sur les structures d'aménagement territoriales afin d'aboutir à une vision objectivée de la performance et des forces et faiblesses de l'ensemble des acteurs économiques implantés sur son territoire.

La réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC des Pallières II » a été initiée par la Ville des Pennes-Mirabeau en février 2015. Il s'agit d'une opération d'aménagement d'ensemble mixant habitat, commerces de proximité, activités et équipements publics, sur une superficie totale de 33 hectares. Ce programme permettra la réalisation de 1 000 logements, dont 30 % de logements sociaux, 6 000 m2 de surface de plancher pour les commerces et activités, ainsi que la création d'équipements publics tels qu'un groupe scolaire et une maison intergénérationnelle.

L'aménagement de cette ZAC a été concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires par délibération du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau le 13 avril 2015. Compte tenu de la création au 1^{er} janvier 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et en accord avec la commune des Pennes-Mirabeau, la ZAC des Pallières II a été déclarée d'intérêt métropolitain par délibération du 19 octobre 2017, entraînant un transfert de maîtrise d'ouvrage, acté par délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, et la signature le 26 novembre 2018 de l'avenant au contrat de concession acté par délibération du 18 octobre 2018.

Pour assurer le financement de cette opération d'aménagement « ZAC des Pallières II », la SPLA Pays d'Aix Territoires a sollicité un prêt d'un montant de 1 700 000 euros auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.

Aussi, et conformément à l'article 27.7 de la concession d'aménagement, la Métropole est sollicitée pour accorder à la SPLA Pays d'Aix Territoires une garantie d'emprunt.

Les caractéristiques financières du prêt proposé par le Crédit Agricole Alpes Provence sont les suivantes :

- Montant du financement : 1 700 000 euros
- Conditions financières :
 - ✓ Durée : 48 mois
 - ✓ Taux fixe : 0,21 %
 - ✓ Périodicité des intérêts : trimestrielle
 - ✓ Amortissement : In fine
 - ✓ Date limite de versement des fonds : 31 décembre 2020
 - ✓ Frais de dossier : 0.05 % du montant financé

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % sur toute la durée du prêt.

La SPLA Pays d'Aix Territoires a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des états financiers approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'aménagement correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération URB 023-2781/17/CM du 19 octobre 2017 relative à la définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération URB 029-4188/18/CM du 28 juin 2018 approuvant les conditions de transfert de l'opération d'aménagement d'intérêt métropolitain « ZAC Pallières II » sur la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération URB 031-4377/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n° 2 avec la SPLA Pays d'Aix Territoires relatif à la concession d'aménagement de la ZAC Pallières 2 aux Pennes-Mirabeau ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SPLA Pays d'Aix Territoires est amenée à réaliser l'opération d'aménagement « ZAC Pallières II » aux Pennes-Mirabeau.
- Que pour ce faire, il est nécessaire à la SPLA Pays d'Aix Territoires de souscrire un emprunt de 1 700 000 euros auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.
- Que compte tenu de l'intérêt que présente cette opération pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, il convient d'accorder une garantie d'emprunt à la SPLA Pays d'Aix Territoires.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 80 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 700 000 euros à souscrire par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès du Crédit Agricole Alpes Provence.

Ce prêt est destiné à financer la réalisation de l'opération d'aménagement « ZAC Pallières II » dans le cadre de l'avenant n° 2 du traité de concession.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques financières du prêt à contracter par la SPLA Pays d'Aix Territoires auprès du Crédit Agricole Alpes Provence comme suit :

- Montant du financement : 1 700 000 euros
- Conditions financières :
 - ✓ Durée : 48 mois
 - ✓ Taux fixe : 0,21 %
 - ✓ Périodicité des intérêts : trimestrielle
 - ✓ Amortissement : In fine
 - ✓ Date limite de versement des fonds : 31 décembre 2020
 - ✓ Frais de dossier : 0.05 % du montant financé

Article 3 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues

par la SPLA Pays d'Aix Territoires dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Dans l'hypothèse où la SPLA Pays d'Aix Territoires serait dans l'impossibilité de s'acquitter des sommes dues par elle aux échéances convenues, ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, si la situation financière de l'organisme s'avère défaillante, à en effectuer le paiement sur demande dûment justifiée du Crédit Agricole Alpes Provence, adressée par lettre recommandée au plus tard deux mois avant la date d'échéance.

Toutefois, de manière générale, la Métropole Aix-Marseille-Provence demandera avant la mise en jeu de la garantie le bénéfice de la discussion et un examen de la situation financière de la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, le contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole Alpes Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 014-8741/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM 3F Sud pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée La Provençale située Avenue Emile Zola, Angle Puget à Gréasque
MET 20/16552/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée « La Provençale » située Avenue Emile Zola, Angle Puget à Gréasque.

Portée par la SA HLM 3F Sud, cette opération d'un montant total de 743 180 euros est financée par un emprunt de 312 499 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 171 874,45 euros, et de la commune de Gréasque, co-garante, à hauteur de 45 % soit 140 624,55 euros.

La SA HLM 3F Sud a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de prêt N° 111016 en annexe signé entre la SA HLM 3F Sud et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM 3F Sud a contracté un prêt d'un montant total de 312 499 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux à Gréasque.
- Que la SA HLM 3F Sud a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM 3F Sud.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM 3F Sud.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 312 499 euros souscrit par la SA HLM 3F Sud auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 111016.

Ce prêt, constitué de quatre lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée « La Provençale » située Avenue Emile Zola, Angle Puget à Gréasque.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte

sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM 3F Sud dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM 3F Sud pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM 3F Sud est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM 3F Sud opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM 3F Sud.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 015-8742/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour le financement de l'opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée Résidence Grapelli située Passage Troussier à Salon-de-Provence

FBPA 015-19/11/20 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée « résidence Grapelli » située Passage Troussier à Salon-de-Provence.

Portée par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme, cette opération d'un montant total de 261 245 euros est financée par un emprunt de 70 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 31 500 euros, et de la commune de Salon-de-Provence, co-garante, à hauteur de 55 % soit 38 500 euros.

La SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des

garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole;
- Le contrat de prêt N° 107455 en annexe signé entre la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a contracté un prêt d'un montant total de 70 000 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux à Salon-de-Provence.
- Que la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 70 000 euros souscrit par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières

et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 107455.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux dénommée « Résidence Grapelli » située Passage Troussier à Salon-de-Provence.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence ne bénéficiera pas de logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SCA Foncière d'Habitat et Humanisme.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 016-8743/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération de construction de 23 logements sociaux dénommée Gendarmerie située Avenue Charles de Gaulle à Mallemort MET 20/16576/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de construction de 23 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Gendarmerie » située Avenue Charles de Gaulle à Mallemort.

Portée par la Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 3 150 643,95 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 2 463 769 euros se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI-PLS n°109240 de 2 003 769 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°109239 de 460 000 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 1 108 696,05 euros, et de la commune de Fuveau, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 1 355 072,95 euros.

La Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 109240 et N° 109239 en annexe signés entre la Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Française des Habitations Economiques a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 2 463 769 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de construction de 23 logements collectifs locatifs sociaux à Fuveau.
- Que la Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Française des Habitations Economiques.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 2 463 769 euros souscrits par la Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI-PLS n°109240 constitué de sept lignes, d'un montant de 2 003 769 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°109239 constitué de deux lignes, d'un montant de 460 000 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « Gendarmerie », située Avenue Charles de Gaulle à Mallemort.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 109240 et n° 109239 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Française des Habitations Economiques pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Française des

Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 109240 et n° 109239 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 017-8744/20/BM

■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux dénommée L'Oliva ex Lafoli PLUS-PLAI située Route des Oliviers à La Fare-les-Oliviers MET 20/16541/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux dénommée « L'Oliva ex Lafoli PLUS-PLAI » située Route des Oliviers à La Fare-les-Oliviers.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 1 797 089 euros est financée par un emprunt de 1 214 871 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 546 691,95 euros, et de la commune de La Fare-les-Oliviers, co-garante, à hauteur de 55 % soit 668 179,05 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 105767 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 214 871 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux à La Fare-les-Oliviers.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 214 871 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 105767.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 14 logements locatifs sociaux dénommée « L'Olive ex Lafoli PLUS-PLAI » située Route des Oliviers à La Fare-les-Oliviers.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et

sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 018-8745/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux dénommée L'Oliva ex Lafoli PLS située Route des Oliviers à La Fare-les-Oliviers**
MET 20/16543/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux dénommée « L'Oliva ex Lafoli PLS » située Route des Oliviers à La Fare-les-Oliviers.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 699 011 euros est financée par un

emprunt de 559 209 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % soit 251 644,05 euros, et de la commune de La Fare-les-Oliviers, co-garante, à hauteur de 55 % soit 307 564,95 euros.

La SA HLM Unicil a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 105869 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 559 209 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux à La Fare-les-Oliviers.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 559 209 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 105869.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements locatifs sociaux dénommée « L'Oliva ex Lafoli PLS » située Route des Oliviers à La Fare-les-Oliviers.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 019-8746/20/BM

**■ Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux dénommée Cœur Village située 2 Avenue des Pégoulières à Peypin
MET 20/16536/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux dénommée « Cœur Village » située 2 Avenue des Pégoulières à Peypin.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 042 922 euros est financée par un emprunt de 788 522 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 433 687,10 euros, et de la commune de Peypin, co-garante, à hauteur de 45 % soit 354 834,90 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;

- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 111796 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 788 522 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux à Peypin ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 788 522 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 111796.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée « Cœur Village » située 2 Avenue des Pégoulères à Peypin.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est

autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 020-8747/20/BM

■ **Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 60 logements sociaux dénommée Les Benezets située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse**
FBPA 020-19/11/20 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 60 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Benezets » située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse.

Portée par la Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 9 079 238 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 7 698 838 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI n°108867 de 6 258 838 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°108868 de 1 440 000 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 234 360,90 euros, et de la commune de La Bouilladisse, co-garante, à hauteur de 45 % soit 3 464 477,10 euros.

La Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction en VEFA et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 108867 et N° 108868 en annexe signés entre la Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Société Française des Habitations Economiques a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 7 698 838 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 60 logements collectifs locatifs sociaux à La Bouilladisse.

- Que la Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Française des Habitations Economiques.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 7 698 838 euros souscrits par la Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI n°108867 constitué de quatre lignes, d'un montant de 6 258 838 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°108868 constitué de deux lignes, d'un montant de 1 440 000 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « Les Benezets », située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 108867 et n° 108868 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Française des Habitations Economiques pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais

opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 108867 et n° 108868 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 021-8748/20/BM

■ Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire SEMAGORA pour la gestion de service public du Centre des Congrès Agora à Aubagne FBPA 021-19/11/20 BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé le choix de la SEMAGORA en tant que délégataire de service public pour la gestion par affermage du Centre de Congrès Agora situé à Aubagne.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG 008-1288/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public exécutoire au 20 février 2017 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le rapport d'activité 2019 joint en annexe ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités du délégataire doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à celles-ci.

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par le délégataire SEMAGORA.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole.

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel pour l'année 2019 du délégataire pour la gestion du service public du Centre des Congrès Agora à Aubagne remis par le délégataire SEMAGORA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 022-8749/20/BM

■ Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence MET 20/16460/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux ont une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de ses réunions du 3 novembre 2020, la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

- 1) La recevabilité des 11 demandes d'indemnisation suite aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que de la requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne :

Ont été déclarés recevables, et à ce titre a fait l'objet d'une demande d'expertise judiciaire pour les périodes de travaux ci-après précisées, les dossiers suivants :

- CVM-2020/09/37 : LA CASERTANE du 12/02/2019 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/38 : PHARMACIE DAVSO du 01/01/2020 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/39 : LE METROPOLE du 01/10/2019 au 29/05/2020,
- CVM-2020/10/40 : LA LUNETTERIE du 21/10/2019 au 01/07/2020,
- CVM-2020/10/41 : LA CANTINE du 12/02/2019 au 30/10/2019,
- PJJLP-2019/10/11-2 : AU PETIT NICE du 16/10/2019 au 16/10/2020,
- PJJLP-2020/10/18 : CHEZ IDA du 12/10/2018 au 12/10/2020,
- AUB-2020/08/05 : PHARMACIE DU BRAS D'OR du 08/07/2019 au 31/08/2020,
- AUB-2020/10/06 : BOUTIQUE BABETH du 08/07/2019 au 30/09/2020,
- LTD-2020/10/11 : LA CASSE DU SCOOTER du 11/03/2019 au 13/03/2020,
- LTD-2020/10/12 : HARLEY DAVIDSON MASSILIA du 11/03/2019 au 13/03/2020,

- 2) Le montant des indemnités proposées dans le cadre des dossiers suivants relatifs aux travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements) à Marseille, de la Place de la République et de l'Avenue Jean Jaurès à Marignane, des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements), du Cours Lieutaud (1^{er} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ainsi que des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne auxquels elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

Centre-Ville de Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
CVM-2020/06/22	CHROM	Square Belsunce – 13001 Marseille	01/08/19 au 15/03/20	4 772,00 €	2 863,00 €	0,00 €	2 863,00 €
CVM-2020/08/29	LE STOP	16, Rue Saint-Saëns – 13001 Marseille	12/02/19 au 31/03/20	100 386,00	60 232,00	0,00	60 232,00
TOTAL				105 158,00	63 095,00	0,00	63 095,00

Montant des indemnisations déjà accordées	261 625.00 €
Total général chantier Espaces Publics du Centre-Ville de Marseille	324 720.00 €

LA PLAINE – Place Jean JAURES

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
PJJLP-2020/02/15	LE FOURNIL DE L'ETOILE	61 Place Jean Jaurès 13006 Marseille	12/10/18 au 20/06/19	-9 715,00	-5 829,00	0,00	-5 829,00*
PJJLP-2019/08/6-2	L'ART DE LA FROMAGERIE	20 rue Saint-Michel 13006 Marseille	02/09/19 au 31/08/20	69 370,00	41 622,00	0,00	41 622,00
PJJLP-2020/06/16	L'ETRANGE POUVOIR DES PETITS RIENS	13 rue Saint-Michel 13006 Marseille	12/10/18 au 31/03/20	15 093,00	9 056,00	1 399,00	10 455,00
TOTAL				74 748,00	44 849,00	1 399,00	46 248,00

Montant des indemnisations déjà accordées	232 082,00 €
Total général PLACE JEAN JAURES – LA PLAINE	278 330,00 €

* Ecriture de régularisation - La CMIA modifie son avis acté **Gours** 15 septembre 2020 suite au jugement du Tribunal de Commerce de Marseille, rendu le 05 août 2020, plaçant en liquidation judiciaire la société LE FOURNIL DE L'ETOILE. L'arrêt consécutif à une liquidation judiciaire ne donne pas lieu à indemnisation.

Lieutaud à Marseille

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Préjudice pondéré	Frais annexes facturés	Proposition de la Commission
LTD-2019/10/1-2	SJP	152, Cours Lieutaud – 13006 Marseille	01/11/19 au 13/03/20	6 320,00	3 792,00	0,00	3 792,00
TOTAL				6 320,00	3 792,00	0,00	3 792,00

Montant des indemnisations déjà accordées	109 555.00 €
Total général chantier COURS LIEUTAUD	113 347.00 €

Par conséquent, il est proposé de suivre les avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatifs à l'examen de la recevabilité des 11 demandes d'indemnisations précitées, ainsi que les montants d'indemnisation retenus pour les 6 dossiers ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 059-483/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les commerçants, artisans et professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- L'avis de la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 3 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 17 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les travaux de requalification du Cours Lieutaud à Marseille (1^{er} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification de la Place Jean Jaurès (1^{er}, 5^{ème} et 6^{ème} arrondissements de Marseille) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille (1^{er}, 2^{ème} et 6^{ème} arrondissements) ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Que les travaux de requalification des grands espaces publics du centre-ville d'Aubagne ont eu un impact sur des exploitations commerciales ;
- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole ;
- Que la Commission d'indemnisation amiable des préjudices économiques de la Métropole

Aix-Marseille-Provence s'est prononcée sur la recevabilité et l'indemnisation de dossiers relatifs à ces travaux.

Délibère

Article 1 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité des 11 dossiers de demande d'indemnisation précités.

Article 2 :

Est suivi l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation des 6 dossiers précités pour un montant total de 113 135,00 euros.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer les protocoles d'accord transactionnels ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 023-8750/20/BM

■ **Cession à titre onéreux d'un terrain sur l'extension du parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence à l'organisme de formation CERER et approbation d'une convention de servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle cadastrée CW 1359**
MET 20/16378/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'organisme de formation CERER a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays Salonais, pour l'acquisition de la parcelle cadastrée CW 1377, d'une surface totale de 1 218 m² sur l'extension du parc d'activités de la Gandonne à Salon-de-Provence.

Cet organisme de formation spécialisé dans les métiers du bâtiment souhaite développer des formations dans les domaines du génie climatique, thermique et des énergies renouvelables.

CERER est un centre de formation privé dans les domaines du génie climatique, thermique et des énergies renouvelables proposant des formations en centre et au sein des entreprises, du niveau V (CAP, BEP) au niveau I (Bac + 5).

Afin de poursuivre son développement, cet organisme souhaite acquérir cette parcelle.

France Domaine a été consulté concernant la valeur de la parcelle concernée. Par avis du 6 novembre 2020, la parcelle a été évaluée à 109 620 €HT

Ceci exposé, il est proposé de vendre le terrain constitué par la parcelle cadastrée CW 1377, d'une surface totale de 1 218 m², à l'organisme de formation CERER au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m². Soit au total 109 620 euros hors taxes, ce prix comprenant à la fois le prix du foncier et le prix des servitudes accordées.

De plus, l'accès à la parcelle et la desserte en réseaux (notamment électrique et gaz) nécessite un passage en surface et sous-sol sur la parcelle cadastrée CW 1359, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est donc nécessaire de prévoir une servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle cadastrée CW 1359 (108 m² concernés), située devant l'entrée du bassin de rétention des eaux pluviales de l'avenue Ventadouro, entre le portail, les coffrets gaz et électriques de la parcelle cadastrée CW 1377. Ces servitudes ne seront pas de nature à perturber l'accès des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence au bassin de rétention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 6 novembre 2020 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La commune intention des parties de finaliser cette vente.
- Qu'il convient de conclure une convention de servitude de passage et de tréfonds sur la parcelle cadastrée CW 1359, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice de la parcelle cadastrée CW1377.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente d'un terrain de 1 218 m² constitué par la parcelle cadastrée CW 1377 sur l'extension du parc d'activités de la Gandonne à Salon de Provence à l'organisme de formation CERER ou à toute autre société pouvant s'y substituer, au prix unitaire de 90 euros hors taxes le m², soit un montant total de 109 620 euros hors taxe comprenant également le prix des servitudes consenties.

Article 2 :

Une indemnité d'immobilisation de 5% hors taxes du prix de vente sera versée à la signature du compromis de vente, sous forme d'avance non remboursable.

Article 3 :

Le permis de construire devra être déposé au plus tard le 31 mai 2021 et l'acte de vente signé au plus tard le 30 novembre 2021 à défaut de quoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence se donnera le droit de commercialiser le terrain ou de signer avec un autre acquéreur si elle estime que les raisons invoquées par CERER sont irrecevables.

Article 4 :

Est approuvée la convention de servitude de passage et de tréfonds ci-annexée, sur une emprise de 108 m² de la parcelle cadastrée CW 1359 – ZA la Gandonne à Salon de Provence, consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence au bénéfice de l'organisme de formation CERER.
Cette servitude sera inscrite dans l'acte de vente de la parcelle cadastrée CW 1377.

Article 5 :

L'office de Maître Andréani à Salon de Provence est désigné pour dresser les actes afférents à ce dossier.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout document relatif à la réalisation et au suivi de ce dossier, à réaliser les formalités afférentes et à charger tout notaire d'établir les actes authentiques à intervenir.

Article 7 :

Les frais d'actes seront à la charge exclusive de l'acquéreur.

Article 8 :

Les recettes résultant de cette vente seront inscrites au budget annexe des zones d'activités du Territoire du Pays Salonais – chapitre 70, nature 7015.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 024-8751/20/BM

■ Approbation d'une convention d'occupation du domaine public pour la passage d'une canalisation au profit de Rio Tinto MET 20/16472/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par actes notariés du 19 Octobre 2017 et du 20 Décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille Provence a fait l'acquisition de parcelles anciennement propriété de la SNCF sur les communes d'Aubagne, Auriol, La Bouilladisse, La Destrousse, Roquevaire, Peypin, Saint Savournin et Gréasque. Ces biens ont en conséquence, aux dates précitées, intégré le domaine public de la Métropole pour les besoins de la réalisation d'une ligne de tramway partiellement opérée en site propre et dénommée «Val'Tram».

Dans le cadre de ces acquisitions, la Métropole est venue aux droits du propriétaire dans le cadre de la convention d'occupation en date du 11 avril 2001 entre d'une part la SNCF et RFF et d'autre part la société ALUMINIUM PECHINEY pour le passage d'une canalisation de conduite d'évacuation de boues en aéro-souterrain d'une longueur de 15 436 mètres linéaires desservant l'usine d'alumine de Gardanne, au profit de la société ALUMINIUM PECHINEY.

La société ALUMINIUM PECHINEY a fait part à la Métropole qu'elle fusionnait avec la société RIO TINTO qui devient seul et unique interlocuteur et redevable des redevances au titre de la convention.

Enfin, la société ALUMINIUM PECHINEY est redevable depuis 2018 des redevances d'occupation au titre de la convention sus-mentionnée.

Il s'agit par la présente, la convention initiale n'ayant pas été mise à jour suite à ces changements, de régulariser l'occupation et d'en fixer les modalités.

Une convention d'occupation du Domaine Public est proposée à la signature de Madame la Présidente, dont le projet est ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est proposé l'approbation de la signature d'une convention d'occupation du Domaine Public pour le passage en aéro-souterrain d'une canalisation de conduite d'évacuation de boues au profit de la société RIO TINTO
- Que les sommes dues au titre de la précédente convention à la Métropole du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020 s'élèvent à : 149 140, 21 euros HT soit 178 968, 25 euros TTC
- Que la redevance annuelle d'occupation à compter du 1^{er} janvier 2021 est fixée à 50 572,88 euros HT

Délibère

Article 1 :

Est approuvée une convention d'occupation du Domaine Public avec la société RIO TINTO pour le passage d'une canalisation de conduite d'évacuation de boues en réseau aéro-souterrain ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention et tout autre document y afférent.

Article 3 :

La recette correspondante est inscrite aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille - Provence sur les imputations budgétaires : Budget Annexe Transport – Section Investissement – Nature 7034 – Sous politique C210 – Code opération n°2017400100.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 025-8752/20/BM

■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAFIM MET 20/16542/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par décision n°20/326/D du 7 mai 2020, la Métropole approuvait la conclusion d'un contrat de location avec la SAFIM pour louer, jusqu'au 31 août, une surface de 1 600 m2 au Palais de l'Europe (parc des expositions de Chanot), afin d'y créer un atelier de fabrication de masques réutilisables en tissu à destination de la population départementalo-métropolitaine (opération #unmasquepour tous) et des agents des deux collectivités.

Le devis associé à ce contrat et acté dans la décision s'établissait à 147 342,14 euros HT (soit 176 810,57 euros TTC), sachant que plusieurs des prestations de services de ce devis initial étaient chiffrées sur la base d'un prévisionnel. La facturation finale tenant compte des dépenses réelles (ex : éclairage, gardiennage etc.) vient modifier ce devis initial.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de prolonger d'une semaine l'occupation des locaux du Palais de l'Europe, soit jusqu'au 4 septembre 2020, ceci afin de permettre à l'atelier d'achever la fabrication des masques objet de la dernière commande (masques pour la Métropole), et d'organiser dans les meilleures conditions son déménagement dans de nouveaux locaux situés boulevard Frédéric Sauvage à Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n°20/326/D du 7 mai 2020 approuvant un contrat de location avec la SAFIM afin d'y installer un atelier de fabrication de masques réutilisables en tissu ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de payer l'indemnité à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixée au solde de tout compte à 23 687,85 € HT se décomposant comme suit :
 - 12 325,76€ HT correspondant à la facturation au réel des prestations réellement effectuées. Les écarts entre le montant initial de la décision 20/326D et le devis final (V24) sont détaillés en annexe. Ils se décomposent en une augmentation par rapport au devis initial de 22 421,76€ HT liée à des prestations de services initialement non prévues au contrat (gardiennage, panneaux signalétiques et location) et une diminution de 10 096 € HT liée à l'ajustement au réel de provisions de charges prévues au contrat initial.
 - 7 807,09€ HT pour la prolongation de l'utilisation des locaux jusqu'au 4 septembre inclus (devis V19 en annexe) non prévu initialement au contrat
 - 3 555 HT liés à la facturation de désordres mineurs constatés à la fin de l'occupation par la Métropole (devis V21).
- Qu'il convient de régulariser par la signature d'un protocole transactionnel l'ensemble des prestations initialement non prévues au contrat soit les services de gardiennage, de fabrication de panneaux signalétiques et de loyer pour la journée du 31 août 2020 ainsi que le loyer et les charges dus au titre de

l'occupation entre le 1er et le 4 septembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-joint avec la SAFIM dans le cadre d'une opération de mécénat pour un montant global supplémentaire de 23 687,85 € HT décomposé comme suit :

- 7 807,09 € HT (soit 9 368,51 € TTC) pour y poursuivre pendant une semaine – soit jusqu'au 4 septembre 2020 inclus - l'activité de fabrication de masques textiles ;
- 22 421,76 € HT pour réaliser des prestations de gardiennage, de fabrication de panneaux signalétiques et de location. En plus de ces sommes, l'ajustement au réel des provisions de charges versées par la Métropole à la SAFIM au titre du contrat initial laisse apparaître un trop perçu de la part de la SAFIM s'élevant à 10 096 € HT, qu'il convient de régulariser par le présent protocole.
- 3 555 € HT pour régulariser des désordres mineurs constatés à la fin de l'occupation par la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'ajustement au réel des prestations restant dues, prévues au titre du contrat initial notamment d'éclairage, climatisation, branchement électrique et de nettoyage pour un montant au bénéfice de la Métropole de 10 096 euros HT.

Article 3 :

Est approuvé le montant total du contrat de location avec la SAFIM, incluant les plus et moins values détaillées aux articles 1 et 2 supra, est porté de 147 342,14 euros HT (176 810,57 euros TTC) à 171 029,99 euros HT (205 235,98 euros TTC).

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le protocole transactionnel avec la SAFIM ainsi que les conditions financières, ci-annexés.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole-Provence 2020, sous-politique A131 – nature 6227– fonction 020.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 026-8753/20/BM

**■ Approbation d'une convention cadre entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations
MET 20/16621/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Caisse des Dépôts et Consignations et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique de la France. Le groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Partenaire privilégié des collectivités territoriales, la Caisse des Dépôts accompagne la réalisation de leurs projets de développement.

La Caisse des Dépôts, au travers de sa direction la Banque des territoires, est l'interlocuteur privilégié de tous les acteurs institutionnels et économiques locaux.

Elle intervient en qualité de financeur et d'investisseur avisé et de long terme dans des domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé, afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats entre acteurs publics et privés.

Elle accompagne les acteurs des territoires dans la construction et la mise en œuvre de leurs projets d'avenir grâce à une large palette d'offres et de solutions : accompagnement amont et ingénierie, conseil, financement en fonds propres et en dette, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés, gestion de mandats publics, exploitation.

Mobilisée dès la phase préparatoire à la création des Métropoles françaises, la Caisse des Dépôts et Consignations avait déjà signé en 2016 un partenariat sur cinq ans avec la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur des grands axes définis ensemble.

Aujourd'hui, suite à la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, elle souhaite accompagner la Métropole dans la mise en œuvre de son plan de relance et de renouveau « AMP 2R », approuvé le 31 juillet 2020, conçu comme un nouveau modèle de développement qu'il faudra collectivement réussir pour faire face aux impacts en cascade de la pandémie et du confinement.

Pour panser les plaies immédiates liées par cette crise sanitaire dont les effets ont induit une crise économique, financière et sociale, le renouveau d'Aix-Marseille-Provence impose de prioriser les efforts et les moyens pour répondre simultanément à trois impératifs : le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale, le virage écologique.

Cette stratégie passe par la mise en œuvre de huit chantiers aussi cruciaux les uns que les autres, pour

relancer l'économie, favoriser l'inclusion sociale et accroître la transition écologique.

1. Soutenir massivement les secteurs économiques durement touchés par la crise sanitaire, notamment le commerce, le BTP, et le tourisme
2. Investir dans des filières santé et activités "bas carbone" non délocalisables
3. Engager un « Pacte de relocalisation » des activités productives
4. Résorber les fractures (sociales, territoriales, numériques)
5. Développer l'offre de mobilité en favorisant les moyens alternatifs à la voiture individuelle
6. Engager des projets urbains transformateurs, avec notamment un ambitieux plan de rénovation énergétique du bâti public et privé, et intensifier les cœurs de ville
7. Protéger strictement et valoriser les espaces agricoles et naturels, même en ville.
8. Développer l'autonomie alimentaire et encourager les circuits courts

C'est dans ce cadre et en accompagnement de ces chantiers prioritaires que la Caisse des dépôts s'engage aux côtés de la Métropole pour réussir ce renouveau.

En effet, les orientations du plan « Relance et Renouveau » d'AMP rejoignent pleinement les objectifs du plan de relance de 18,7 milliards que la Banque des Territoires met en œuvre dans le cadre du plan national « France Relance ».

Aujourd'hui, en sa qualité d'acteur de la transformation du pays, grâce à sa capacité à mobiliser l'épargne des Français et à fédérer des acteurs privés et publics, la Caisse des dépôts déploie sa mobilisation autour de quatre axes : Protéger la planète, agir pour le logement, soutenir les entreprises et l'économie, renforcer la cohésion sociale. Ces axes sont eux même déclinés selon les priorités suivantes :

- Soutenir des secteurs économiques touchés : commerces, BTP, tourisme, culture et sport
- Investir les filières santé et les activités bas carbone non délocalisables
- Soutenir un pacte de relocalisation des activités productives
- Résorber les fractures numériques
- Développer l'autonomie alimentaire et encourager les circuits courts

Au regard des éléments ci-dessus énoncés et des enjeux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'articulation entre les plans de relance des deux institutions permet de proposer un partenariat pluriannuel au travers d'une convention cadre.

Ladite convention, d'une durée de six ans (2020-2026), prévoit des axes et des pistes de projets identifiés qui se déclineront ultérieurement en conventions particulières.

A l'issue de chaque année d'exercice de la convention, les parties dresseront un bilan des actions et projets menés de concert et arrêteront le programme des actions à envisager pour les années suivantes.

Cet accord de partenariat revêt un intérêt stratégique majeur pour faciliter l'accès aux financements tant publics que privés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN CM 001-17/07/20 du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la délibération-cadre de Relance et de Renouveau de la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP 2R) adoptée en réponse à la crise sanitaire actuelle a besoin d'être portée et soutenue par les partenaires financiers.
- Que, dans le cadre du plan « France Relance », la Banque des territoires mobilise ses fonds propres sur des priorités communes à celles de la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme protéger la planète, agir pour le logement, soutenir les entreprises et l'économie, renforcer la cohésion sociale.
- Que les huit chantiers de la délibération-cadre AMP 2R eux-mêmes en phase avec les dispositifs annoncés dans « France Relance » rejoignent pleinement les priorités du plan de la Banque des Territoires.
- Qu'il convient d'approuver la convention cadre de partenariat entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Banque des Territoires 2020-2026.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée à conclure entre la Métropole et la Caisse des Dépôts et des Consignations.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cette convention-cadre et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 027-8754/20/BM

■ Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

MET 20/16549/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Deux dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 4 646.53 euros (Quatre mille six cent quarante-six euros et cinquante-trois centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- RTM – sinistre du 11 septembre 2018 – montant : 1635.10 euros,
- M. Christophe DIDA – sinistre du 14 novembre 2019 – montant : 3 011.43 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences.
- Que le contrat d'assurance responsabilité civile souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille-Provence n'assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels que lorsque le coût est supérieur à 30 000 euros.
- Qu'il convient donc d'approuver les indemnités les dommages d'un montant individuel inférieur à 30 000 euros.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'indemnisation des tiers visés au rapport ci-annexé, à hauteur de la somme globale de 4 646,53 euros en réparation des dommages matériels engageant la responsabilité de la collectivité, tels que décrits dans l'annexe jointe.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous politique A 160 fonction 020 article 65888.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 028-8755/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition par la commune de Port-de-Bouc d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence
MET 20/15353/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération FAG 063-7226/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention de mise à disposition par la commune de Port de Bouc d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour exercer les fonctions de Chargé de Mission Emploi – Formation – Insertion, au sein de la Maison des Services au Public de la Ville de Port-de-Bouc, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2020 (convention à titre onéreux).

Le présent avenant a pour objet de rectifier une erreur matérielle relative au grade d'appartenance de l'agent mis à disposition, contenue dans l'article 1 de cette convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 063-7226/19/BM du 19 décembre 2019 portant approbation d'une convention de mise à disposition par la commune de Port de Bouc d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de mise à disposition par la commune de Port de Bouc d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée de trois ans.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de modifier par avenant la convention de mise à disposition par la commune de Port de Bouc d'un agent auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par délibération FAG 063-7226/19/BM du 19 décembre 2019.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci annexé, à la convention de mise à disposition d'un agent de la commune de Port-de-Bouc auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvée par délibération FAG 063-7226/19/BM du 19 décembre 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2020 et suivants – chapitre 12 Nature 6218.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 029-8756/20/BM

■ **Renouvellement de la convention de mise à disposition partielle d'un agent de la commune de Septèmes-les-Vallons auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'animation et la mise en œuvre du DOCOB du site Natura 2000 "Chaîne de l'Etoile - Massif du Garlaban"**
MET 20/16639/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce des compétences en matière de valorisation du patrimoine naturel.

conditions suivantes :

Catégorie	Filière	Commune	Fonction communale	Fonction à la Métropole	Nombre de poste	Quotité
A	Technique	Septèmes-les-Vallons	Chef du service Développement Durable	Chargée de mission Natura 2000 Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban	1	50 %

Le site Natura 2000 FR9301603 « Chaîne de l'Etoile-Massif du Garlaban » est une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) au titre de la Directive européenne 93/43/CEE du 21 mai 1992, dite Directive Habitats. Le document d'objectifs a été approuvé par arrêté préfectoral du 9 août 2007.

Par délibération n°ENV008-2815/17/CM, la Métropole Aix-Marseille-Provence a assuré la mise en œuvre et l'animation du Document d'Objectifs du site Natura 2000 « Chaîne de l'Etoile-Massif du Garlaban » pour la première période allant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Force de son retour d'expérience des trois premières années, la Métropole souhaite poursuivre ces missions.

Une convention cadre avec l'Etat précisera l'ensemble des prescriptions administratives et financières liées à la mise en œuvre de ce programme pour une durée de trois ans.

Au-delà de l'organisation métropolitaine, en tant que de besoin et afin d'assurer une continuité opérationnelle basée sur la connaissance des sites, une convention de mise à disposition a été établie entre la Métropole et la commune de Septèmes-les-Vallons. Fondée sur un fort principe d'efficience lié à la mobilisation de techniciens disposant à la fois de l'expertise et de la parfaite connaissance du terrain, cette convention a vocation à définir et organiser les modalités de mise à disposition et des activités de l'agent concerné à l'exercice de la compétence.

Soumises à l'information du conseil municipal et du conseil de la Métropole, cette convention organisera les relations entre les collectivités co-contractantes s'agissant des aspects administratifs, financiers et techniques liés à la mise en œuvre de l'action, et organiseront les relations financières qui en découlent.

La convention de mise à disposition en annexe concerne un agent de la commune de Septèmes-les-Vallons aujourd'hui en charge de l'animation et la mise en œuvre du Document d'Objectifs du site Natura 2000 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban », dans les

A ce titre, il convient donc de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la convention de mise à disposition auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence de l'agent concerné, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2021, au sein du Service Biodiversité Espaces Naturels de la Direction Patrimoine Naturel et Paysage de la DGA Agriculture, Forêts, Paysages.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L 5215-20 ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Septèmes-les-Vallons valide la mise à disposition d'un agent lié aux fonctions de Chargée de mission Natura 2000 Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban, auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2021, pour une période de 3 ans.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition ci-annexée, à conclure entre la commune de Septèmes-les-Vallons et la Métropole Aix-Marseille-Provence, concernant la mise à disposition partielle d'un agent de sa commune, à compter du 1^{er} janvier 2021, pour une période de 3 ans.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur la nature budgétaire 6218 et du chapitre 012 – Charges de personnels.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Stratégie et
développement économique,
entreprises, commerce, relance"**

ECOR 001-8757/20/BM

**■ Approbation d'une convention avec la commune de Péliganne pour la réalisation de prestations spécifiques d'entretien des zones d'activités
MET 20/16382/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée depuis le 1^{er} janvier 2016 et rassemble six Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) dont la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence.

Aux termes de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient auparavant de compétence intercommunale sur le territoire des six EPCI fusionnés.

L'ancien territoire d'Agglopolo Provence constituant à ce jour le Conseil de Territoire du Pays Salonais compte trente et une zones d'activités couvertes par la compétence métropolitaine « Développement et aménagement économique, social et culturel. » Cette compétence comprend notamment « la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ».

Les services du Conseil de Territoire du Pays Salonais ne disposant pas à ce jour des moyens humains et matériels nécessaires à l'entretien de la voirie, des réseaux divers, des espaces verts et de l'éclairage public, l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit la possibilité pour un Etablissement Public de Coopération Intercommunale de mandater par convention les services d'une ou de plusieurs de ses communes membres pour l'exercice de compétences intercommunales par une mise à disposition des services municipaux pour l'exercice de ces compétences.

La présente convention a donc pour objectif de fixer les modalités de la mise à disposition des services de la commune de Pélissanne au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par conséquent, il est proposé au Bureau de la Métropole la mise en place d'une convention de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des zones d'activités sur la commune de Pélissanne concernant les zones d'activités dites des « Vignerolles » et du « Bas Taulet ».

La convention ne porte que sur des opérations d'entretien relevant de la section de fonctionnement. L'entretien sera assuré dans le cadre d'un programme annuel établi en concertation des parties.

La Métropole Aix-Marseille-Provence remboursera la commune des dépenses engagées selon les modalités financières définies.

La convention de mise à disposition est conclue pour une durée d'un an et sera renouvelée par reconduction tacite, sans toutefois ne pouvoir dépasser 5 ans. La date de départ de la présente convention est fixée à compter de sa signature par les deux parties.

Les montants prévisionnels estimatifs annuels sont fixés à 5 212 € HT pour la zone du Bas Taulet et à 6 114 € HT pour la zone des Vignerolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Bureau de la Métropole n°ECO 014-1560/17/BM du 30 mars 2017 portant sur l'approbation d'une convention type de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des zones d'activités du territoire du Pays Salonais ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de mise à disposition des services municipaux pour l'entretien des zones d'activités métropolitaines sur la commune de Pélissanne, telle qu'annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer la présente convention et tout document afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays Salonais – chapitre 011, compte 615231, entretien voiries et réseaux.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 002-8758/20/BM

**■ Approbation de la convention d'application "urbanisme commercial, commerce de proximité" entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence pour l'année 2020 – Abrogation de la délibération n°ECOR 004-8124/20/BM du 31 juillet 2020
MET 20/16506/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence et la CCI Aix-Marseille-Provence (CCIAMP) ont signé le 5 mai 2020 une nouvelle convention-cadre de partenariat afin de renouveler leurs efforts pour accélérer le développement économique du territoire avec un principe de déclinaison opérationnelle de cette convention-cadre en conventions spécifiques à chaque action ou groupe d'actions.

L'une des déclinaisons opérationnelles est axée sur l'appui à la stratégie métropolitaine d'urbanisme commercial et la redynamisation des centres villes par le soutien aux commerces de proximité.

En effet, le commerce de proximité et l'artisanat contribuent à améliorer le cadre de vie et constituent un facteur d'animation, un vecteur de lien social et de proximité. Mais certains territoires métropolitains voient ce tissu économique se fragiliser et perdre en dynamisme. Les raisons sont multiples et varient d'un territoire à un autre, de la concurrence des grandes surfaces et des zones commerciales implantées en périphérie des zones urbaines, à l'émergence de nouveaux comportements d'achat (e-commerce...).

Construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant notamment tous les

territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat est une des orientations stratégiques de l'agenda du développement économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence voté le 30 mars 2017 en conseil métropolitain.

Dans ce cadre, par délibération n°ECOR 004-8124/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé une convention d'application de la convention cadre de partenariat, sur la thématique « urbanisme commercial, commerce de proximité », à conclure avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence pour l'année 2020.

Cependant, la version de la convention ainsi approuvée était erronée. Aussi, il convient d'abroger la délibération précitée et d'approuver la convention d'application « urbanisme commercial, commerce de proximité » à conclure avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence pour l'année 2020.

La convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » pour l'année 2020 ci-annexée prévoit, les trois grands axes de travail suivants :

- Un volet relatif à la phase 2 de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « redynamisation du commerce et de l'artisanat de proximité » ayant pour objet un accompagnement en ingénierie des 27 communes du territoire ayant répondu à cet AMI, co-organisé en 2019 par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la CCIAMP et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA ;
- Un volet « collaboration sur les travaux d'analyse des dossiers examinés en Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) »
- Un volet « appui-conseil aux communes métropolitaines » (ateliers d'échanges à destination des techniciens des communes).

Outre sa participation à chacune de ces actions, la Métropole versera à la CCIAMP une participation financière de 60 000 euros.

En l'espèce, la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » pour l'année 2020 ci-annexée prévoit, les deux grands axes de travail suivant :

- Un volet « appui-conseil aux services de la Métropole ».
- Un volet « appui-conseil aux communes métropolitaines » (études et mission d'assistance, ateliers d'échanges à destination des techniciens des communes...).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 31 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°ECOR 004-8124/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation d'une convention d'application « urbanisme commercial, commerce de proximité » avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix Marseille Provence pour l'année 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt et la nécessité d'un travail en synergie entre Métropole et CCI métropolitaine dans les domaines de l'urbanisme commercial et du commerce de proximité.
- Le souhait commun de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la CCI Aix-Marseille-Provence de préserver les commerces de proximité et dynamiser les centres villes.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° ECOR 004-8124/20/BM du 31 juillet 2020 approuvant la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » avec la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité » entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chambre de Commerce et d'Industrie Aix-Marseille-Provence pour l'année 2020, ci-annexée.

Article 3 :

Est attribuée une participation financière de 60 000 euros au titre de l'année 2020 à la CCI Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre de la convention d'application « urbanisme commercial et commerce de proximité ».

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropole 2020, sous-politique B320, chapitre 65, nature 657381, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 003-8759/20/BM

■ Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Métierama-Adime au titre de l'exercice 2020 MET 20/16402/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 qui prend le nom de « Association pour le développement de l'information sur les métiers et les emplois » et sous le sigle « METIERAMA-ADIME ».

Cette association a pour but, en liaison avec les services publics compétents, d'une manière générale :

- D'ouvrir l'horizon des jeunes sur le monde des métiers et des formations,
- D'aider les Jeunes, encore scolarisés ou sortis du système scolaire, à orienter leur choix d'un devenir adapté à leurs centres d'intérêts, à leurs talents et à l'emploi.
- De créer les conditions d'un dialogue entre les jeunes en recherche et les professionnels, entreprises et formateurs
- De servir de médiateur entre le monde de la formation et le monde des professions pour une meilleure information réciproque.

Chaque année, une grande manifestation, dénommée « Métierama – Rencontres Métiers-Formations » destinées à l'ensemble des jeunes de 14 à 25 ans, à leur famille et éventuellement à tout public en recherche d'insertion se tient à Marseille en association avec le Rectorat. Y sont présentées : une large palette des métiers ainsi que les voies de formation permettant d'accéder à ces métiers.

- Un programme d'actions et d'informations au plus près des établissements scolaires et des structures d'insertion prenant la forme de « carrefours de métiers », tables rondes, conférences, visites d'entreprises...
- Des actions permettant des rencontres et du dialogue avec le monde professionnel.

Les 41èmes rencontres se sont tenues au Parc Chanot de Marseille le 17 et 18 janvier 2020 porté sur « le geste métier ». Le salon METIERAMA s'est déroulé donc au hall 1 Palais des événements en association avec le salon généraliste de l'Etudiant « post bac ». Les grandes branches et fédérations

professionnelles ont répondu favorablement à cet événement.

Le salon Metierama :

- 17.967 visiteurs qualifiés (étudiants 8%, collégiens 3%, lycéens 43%, parents 45%, autres 1%).
- 11 pôles représentant une large palette de métiers proposant les 5 niveaux de formation (du CAP au niveau Ingénieur).
- 10 secteurs professionnels : automobile, bâtiment- travaux publics, commerce et grande distribution, économie-droit-gestion-banque-Assurance, union des métiers de la métallurgie, union des industries chimiques, énergie /EDF, transport – logistique, numérique, industries graphiques
- 8 Espaces spécifiques : Région PACA, l'apprentissage, l'entrepreneuriat, les filières scientifiques, espace « café des parents, espace d'animations, un studio TV facebook-professionnels d'un jour

Communication :

- Affiches envoyées courant décembre dans chaque lycée public et privé via la navette rectorale ainsi qu'un courrier destiné aux provideurs.
- Les réseaux sociaux
- L'application numérique

Partenariats :

- Conseil Régional PACA
- Ville de MARSEILLE
- Métropole Aix-Marseille-Provence
- Chambres Consulaires (CCIMP et CMAR)
- Union pour les Entreprises du 13
- Association Jeunesse Entreprise Provence*Les grandes Fédérations professionnelles (BTP 13,UIMM,
- FCD, Union des Industries, Grandes Entreprises dont EDF.

Comme chaque année la manifestation a été réalisée sous la haute autorité et avec le soutien de Monsieur le Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille et Monsieur le Président de l'Université d'Aix-Marseille.

Le budget prévisionnel de METIERAMA-ADIME, pour 2020, s'élève à 243.892 euros. Il est en augmentation de 2.3% par rapport à 2019.

L'association METIERAMA-ADIME a bénéficié au titre de l'année 2019 d'une subvention de 10.000 euros de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est proposé au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence de participer au titre de l'année 2020, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros à l'association METIERAMA-ADIME.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la Métropole, les modalités de versement de la subvention se feront comme suit :

- un acompte de 80% de la subvention votée ;
- La demande de versement de la subvention est remplie et signée par le bénéficiaire de la subvention qui atteste l'utiliser conformément à son affectation.

- le solde de 20% sera versé sur production, au plus tard le 30 juin N+1, des comptes annuels de l'organisme, lesquels comportent la signature du représentant de l'organisme bénéficiaire de la subvention et le cas échéant du Commissaire aux comptes, le rapport d'activité et le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant les documents précités.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association facilitera l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et de tout autre document dont la production serait jugée utile. Si nécessaire, un contrôle sur place pourra être réalisé par la Métropole. Le refus de communication des pièces entraînera le remboursement de la subvention.

S'agissant des modalités d'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis sur un plan quantitatif et qualitatif, une réunion pourra être organisée par la Métropole. Le non-respect par l'association de cette obligation se traduira par des demandes d'explications par les services opérationnels de la Métropole et, le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur de l'insertion et l'orientation professionnelle des jeunes.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros au titre de l'année 2020 à l'association Métierama-Adime.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal de la Métropole Sous Politique B320 - chapitre 65 - nature 65748 - Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ECOR 004-8760/20/BM

**■ Attribution d'une subvention au commerce "Bière Academy" (SAS Artichaut) pour la rénovation de son local commercial - Approbation d'une convention
MET 20/16508/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé l'Agenda du développement économique métropolitain, dans lequel elle s'engage en faveur du commerce de proximité. Cette orientation se traduit par le souhait de la Métropole d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en approuvant le principe d'une intervention économique destinée à lutter contre la vacance commerciale.

Par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a ainsi approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale dans les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome. Parmi ces dispositifs, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation de locaux commerciaux à destination des porteurs de projet ne bénéficiant pas d'une aide métropolitaine sur le loyer.

Par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille. Il est précisé que l'aide accordée dans le cadre de ce dispositif constitue une aide à l'immobilier d'entreprise au sens des dispositions de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales. Cette aide, pour les PME créées ou reprises, correspond à 50% maximum du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.

La Métropole a été sollicitée par la SAS ARTICHAUT (bar à bière – atelier de brassage « Bière Academy »)

récemment installée au 22 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une aide sur ce fondement.

Dès lors que les conditions d'attribution de l'aide sont remplies par l'entreprise, il est proposé de soutenir la SAS ARTICHAUT en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 32 % du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 93 850 euros.

Il est précisé que l'aide accordée par la Métropole s'inscrit dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Traité sur le fonctionnement de l'union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;
- Le Règlement UE 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, et ses annexes ;
- Le règlement UE 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 portant approbation de l'Agenda du développement économique métropolitain ;
- La délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 mars 2019 approuvant la mise en place d'outils d'intervention métropolitains pour lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille ;
- La délibération n° ECO 002-6394/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 juin 2019 approuvant les conditions d'attribution des aides

métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage en faveur du commerce de proximité et a pour objectif d'accélérer la redynamisation commerciale du centre-ville de Marseille, en intervenant économiquement afin de lutter contre la vacance commerciale dans le centre-ville de Marseille.
- Que par délibération n° ECO 004-5723/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, la Métropole a approuvé la mise en place de dispositifs propres à assurer la mise en œuvre de l'objectif de lutte contre la vacance commerciale sur les secteurs suivants : Opéra, Canebière et rue de Rome.
- Que par délibération n° ECO 002-6394 du Conseil de la Métropole du 20 juin 2019, ont été approuvées les conditions d'attribution des aides métropolitaines en faveur de la redynamisation des commerces dans le centre-ville de Marseille.
- Que dans ce cadre, la Métropole peut apporter une aide sous forme de subvention à la rénovation des locaux commerciaux à destination des porteurs de projets pouvant être bénéficiaires de celle-ci en application des délibérations précitées.
- Que cette aide, constitutive d'une aide à l'immobilier d'entreprise au sens de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales, correspond, pour les PME créées ou reprises, à 50% du coût total des travaux éligibles, et est plafonnée à 30 000 euros.
- Que la Métropole a été sollicitée par la SAS ARTICHAUT, récemment installée au 22 rue Beauvau à Marseille (secteur Opéra), pour obtenir une subvention sur ce fondement ;
- Que les conditions d'attribution de la subvention sont remplies par l'entreprise.
- Que la Métropole souhaite répondre favorablement à la demande de la SAS ARTICHAUT en participant financièrement à la rénovation de son local commercial à hauteur de 30 000 euros, soit 32% du budget prévisionnel des travaux éligibles de rénovation qui s'élèvent à 93 850 euros.
- Qu'il convient d'approuver le principe de l'attribution de la subvention et la convention

entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SAS ARTICHAUT sur l'octroi de la subvention.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement de 30 000 euros au titre de l'année 2020 au commerce « Bière Academy » (SAS Artichaut) situé 22 rue Beauvau à Marseille pour la rénovation de son local commercial dans le cadre de son installation.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée.

Article 3:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tous les documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Spécial du Territoire de Marseille-Provence 2020 et suivants de la Métropole - Sous politique B320 – Chapitre 4581191001 - Fonction 61 – Opération n°2020102600 – AP n°191022BP – Programme 03.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur"

IVIS 001-8761/20/BM

■ Rapport annuel d'activités du délégataire Numéricable pour l'année 2019 relatif à l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence
MET 20/15974/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le SAN Ouest Provence a signé le 21 janvier 1998 une convention avec la Société SUD CABLES SERVICES, reprise par acquisition par la Société UPC-FRANCE, dénommée par la suite NOOS, puis par NC NUMERICABLE.

Un premier transfert de l'ensemble des droits et obligations à la Société UPC-FRANCE découlant de ladite convention avait fait l'objet d'une délibération du Comité Syndical du SAN Ouest Provence le 29 septembre 2000, transfert qui concernait la Société NC NUMERICABLE pour la commercialisation de

l'ensemble de ses services sous la marque NUMERICABLE.

NUMERICABLE fait partie des marques qui opèrent dans le segment grand public (B2C) du groupe « NUMERICABLE-SFR » apparu le 27 novembre 2014, rebaptisé «SFR» et en 2018 « SFR FIBRE SAS ». Ce dernier est aussi présent dans le segment « entreprise » (B2B) et sur le segment de « gros » (Wholesale).

En France, SFR annonce être doté du premier réseau fibre (ftth/fttb) avec 12,6 millions de prises éligibles au Très Haut Débit (THD) dans 2800 communes.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire a fourni son rapport pour l'année 2019 dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 relatif à l'exploitation du réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire Istres-Ouest Provence, remis par la Société SFR Fibre SAS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**■ Rapport d'activité 2019 de Capaix Connect pour la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix
MET 20/16347/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

1. Rappel du cadre juridique et des réalisations

Par délibération en date du 26 juin 2008, le Territoire du Pays d'Aix a attribué au groupement Eiffage/LD Collectivités, la Délégation de Service Public relative à l'Établissement et l'Exploitation d'un Réseau de Communications Électroniques à Très Haut Débit. D'une durée de 20 ans, ce contrat de concession a pour objet la construction et l'exploitation du premier réseau d'initiative publique à l'échelle du département. Son exécution a été confiée à la société dédiée CAPAIX CONNECTIC, issue du groupement précité. Signé en septembre 2008, le contrat a été mis en œuvre à compter du mois de novembre de la même année.

Pour la réalisation de ce projet initial, d'un montant de 16,53 M€, le délégataire a bénéficié d'une première subvention publique à hauteur de 7,85 M€. Cette somme correspond au besoin de financement nécessaire pour compenser tout ou partie des surcoûts occasionnés par l'exécution des obligations de service public mises à la charge du délégataire. Le coût pour la collectivité a été allégé grâce aux subventions de l'Europe (FEDER) et de l'État (FNADT), pour un montant total de 1 586 000 €.

Initialement limité au dégroupage de NRA et à la desserte des zones d'activités et sites publics du Territoire, le contrat de DSP a notamment fait l'objet d'un premier avenant en Novembre 2015 pour la couverture des zones blanches ADSL via des travaux relatifs aux opérations de 10 projets de Montée En Débit (MED). A cette occasion, le déploiement de la capillarité optique sur 5 ZAE a également été programmé.

Par ailleurs, en Décembre 2018, la commission de la Métropole a validé un avenant n°2 pour la mise en capillarité de 13 nouvelles zones d'activités réparties sur 9 communes. Cette extension est prévue en deux phases jusqu'en février 2021.

A fin 2019, le réseau représente un investissement cumulé de 22,2 M€.

2. L'activité 2018 de la DSP (détails en annexes)

CAPAIX CONNECTIC, en tant que délégataire en charge de la DSP Très Haut Débit, est soumis à des obligations tant légales que contractuelles en ce qui concerne la communication des rapports réguliers sur l'exécution du service public délégué ainsi que sur l'état du réseau.

Ces obligations sont définies d'une part au travers du contrat de concession et résultent d'autre part de l'application de l'article L1411-3 du CGTC.

2.1. Le périmètre du réseau

Au terme de 2019, le réseau backbone et de collecte de communication à très haut débit du Territoire du Pays d'Aix est un réseau d'environ 539,5 km de fibre optique (+29,5 km en 1 an) contre 290 km de linéaire prévus initialement et dont 89,8 km d'IRU FO en liaison avec le réseau national et international via le data center de Marseille Interxion.

Le Délégataire a procédé à ce jour à la desserte de 20 centraux téléphoniques dans le but de réaliser des opérations de dégroupage, à la mise en capillarité du réseau au sein de 14 zones d'activités et à la réalisation d'un projet de Montée en Débit sur 10 PRM (Point de Raccordement Mutualisé). Quatre salles techniques ont été réalisées dans le cadre de cette concession, ainsi que 3 extensions de réseau : dans la ZA du Puit Morandat à Gardanne, au Canet de Meyreuil et au Carreau de la Mine de Meyreuil.

2.2. État de la commercialisation des services proposés par le délégataire

Au cours du troisième trimestre 2019, les deux derniers PRM (Guy de La Lauzière et de Coutheron), suite à la finalisation des travaux, ont été ouverts à la commercialisation par ORANGE.

Au cours de l'année de 2019, la commercialisation du DSL, à travers les centraux dégroupés (desserte Grand Public) s'est maintenue au-dessus du plan d'affaires initial. En effet, au terme de l'exercice 2019 en volume, le DSL (technologie à destination au Grand public) représente un total de 10410 abonnés issus du Territoire du Pays d'Aix auprès des opérateurs clients de CAPAIX CONNECTIC (*soit 1905 abonnés de plus par rapport au Business Plan initial qui prévoyait 8505 abonnés en fin 2019*).

A fin 2019, CAPAIX CONNECTIC détient 382 contrats signés soit une progression de 24 % par rapport à 2018. Cette croissance a vocation à perdurer grâce à la mise en œuvre de l'avenant n°2. Au terme de 2019 sur les 13 nouvelles zones mises en capillarité au titre du deuxième avenant, seule la ZA Jalassière de la commune d'Eguilles a été mise en commercialisation.

De plus, la nouvelle grille tarifaire établie par le délégataire, très attractive et compétitive sur le Territoire permet de soutenir cette commercialisation par les opérateurs locaux.

Le site internet, indique le nombre d'opérateurs présents et la couverture disponible sur les communes du Territoire du Pays d'Aix. Il permet la mise en contact grâce à un formulaire en ligne et intègre une carte d'éligibilité développée par le service du développement économique du Territoire du Pays d'Aix.

Comme prévu, en 2019, un nouveau flyer a été réalisé et distribué auprès des entreprises concernées par l'offre CECA dans les nouvelles zones d'activités formalisées dans le cadre de l'Avenant n°2.

3. Résultats financiers (détails en annexes)

Sur le plan financier, comme en 2018, la DSP réalise un chiffre d'affaires positif depuis quatre exercices consécutifs, on constate un résultat net positif avec +303K€ en 2019. Ses capitaux propres sont encore

suffisamment dimensionnés (6,4M€ environ) ce qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir, mais empêche toute perspective de déclencher la clause d'intéressement prévue au contrat.

En effet, en 2019, plusieurs indicateurs sont rassurants. Le nombre total de contrats, Lan to Lan (*Local Area Network correspondant en français à réseau d'entreprises*) et CECA (*Local Area Network correspondant en français à réseau d'entreprises*) est de 382 fin 2019, soit une hausse de +24% depuis fin 2018. Le nombre de contrats CECA est notamment passé de 217 à 290 contrats grâce à l'ouverture de la commercialisation sur de nouvelles Z.A.

Néanmoins, des recettes supplémentaires pourraient être générées via la commercialisation d'IRU (*droit d'usage irrévocable d'utilisation : location de longue durée de fibre optique noire*) en direction des acteurs publics sous forme de GFU (*Groupe Fermé d'Utilisateurs*) permettant de relier numériquement les différents établissements publics.

Concernant les offres ADSL, le budget initial prévoyait pour 2019 un chiffre d'affaires de 2 058 000€, le chiffre d'affaires réalisé est de 2 499 000€, soit une augmentation correspondant à 20% de plus par rapport au prévisionnel et 0,8% de plus depuis fin 2018.

4. Perspectives pour l'avenir

Le Délégué prévoit pour l'année 2020 les travaux suivants :

Extension de l'offre CECA sur les Zones d'Activités (suite de l'avenant n°2) :

- St Estève de Janson
- Lambesc
- Bouc Bel-Air
- Venelles
- La Roque d'Anthéron

Dévoiements en étude : 2020/2021

- La Roque d'Anthéron rd561
- La Barque Rd6/a8

Les principaux enjeux pour l'année 2020 sont les suivants :

- Sur le segment entreprises TPE PME, l'un des principaux enjeux porte sur la poursuite de la commercialisation de l'offre CECA dans les ZA du Territoire du Pays d'Aix éligibles à cette offre au titre des avenants 1 et 2.
- Sur le segment grand public, le principal enjeu, réside dans le maintien de la commercialisation des liens DSL par SFR.

5. Commentaires sur le rapport

D'un point de vue général, et dans la continuité de l'analyse du rapport annuel de l'exercice précédent, le Délégué remplit correctement ses obligations contractuelles vis-à-vis du Délégué. L'infrastructure optique déployée présente un linéaire et des caractéristiques de dimensionnement supérieures aux spécifications initiales du contrat, et le réseau a contribué à démocratiser le passage au très haut débit sur les Zones d'activités Economique.

Au titre des performances économiques, la DSP réalise un résultat net positif depuis 4 exercices consécutifs (+195 k€ en 2016, + 360 k€ en 2017, +309 k€ en 2018, + 303 k€ en 2019) et ses capitaux propres sont encore suffisamment dimensionnés (6,4 M€ environ), ce qui permet de disposer d'une certaine visibilité pour les années à venir.

Toutefois compte tenu de la baisse tarifaire, l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas proportionnelle à la croissance des contrats signés.

En effet, le nombre de contrats entreprises est conforme voire supérieur au prévisionnel, mais en raison de la concurrence, le revenu moyen par lien de fibre optique a été fortement corrigé à la baisse.

Au titre de l'activité IRU et la location FON, il convient de signaler que les cibles tels qu'ITER, RENATER et l'interconnexion des principaux sites du Territoire du Pays d'Aix ne font pas l'objet de commande en 2019.

Néanmoins, la Métropole Aix-Marseille-Provence est un acteur majeur de développement de ses liaisons sous forme d'IRU Fibre auprès de CAPAIX CONNECTIC pour relier ses différents centres aquatiques ainsi que le BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) sur le Territoire du Pays d'Aix.

La promotion de la commercialisation d'IRU (*droit d'usage irrévocable d'utilisation : location de longue durée*) auprès d'acteurs publics sous forme de GFU (*groupe fermé d'utilisateurs*), permettant de relier numériquement les différents établissements publics, pourrait générer des recettes supplémentaires.

Il serait également pertinent que le Délégué puisse étendre son offre pour connecter des infrastructures intelligentes sur le Territoire « Vidéo protection, wifi, relais d'objets connectés... ». Cela pourrait lui donner un rôle d'intermédiaire privilégié dans la mise en place d'un Territoire connecté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le décret n° 2005-236 du 14 mars 2005 relatif au rapport annuel du délégué de Service Public Local ;
- La délibération n° 2008_A076 du Conseil Communautaire de la CPA du 26 juin 2008 relative au choix du délégué ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de concession signé entre la « Communauté du Pays d'Aix » et le groupement d'entreprises composé par SFR Collectivités et Eiffage S.A. et notifié le 19 septembre 2008.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le compte-rendu d'exploitation et le compte rendu financier de l'année 2019.
- L'état d'avancement des études et de travaux, des démarches entreprises pour la commercialisation du réseau.
- La qualité du service rendu aux usagers du réseau.
- Le rapport annuel produit par le Délégué Capaix Connectic comportant l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de la qualité des services et de leur évolution.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport du délégué 2019 et du rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels, produits au titre de la Délégation de Service Public pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau Très Haut Débit sur le Territoire du Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 003-8763/20/BM

**■ Approbation du renouvellement de l'adhésion à l'association "Accélérateur M" et paiement de la cotisation pour l'année 2020
MET 20/16928/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans les priorités énoncées dans le cadre de son Agenda du développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence place le potentiel d'innovation des entreprises au centre de sa stratégie de croissance.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité créer un lieu d'ancrage pour son écosystème d'innovation et ses startups, au cœur de sa Ville-Centre, Marseille, spécialisé dans l'accompagnement de filières d'excellence comme le Maritime, les Industries Créatives et la rénovation urbaine méditerranéenne. A ce titre, son projet est reconnu et soutenu par l'Etat dans le cadre du Pacte Etat-Métropole.

Dans cet objectif partagé, Aix-Marseille Université portait un projet de création d'un lieu ressources de ses stratégies de développement. Les deux institutions ont donc acté de réunir leurs énergies et leurs potentiels au cœur d'un projet commun : La Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille.

Dans sa position de chef de file du développement économique métropolitain la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité s'associer aux collectivités, réseaux consulaires et associations structurantes du développement économique innovant au sein d'une association dénommée « Accélérateur M » afin d'y déployer, de façon collégiale au cœur de la Cité de l'Innovation Aix-Marseille des programmes d'accélération thématiques pour les startups et une offre d'Open Innovation orientée vers la collaboration productive entre grands groupes, ETI et startups.

Pour ces raisons et par délibération n° ECO 006-28/06/18/CM au Bureau de la Métropole du 28 juin 2018, préalablement à la constitution officielle de cette association, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le principe de son adhésion l'association Accélérateur M.

Lors de la dernière Assemblée générale constitutive qui s'est tenue le 20 septembre 2020, a été désigné le représentant de la Métropole à l'Assemblée générale constitutive.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, a été élu au sein du collège des « Collectivités publiques » :

- Madame Emmanuelle Charafe, Conseillère Métropolitaine

Les membres du conseil d'administration :

- En qualité de Président de l'association « Accélérateur M », Monsieur Frédéric Collart, représentant Aix-Marseille Université
- En qualité de Vice-Présidente de l'association « Accélérateur M », Madame Emmanuelle Charafe, représentante de la Métropole Aix Marseille Provence
- En qualité de Trésorier de l'association « Accélérateur M », Monsieur Patrick Baraona, représentant du pôle de compétitivité « Mer Méditerranée »

Le montant de la cotisation est fixé à :

- Pour les membres fondateurs : 1000 euros
- Pour les membres de droit : 200 euros

L'Association « Accélérateur M » a pour objet :

- De faire connaître la richesse de l'écosystème métropolitain au niveau national et à l'international sur des filières d'excellence du territoire,
- Attirer des startups sur le territoire, et accélérer la croissance des startups locales sur ces filières d'excellence,
- Mettre en réseau les grandes entreprises, les startups accélérées, le monde de la

recherche pour créer de la valeur sur le territoire.

Après avoir approuvé le principe de l'adhésion à l'Association Accélérateur M, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'Accélérateur M conformes à l'ambition et la volonté de la Métropole, il est aujourd'hui proposé d'approuver le versement de la cotisation de la Métropole à l'association d'un montant de 1000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La délibération n° ECO 006-28/06/18/CM du 28 juin 2018 approuvant le principe de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Accélérateur M ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt pour la Métropole Aix-Marseille-Provence de s'inscrire dans une dynamique collective au service de l'entrepreneuriat innovant au sein de la Cité de l'Innovation et des Savoirs Aix-Marseille (CISAM).

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la métropole Aix-Marseille-Provence à l'Association « Accélérateur M » et le paiement de la cotisation pour l'année 2020 d'un montant de 1 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la désignation du représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil d'Administration de l'Association « Accélérateur M » :

- Madame Emmanuelle Charafe, Conseillère Métropolitaine

Article 3 :

Est autorisé à ses représentants à prendre les décisions et orientations qui s'imposent pour l'intérêt de l'écosystème d'innovation métropolitain, dans le cadre de leur mandat au sein de l'Association Accélérateur M et selon les statuts adoptés.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain 2020, sous-politique B370 - chapitre 011- nature 6281 – Fonction 67.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 004-8764/20/BM

■ Attribution d'un complément de subvention à Pays d'Aix Développement pour abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) - Approbation d'un avenant MET 20/16643/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, de créer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA). Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

La délibération précitée a également acté le rôle de l'association Pays d'Aix Développement (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

En 2019, 53 projets ont été recensés et analysés en amont par PAD et 24 dossiers présentés en comité de sélection. Sur la base de critères de sélection très rigoureux, 13 projets ont été retenus, pour un montant de 455 000 euros.

Par délibération n° ECO 047-7288/19/BM en date du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'attribuer à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, une subvention de 202.600 € au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) pour l'année 2020, basée sur les participations des quatre territoires de Marseille Provence (68 000 euros), Pays d'Aix (100 000 euros), Pays d'Aubagne et de l'Etoile (20 800 euros) et Pays de Martigues (13 800 euros). Une convention bilatérale a été signée à cet effet le 12 février 2020.

A ces financements s'ajoutent les remboursements des bénéficiaires, pour un montant estimé à 80 000 euros.

Initialement chiffré à 380 200 euros, le budget prévisionnel intègre notamment les fonds de

revitalisation, comme ce fut le cas en 2019 (90 250 euros). Or il n'a pas été possible de mobiliser ces fonds pour l'année 2020. Par conséquent, la dotation du dispositif AMPA pour 2020 s'établit à 282 600 euros.

Malgré la crise sanitaire et ses répercussions sur l'économie, le dispositif AMPA a maintenu durant l'année 2020 un rythme d'engagement soutenu, avec six dossiers engagés à ce jour, représentant un montant de 195 000 euros. Sept projets sont actuellement à l'étude et pourraient faire l'objet d'un engagement à l'issue du comité de sélection de fin d'année.

Dans cette perspective, il est proposé d'abonder le fonds AMPA par l'octroi d'une subvention de 70 000 euros supplémentaire, portant la participation du Territoire Marseille-Provence à 138 000 euros.

Le budget prévisionnel de l'action s'établirait en conséquence à 352 600 euros.

Ainsi, il est proposé de modifier, par voie d'avenant, en application de l'article 9 de la convention signée, le montant de la participation du Territoire Marseille-Provence ainsi que le budget prévisionnel de l'action. Afin de ne pas pénaliser l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, il est proposé de proroger de six mois la durée d'exécution financière de la convention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° ECO 047-7288/19/BM du 19 décembre 2019 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes.
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage.
- Que la Métropole souhaite affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds.
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'État, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Délibère

Article 1 :

Est attribué un complément de subvention d'un montant de 70 000 euros sur le Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention initiale signée avec Pays d'Aix Développement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires ont été inscrits au Budget supplémentaire 2020 à l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B320 – Chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

IVIS 005-8765/20/BM

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat pour l'observatoire du logement étudiant d'Aix-Marseille-Provence Métropole MET 20/15883/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La convention de partenariat relative à l'Observatoire Territorial du Logement Etudiant d'Aix-Marseille-Provence Métropole s'inscrit dans une démarche d'amélioration de la qualité de vie des étudiants et du plan quinquennal de production de logements est mis en place par l'Etat (Plan 60 000 logements étudiants).

Signée le 21 novembre 2019, elle regroupe les acteurs de la vie étudiante du territoire que sont la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Sociales (CROUS), Aix-Marseille Université (AMU) et les agences d'Urbanismes Pays d'Aix Durance et de l'Agglomération Marseillaise (AUPA et AGAM) qui animent et de portent techniquement l'observatoire.

Les 3 objectifs principaux de cet Observatoire du Logement Etudiant sont :

- Construire un outil statistique de collecte et d'analyse de données performant
- Etre un lieu d'échanges et de partage pour une meilleure connaissance des enjeux et des problématiques spécifiques au logement étudiant
- Proposer des pistes d'action à l'échelle métropolitaine pour soutenir une politique de développement du logement et des conditions de vie des étudiants

Le présent avenant a pour objet d'acter la participation de l'Etat, représenté par la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), au Comité de Pilotage de l'Observatoire.

En effet, le Gouvernement a décidé en juillet 2019 de poursuivre et amplifier le premier plan pour la construction de logements étudiants via le plan « 60 000 logements étudiants » sur lequel chaque préfet de région est appelé à impulser une dynamique locale et un suivi actif.

Dans cette perspective, la DREAL PACA a été nommée pilote déléguée du plan « 60 000 logements étudiants » pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur au sein de la commission du Comité Régional Hébergement Habitat (CRHH).

A ce titre, elle souhaite s'associer à la démarche de l'Observatoire Territorial du Logement Etudiant de la Métropole Aix-Marseille Provence et entrer dans la

convention qui lie à l'heure actuelle l'AMU, le CROUS, la Métropole ainsi que l'AGAM et l'AUPA.

A titre informatif, la DREAL est membre des Observatoires Territoriaux du Logement Etudiant du Var et des Alpes Maritimes.

L'Etat apportera une contribution au fonctionnement de l'observatoire de 8 000€ versée directement aux agences d'urbanismes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073-20-CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°IVIS 005-19/11/20 BMECO 016-6881/19/BM du Bureau de la Métropole du 24 octobre 2019 portant approbation de la convention initiale.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Le rôle de la DREAL PACA, pilote délégué du plan « 60 000 logements étudiants » et l'intérêt que revêt sa présence au sein de l'observatoire du logement étudiant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de partenariat pour l'Observatoire Territorial du Logement Etudiant.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer le présent avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Transports,
Mobilité durable"**

MOB 001-8766/20/BM

■ **Présentation du rapport d'activité du groupement SPL Façonéo-RTM pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Lignes de l'Agglo pour l'année 2019**
MET 20/16110/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 a été approuvé le choix de confier à la SPL FACONEO Mobilité associée à la Régie des Transports Métropolitains, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 approuvant le choix de confier au groupement Façonéo RTM, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois ;
- La délibération N°TRA 014-3252-17-CM du 14 décembre 2017, relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain

de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération N°TRA 027-5117/18/CM du 13 décembre 2018, relative à l'approbation de l'avenant n°2 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°TRA 027-5117/18/CM du 19 décembre 2019, relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire du contrat OSP, pour l'année 2019, a été remis par le Groupement SPL FACONEO – RTM.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par le Groupement SPL FACONEO – RTM.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 002-8767/20/BM

■ **Présentation du rapport d'activité du délégataire KEOLIS Pays d'Aix pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Aix en bus pour l'année 2019**
MET 20/16584/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N° TRA007 5986/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019, a été approuvé le choix de confier à la société Kéolis Pays d'Aix, le Contrat de délégation de service, relatif à l'exploitation du réseau Aix en bus, pour une durée de 9 ans, à compter du 4 novembre 2019.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. Dans la mesure où le nouveau contrat confié au 4 novembre 2019 a été attribué à la société sortante, Kéolis Pays d'Aix, il a été convenu d'établir un unique rapport d'activité pour l'année 2019, pour faciliter la comparaison des données d'exploitation d'une année sur l'autre.

Toutefois, les éléments financiers de ce rapport ont été établis de manière distincte pour les deux périodes contractuelles allant du 1^{er} janvier au 3 novembre 2019 et du 4 novembre au 31 décembre 2019 et figurent dans l'annexe complémentaire jointe au rapport.

L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° TRA007 5986/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019, approuvant le choix de confier à Kéolis Pays d'Aix, le Contrat de délégation de service ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2019, jointe en annexe ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire, pour l'année 2019, a été remis par Kéolis Pays d'Aix.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par Kéolis Pays d'Aix.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 003-8768/20/BM

■ Présentation du rapport annuel 2019 du délégataire de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille-Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang MET 20/16575/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant le transport et la mobilité.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 mettant fin à l'exercice des compétences du SMITEEB à compter du 31 mars 2016 et transfert des biens, droits et obligations du SMITEEB à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Comité syndical du 20 décembre 2012 n° 595 portant choix du délégataire et autorisation du Président à signer la convention de délégation de service

public relative à l'exploitation du réseau de transport « Les Bus de l'Etang » ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La synthèse concernant le rapport d'activité 2019 jointe en annexe ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la Société Autobus de l'Etang.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par la Société Autobus de l'Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 004-8769/20/BM

■ Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de prestations de services de transports publics urbains de voyageurs sur le réseau Ulysse MET 20/16640/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La société AUTOCARS ALIZES, mandataire, en groupement avec la société Transdev, était titulaire de l'accord-cadre n° 15TR04 « Services de transports publics urbains de voyageurs » notifié en date du 06 novembre 2015 par le SMGETU, Syndicat Mixte de Gestion et d'Exploitation des Transports Urbains Ouest Etang de Berre, intégré depuis à la Métropole Aix-Marseille-Provence.
L'accord-cadre n°15TR04 est arrivé à échéance le 31 décembre 2019.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 3.1 du CCAP « Emission des bons de commande », « La durée d'exécution des bons de commande est limitée au maximum à 12 mois », un dernier bon de commande a été émis avant la date d'échéance de l'accord-cadre pour une durée de 8 mois, pour la période allant du 1er janvier 2020 au 30

août 2020 inclus, ce délai permettant de mettre en œuvre une procédure de mise en concurrence pour le renouvellement de l'accord-cadre n°15TR04.

Afin d'assurer la continuité du service public, un nouvel accord-cadre devait prendre la suite de l'accord-cadre n° 15TR04 à l'échéance du dernier bon de commande, et démarrer son exécution à partir du 31 août 2020, pour accompagner la nouvelle année scolaire 2020/2021.

Plusieurs événements ont contribué à retarder la procédure de lancement du nouvel appel d'offre par le pouvoir adjudicateur.

La Métropole a subi, comme tout le pays, les effets de la crise sanitaire COVID-19 qui a entraîné le confinement des agents du 16 mars au 11 mai 2020 et un passage non préparé au télétravail. La Métropole a en outre été victime le week-end précédent ce confinement d'une attaque informatique qui a paralysé durablement ses serveurs et son infrastructure informatique. Le deuxième tour des élections municipales ayant été reporté à la fin du mois de juin 2020, la nouvelle gouvernance métropolitaine n'a pu être mise en place qu'à la fin du mois de juillet 2020. La date de la première commission d'appel d'offres (CAO) a été fixée au 8 septembre 2020.

L'élaboration du dossier de consultation des entreprises (DCE) du nouvel accord-cadre a ainsi pris du retard, l'avis d'appel public à concurrence (AAPC) n'a pu être publié que le 22 mai 2020, la date limite de réception des offres a été fixée au 2 juillet 2020. Deux offres ont été reçues.

Au vu du Rapport d'analyse des candidatures et des offres, la CAO métropolitaine réunie le 8 septembre 2020 a décidé d'attribuer le marché à la société AUTOCARS ALIZES.

Le marché n°Z200259F00 a été notifié le 30 septembre 2020 au nouveau titulaire, avec un démarrage des prestations à compter du 15 novembre 2020, prenant en compte le délai nécessaire à la mise en place des modifications de l'offre (restructuration des transports scolaires, campagne d'information, mutualisation du transport à la demande, mise en place de la nouvelle billetterie...).

Afin d'assurer la continuité du service public, la société AUTOCARS ALIZES a continué à assurer l'exploitation du réseau Ulysse après l'expiration de l'accord-cadre 15TR04 jusqu'au 15 novembre 2020, à la demande de la Direction de proximité Ouest, gestionnaire du réseau Ulysse.

L'objet du présent protocole a pour objet de prévenir un potentiel contentieux entre la Métropole AMP et la société AUTOCARS ALIZES à propos du paiement des prestations d'exploitation du réseau de transport Ulysse pendant la période allant du 31 août 2020 au 15 novembre 2020 commandées et effectuées sans base contractuelle.

Ces prestations sont payées sur la base du détail des prix unitaires révisés sur la dernière période de l'accord-cadre n° 15TR04 appliquées aux quantités commandées et exécutées après vérification du service fait.

Pour tenir compte de la baisse de fréquentation constatée en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, des ajustements ont été opérés sur l'offre de transport à la demande de la Direction de proximité Ouest, pour la période allant du 31 août 2020 au 14 novembre 2020 :

- Suppression des renforts des lignes 7 et 10,
- Suppression d'un des véhicules assurant le service de transport à la demande (TAD),
- Suppression des renforts de la ligne 13,
- Suppression des services de transport du dimanche après-midi sur l'ensemble du réseau.

La société AUTOCARS ALIZES s'est conformée à ces ajustements de l'offre.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société AUTOCARS ALIZES afin de lui régler le montant des prestations effectuées pendant la période allant du 31 août 2020 au 14 novembre 2020, qui s'élève à 3 031 223,23 € HT soit 3 334 345,55 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole, ayant pris connaissance des éléments justifiant le bien fondé des réclamations de la société AUTOCARS ALIZES, accepte de prendre en charge les chefs de demandes formulés par cette dernière.
- Qu'il y a lieu de procéder au règlement des prestations commandées et réalisées par la société AUTOCARS ALIZES sur le réseau Ulysse pour la période allant du 31 août 2020 au 14 novembre 2020 inclus.
- Que la continuité du service public de transport a été parfaitement assurée.

- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le règlement des prestations commandées et réalisées par la société AUTOCARS ALIZES sur le réseau Ulysse pour la période allant du 31 août 2020 au 14 novembre 2020 inclus.

Le montant du règlement versé par la Métropole s'élève à 3 031 223,23 euros HT soit 3 334 345,55 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Annexe Transport 2020 - chapitre 011 -Nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 005-8770/20/BM

■ Approbation d'une convention avec la Préfecture de police des Bouches-du-Rhône définissant les conditions d'obtention et la procédure de distribution du Pass Métropole Sûreté pour les forces de sécurité intérieure (Police nationale et Gendarmerie nationale) MET 20/16577/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°TRA 013-7851/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création du Pass Métropole Sûreté.

Ce produit permet la libre circulation sur le réseau de transport métropolitain (hors lignes TER et LER du réseau SNCF, navettes aéroport et navette maritime du Frioul) des personnels en activité et en capacité d'intervention de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale, du bataillon de marins-pompiers de Marseille, du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS 13), de la délégation militaire départementale des Bouches-du-Rhône (DMD13), de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille (DISP), du secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud (CEZOC) et des Polices municipales du territoire métropolitain.

Cette mesure a vocation à renforcer la présence des forces de l'ordre et de sécurité dans les transports afin de lutter plus efficacement contre toutes formes d'incivilités et contribue à la fois à la sécurisation du réseau de transport et au sentiment de sécurité des voyageurs.

Le Pass Métropole Sûreté permet aux personnels bénéficiaires d'utiliser gratuitement à titre professionnel les transports et services de la Métropole Mobilité sur l'ensemble du territoire Aix-Marseille-Provence, pour effectuer des trajets domicile-travail et pendant le temps de travail.

Le statut de bénéficiaire est délivré pour 2 ans, moyennant 20 € de frais de dossier chaque année.

Afin de déployer ce Pass Métropole Sûreté, il convient de conclure avec chaque administration disposant dans ses rangs d'agents remplissant les conditions d'obtention de ce pass, une convention définissant les conditions d'obtention et la procédure de distribution de ce produit.

Dans ce cadre, par délibération n° MOB 011-8159/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé :

- une telle convention avec chacune des administrations suivantes : la Ville de Marseille pour le bataillon de marins-pompiers de Marseille, le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS 13), la délégation militaire départementale des Bouches-du-Rhône (DMD13), la direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille (DISP) et le secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud (CEZOC).
- et une convention type à conclure avec les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence dotées d'une police municipale.

Aussi, il est aujourd'hui proposé de poursuivre le déploiement du Pass Métropole Sûreté et d'approuver une convention avec la Préfecture de police des Bouches-du-Rhône définissant les conditions d'obtention et la procédure de distribution du Pass Métropole Sûreté pour les forces de sécurité intérieure (Police nationale et Gendarmerie nationale), bénéficiaires de ce pass.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération n°TRA 013-7851/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 relative à la modification de la gamme

tarifaire - Conditions de circulation des forces de l'ordre et de sécurité ;

- La délibération n° MOB 011-8159/20/BM du Bureau de la Métropole du 31 juillet 2020 portant approbation de conventions avec les administrations d'origine des forces de l'ordre et de sécurité bénéficiaires du Pass Métropole Sûreté.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n°TRA 013-7851/19/CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création du Pass Métropole Sûreté.
- Que ce produit permet la libre circulation sur le réseau de transport métropolitain (hors lignes TER et LER du réseau SNCF, navettes aéroport et navette maritime du Frioul) des personnels en activité et en capacité d'intervention de la Police nationale, de la Gendarmerie nationale, du bataillon de marins-pompiers de Marseille, du service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône (SDIS 13), de la délégation militaire départementale des Bouches-du-Rhône (DMD13), de la direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille (DISP), du secrétariat général de la zone de défense et de sécurité Sud (CEZOC) et des Polices municipales du territoire métropolitain.
- Que cette mesure a vocation à renforcer la présence des forces de l'ordre et de sécurité dans les transports afin de lutter plus efficacement contre toutes formes d'incivilités et contribue à la fois à la sécurisation du réseau de transport et au sentiment de sécurité des voyageurs.
- Qu'il convient d'approuver avec chaque administration disposant dans ses rangs d'agents remplissant les conditions d'obtention de ce pass une convention définissant les conditions d'obtention et la procédure de distribution de ce produit.
- Que lors de sa séance du 31 juillet 2020, le Bureau de la Métropole a approuvé des conventions avec plusieurs des administrations susmentionnées.
- Qu'il convient aujourd'hui d'approuver la convention à conclure avec la Préfecture de police des Bouches-du-Rhône pour les forces de sécurité intérieure (Police nationale et Gendarmerie nationale), bénéficiaires de ce pass.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Préfecture de police des Bouches-du-Rhône définissant les conditions d'obtention et la procédure de distribution du Pass Métropole Sécurité.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement chapitre 70 nature 7061.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 007-8771/20/BM

■ Approbation du renouvellement de l'adhésion à l'Association Fabrique des mobilités et paiement de la cotisation 2020 MET 20/16574/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association la Fabrique des Mobilités a pour objet de réunir toute personne souhaitant mettre en commun ses connaissances ou son activité dans un but autre que de partager des bénéfices financiers, afin de favoriser l'émergence et l'adoption opérationnelle de communs (ressources ouvertes et mutualisées) pour construire des mobilités durables, efficaces, inclusives pour toutes les parties prenantes de l'écosystème : industrie, laboratoires, collectivités, école, startups usagers, ect.

L'association la Fabrique des Mobilités est une association régie par la loi du 1er juillet 1901. Elle a notamment pour mission de :

- 1°) Contribuer à faire évoluer les pratiques de mobilité à grande échelle au travers des modèles ouverts ;
- 2°) Fédérer les acteurs publics et privés du secteur des mobilités dans une culture commune d'innovation ouverte ;
- 3°) Favoriser l'émergence de ressources ouvertes et pérennes dans le domaine de la mobilité ;
- 4°) Animer des programmes de formation en matière de mobilité durable en France comme à l'étranger

L'association la Fabrique des Mobilités est composée à ce jour de divers partenaires dont des industriels (SYSTRA, BLABLACAR, CITIWAY...), des territoires (Département de l'Isère...), des incubateurs (The Camp...), des groupes professionnels (FNTV...), des laboratoires et écoles (IFPschool ...), des agences et ministères (CEREMA).

L'association offre à tous ses acteurs les conditions pour être les créateurs des futures mobilités et la possibilité de développer une culture commune de l'innovation. La raison d'être de cette association est

de créer les conditions de cette diversité et de cette fertilité pour accompagner ces changements.

Pour ce faire, la Fabrique fera vivre et mettra à disposition des ressources et contributions collectives dans des « communs ». Celles-ci sont considérées comme des richesses essentielles de cet écosystème lui permettant de capitaliser, mutualiser et innover.

Aussi, compte tenu de l'objet et des objectifs poursuivis par l'association la Fabrique des Mobilités, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite renouveler son adhésion à cette association.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 2 500 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 037-6104/19/BM du 20 juin 2019 portant adhésion à l'association Fabrique des mobilités et paiement de la cotisation 2019 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'objet de l'association la Fabrique des Mobilités plus généralement a pour objectif de mettre en œuvre toute activité ou opération se rapportant à la mobilité.
- Que compte tenu de l'objet de l'association la Fabrique des Mobilités, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur l'ensemble de son territoire, souhaite renouveler son adhésion à cette association.
- Qu'il convient d'approuver la cotisation annuelle, d'un montant de 2 500 € HT, pour l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association la Fabrique des Mobilités et le paiement d'une cotisation de 2 500 euros HT pour l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe des Transports 2020 de la Métropole : Chapitre 011-Nature 6281.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Cohérence
territoriale, planification,
politique foncière, urbanisme et
aménagement"**

URBA 001-8772/20/BM

■ Cession à titre onéreux par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SCI de construction vente (SCCV) ADP Saint-Victoret des lots D1 et D2 sis ZAC d'Empallières à Saint-Victoret pour la réalisation d'un village d'entreprises
MET 20/15917/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de l'aménagement de l'espace communautaire et de la politique de développement économique de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a par délibérations URB 1/432/CC du 22 mai 2006 et URB 948/07/CC du 8 octobre 2007, approuvé respectivement la reconnaissance de l'intérêt communautaire et la mise en œuvre d'une opération d'aménagement destinée à la réalisation d'une ZAC sur le site d'Empallières à Saint-Victoret et la création de ladite ZAC.

Afin d'assurer un aménagement d'ensemble cohérent sur la ZAC d'Empallières, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé un appel à candidature le 21 janvier 2017 afin de réaliser un village d'entreprises répondant à la demande d'implantation de PME/PMI sur un terrain d'environ 14 000 m².

Au terme de l'analyse des offres, la SCCV ADP Saint Victoret a été retenue pour la réalisation de ce programme immobilier. Le prix de cession de 75 € / m² a été fixé dans le cahier des charges de l'appel à candidature et, est conforme au prix moyen constaté sur le territoire de Marseille Provence sur les zones économiques à vocation productive.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé les procédures idoines afin de vendre un terrain nu à

détacher des parcelles cadastrées Section AI n° 1, 2, 5, 13, 96 et AH n° 266 d'une superficie d'environ 13 978 m² correspondant au lot n° D1, à la SCCV ADP Saint Victoret.

La surface de plancher de l'opération envisagée par l'acquéreur sur le terrain viabilisé est de 6 554 m² environ pour l'édification d'un village d'entreprises conformément aux termes du cahier des charges de cession de terrain du lot n° D1.

Par délibération n° URB 021-3462/18/BM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le protocole foncier portant sur cette cession.

Par délibération n° URB 022-6127/19/BM du 20 juin 2019, un avenant au protocole foncier initial visant à proroger sa durée a lui-même été approuvé.

Un permis de construire sur le lot D1 a été déposé et obtenu le 20 juin 2018, conformément audit protocole de vente.

Cependant, la révision du Plan de Prévention des Risques Inondation du Bassin de la Cadière a fait l'objet d'un porter à connaissance de l'Etat le 26 avril 2019 qui augmente le niveau d'aléa et de risques de la ZAC d'Empallières.

Les droits à construire du lot D1 sont considérés comme acquis par les services de l'Etat, à condition pour l'acquéreur de prendre en compte ce niveau de risques plus élevé pour obtenir une autorisation « Loi sur l'eau » en proposant des modalités de compensations.

Pour ce faire, la SCCV ADP Saint-Victoret doit acquérir une emprise supplémentaire de 9368 m² issue des parcelles cadastrées AH 459, AH 484, AI 113, AI 152, AI 190 constituant le lot D2, lot mitoyen au lot D1, inondable et inconstructible.

Au titre de la rubrique 3.2.2.0 du Code de l'Environnement, dans le cadre d'une autorisation « Loi sur l'eau », ce tènement foncier est indispensable à la réalisation des ouvrages ci-dessous listés :

- La réalisation d'un bassin de gestion des eaux pluviales, étanché, d'une surface de 900 m²
- La création d'un bassin de rétention non étanche destiné à stocker les eaux dans le cadre de l'inondation. Surface au sol de 1700 m² environ
- La mise en place d'une noue périphérique associée à un merlon sur toute la périphérie du lot D2 afin de canaliser les eaux d'inondation sur cette parcelle et ainsi minimiser les impacts sur les parcelles voisines.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale de ce lot D2 à 7 € le m² de foncier soit un prix total de 65 576 euros.

Toutefois, compte tenu d'une part de la volonté de la Métropole de conserver ce projet économique d'intérêt général, générateur d'activités et d'emplois sur le secteur, et d'autre part du surcoût financier occasionné par les travaux indispensables susvisés incombant à l'acquéreur, il est proposé de céder le lot D2 moyennant le prix total de 14 052 € HT auquel s'ajoutera à TVA sur marge.

Par ailleurs, la cession de ce lot D2 devenu inconstructible et correspondant désormais à un foncier non valorisable dispensera la Métropole d'en assurer la gestion et d'acquitter les charges s'y afférant.

Ainsi, au terme de négociations et au vu des avis rendus par la Direction Immobilière de l'Etat régulièrement saisie, les parties ont donc convenu de procéder à la vente :

- du lot D1 moyennant le prix de 1 048 350 € HT auquel s'ajoutera la TVA sur marge soit un prix de 75 € / m² conformément à l'appel à candidature du 21 janvier 2017 ;
- du lot D2 moyennant le prix de 14 052 € HT auquel s'ajoutera la TVA sur marge soit un prix de 1.5 € / m² compte tenu du surcoût financier généré par ces travaux indispensables et non prévus initialement dans les conditions de l'appel à projets, estimés à 200 000 € à réaliser et à financer par l'acquéreur.

Un nouveau protocole de cession prenant en compte les nouvelles dispositions juridiques et financières a été établi et met à la charge de l'acquéreur les frais qui y sont liés et qui comprennent :

- les frais, droits et honoraires liés à la cession en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis ;
- le remboursement de la taxe foncière.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site 13102005.

Il convient d'autre part, d'abroger, compte tenu de la caducité des protocoles fonciers y afférents, les délibérations n° URB 021-3462/18/BM du 15 février 2018 et n° URB 022-6127/19/BM du 20 juin 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 021-3462/18/BM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le protocole foncier portant sur cette cession ;
- La délibération n° URB 022-6127/19/BM du 20 juin 2019, portant approbation d'un avenant au protocole foncier initial visant à proroger sa durée ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession d'un terrain à bâtir sis ZAC Empallières à Saint-Victoret permettra la réalisation d'un village d'entreprise sur le lot D1 ; opération présentant un enjeu économique stratégique à l'échelle de la Métropole ;
- Qu'à la suite d'un porter à connaissance de l'Etat du 26 avril 2019, les droits à construire du lot D1 ont été conditionnés par l'obligation pour la SCCV ADP Saint-Victoret d'acquiescer une emprise supplémentaire dite lot D2 inondable et inconstructible permettant la réalisation d'ouvrages de compensation par et aux frais de l'acquéreur ;
- Que la cession d'un terrain non constructible dit lot D2 situé sur les parcelles limitrophes au lot D1 permettra la réalisation desdits ouvrages indispensables à l'exécution de cette opération d'aménagement.

Délibère

Article 1 :

Sont abrogées les délibérations n° URB 021-3462/18/BM du 15 février 2018 et n° URB 022-6127/19/BM du 20 juin 2019.

Article 2 :

Est approuvée la cession à la SCCV ADP Saint Victoret de :

Un terrain à bâtir d'une surface de 13 978 m² constituant le lot n° D1 de la ZAC d'Empallières figurant au cadastre de la manière suivante :

- 2 001 m² à détacher de la parcelle AI n° 1
- 946 m² à détacher de la parcelle AI n° 2
- 1 443 m² à détacher de la parcelle AI n° 5
- 5 177 m² à détacher de la parcelle AI n° 13
- 4 193 m² à détacher de la parcelle AI n° 96
- 207 m² à détacher de la parcelle AH n° 266
- 11 m² à détacher de la parcelle AI n° 55

Un terrain nu, non constructible en zone inondable constituant le Lot n° D2 de la ZAC d'Empallières figurant au cadastre de la manière suivante :

- 2139 m² à détacher de la parcelle AI n° 1
- 5 m² à détacher de la parcelle AI n° 2
- 2 m² à détacher de la parcelle AI n° 5
- 749 m² à détacher de la parcelle AI n° 13
- 26 m² à détacher de la parcelle AI n° 53
- 3223 m² à détacher de la parcelle AI n° 54
- 2229 m² à détacher de la parcelle AI n° 55
- 342 m² à détacher de la parcelle AI n° 96
- 637 m² à détacher de la parcelle AH n° 149
- 16 m² à détacher de la parcelle AH n° 266

Au prix total de 1 062 402 € HT (un million soixante-deux mille quatre cent deux euros) auquel s'ajoutera la TVA sur marge, au vu des avis rendus par la Direction de l'Immobilier de l'Etat, ainsi que le protocole foncier annexé à la présente délibération.

Article 3 :

L'étude de Maitres BONETTO-CAPRA-MAITRE-COLONNA, notaires associés, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 4 :

Les frais liés à la présente cession sont mis à la charge de l'acquéreur en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage s'ils sont requis.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget annexe « Opération d'Aménagement » de la Métropole, sous politique C140 - nature 7015.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est habilité à signer le protocole foncier ci-annexé, l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 002-8773/20/BM

**■ Cession des lots 4, 5, 6 et 7 dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté de La Roque d'Anthéron 2
MET 20/16287/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de La Roque d'Anthéron 2 dont les travaux de viabilisation se sont achevés en juillet 2019 s'étend sur 13 hectares et permettra de créer 100 000 m² de surfaces cessibles. L'objectif de cette opération est d'apporter une réponse aux besoins fonciers pour permettre l'implantation d'activités industrielles et artisanales en continuité de la zone d'activités existante de la Roque d'Anthéron. Elle est réalisée en régie par la Métropole qui en assure directement la commercialisation.

Plusieurs sociétés se sont déjà montrées intéressées pour s'implanter sur la zone d'activités dont l'entreprise « JACQUEMUS ». Il s'agit d'une entreprise locale en plein essor de prêt-à-porter haut de gamme qui souhaite acquérir du foncier d'activités pour y implanter de nouveaux locaux et notamment une plateforme logistique et des bureaux afin de répondre aux besoins liés à son fort développement.

Cette société répondant aux critères de commercialisation de la ZAC, le comité d'agrément qui s'est réuni le 29 septembre 2020 a donné un avis favorable à cette implantation.

Compte tenu de la grille de commercialisation de la zone et des prix pratiqués sur la ZAC, il est proposé de céder à la société « JACQUEMUS » les lots 4, 5, 6, 7 d'une surface totale de 8 202m² avant bornage, au prix de 60 € HT/m² conformément à la grille tarifaire de la ZAC validée par le comité de pilotage du 9 mars 2017, soit 492 120 €HT.

Ce prix de cession a été annoncé aux entreprises dès le début de la commercialisation. Cependant, les services de France Domaine ont majoré dans leur avis du 11 septembre 2020 cette tarification au regard de cessions récentes constatées à proximité à des prix plus élevés, faisant apparaître pour ces lots une différence de prix de +16% environ. Néanmoins, il a été proposé de conserver les prix annoncés aux entreprises et de maintenir la grille de commercialisation de la ZAC, les recettes issues de cette tarification permettant de couvrir la totalité des dépenses engagées.

Le cahier des charges de cession de terrain, qui impose les règles de cession, de construction et de gestion du lot sera annexé à l'acte de vente.

La société a confirmé, par courrier, son accord sur l'ensemble de ces conditions.

Il est donc proposé d'établir une promesse de vente accompagnée de conditions suspensives relatives notamment à l'obtention du Permis de Construire purgé de tous recours.

Les frais notariés liés à cette vente seront à la charge de l'acquéreur.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A051 du Conseil communautaire de la CPA du 15 janvier 2014 déclarant d'intérêt communautaire le projet d'aménagement de l'extension de la zone d'activités du Grand Pont à La Roque d'Anthéron ;
- La délibération n° ECO 007-1781/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant le dossier de création, et décidant la création de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°ECO 001-2052/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC de la Roque d'Anthéron 2 ;
- La délibération n°URB 014-3288/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain Type ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2020-084V du 11 septembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le projet de la société « JACQUEMUS » entre dans les objectifs de commercialisation de la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 et qu'il a obtenu l'agrément du Comité du 29 septembre 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des lots 4, 5, 6 ,7 d'une superficie totale de 8 202m² situés sur la ZAC de La Roque d'Anthéron 2 pour un montant de 492 120 euros HT, soit 590 544 euros TTC, à la société

« JACQUEMUS », ou à toute personne physique ou morale que la société se réserve de désigner.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer la promesse de vente et l'acte authentique relatif à cette cession, et tous documents nécessaires à cette vente.

Article 3 :

La recette correspondante sera constatée sur le budget annexe de l'aménagement du Territoire du Pays d'Aix (03), en section de fonctionnement : Chapitre 70, Nature 7015, Fonction 61.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 003-8774/20/BM

**■ Cession à titre onéreux des parcelles situées sur la commune de Port-de-Bouc sises la Mérindole cadastrées C1425 lot volume 2, C86 lot volume 2, C1503 lot volume 2, C1501 lot volume 2, C1499 lot volume 2, C1427, AV69 et C1429 sise Valentoulin au bénéfice de l'Etat
MET 20/16510/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la réalisation de la voie express de contournement Martigues Port-de-Bouc, la Métropole Aix-Marseille-Provence vend à l'Etat les parcelles de terrain situées sur la commune de Port-de-Bouc lieudit La Mérindole cadastrées C 1425 lot volume 2, C 86 lot volume 2, C 1503 lot volume 2, C 1501 lot volume 2, C 1499 lot volume 2, C 1427, AV 69 d'une superficie de totale de 15 100 m² et lieudit Valentoulin cadastrée C 1429 d'une superficie de 346 m².

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire des parcelles de terrain cadastrées C 1425 lot volume 2, C 86 lot volume 2, C 1503 lot volume 2, C 1501 lot volume 2, C 1499 lot volume 2, C 1427, AV 69 sises La Mérindole d'une superficie de totale de 15 100 m² et cadastrée C 1429 sise Valentoulin d'une superficie de 346 m² situées sur la commune de Port-de-Bouc

Ces biens appartiennent au domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'Etat a manifesté son intérêt pour l'acquisition à titre onéreux, à son profit, des parcelles désignées ci-dessus, dans le cadre du contournement Martigues / Port-de-Bouc, sous maîtrise d'ouvrage Etat.

Régulièrement saisie, la Direction de l'immobilier de l'État a évalué la valeur vénale de ce bien à 3 947 euros.

L'Etat a donné son accord sur les modalités de la présente transaction foncière et notamment sur la prise à sa charge de l'ensemble des frais liés à la présente cession qui comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente

- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage (s'ils sont requis)
- Le remboursement de taxe foncière
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'État du 6 janvier 2020,
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la voie express de contournement Martigues/Port-de-Bouc a été déclarée d'utilité publique par arrêté interministériel du 1^{er} février 2017.
- Que par arrêté préfectoral en date du 14 mai 2018 a été prescrite l'ouverture de l'enquête parcellaire du 19 juin au 6 juillet 2018.
- Que la vente de ces parcelles de terrain est nécessaire à la réalisation de la voie express de contournement Martigues/Port-de-Bouc.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession des parcelles non bâties cadastrées section C 1425 lot volume 2, C 86 lot volume 2, C 1503 lot volume 2, C 1501 lot volume 2, C 1499 lot volume 2, C 1427, AV 69 sises La Mérindole d'une superficie de totale de 15 100 m² et cadastrée C 1429 sise Valentoulin d'une superficie de 346 m² situées sur la commune de Port-de-Bouc au profit de l'Etat, pour un montant de 3 947 euros HT, auquel n'est pas appliqué de TVA .

Article 2 :

L'Etat est désigné pour rédiger l'acte administratif en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente cession est à la charge de l'Etat et comprennent :

- Tous les frais, droits et honoraires liés à la vente
- En ce inclus (ou non) les frais liés au détachement parcellaire et au bornage
- Le remboursement de taxe foncière
- Le cas échéant, d'autres obligations en nature

Article 4 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 77, nature 775.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est habilité à signer l'acte authentique qui sera réitéré ultérieurement et tous documents inhérents à la présente cession.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 004-8775/20/BM

■ Cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle non bâtie cadastrée section CT n° 44, d'une superficie d'environ 68 m², sise chemin du Cascadeau sur la commune d'Istres dans le cadre du projet de cession du tènement foncier de l'ancienne maison du Cascadeau MET 20/16449/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de la parcelle de terrain nu cadastrée section CT n° 44 sise chemin de Cascadeau à Istres d'une contenance totale de 11 872 m².

La commune d'Istres envisage de céder le tènement foncier de l'ancienne maison du Cascadeau (parcelles cadastrées section CT n° 43 et CT n° 118) à un porteur de projet. Or il s'avère qu'une partie du projet impacte la parcelle cadastrée section CT n° 44, sur une emprise d'environ 68 m².

Ainsi, la commune d'Istres a manifesté son intérêt pour l'acquisition dudit bien immobilier.

Régulièrement saisie, la Direction de l'Immobilier de l'Etat a évalué la valeur vénale dudit bien immobilier à 340 euros (trois cent quarante euros).

La commune d'Istres a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

L'ensemble des frais lié à cette procédure est à la charge de la commune d'Istres et comprend :

- tous les frais, droits et honoraires liés à l'acquisition,
- les frais de géomètre.

Ce bien est enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13047098T001 (AMOFI : 14368).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la cession d'une partie de la parcelle cadastrée section CT n° 44, d'une superficie d'environ 68 m², située chemin du Cascaveau à Istres permettra à la commune d'Istres de céder le tènement foncier de l'ancienne maison du Cascaveau à un porteur de projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée section CT n° 44, d'une superficie d'environ 68 m², située chemin du Cascaveau à Istres, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant de 340 euros auquel n'est pas appliquée la TVA.

Article 2 :

Maître Véronique Piombo-Oddoux, notaire à Istres, est désignée pour rédiger l'acte authentique en résultant.

Article 3 :

L'ensemble des frais liés à la présente procédure est à la charge de la commune d'Istres et comprend :

- les frais, droits et honoraires
- les frais de géomètre.

Article 4 :

La recette correspondante est inscrite au Budget de la Métropole, chapitre 024, nature 024.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous les documents en découlant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 005-8776/20/BM

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière à vocation économique avec la commune d'Aubagne et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur MET 20/16418/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile constitue un espace économique majeur au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La commune d'Aubagne, ville centre du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile avec ses 46 200 habitants accueille près de 70% de l'emploi du territoire.

En tant que pôle économique majeur à l'Est de Marseille, la ville d'Aubagne a pour enjeu d'une part de renforcer son attractivité économique et d'autre part de faciliter et développer l'installation d'entreprises et leur expansion. L'une des clés de la requalification de ce territoire économique réside dans la capacité à mobiliser du foncier en libérant et en réhabilitant des biens, ce qui permettra également de fluidifier le parcours résidentiel des entreprises.

En dédiant 50 hectares à vocation économique sur le territoire communal, le PLU actuel de la ville d'Aubagne ainsi que le PADD du PLUi en cours d'établissement confirment son ambition de développement économique.

Une convention d'intervention foncière en phase anticipation réalisation lie actuellement l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) la Métropole et la ville d'Aubagne, afin d'accompagner le développement économique en renouvellement urbain des zones industrielles et d'activités des Paluds et de Napollon.

Ce partenariat a permis d'assurer une veille foncière active sur les sites précités, relativement tendus en termes de prix et peu dynamiques en termes de marchés fonciers et immobiliers.

Par ailleurs, des études visant à élaborer une stratégie de développement économique en lien avec

d'autres thématiques comme la mobilité, la voirie ou encore l'environnement, ont été copilotées.

Aujourd'hui l'ensemble de ces travaux a été repris dans le dispositif d'offre foncière et immobilière économique (DOFIE) approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 11 décembre 2018.

Ce dispositif a pour objectif de reconquérir du foncier en faveur du développement économique afin de répondre aux besoins estimés à 1450 hectares de foncier sur 15 ans dont 400 hectares d'ici 2021. Il cible sur l'ensemble du territoire de la Métropole les opérations présentant un potentiel foncier et propose une temporalité des sites en fonction de leur état d'avancement et de leurs contraintes techniques.

Sur le territoire de la commune d'Aubagne, plusieurs parcs d'activités et pôles d'activités à requalifier ou à densifier à moyen ou long terme ont été identifiés par le DOFIE, pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes.

Il s'agit notamment des sites dits « Paluds » et des sites Napolon, faisant déjà l'objet d'un partenariat avec l'EPF mais également des sites Camp-Sarlier et Pôle Alpha.

La convention d'intervention foncière précitée arrivant à échéance au 31 décembre 2020, la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont sollicité l'Etablissement Public Foncier PACA pour poursuivre et étendre une mission d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation sur les sites économiques du territoire communal représentant un périmètre d'environ 300 hectares.

Les sites d'intervention retenus sont les suivants:

- La zone industrielle des Paluds ;
- La zone économique de Napollon et ses extensions nord et sud
- Le secteur de Pôle Alpha ;
- Le secteur de Camp Major ;
- Le parc d'activités de Camp de Sarlier

Ces sites accueillent des parcs d'activités à vocation principalement artisanale à densifier et à redynamiser. Ils concentrent des enjeux spécifiques d'acquisition de friches et de foncier nus et une problématique commune de gestion des eaux et d'inondabilité.

La convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2025. Cette durée pourra faire l'objet d'une prorogation par avenant si nécessaire.

Le montant de la présente convention est fixé à 10 millions d'euros afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portage afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Enfin, la gestion des biens vacants acquis est assurée par la commune par le biais d'une convention conclue par ailleurs avec la SEM FACONEO.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 6-1015 du conseil communautaire de PAE du 26 octobre 2015 approuvant la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA sur la zone industrielle des Paluds ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de la prudence pour le choix du régime des provisions pour risque ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 16 novembre 2020.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne souhaitent poursuivre et étendre une politique foncière partenariale et volontariste pour répondre aux enjeux de développement économique du territoire de la commune d'Aubagne.
- Que les secteurs les Paluds, Napollon, Camp Sarlier et Pôle ALPHA sont identifiés dans le Dispositif d'offre foncière et immobilières économique de la Métropole (DOFIE).
- Qu'il convient que l'EPF PACA assure une veille foncière active, saisisse des opportunités et constitue des réserves foncières afin d'accompagner la reconversion et la restructuration de ces zones d'activités économiques.

Délibère

Article 1

Est approuvée la convention d'intervention foncière en développement économique en phase impulsion-

réalisation conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune d'Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention susvisée et toutes les pièces liées à ce dossier.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 006-8777/20/BM

■ Transfert de propriété des emprises foncières aménagées par la SPLA Pays d'Aix Territoires dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concerté du Quartier de Lenfant à Aix-en-Provence

MET 20/16286/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Lenfant a été créée en 2009 sur la commune d'Aix-en-Provence et concédée à la SPLA Pays d'Aix

EQUIPEMENTS	GESTION
Voirie et ses accessoires	MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Plantation et arrosage	
Infrastructure de génie civil de communication Fibre optique	
Digues, Bassins, noues et réseau EP	
Poste de relèvement et réseau EU	REPA
AEP	
Eau brute	SCP
Éclairage public commune	COMMUNE
HTA + Poste	ERDF
Gaz	GRDF

Ainsi, l'emprise foncière des ouvrages dont la Métropole a la charge doit lui être transférée en pleine propriété à titre gratuit conformément au traité de concession et au plan de morcellement établi. Dans ce cadre, la Métropole réceptionne donc une surface de 26 511m² (avant bornage) qui correspond notamment à l'emprise de la voirie nouvelle et des espaces verts, classée ultérieurement dans le domaine public. Les emprises concernées sont réparties sur les parcelles suivantes :

Parcelles	Surface
HP772	48m ²
HP767	95m ²
HP766	5442m ²
HP825	2630m ²
HP105	8680m ²
HP106	1300m ²
HP765	5459m ²
HP826	2532m ²
HP531	54m ²
HP530	16m ²
HP590	118m ²
HP587	137m ²

Territoires depuis février 2010 pour son aménagement et sa commercialisation. Aujourd'hui, les travaux et la commercialisation de la ZAC sont achevés.

Dans le cadre de la concession d'aménagement, une partie du terrain d'assiette de la première tranche de l'opération avait été transférée du Pays d'Aix à la SPLA à titre gratuit, l'apport de ces terrains à la ZAC constituant la participation en nature du concédant.

Les travaux de la ZAC ont consisté à réaménager une voirie existante, créer deux voies nouvelles de desserte ainsi que les réseaux et ouvrages techniques nécessaires à la viabilisation de 20 lots.

Suite à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement nécessaire à la vérification du bon fonctionnement des équipements, la remise des ouvrages doit prochainement intervenir. Ces derniers doivent être remis à leurs gestionnaires respectifs, conformément au programme des équipements publics de la ZAC et à l'article 22 du contrat de concession comme suit :

Cette rétrocession est réalisée à titre gratuit. L'ensemble des frais notariés et de géomètre seront pris en charge par la SPLA.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations du Conseil communautaire de la CPA n°2001_A046 du 20 juillet 2001 déclarant d'intérêt communautaire l'aménagement du Quartier de l'Enfant à Aix-en-Provence et n°2006_A167 du 22 juin 2006 décidant le lancement de la procédure de ZAC ;
- La délibération n°2009_A221 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2009 créant la ZAC de Lenfant ;
- La délibération n°2010_A012 du Conseil communautaire de la CPA du 25 février 2010 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et son programme des équipements publics ;
- La délibération n°2010_B026 du Bureau communautaire de la CPA du 4 février 2010 concédant la réalisation de la ZAC du Quartier de l'Enfant à la SPLA ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de transférer l'assiette foncière des ouvrages réalisés dans le cadre de la

concession d'aménagement confiée à la SPLA.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le transfert à titre gratuit de l'emprise foncière des équipements de la deuxième tranche de la ZAC de Lenfant d'une surface totale de 26 511m² de la SPLA Pays d'Aix Territoires à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique à intervenir ainsi que tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 007-8778/20/BM

■ Approbation du Compte Rendu d'Activité Concédée de la ZAC de la Peronne établi par l'EPAD au titre de la convention publique d'aménagement au 31 décembre 2019 MET 20/16377/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par délibération n° 93/12 du 22 mars 2012 le Comité Syndical Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'urbanisme, de confier à l'Epad la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Péronne.

Pour cette opération, l'article 16 de la concession d'aménagement prévoit que l'Epad fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activité, conformément à l'article L. 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le compte rendu d'activité concédée de la ZAC de la Péronne établi par l'Epad au titre de la convention publique d'aménagement au 31 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 008-8779/20/BM

**■ Approbation des Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par la SPL Sens Urbain au 31 décembre 2019
MET 20/16450/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Pour mémoire, le Comité Syndical de Ouest Provence a approuvé la délibération n° 272/02 du 26 juin 2002 relative à la passation de la Convention Publique d'Aménagement avec l'EPAD pour l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Lavalduc sur la commune de Fos-sur-Mer.

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'urbanisme, de confier à l'EPAD la réalisation d'opérations d'aménagement, notamment sous forme de ZAC.

Par délibération du Comité Syndical n° 448/15 du 22 octobre 2015, Ouest Provence a approuvé la création d'une Société Publique Locale dénommée «Aménagement Développement Ouest Provence» (SPL ADOP).

Par délibération du Comité Syndical n° 584/15 du 17 décembre 2015, Ouest Provence a approuvé, par avenant n° 3, le transfert de ces conventions publiques d'aménagement à la SPL ADOP.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit au six anciens établissement public de coopération intercommunale fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles.

Par conseil d'administration du 25 juin 2018, la SPL ADOP change de dénomination et devient SPL Sens Urbain.

Pour chacune de ces opérations, l'article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que la SPL Sens Urbain fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d'activités, conformément à l'article L. 300-5 du Code de l'Urbanisme, comportant :

- un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- un plan de trésorerie actualisé,
- un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l'exercice,
- une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

- Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Comptes Rendus d’Activités Concédées établis par la SPL Sens Urbain au 31 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 009-8780/20/BM

■ Approbation des Comptes Rendus d’Activités Concédées établis par l’Epad au 31 décembre 2019
MET 20/16480/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), s’est substituée de plein droit au six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l’Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles :

Par délibérations du Comité Syndical, Ouest Provence avait décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l’Urbanisme, de confier à l’Epad la réalisation d’opérations d’aménagement, notamment sous forme de Zone d’Aménagement Concédé.

Le tableau ci-dessous rappelle les opérations concernées ainsi que les références des délibérations correspondantes :

OPERATIONS

Aménagement du secteur de la Marronède à Fos-sur-Mer
ZAC des Cognets à Istres 30/07/02

ZAC des Craux à Istres 25/04/03
ZAC de Trigance à Istres 26/06/02
ZAC du Tubé à Istres 26/06/02
ZAC du Cours de la Rousse (Maille II) à Miramas 03/04/09
ZAC des Molières à Miramas 05/11/02
ZAC de la Plateforme Clésud sur Miramas et Grans 22/03/02

Pour rappel, par délibération n° 8/02 du 22 mars 2002, le Comité Syndical du Syndicat Mixte Euro-Alpilles a décidé, en application des dispositions de l’article L. 300-4 du Code de l’Urbanisme, de confier à l’Epad la réalisation de la ZAC de la Plate-Forme Clésud sur les communes de Grans et Miramas, par la conclusion d’une convention publique d’aménagement.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2016, il a été mis fin à l’exercice des compétences du SME Euro-Alpilles à compter du 31 août 2016, et l’ensemble des biens, droits et obligations du SME Euro-Alpilles a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Pour chacune de ces opérations, l’article 15 ou 16 des conventions respectives prévoit que l’Epad fournisse annuellement avant le 30 juin, un compte rendu d’activités, conformément à l’article L. 300-5 du Code de l’Urbanisme, comportant :

- Un bilan prévisionnel actualisé des activités, objet de la convention,
- Un plan de trésorerie actualisé,
- Un état des cessions foncières réalisées pendant la durée de l’exercice,
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l’opération au cours de l’exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l’année à venir.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l’Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l’Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

DATES DES ACTES

14/04/06

N° DES ACTES

192/06

326/02

- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Sont approuvés les Comptes Rendus d'Activités Concédées établis par l'Epad au 31 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 010-8781/20/BM

**■ Approbation d'une convention de remboursement des travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare de Cassis
MET 20/14724/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé, par un marché public n°T19028 notifié le 6 février 2019, l'aménagement du parking et du parvis de la Gare de CASSIS.

L'aménagement réalisé comprenait :

- Les travaux d'installation de chantier
- La préparation des emprises (débroussaillage, dépose du mobilier urbain, démolition des chaussées et trottoirs, arrachage ou protection des arbres)
- Les travaux de voirie (décaissement, terrassement en tranchée, remblais, mise en place de bordures, revêtements, raccordement des réseaux électriques/eau/télécom)
- La mise en place et fourniture du mobilier urbain, de la signalisation, des plantations

La commune de CASSIS a pour sa part, pris en charge les travaux liés à l'aménagement de l'éclairage extérieur du parking de la Gare. Ces dépenses, dont l'état récapitulatif figure en pièce annexe à la présente convention (c.f devis EP) doivent désormais faire l'objet de remboursement par la Métropole Aix-Marseille Provence.

En effet, le Préfet de Région, Préfet des Bouches-du-Rhône a indiqué, le 28 janvier 2019, dans le cadre du contrôle de légalité exercé sur un marché d'éclairage public de la Ville de Marseille que : « la loi du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM prévoit la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, ce qui inclut l'éclairage

public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie ».

Le Préfet a réitéré cette position, le 14 mars 2019, à propos d'un marché d'éclairage public conclu par la commune de Cassis.

En conséquence, il incombe désormais à la Métropole de rembourser la commune de CASSIS, des dépenses intervenues dans le cadre des travaux d'éclairage public.

Les parties ont donc convenu que les travaux d'éclairage public initiés dans le cadre de l'aménagement de la gare de CASSIS, marché n°DC 2018-15 passé par la commune de CASSIS est de compétence métropolitaine et qu'à ce titre les dépenses, prises en charge par la commune, doivent lui être remboursées. Ces dépenses s'élèvent à 28 113,60 € TTC.

En contrepartie, l'attribution de compensation de la commune de CASSIS se trouvera minorée et un fonds de concours sera demandé auprès de celle-ci.

En ce sens, il convient par la présente convention d'acter le remboursement des travaux d'éclairage public intervenus pour le compte de la commune de CASSIS dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en raison de la compétence exclusive de la Métropole en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, incluant l'éclairage public, en tant qu'élément indissociable de la compétence voirie.
- Qu'il convient de rembourser à la commune de Cassis les dépenses liées à l'éclairage public mis en place sur le parking provisoire et le parvis de la gare.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée portant remboursement des travaux d'éclairage public dans le cadre de l'aménagement du parking et du parvis de la gare de Cassis.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget du Territoire sous le numéro d'opération 2020101600 – Nature : 4581191003 – Fonction : 844 – C310.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 011-8782/20/BM

■ Présentation du rapport annuel 2019 du délégataire de service public pour l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le Territoire Marseille-Provence MET 20/16635/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin d'assurer la fluidité et la sécurité de la circulation dans les tunnels, il est nécessaire d'organiser dans les meilleurs délais l'enlèvement des véhicules en panne ou accidentés dans les ouvrages et leurs accès.

Un contrat de délégation de service public, n°T1802DSP, a été notifié à la société Gibbes Pharo le 18 juillet 2018. Sa durée est de 5 ans à compter de la date de notification. Il arrivera à échéance le 17 juillet 2023.

L'objet de la délégation gérée par la société Gibbes Pharo est l'enlèvement des véhicules légers (et de leur annexe tractée) en panne ou accidentés dans les tunnels routiers à fort trafic exploités par la Métropole

sur le territoire Marseille-Provence, à savoir le tunnel du Vieux Port, le tunnel de la Major, le tunnel Joliette et le tunnel St Charles.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Une synthèse du rapport du délégataire est jointe à la présente délibération.

A titre d'information, sur l'année 2019, le nombre total d'intervention (175) dans les tunnels a été le suivant :

- Pour le tunnel de la Major : 36 interventions
- Pour le tunnel Joliette : 50 interventions
- Pour le tunnel Saint-Charles : 9 interventions
- Pour le tunnel du Vieux Port : 80 interventions.

Le compte d'exploitation sur cette période fait apparaître un chiffre d'affaires de 23 119,00 euros et des charges d'exploitation de 13 285,00 euros soit un bénéfice d'exploitation de 9 834,00 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération MET 16/438/CM portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 concernant le contrat de Délégation de Service Public n° T1802DSP a été remis par la société Gibbes Pharo.

Délibère

Article 1 :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par la société Gibbes Pharo, titulaire du contrat de délégation relatif à l'enlèvement des véhicules légers en panne ou accidentés dans les tunnels exploités par la Métropole sur le territoire Marseille Provence, contrat n° T1802DSP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Cohésion sociale,
habitat, logement"***

CHL 001-8783/20/BM

■ Approbation de l'avenant n° 6 avec la Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône pour le Fonds de Solidarité Logement (FSL)
MET 20/16145/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Certains ménages ont vu leurs revenus fortement diminués en raison de la COVID-19 et du confinement qui s'en est suivi. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place un dispositif d'aide exceptionnelle et dérogatoire dans deux cas très particuliers.

Toutefois, les familles concernées devront justifier d'une diminution de leurs revenus pour les mois de mars et avril 2020. Les personnes disposant d'indemnités journalières prises en charge par la CARSAT ou par Pôle Emploi, avant le 17 mars 2020 ne seront pas éligibles. Il s'agit de personnes ayant subi une perte de revenus, suite à l'arrêt de l'activité de l'employeur ou de sa propre activité, à compter du 17 mars 2020.

La première disposition, concerne les ménages relevant du FSL, mais qui, en raison de la perte de revenus, n'ont pu honorer la totalité de leurs loyers. Pour ces ménages, il est proposé, dans le cadre du FSL maintien, une subvention couvrant deux mois de loyers (compris entre mars et juillet 2020).

La deuxième disposition concerne les propriétaires occupants, habituellement exclus du dispositif FSL,

exclusivement pour leur résidence principale. Là encore, la perte de revenus est le point déterminant pour l'admission du dossier. Cependant, seuls les ménages n'ayant aucun retard de paiements sur les trimestres précédents, pourront bénéficier de cette aide, puisqu'il sera ainsi démontré la pérennité du logement.

Les compétences nécessaires pour l'attribution de ces aides financières individuelles relèvent du service métropolitain en charge du dispositif Fond de Solidarité Logement (FSL).

La Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, a passé avec la CAF des Bouches-du Rhône, une convention n° 18/116 pour la gestion administrative, financière et comptable des aides financières du FSL. L'avenant n°1 à la convention de partenariat du 18 octobre 2018 a prolongé la mission confiée à la CAF des Bouches-du-Rhône jusqu'au 31 décembre 2021. Pour cette raison, la gestion financière et comptable de ces aides financières individuelles exceptionnelles sera également confiée à la CAF. Ainsi, il sera également à la charge de la CAF, les notifications aux allocataires, aux bailleurs publics ou privés et aux syndicats de copropriété.

La délibération relative à la mise en place de ces deux mesures exceptionnelles et dérogatoires reprend l'ensemble des critères d'éligibilité ainsi que la nature de l'aide accordée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La délibération FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des

Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL ;

- La délibération DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la prolongation de la convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du logement de certains ménages ;
- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la Caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération DEVT 019-7477/19/BM du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n° 3 avec la Caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La décision n° 20/426/D du 29 mai 2020 approuvant l'avenant n° 4 avec la Caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération CHL 006-8216/20/BM approuvant l'avenant n° 5 avec la Caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération de délégation HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place un dispositif d'aide exceptionnel au logement lié à la COVID19.
- Qu'il convient d'inclure le suivi comptable et budgétaire des aides financières exceptionnelles individuelles à la convention de partenariat avec la CAF.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°6 ci-annexé, à la convention de partenariat entre la CAF des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous Politique D211 – Nature 62268 – fonction 424.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 002-8784/20/BM

■ Demande de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrats de Ville et Atelier Santé Ville 2020

MET 20/16461/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la Cohésion sociale a défini les nouvelles orientations de la Politique de la Ville.

Cette politique de cohésion urbaine et sociale vise à améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers les plus défavorisés, définis comme quartiers prioritaires. Pour la Ville de Marseille, 235 000 habitants sont directement concernés par cette action publique. Les Contrats de Ville constituent le cadre de mise en œuvre de la Politique de la Ville pour la période de 2015 à 2020.

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, les Contrats de Ville ont pour objectif de formaliser les engagements pris par l'Etat, la Métropole, les collectivités territoriales, les communes concernées et les autres partenaires de la Politique de la Ville (CAF 13, Association Régionale des Organismes HLM...) au bénéfice des quartiers définis comme prioritaires.

L'Etat et les collectivités territoriales consacrent ainsi des moyens spécifiques pour la mise en œuvre des Contrats de Ville en complément de la mobilisation de leurs politiques de droit commun.

La loi de finances pour 2019 ayant confirmé la prolongation des contrats de ville jusqu'en 2022, une réactualisation des contrats au mois de juillet 2019 sur la base d'une évaluation à mi-parcours a permis d'intégrer les priorités gouvernementales et prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques de l'ensemble des signataires ajouté aux Contrats de Ville.

Conformément à la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-

Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la ville et d'équilibre social de l'habitat.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure ainsi avec des équipes dédiées le pilotage stratégique et opérationnel des Contrats de Ville et des dispositifs spécifiques de la Politique de la Ville : les Ateliers Santé Ville (ASV) et les Programmes de Réussite Educative (PRE).

Dans ce cadre, l'Etat apporte une contribution financière à la Métropole pour la couverture des frais de fonctionnement induits par le portage de ces dispositifs.

Pour l'exercice 2019, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Politique de la Ville de la Métropole étaient arrêtés pour une enveloppe globale de 923 093 €.

Par courrier reçu le 23 juin 2020, Madame la Préfète déléguée pour l'Egalité des Chances a notifié le montant total de ces aides de l'Etat à hauteur de 790 873 € pour l'année 2020.

Conformément au courrier du Préfet de novembre 2015, les crédits de fonctionnement subissent à nouveau une baisse de 2% de l'enveloppe globale par rapport à l'année 2019 en faveur du contrat de ville.

Pour l'exercice 2020, les crédits de fonctionnement consacrés par l'Etat à la poursuite du Contrat de Ville sur le territoire métropolitain correspondent à une enveloppe globale de 562 873 €.

De la même manière pour l'exercice 2020, les crédits d'appui consacrés par l'Etat au fonctionnement des équipes Ateliers Santé Ville correspondent à une enveloppe de 227 500 euros, déclinée de la façon suivante :

- En faveur du Territoire de Marseille Provence Métropole pour une enveloppe de 140 000 euros sur 5 postes. 4 postes de coordonnateur Atelier Santé Ville, et 1 poste de coordonnateur métropolitain.

Concernant Marseille, la subvention initialement prévue au moment de la notification était de 165 000 euros. Ce montant a été réajusté au réel par l'Etat à hauteur de 140 000 euros suite à l'impossibilité de réaliser certaines actions sur 2020. Ces actions concernent notamment le recrutement d'un coordonnateur ASV sur le centre-ville qui n'a pas pu avoir lieu et qui ne sera pas financé. D'autre part, le départ d'un coordonnateur fin août, qui ne pourra pas être remplacé d'ici la fin de l'année, fait que son poste ne sera pas financé sur la totalité de l'année mais sur 8 mois, ce qui explique le financement à hauteur de 20 000 euros et non 30 000 euros pour le poste ASV des 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements marseillais.

Poste ASV 2020	Montant prévisionnel en euros	Montant réel en euros
ASV 13 /14	30 000	30 000
ASV 15/16	30 000	20 000
ASV Huveaune	30 000	30 000
ASV santé mentale	30 000	30 000
Coordination métropolitaine des ASV	30 000	30 000
Recrutement coordonnateur ASV centre-ville (6 mois juin – décembre 2020)	15 000	0
TOTAL	165 000	140 000

- En faveur du Territoire du Pays d'Aix pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire du Pays Salonais pour une enveloppe de 30 000 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville
- En faveur du Territoire Istres-Ouest-Provence pour une enveloppe de 27 500 euros sur un poste de coordonnateur Atelier Santé Ville qui a pris ses fonctions en février (ce qui explique la révision à la baisse de la subvention initiale de 30 000 euros).

La Métropole doit effectuer les démarches administratives nécessaires pour le versement de ces subventions. Il convient donc d'autoriser Madame la

Présidente à solliciter les subventions et à signer les actes qui en découleront.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La notification des crédits politique de la ville 2020 adressée à la Métropole Aix-Marseille-Provence par l'Etat reçue le 23 juin 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de territoire Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Politique de la Ville.
- Que la Métropole affecte des équipes à la mise en œuvre des dispositifs de la Politique de la Ville (Contrat de Ville et Atelier Santé Ville).
- Que l'Etat contribue à la couverture des charges de fonctionnement de la Métropole pour le portage des dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à effectuer les demandes de subventions auprès de l'Etat pour les dispositifs Contrat de Ville et Atelier Santé Ville à hauteur des montants indiqués.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les contrats, actes ou conventions correspondants.

Article 3

Les recettes correspondantes sont inscrites au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique : E110 - Nature : 74718 - Fonction : 52 - Service : 5DHACS

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 003-8785/20/BM

■ Approbation de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2020-2022 MET 20/16470/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La stratégie nationale de prévention et lutte contre la pauvreté annoncée le 13 septembre 2018 par le Président de la République entend s'attaquer tout particulièrement à l'émergence de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation des acteurs de terrain est indispensable, car eux seuls disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Le succès de la stratégie nationale repose sur un pilotage conduit à partir des territoires, en particulier des métropoles et des communes. L'ensemble des politiques publiques porté par les départements, les métropoles, les communes, l'Etat et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : l'hébergement d'urgence, l'emploi, la formation, l'éducation, l'accès aux soins... Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

La Métropole Aix-Marseille-Provence avec plus de 1,8 million d'habitants présente d'importantes fragilités sociales.

Le niveau de pauvreté y reste élevé avec près de 20 % des ménages métropolitains qui vivent sous le seuil de pauvreté (moins de 800 euros mensuels).

Le chômage, le faible niveau de qualification qui limite l'employabilité, la composition des ménages, le coût des logements sont autant de freins à l'inclusion sociale des populations les plus fragiles.

Le fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, abondé par la loi de finances pour 2020, permet d'apporter un soutien financier aux territoires qui s'engagent dans le cadre de leurs compétences, par une convention conclue entre l'État d'une part, la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires, d'autre part.

La présente convention vise à définir des priorités conjointes s'inscrivant dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

Cette convention fixe également l'engagement de l'État et de la Métropole sur le plan financier et définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

Ce soutien financier s'élève à 753 750 euros pour l'année 2020. Le montant des engagements financiers pour l'année 2021 et 2022 devront faire l'objet d'un avenant.

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 3 ans (2020/2021/2022). Elle fera l'objet, si besoin, d'avenants annuels en cours d'exécution, portant sur les montants financés alloués et le cas échéant sur les engagements respectifs de l'État et de la Métropole Aix-Marseille-Provence et les actions en découlant.

Pendant la durée du plan, la Métropole s'engage donc à mettre en œuvre les actions décrites dans l'annexe 1 pour un montant global de 1 507 500 euros pour l'année 2020 (récapitulatif budgétaire des actions en annexe 2), contribution de l'État comprise, sous réserve du vote des budgets. Ce montant sera réévalué chaque année et fera l'objet d'un avenant pour les années suivantes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020

portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par la présente convention, l'État et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissent des engagements réciproques relevant de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.
- Que ces engagements réciproques se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats (annexe 1 : fiches action détaillées), permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.
- Que cette convention fixe également l'engagement de l'État et de la Métropole et définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.
- Que pour ce faire, il convient de signer cette convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2020-2021-2022.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de partenariat d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2020-2022 ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique : D111 - Nature : 65748 - Fonction : 552 - Service : 5DHACS.

Les recettes sont constatées au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-Politique : D111 - Nature : 74 - Fonction : 552 - Service : 5DHACS.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 004-8786/20/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues
MET 20/16603/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

Dans le cadre de sa compétence en matière d'emploi, formation et insertion, le territoire du Pays de Martigues fusionné au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, a soutenu depuis plusieurs années, la création et le renouvellement du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi.

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur Service Europe pour le Fonds Social Européen, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs.

Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2021-2027 Emploi et Inclusion au titre de la priorité 1.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Cadre de Référence Stratégique National de la France.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

Cinq des sept priorités de cette orientation stratégique concernent les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi :

- Contribuer à l'adaptation des travailleurs et des entreprises aux mutations économiques,
- Améliorer l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi,
- Renforcer la cohésion sociale et lutter contre les discriminations pour l'inclusion sociale,
- Investir dans le capital humain (formation et adaptation pédagogique aux publics du plan local pour l'insertion et l'emploi),
- Développer des partenariats et la mise en réseau pour l'emploi et l'inclusion.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plate-forme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement auprès du Conseil Régional à hauteur de 40 500 euros pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues pour l'année 2021 et 40 500 euros pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix pour l'année 2021 au titre des actions développement des relations entreprises et mise en œuvre de la clause d'insertion dans les marchés publics .

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

PLIE DU PAYS DE MARTIGUES	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE DU PAYS DE MARTIGUES)	8.97 %	8 853 euros
Direccte FSE « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »	50 %	49 351.77 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS DE MARTIGUES »	41.03 %	40 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	0 %	0 euros
TOTAL	100 %	98 704.77 euros

PLIE DU PAYS D'AIX	TAUX	MONTANT
Financement externe		
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône (PLIE du Pays d'Aix)	19.23%	30 000 euros
Direccte FSE « PLIE DU PAYS D'AIX »	37.02%	57 750 euros
Conseil Régional PACA « PLIE DU PAYS D'AIX »	25.97%	40 500 euros
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	17.78 %	27 750 euros
TOTAL	100%	156 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Demande de

subvention de fonctionnement à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur relative à l'opération pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays d'Aix et du Pays de Martigues à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'obtention d'une subvention d'un montant de 81.000 euros, réparti à hauteur de 40.500 euros pour le PLIE Pays de Martigues et 40.500 euros pour le PLIE du Pays d'Aix et à signer tout document y afférent notamment la convention d'exécution de la subvention.

Article 2:

Les recettes seront constatées au Budget de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 005-8787/20/BM

**■ Programme Opérationnel National Fonds Social Européen (PON FSE 2014-2020). Approbation des opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet publiés d'octobre à décembre 2019
MET 20/16555/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

En sa qualité d'organisme intermédiaire, la Métropole assure pour la période 2018-2020 la gestion et le contrôle d'une subvention globale de Fonds Social Européen (FSE) d'un montant de 14 417 420,06 euros pour un coût total éligible de 28 834 840,12 euros dédiée à l'emploi et l'inclusion active sur le territoire métropolitain.

Mobilisée sur l'axe 3 du programme opérationnel national FSE 2014-2020 « lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion », cette subvention globale doit permettre de poursuivre trois objectifs spécifiques:

- Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion (cibles attendues pour la période 2018-2020 : 11 115 inactifs et 1 160 chômeurs),
- Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion,

- Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion.

Les crédits opérationnels visent à soutenir des projets en faveur de l'emploi et de l'inclusion, selon trois orientations :

- augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale, (Objectif Spécifique 1).

Il s'agit d'actions d'accompagnement renforcé, individualisé et de proximité des participants, en amont jusqu'à la sortie définitive du parcours d'insertion. Sont concernées, les actions visant à identifier les freins périphériques des personnes en parcours d'insertion par des diagnostics partagés, permettant de proposer différentes étapes constitutives du parcours (opérations visant à lever les freins socioprofessionnels à l'emploi).

- mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion, (Objectif Spécifique 2).

Ces actions visent à une mobilisation renforcée des employeurs permettant de faciliter l'accès des publics à davantage de choix professionnels et d'opportunités d'emploi (nouvelles pratiques de collaboration avec les employeurs, soutien aux nouvelles formes d'organisation du travail, définition d'approches et méthodes pour identifier les employeurs volontaires et les mobiliser dans le cadre des parcours d'insertion). Les actions visant au développement de la responsabilité sociale des entreprises pourront également être financées, visant à renforcer la coopération avec les milieux économiques et à créer de nouvelles opportunités d'emploi.

- développer des projets de coordination et d'animation en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. (Objectif Spécifique 3).

Ces actions visent à améliorer et optimiser les stratégies territoriales d'insertion afin notamment de rendre plus lisible l'offre d'insertion. L'objectif est également de penser collectivement la gouvernance et le contenu de l'offre d'insertion sur le territoire. Il s'agit de proposer une ingénierie et une animation territoriale permettant d'organiser et de construire des parcours vers l'emploi durable.

La sélection des opérations pouvant faire l'objet d'un financement FSE passe par des appels à projet lancés pour chaque objectif spécifique. Des appels à projet ont ainsi été publiés en janvier 2018 et en février et mars 2019.

24 opérations ont ainsi été retenues dans le cadre de ces appels à projet (délibérations EMP 001-4311/18/BM et EMP 001-6561/19/BM) pour un coût total éligible de 27 536 768.51 euros dont un montant FSE de 13 613 514.30 euros.

De nouveaux appels à projet FSE, lancés en octobre 2019 pour une durée de trois mois, ont conduit au dépôt de 21 dossiers. Le processus d'instruction a permis à ce jour de sélectionner 17 nouvelles opérations concourant au développement de l'emploi

et favorisant les parcours vers l'insertion professionnelle.

Sept opérations ont fait l'objet d'une délibération favorable en bureau métropolitain du 31 juillet 2020 (MET 20/15188/BM) et du 15 octobre 2020 (MET 20/16213/BM).

4 nouvelles opérations sont proposées à la programmation dans le présent rapport.

SYNERGIE FAMILY : Réalise tes rêves

L'association Synergie Family propose la mise en œuvre de l'opération Réalise tes rêves du 1^{er} janvier 2020 au 30 juin 2021 sur le territoire métropolitain.

Cette action vise à mettre les ressources technologiques et l'intelligence artificielle au service de l'inclusion des personnes les plus éloignées de l'emploi au travers d'un accompagnement le plus adapté à ses aspirations.

L'opération propose une première phase d'environ 2 semaines intitulée « le comptoir des opportunités » permettant d'accueillir, écouter et orienter les candidats en fonction de leurs attentes et de leurs besoins vers « le parcours vers l'emploi durable » ou vers « l'entrepreneuriat durable ».

L'opération présentée concerne le parcours vers l'emploi durable. Cet accompagnement prend la forme d'un coaching individuel (4 à 6 mois) et des ateliers collectifs et permet d'affiner le projet professionnel pour aller vers une sortie positive (emploi durable, formation qualifiante ou pré-qualifiante).

L'opération s'inscrit dans le Plan d'Investissement dans les Compétences et, à ce titre, est lauréat du programme « 100% Inclusion » du Ministère du Travail depuis l'été 2019.

Le projet vise l'accompagnement de 400 personnes très éloignées de l'emploi et une sortie positive (CDI, CDD, formation qualifiante, création d'activité) pour 50% des participants.

WIMOOV : Plateforme de mobilité inclusive sur le territoire de Marseille

Wimoov propose un projet de plateforme de mobilité en gare de Saint Charles Marseille, lieu d'accessibilité et d'intermodalité.

L'opération mise en œuvre du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 est un dispositif d'accueil et d'accompagnement, qui propose une offre de mobilité ainsi qu'un parcours mobilité adaptés aux besoins de tous les publics en situation de fragilité visant la levée des freins d'accès à l'emploi.

Un accompagnement théorique et pratique au sein des lieux d'emplois, et la mise à disposition de solutions matérielles (vélos, scooters, voitures) sont proposés.

L'opération vise un nombre prévisionnel de 120 participants.

GEIQ Industrie Gard Vallée et Delta du Rhône : Mobilisation des employeurs du GEIQ dans les parcours d'insertion

L'opération mise en œuvre du janvier 2021 au 30 juin 2021 vise d'une part l'accompagnement des entreprises adhérentes au GEIQ dans leurs recrutements en insérant et qualifiant des personnes éloignées de l'emploi dans le secteur industriel et sensibilise d'autre part de nouvelles entreprises à la démarche du GEIQ en vue d'intégrer de nouveaux bénéficiaires dans des parcours d'insertion et de qualification.

Maison de l'emploi de Marseille : Compétences in & off

Ce dispositif innovant, mise en œuvre du janvier 2021 au 30 juin 2021, propose la création d'une plateforme digitale multidimensionnelle, permettant à chaque personne d'avoir accès à une palette de services dédiés dont les offres d'emploi, les solutions de mobilité, l'information sur les métiers et la formation et la création de communautés apprenantes à destination des bénéficiaires et des professionnels de l'accompagnement.

Les personnes bénéficieront de l'appui d'une plateforme digitale de gestion personnalisée de leur activité professionnelle basée sur le temps partiel, intégrant JOB HOPPS (application de mise en relation avec de nombreuses offres à temps partiel) et d'un accompagnement sur mesure sur les besoins de chaque personne avec un référent territorial qui sera leur contact permanent et privilégié.

L'objectif étant de transformer la zone grise du temps partiel, en une zone d'opportunité pour réinsérer durablement les personnes les plus vulnérables.

Ces innovations permettront à 150 personnes très éloignées de l'emploi, intégrant le dispositif, de bénéficier d'un parcours inclusif de 12 mois maximum favorisant l'accès à l'emploi pour 75 d'entre eux.

Compétences in & off, portée par la Maison de l'emploi de Marseille, est coconstruit par les acteurs de l'emploi, de l'insertion, de la formation, du social et des acteurs économiques et de l'innovation sociale.

Le coût total éligible de ces opérations s'élève à 2 361 436,88 euros pour un montant de subvention FSE de 881 724,66 euros.

Ces montants figureront dans la convention d'attribution de la subvention FSE qui sera signée par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les structures porteuses des opérations sélectionnées.

Suite à la signature de la convention, il sera proposé de verser une avance aux structures porteuses calculée sur la base de la subvention FSE attribuée.

Les opérations sélectionnées et les montants attribués sont les suivants :

Nom de l'opération	Organisme bénéficiaire	Coût éligible total de l'opération	Subvention FSE attribuée	Avance proposée
Objectif spécifique 1 : Augmenter le nombre de parcours d'accompagnement des personnes en vue de leur insertion				
Réalise tes rêves	SYNERGIE FAMILY	1 030 999,70 €	450 999,70 €	90 199,94€
Plateforme de mobilité inclusive sur le territoire de Marseille	WIMOOV	96 375,14€	48 187,57 €	9 637,51€
Objectif spécifique 2 : Contribuer à mobiliser les employeurs et les entreprises dans les parcours d'insertion				
Accompagnement de personnes éloignées de l'emploi par le biais de parcours en alternance dans l'industrie	GEIQ INDUSTRIE	66 944,65 €	30 000 €	6 000 €
Objectif spécifique 3: Développement de projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire				
Compétences in et off	MDEM	1 167 117,39 €	352 537,39 €	70 507,47 €
Total		2 361 436,88 €	881 724,66 €	176 344,92 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au

Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

- Le règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;
- Le Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 ;
- Le décret n°2002-633 du Premier ministre du 26 avril 2002 instituant une commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens, modifié par le décret n° 2003-1088 du 18 novembre 2003 ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014, relatif à la gestion de tout ou partie des Fonds Européens pour la période 2014-2020 ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° EMP 006-482/16/BM du Bureau de la Métropole du 30 juin 2016 portant autorisation accordée au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence à solliciter les fonds européens ;
- La délibération n° EMP 003-2736/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 approuvant la demande d'accréditation de la métropole en tant qu'Organisme Intermédiaire de gestion et de contrôle du FSE pour les années 2018-2020 ;
- La délibération n° ECO 021-14/12/17 BM du 14 décembre 2017 approuvant la subvention globale FSE 2018-2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération EMP 001-4311/18/BM du 18 octobre 2018 et EMP 001-6561/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant les opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet de janvier 2018 et février/mars 2019 ;
- Les appels à projets FSE Objectif Spécifique 1, Objectif Spécifique 2 et Objectif Spécifique 3 du 1^{er} octobre 2019 ;
- La délibération MET 20/15188/BM du 31 juillet 2020 approuvant six opérations retenues pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet du 1^{er} octobre 2019 ;
- La délibération MET 20/16213/BM du 15 octobre 2020 approuvant une opération retenue pour la période de programmation 2018-2020 au titre des appels à projet du 1^{er} octobre 2019 ;
- Le guide des procédures de septembre 2019 : gestion du programme Opérationnel FSE «Emploi et inclusion en Métropole».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'inscription de l'inclusion active comme une des priorités fondamentales de l'Union Européenne au titre de la stratégie UE 2020.
- L'éligibilité au FSE des opérations présentées et instruites suite aux appels à projet, publiés le 1^{er} octobre 2019, ainsi que leur adéquation avec les priorités

métropolitaines en matière d'emploi, d'insertion et de développement économique

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les opérations sélectionnées dans le cadre des appels à projets du 01 octobre 2019 au titre de la gestion de subvention globale 2018-2020 pour un coût total éligible de 3 249 554,97 euros dont 1 396 694,04 euros de part FSE.

Article 2 :

Sont approuvées les avances de subventions FSE à verser aux porteurs des opérations conventionnées.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions et avenants attributifs de subventions FSE ainsi que tout document afférent pour les opérations sélectionnées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal Métropole 2019 et suivants, en section de fonctionnement : sous politique B340, nature 65748 – fonction 051 :

- En 2020 : 283 419,89 euros
- En 2021 : 556 637,07 euros
- En 2022 : 556 637,08 euros

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 006-8788/20/BM

**■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sur la commune de Port-de-Bouc avec la commune de Port de Bouc, l'Etat, l'ANAH, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Bouches-du-Rhône
MET 20/16146/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et dans ce cadre est maître d'ouvrage pour les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).

La convention d'OPAH Développement Durable de Port de Bouc, d'une durée de cinq ans, a été signée en juillet 2018.

Ce dispositif associe l'ensemble des partenaires traditionnels des OPAH, à savoir : la commune de Port de Bouc, le Département des Bouches-du-Rhône, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et

les services de l'Etat (Délégation locale de l'ANAH). Cette opération constitue le premier programme d'aides publiques à l'amélioration du parc privé sur la commune de Port de Bouc.

L'OPAH répond à trois enjeux :

- Augmenter le reste à vivre des habitants par la diminution des charges énergétiques,
- Améliorer l'attractivité des quartiers,
- Résoudre les situations juridiques complexes.

Les objectifs opérationnels de l'OPAH sont évalués à 230 logements minimum répartis comme suit :

- 100 logements occupés par leurs propriétaires ;
- 50 logements appartenant à des bailleurs privés ;
- 80 logements en copropriété.

Le plan de financement prévisionnel pour les 5 ans est le suivant :

- Maître d'ouvrage : 1 101 513 euros ;
- ANAH : 2 498 455 euros ;
- Financement de l'Etat au titre du programme habiter mieux : 318 281 euros ;
- Département : 258 000 euros ;
- Région : 307 400 euros : Après deux années d'une mise en œuvre efficace et pertinente de l'OPAH, des ajustements s'imposent afin d'amplifier les impacts très positifs sur l'habitat privé.

L'avenant n° 1 à la convention (ci-annexé) vient préciser et contractualiser l'évolution opérationnelle du dispositif qui se fera à moyens constants :

- Prorogation de l'opération jusqu'en juillet 2023 : initialement, la convention prévoyait que le Comité de Pilotage statue sur la poursuite de l'OPAH à l'issue des trois premières années de mise en œuvre, soit en juillet 2021. En règle générale, ce type de dispositif incitatif nécessite plusieurs années pour être efficace. Aussi, une reconduction anticipée permettra à la Métropole de s'assurer, en vue du lancement de la tranche optionnelle du marché de suivi-animation en décembre 2020, de l'engagement des partenaires pour la poursuite de l'opération ;

- Extension du périmètre d'intervention : plusieurs demandes émanaient de ménages en dehors du périmètre actuel. En conséquence, son extension permettra une meilleure cohérence d'intervention en matière de renouvellement urbain à l'échelle de la commune. De plus, au vu de la consommation actuelle des crédits (la projection budgétaire estime que la consommation des crédits n'atteindra que 62 % des enveloppes), l'extension permettra ainsi de financer davantage de dossiers tout en restant dans l'enveloppe définie ;

- Elargissement du champ d'intervention pour permettre le financement des travaux en copropriétés dégradées : la mise en place de l'observatoire des copropriétés, au niveau métropolitain, en début d'opération, ainsi que l'étude d'îlots réalisée dans le cadre de la mission de suivi-animation, ont permis d'identifier des copropriétés pouvant potentiellement bénéficier de financement au titre de la dégradation. La convention initiale ne permettant pas de financer ce type de travaux, il est proposé d'élargir le champ d'intervention du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération DEVT 009-2390/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 approuvant la convention d'une opération programmée de l'habitat sur la commune de Port de Bouc ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'après deux années de mise en œuvre de l'OPAH sur la commune de Port de Bouc, des ajustements du dispositif, relatifs à la durée de l'opération, au périmètre géographique d'intervention et au champ opérationnel d'intervention, s'imposent.
- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Port de Bouc qui a pour objet de préciser et de contractualiser l'évolution opérationnelle du dispositif.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'OPAH ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 007-8789/20/BM

■ Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention Etat-Métropole de mise à disposition des services de l'Etat MET 20/16477/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, à titre gratuit, pour 3 ans (2017-2019).

Concernant cette dernière, un avenant n°1 a été pris, afin de proroger l'intervention des services de l'Etat jusqu'au 30 juin 2020, pour ce qui concerne le parc locatif social, puis jusqu'au 31 décembre 2020 pour le parc privé.

Ainsi, depuis le 1^{er} juillet 2020, la Métropole gère pleinement l'instruction des dossiers d'agrément, de financement, de conventionnement APL pour ce qui concerne le parc locatif social.

Néanmoins, étant donné le contexte particulier lié au COVID-19, elle n'a pas pu se préparer comme prévu (recrutements, formations...) pour exercer la compétence sur le parc privé à compter du 1^{er} janvier 2021.

En conséquence, la Métropole a demandé la prorogation de cette convention de deux années supplémentaires pour l'instruction sur le parc privé, soit jusqu'au 31 décembre 2022.

La DDTM a donné son accord à cette sollicitation, sous réserve que cette nouvelle période s'accompagne d'une montée en puissance des services de la Métropole et implique le recrutement d'agents pour l'exercice de cette compétence.

Pour ce faire, les services de l'Etat mettront à disposition de la Métropole toutes les fiches de procédure existantes en vue de l'exercice des missions correspondantes et un plan de formation à destination des agents sera mis en place.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, notamment son article 72 ;
- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 et son avenant n°1.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022).
- Qu'a été approuvé un avenant n°1 à la convention Métropole – Etat de mise à disposition des services de l'Etat.
- Qu'il est nécessaire de proroger de deux ans la mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction sur le parc privé et donc assurer la continuité de cette mission et préparer l'organisation métropolitaine nécessaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention Métropole – Etat de mise à disposition des services de l'Etat, pour l'instruction sur le parc privé, qui modifie l'article 1 de la convention en prorogeant de deux ans maximum le délai de mise à disposition. Les autres articles restent inchangés.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer l'avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 008-8790/20/BM

■ Opération Grand Centre-Ville - Requalification du centre-ville de Marseille - 1er et 2ème arrondissements - Approbation de l'avenant 1 à la convention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain multi-sites Grand Centre-Ville MET 20/16415/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations conjointes les 9 février 2009 et le 19 février 2009, la Ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est concédante de l'opération « Grand Centre-Ville » mise en place dans ce cadre pour intervenir en renouvellement urbain sur 25 pôles prioritaires, a pour objectifs :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif d'aides aux propriétaires,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées, approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 25 septembre 2015 objet d'une convention signée par l'ensemble des partenaires et exécutoire le 25 janvier 2016.

Signée pour une durée de cinq ans entre l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah), les collectivités et l'Etat, l'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles situés en hypercentre : Opéra, Mazargan, Coutellerie, Fonderie-Vieille, Korsec-Velten. Elle concerne 214 immeubles privés.

Elle a pour vocation d'inciter les propriétaires et les copropriétaires privés à contribuer au programme de renouvellement urbain en les aidant à réhabiliter leur propre patrimoine par le biais d'un dispositif d'accompagnement financier et technique.

Dans le cas où ce dispositif s'avère insuffisant pour obtenir le traitement des immeubles les plus dégradés, pour lesquels un redressement à l'amiable avec les propriétaires ou syndicats de copropriété a échoué, il était prévu de recourir à la mise en œuvre de procédures de droit imposant les travaux pour obtenir une réhabilitation globale et pérenne.

Après plusieurs mois d'animation de l'opération, il est apparu que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne suffisait pas à déclencher les décisions de travaux de la part des propriétaires privés concernés. Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles le nécessitant, il a été acté de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du code de l'urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites « Grand Centre-Ville » à volet copropriétés dégradées. La procédure de restauration immobilière impose un programme de travaux déclaré d'utilité publique à réaliser dans un délai fixé sous peine d'expropriation des propriétaires défaillants.

Ainsi aujourd'hui, 75 immeubles du périmètre de l'opération sont visés par une obligation de travaux déclarés d'Utilité Publique par arrêté préfectoral. La notification de cette obligation aux propriétaires et copropriétaires a engendré une prise de conscience sur la nécessité de réaliser des travaux face au risque d'expropriation et leur décision de s'inscrire dans une démarche de réhabilitation pérenne en 2021 par le biais d'aides publiques. Pour ne pas mettre en difficulté les copropriétaires volontaires qui n'avaient pas pu s'inscrire dans un programme d'amélioration du fait de l'absence de décision ou de majorité de l'assemblée générale, il est proposé de modifier la durée de la convention de cette opération pour la prolonger d'une année, soit jusqu'au 24 janvier 2022 ; et de modifier l'échéancier relatif à la participation de l'ANAH. Par ailleurs, il convient désormais de prévoir que les subventions des partenaires seront versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence et inscrites en dépense au bilan de la concession « Grand centre-ville ». Un avenant à la convention d'OPAH doit donc être pris en ce sens.

Cette modification n'a pas d'incidence financière sur les enveloppes de subventions nécessaires compte tenu du faible taux de consommation constaté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Impôts ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal 09/028/DEVD du 9 février 2009 ;
- La délibération du Conseil Communautaire FCT 008-1929/02CC du 19 février 2009 ;
- La convention d'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » notifiée le 25 janvier 2016 sous le n°2016-80171 ;
- La délibération URB 005-379/16/BM du 30 juin 2016 concernant les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre-Ville concédée à la SOLEAM ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 012-3286/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant les modalités de la concertation publique dans le cadre de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville ;
- La délibération du Conseil de Métropole URB 015-3854/18/CM du 18 mai 2018 approuvant le bilan de la concertation publique relative au recours à la restauration immobilière sur des immeubles de l'OPAH RU multisites Grand Centre-Ville ;
- L'arrêté n°2019-42 déclarant d'utilité publique, au profit de la SOLEAM, l'Opération de Restauration Immobilière portant sur quinze immeubles au sein du périmètre d'OPAH RU Multisites Grand Centre-Ville, phase 1 ;
- L'arrêté n°2019-64 déclarant d'utilité publique, au profit de la SOLEAM, l'Opération de Restauration Immobilière portant sur treize immeubles au sein du périmètre d'OPAH RU Multisites Grand Centre-Ville, phase 2 ;
- L'arrêté n°2020-6 déclarant d'utilité publique, au profit de la SOLEAM, l'Opération de Restauration Immobilière portant sur quarante-sept immeubles au sein du périmètre d'OPAH RU Multisites Grand Centre-Ville, phase 3 ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'opération d'aménagement « Grand Centre-Ville » concédée à la SOLEAM relève d'une logique de renouvellement urbain et affiche parmi ses objectifs l'incitation à la réhabilitation de 2000 logements privés par l'animation d'opération d'amélioration de l'habitat (OPAH) ;
- Que la convention constitue le cadre obligatoire pour pouvoir mobiliser l'ensemble des aides publiques ;
- Qu'atteindre les objectifs de l'OPAH Renouvellement Urbain multisites Grand Centre-Ville à volet copropriétés dégradées nécessite une modification de la durée de la convention pour la prolonger d'une année supplémentaire, soit jusqu'au 24 janvier 2022 ;
- Que l'avenant à la convention précise les modalités d'engagement et de versement des subventions ainsi que du financement de l'ingénierie par les partenaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH RU) multi-sites « Grand Centre-Ville ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2021 et suivants de la Métropole – Opération 2015120800 – C140 – F 515 N204182.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 009-8791/20/BM

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement passée avec la SOLEAM – Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan MET 20/16311/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le périmètre de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,
- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,
- la gestion transitoire des biens acquis,
- le relogement et l'accompagnement des ménages,
- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,
- la démolition et la mise en état des sols,
- l'aménagement des dessertes des futures constructions,
- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,
- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

• Rappel Historique

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément aux articles L300-4 et suivant du Code de l'Urbanisme. La convention publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du Conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et

obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

- L'opération inscrite en en ZUS a permis la contractualisation dans le cadre du PRU Saint Mauront du financement de la voirie de desserte de l'opération par l'ANRU au bénéfice du concessionnaire aménageur.

- L'avenant 1 a permis d'ajuster la participation de la Collectivité à l'équilibre de l'opération, et l'avenant n°2 a permis de gérer le versement d'une avance remboursable au démarrage de l'opération.

• Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

-- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2007 et son avenant n°1 approuvés par délibération n°08/0513/SOSP du 30 juin 2008 ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 6 857 815 euros TTC à 7 386 903 euros TTC et ramené la participation d'équilibre de la Ville à 1 522 085 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et son avenant n°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et son avenant n°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et son avenant n°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2011 et son avenant n°6, approuvés par délibération n°12/0632/SOSP du 25 juin 2012, a porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 671 310 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 son avenant n°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et son avenant n°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le cœur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et son avenant n°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 et son avenant n°12, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016 approuvé par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 010-2391/17/CM du 28 Juin 2017 a ramené le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 241 031 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2017 et son avenant n°13, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 002-4664/18/CM du 18 Octobre 2018 ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 432 051 euros TTC et maintenu la participation de la Métropole à 1 602 036 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2018 et son avenant n°14, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n° DEVT 003-7954/19/CM du 19 décembre 2019 ont

porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 13 179 922 euros TTC et porté la participation de la Métropole à 2 371 300 euros.

Il est aujourd'hui proposé d'examiner le compte rendu annuel de l'opération au 31 décembre 2019, qui est issu des échanges entre le concédant et le concessionnaire :

Avancement de l'opération :

- Maitrise foncière : L'opération en partie nord est achevée dans son volet Foncier. Pour la partie sud, et suite à l'aboutissement en 2018 du processus d'expropriation (DUP d'aménagement) l'année 2019 est marquée par le paiement d'indemnité ou la consignation quand il y a obstacle au paiement (succession non réglée, attente de jugement qui devront préciser définitivement les indemnités, inscriptions hypothécaires supérieures à l'indemnité).

- Subventions : Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), un deuxième acompte de 119 878 euros a été versé par MRU (CG, CR, VDM) en 2019. 673 786 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2019 (ANRU, MRU) sur un total de 1 168 004 euros, soit 57 %.

Pour le déficit foncier, 1 461 889 euros a déjà été versé de 2014 à 2018 par l'État sur un total attendu de 2 782 509 Euros soit 53 %. Une demande de subvention a été faite fin 2019 pour 558 850 € mais aucun n'acompte a été versé en 2019. Un acompte de 42 276,35 euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 198 845 euros soit 21%. Le deuxième acompte de 44 799 euros n'a pas été demandé en 2019.

- Social et relogement : 59 ménages ont été suivis dont 42 sont issus de la partie Sud. 51 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015), 26 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site). 8 ménages sont actuellement relogés de façon temporaire dont 4 en résidence Adoma, 3 en résidence hôtelière et 1 dans un logement propriété de Soléam. Il reste donc 11 ménages en plan de relogement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins.

- Etudes techniques et travaux : les travaux de démolition de la phase 1 (2-6-8-10A-12 rue Gaillard) ont été effectués au début de l'année 2019 et achevés le 12 juin 2019.

- Aménagements transitoires : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créée en 2014 a toujours été très satisfaisante et l'expérience est concluante. Ce jardin a constitué un véritable espace de convivialité dans le

quartier et de nombreuses familles s'y sont investies. Cette activité a été déplacée au premier trimestre 2019 sur un autre site à proximité de la place Arzial avant le démarrage des travaux de démolition partie sud, permettant une transition dans de bonnes conditions.

- Cession : Il n'y a pas eu de cession en 2019. Une mise à disposition d'une emprise d'un mur démolit au 5 Guichard a été conférée à la Ville en Février 2019 pour permettre les travaux de l'école mitoyenne, la cession se fera à l'euro symbolique ultérieurement.

• Sur les années à venir jusqu'à la fin de l'opération au 30 octobre 2021, l'activité prévisible est la suivante :

- Maitrise foncière : Soléam a acquis l'immeuble du 10 Gaillard (mosquée) début 2020. La maîtrise foncière est donc à ce jour finalisée. Il restera à déconsigner les indemnités (dans le cadre de la DUP d'aménagement) dont le paiement fait encore obstacle.

- Subventions : des versements d'acomptes et de soldes par l'ANRU et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier sont attendus. Concernant les subventions ANRU, les demandes de solde seront à adresser impérativement avant le 31/12/2020.

- Social et relogement : accompagnement des 11 ménages en plan de relogement.

- Etudes techniques et travaux : les dernières démolitions sont en cours. Les travaux de VRD partie sud débuteront fin 2020 début 2021.

- Cession : la cession de l'emprise « Bons Voisins » à CDC Habitat Social devrait se finaliser fin 2020. L'acquisition du 10 Gaillard permet d'envisager la cession de l'emprise dite « Bons Voisins Est » dont les modalités restent à définir.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 qui s'établit comme suit :

• Dépenses :

• Sur l'exercice 2019, les dépenses s'élèvent à 759 519 euros, soit une diminution de 454 586 euros (-37%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une diminution des études et travaux (- 479 614 euros) essentiellement lié au décalage à 2020 des travaux de démolition des derniers immeubles de l'ilot sud (-450 953 euros).

- une diminution des dépenses annexes (- 10 626 euros) essentiellement liée à des provisions surestimées.

- une augmentation des dépenses foncières (+ 48 350 euros) résultant essentiellement d' écart sur la consignation du 10 A Gaillard (3 120 euros), d'une acquisition sous DUP au 12 Guichard (35 320 euros) et de frais notariés et juridiques (33 405€).

- Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des dépenses s'élève à 10 540 713 euros soit 79 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes foncières (4 859 123 euros soit 97% des dépenses prévisionnelles), travaux (3 130 025 soit 59% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (1 122 736 euros soit 90% des dépenses prévisionnelles), frais de logement (124 802 euros soit 95% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 100% des dépenses prévisionnelles) et rémunération de l'aménageur (951 288 euros soit 82% des dépenses prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses passe de 13 179 922 à 13 245 894 euros, soit une augmentation de 65 972 euros (0,5 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2018 s'expliquant essentiellement par l'augmentation du budget travaux (+55 793 euros) notamment à cause de surcoûts de travaux de démolition de la phase 1(+68 520 euros) en lien avec des surcoûts de chantier liés aux squatts et une démolition en urgence d'un hangar et d'un mur au 30 Guichard suite à une tempête en mai 2019.

Il se répartit entre budget foncier (5 023 256 euros soit 38 %), travaux (5 337 785 euros soit 40 %), dépenses annexes (1 246 738 euros soit 10 %), les frais de logement (130 462 euros soit 1 %), frais financiers (352 737 euros soit 3 %)et rémunération de l'aménageur (1 154 916 euros soit 9%). Cette répartition est proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- Sur l'exercice 2019, les recettes s'élèvent à 436 966 euros, montant inférieur de 63 % au prévisionnel, essentiellement car les montants d'acomptes escomptés pour les subventions n'ont pas été perçus. Pour la subvention opérationnelle Anah partie sud (558 849 euros), la demande a été reçue par l'Anah mi-novembre, l'acompte n'a pu donc être versé. Pour la subvention voirie primaire MRU (119 878 euros), la demande a été reportée car les travaux de VRD n'ont pu débiter.

- Au 31 décembre 2019, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 615 735 euros soit 50 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (357 567

euros soit 34 % des recettes prévisionnelles), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics de l'ANRU (673 786 euros soit 62% des recettes prévisionnelles), subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (1 504 164 euros soit 50 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (80 218 euros soit 100 % des recettes prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes hors tva passe de 5 501 624 à 5 451 333 euros (hors participation d'équilibre), soit une baisse de 50 291 euros (-0,9 %) au regard du bilan approuvé en 2018 s'expliquant par une réduction prévisionnelle de la subvention Anru mobilisable du fait du décalage des travaux de voirie au quatrième trimestre 2020 et de la date d'expiration de la subvention fixée au 31/12/2020. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 055 895 euros soit 19,5 %), subventions/participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 333 866 euros soit 24,5 %), subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (2 981 354 euros soit 54,5 %) le reste du chiffre d'affaires (80 218 euros soit 1,5 %) provenant de produits financiers et produits divers.

Ainsi le bilan global de l'opération à terme évolue comme suit :

- les dépenses augmentent de 65 972 euros, passant de 13 179 922 à 13 245 894 euros.
- les recettes diminuent de 50 291 euros, passant de 5 501 624 euros à 5 451 333 euros.

Soit un déficit global de 7 794 557 euros comprenant 509 257 de TVA reversée et 7 285 300 euros de participation à l'équilibre des concédants.

- Participations de la Métropole

Les participations financières de la Métropole se répartissent entre participation à l'équilibre du bilan et participation aux équipements publics ci-dessous détaillées. Le montant global de 7 528 902 est inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2018.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 7 285 300 euros, inchangé par rapport au CRAC au 31 décembre 2018.

4 914 000 euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole. 1 272 759 euros ont été payés par la Métropole au 31 décembre 2019.

Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 1 098 541 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

550 000 euros en 2020

548 541 euros en 2021

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2019 est négatif de 97 092 euros, en diminution par rapport aux prévisions du bilan précédent à 176 004, essentiellement lié à une augmentation des dépenses et à la diminution des recettes en 2019 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2020, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée négative de 281 671 euros. Le remboursement de l'avance de 1 000 000 euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Participation de la Métropole aux équipements publics dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole participe financièrement aux voiries primaires et les placettes réalisées par la Soléam dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 215 672 euros ont déjà été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 27 930 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

27 930 euros en 2021

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte-rendu annuel à la collectivité de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) Saint Mauront-Gaillard au 31 décembre 2019.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le Compte Rendu d'Activités de la concession de la RHI "Saint Mauront - Gaillard" arrêté au 31 décembre 2019, le bilan financier et le plan de trésorerie actualisés.

Article 2 :

Est approuvée la participation financière à l'équilibre du bilan de l'opération qui reste inchangée à 7 285 300 euros dont 4 914 000 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille avant transfert de l'opération et 1 272 759 euros ont déjà été payés par la Métropole au 31 décembre 2019. 1 098 541 euros restent à la charge de la Métropole, versés selon l'échéancier suivant :

- 2020 : 550 000 euros

- 2021 : 548 541 euros

Article 3 :

Est approuvée la participation de la Métropole à certains équipements publics pour un montant de 243 602 euros au titre du PRU St Mauront selon l'échéancier suivant :

- 215 672 euros déjà versés,

- 27 930 euros en 2021

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 010-8792/20/BM

■ Approbation d'une convention d'Utilité Sociale (CUS) avec 13 Habitat MET 20/16462/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. La politique en faveur du logement social, qui en est un des volets, constitue un élément majeur pour le projet de développement et de cohésion sociale du territoire métropolitain.

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre en 2017, la Métropole a agréé près de 10000 logements sociaux. Le rythme des réhabilitations a également été soutenu tout particulièrement dans les opérations de renouvellement urbain.

Ces résultats découlent pour une large part des moyens importants et diversifiés mobilisés par la Métropole (subventions aux opérations, maîtrise de fonciers, fléchage de programmes de logements sociaux dans les opérations d'aménagement publiques, investissement dans les quartiers ANRU) pour soutenir l'effort de production et de requalification du patrimoine. Pour une autre part, ils reposent sur la mobilisation des bailleurs sociaux et la qualité du partenariat constitué autour des objectifs partagés lors de l'élaboration du Programme local de l'Habitat.

Les conventions d'utilité sociale (CUS) ont été rendues obligatoires pour tous les organismes d'habitations à loyer modéré par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE). Etablies sur la base des Plans Stratégiques de Patrimoine (PSP), ces conventions définissent, pour une période de 6 ans, des engagements, en matière de politique patrimoniale, de développement de l'offre, de politique sociale et de qualité du service rendu aux locataires. C'est dans cet esprit que la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et son décret d'application n°2017-922 du 9 mai 2017 ont considérablement simplifié le cadre réglementaire d'élaboration des nouvelles CUS, en réduisant le nombre d'engagements des organismes. Les engagements pris par l'organisme doivent aussi être cohérents avec les besoins des territoires, en particulier lorsqu'ils sont exprimés dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ou le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La CUS est le cadre de contractualisation des rapports entre l'Etat, l'organisme HLM et les collectivités. Traduction du projet de l'organisme HLM, elles constituent une déclinaison locale des objectifs de la politique nationale du logement, que ce soit en

termes de développement de l'offre et de vente HLM, de transition énergétique, de mise en œuvre du droit au logement et de politique d'attribution des logements locatifs sociaux.

L'un des principaux enjeux est la définition d'une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) et besoins des ménages. En effet, le nouveau modèle économique des organismes HLM issu de la mise en application de la réduction du loyer de solidarité (RLS) et de la loi ELAN, implique la définition d'une politique de vente ambitieuse qui se situe à la croisée de différentes politiques publiques. La CUS contient désormais un plan de vente HLM (liste de logements à vendre), qui vaut autorisation de vendre pour l'ensemble de la durée de la convention.

Les principaux enjeux, fixés par le Préfet de Région, qui devront être pris en compte par les organismes HLM, dans le cadre des CUS, sont les suivants :

- Poursuivre le développement d'une offre de logements durable, abordable et équilibrée sur les territoires ;
- Définir une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs SRU et besoins des ménages ;
- Maintenir un parc locatif social attractif et de qualité en veillant à la maîtrise des loyers et des charges
- Mettre en œuvre une politique d'attribution visant à favoriser les parcours résidentiels des ménages et favoriser le maintien et l'accès au logement des publics les plus défavorisés et prioritaires, tout en veillant à maintenir une mixité sociale.

La Métropole a déjà lancé de grands chantiers d'envergure tels que le Programme Local de l'Habitat, la prise de délégation des aides à la pierre, la Conférence Intercommunale du Logement et l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion et d'Information des Demandeurs (PPGDID), la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la signature des protocoles NPNRU. Dans ce cadre, elle anime et met en œuvre une politique partenariale avec tous les acteurs de l'habitat pour répondre aux nombreux défis et pour construire une Métropole attractive solidaire et innovante.

La loi égalité et citoyenneté prévoit que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) tenus de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ou compétents en matière d'habitat avec au moins un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), sont associés à l'élaboration des dispositions de la convention d'utilité sociale (CUS) relative aux immeubles situés sur leur territoire. À ce titre, en tant que personne publique, les EPCI concernés peuvent décider d'être signataires des CUS conclues par les organismes HLM disposant d'un patrimoine sur leur territoire.

Le projet de CUS 2019-2024 de 13 Habitat, 1er bailleur social de la Métropole, traduit la volonté et les engagements de l'Office Public de l'Habitat pour développer, entre autres, une politique patrimoniale ambitieuse sur le territoire communautaire pour les six prochaines années.

A ce titre, la stratégie de développement ainsi proposée par 13 Habitat aux 33 000 logements répartis sur plus de 70 communes du territoire, poursuit les mêmes objectifs que les documents stratégiques de la Métropole (SCOT, PCAET, PLH), tant en matière de :

- Politiques énergétique, d'accessibilité et d'adaptation du parc existant,
- Politique de production locative sociale innovante,
- Politique d'accession sociale à la propriété (ventes de logements aux locataires, opérations de type PSLA),
- Politique d'attribution et de peuplement

L'ensemble des objectifs quantitatifs de la CUS 2019-2024 de 13 Habitat sont détaillés dans l'annexe jointe à la délibération.

Compte-tenu de la compétence de la Métropole en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du PLH et afin permettre d'engager un partenariat plus étroit avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire, il est proposé de confirmer la volonté d'être signataire de la CUS de 13 Habitat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2018 1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'Evolution du logement de l'Aménagement et du numérique ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Le décret n°2019-801 du 26 juillet 2019 relatif aux CUS des organismes d'habitation à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;
- L'arrêté du 14 août 2019 portant modification de l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif à la définition du format et des modalités de

transmission des engagements et indicateurs des CUS ;

- La délibération n°003-1437/16 du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 créant la conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Métropole ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La sollicitation des organismes pour que la Métropole soit signataire de leur CUS ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat.
- Que la Métropole est compétente en matière de politique de la ville.
- Que la Métropole s'est engagée dans des démarches partenariales en faveur de l'habitat et d'une attractivité durable du territoire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la Convention d'Utilité Sociale (CUS) du 13 habitat ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la Convention d'utilité sociale CUS de 13 Habitat.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 011-8793/20/BM

■ Approbation de la Convention d'Utilité Sociale (CUS) avec la SA d'HLM Logis Méditerranée MET 20/16464/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. La politique en faveur du logement social, qui en est un des volets, constitue un élément majeur pour le projet de développement et de cohésion sociale du territoire métropolitain.

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre en 2017, la Métropole a agréé près de 10 000 logements sociaux. Le rythme des réhabilitations a également été soutenu tout particulièrement dans les opérations de renouvellement urbain.

Ces résultats découlent pour une large part des moyens importants et diversifiés mobilisés par la Métropole (subventions aux opérations, maîtrise de fonciers, fléchage de programmes de logements sociaux dans les opérations d'aménagement publiques, investissement dans les quartiers ANRU) pour soutenir l'effort de production et de requalification du patrimoine. Pour une autre part, ils reposent sur la mobilisation des bailleurs sociaux et la qualité du partenariat constitué autour des objectifs partagés lors de l'élaboration du Programme local de l'Habitat.

Les conventions d'utilité sociale (CUS) ont été rendues obligatoires pour tous les organismes d'habitations à loyer modéré par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE). Etablies sur la base des Plans Stratégiques de Patrimoine (PSP), ces conventions définissent, pour une période de 6 ans, des engagements, en matière de politique patrimoniale, de développement de l'offre, de politique sociale et de qualité du service rendu aux locataires.

C'est dans cet esprit que la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et son décret d'application n°2017-922 du 9 mai 2017 ont considérablement simplifié le cadre réglementaire d'élaboration des nouvelles CUS, en réduisant le nombre d'engagements des organismes. Les engagements pris par l'organisme doivent aussi être cohérents avec les besoins des territoires, en particulier lorsqu'ils sont exprimés dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ou le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La CUS est le cadre de contractualisation des rapports entre l'Etat, les organismes HLM et les collectivités. Traduction du projet des organismes HLM, elles constituent une déclinaison locale des objectifs de la politique nationale du logement, que ce soit en termes de développement de l'offre et de la vente HLM, de transition énergétique, de mise en œuvre du droit au logement et de politique d'attribution des logements locatifs sociaux.

L'un des principaux enjeux est la définition d'une politique de vente HLM et de renouvellement urbain

permettant de concilier équilibre économique, objectifs au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) et besoins des ménages. En effet, le nouveau modèle économique des organismes HLM issu de la mise en application de la réduction du loyer de solidarité (RLS) et de la loi ELAN, implique la définition d'une politique de vente ambitieuse qui se situe à la croisée de différentes politiques publiques. La CUS contient désormais un plan de vente HLM (liste de logements à vendre), qui vaut autorisation de vendre pour l'ensemble de la durée de la convention.

Les principaux enjeux, fixés par le Préfet de Région, qui devront être pris en compte par les organismes HLM, dans le cadre des CUS, sont les suivants :

- Poursuivre le développement d'une offre de logements durable, abordable et équilibrée sur les territoires.
- Définir une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs SRU et besoins des ménages.
- Maintenir un parc locatif social attractif et de qualité en veillant à la maîtrise des loyers et des charges.
- Mettre en œuvre une politique d'attribution visant à favoriser les parcours résidentiels des ménages et favoriser le maintien et l'accès au logement des publics les plus défavorisés et prioritaires, tout en veillant à maintenir une mixité sociale.

La Métropole a déjà lancé de grands chantiers d'envergure tels que le Programme Local de l'Habitat, la prise de délégation des aides à la pierre, la Conférence Intercommunale du Logement et l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion et d'Information des Demandeurs (PPGDID), la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la signature des protocoles NPNRU. Dans ce cadre, elle anime et met en œuvre une politique partenariale avec tous les acteurs de l'habitat pour répondre aux nombreux défis et pour construire une Métropole attractive solidaire et innovante.

La loi égalité et citoyenneté prévoit que les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale tenus de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ou compétents en matière d'habitat avec au moins un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), sont associés à l'élaboration des dispositions de la convention d'utilité sociale (CUS) relative aux immeubles situés sur leur territoire. À ce titre, en tant que personne publique, les EPCI concernés peuvent décider d'être signataires des CUS conclues par les organismes HLM disposant d'un patrimoine sur leur territoire.

Le projet de CUS 2019-2024 de Logis Méditerranée, traduit la volonté et les engagements de la SA d'Hlm pour développer, entre autres, une politique patrimoniale ambitieuse sur le territoire communautaire pour les six prochaines années.

A ce titre, quatre axes stratégiques ont été fixés :

- ✓ Poursuivre l'effort de production de logements diversifiés au plus près des besoins des territoires,
- ✓ Maintenir la qualité du patrimoine Améliorer la performance thermique du parc et accompagner les locataires dans la transition énergétique,
- ✓ Consolider le parcours résidentiel, renforcer la gestion sociale de proximité,
- ✓ Accélérer la lutte contre la fracture territoriale.

La stratégie de développement ainsi proposée par Logis méditerranées sur son parc de 4100 logements dont 41 % en QPV, poursuit les mêmes objectifs que les documents stratégiques de la Métropole (SCOT, PCAET, PLH), tant en matière de :

- Politiques énergétique, d'accessibilité et d'adaptation du parc existant,
- Politique de production locative sociale innovante,
- Politique d'accession sociale à la propriété (ventes de logements aux locataires, opérations de type PSLA),
- Politique d'attribution et de peuplement (en lien avec la CIL)

L'ensemble des objectifs quantitatifs de la CUS 2019-2024 de la SA d'HLM Logis Méditerranée sont détaillés dans l'annexe jointe à la délibération.

Compte-tenu de la compétence de la Métropole en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du PLH et afin permettre d'engager un partenariat plus étroit avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire, il est proposé de confirmer la volonté d'être signataire de la CUS de la SA d'Hlm Logis Méditerranée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2018 1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'Evolution du logement de l'Aménagement et du numérique ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- Le décret n°2019-801 du 26 juillet 2019 relatif aux CUS des organismes d'habitation

à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;

- L'arrêté du 14 août 2019 portant modification de l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif à la définition du format et des modalités de transmission des engagements et indicateurs des CUS ;
- La délibération n°003-1437/16 du Conseil Métropolitain Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 créant la conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Métropole ;
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La sollicitation des organismes pour que la Métropole soit signataire de leur CUS ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat.
- Que la Métropole est compétente en matière de politique de la ville.
- Que la Métropole s'est engagée dans des démarches partenariales en faveur de l'habitat et d'une attractivité durable du territoire.

Délibère

Article 1:

Est approuvée la convention d'Utilité Sociale avec la SA HLM Logis Méditerranée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 012-8794/20/BM

**■ Approbation d'une convention d'Utilité Sociale (CUS) avec la SA d'HLM UNICIL
MET 20/16467/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'habitat est au cœur des enjeux de la Métropole en termes d'attractivité et de mobilité. La politique en faveur du logement social, qui en est un des volets, constitue un élément majeur pour le projet de développement et de cohésion sociale du territoire métropolitain.

Depuis la prise de délégation des aides à la pierre en 2017, la Métropole a agréé près de 10 000 logements sociaux. Le rythme des réhabilitations a également été soutenu tout particulièrement dans les opérations de renouvellement urbain.

Ces résultats découlent pour une large part des moyens importants et diversifiés mobilisés par la Métropole (subventions aux opérations, maîtrise de fonciers, fléchage de programmes de logements sociaux dans les opérations d'aménagement publiques, investissement dans les quartiers ANRU) pour soutenir l'effort de production et de requalification du patrimoine. Pour une autre part, ils reposent sur la mobilisation des bailleurs sociaux et la qualité du partenariat constitué autour des objectifs partagés lors de l'élaboration du Programme local de l'Habitat.

Les conventions d'utilité sociale (CUS) ont été rendues obligatoires pour tous les organismes d'habitations à loyer modéré par la loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion (MOLLE). Etablies sur la base des Plans Stratégiques de Patrimoine (PSP), ces conventions définissent, pour une période de 6 ans, des engagements, en matière de politique patrimoniale, de développement de l'offre, de politique sociale et de qualité du service rendu aux locataires.

C'est dans cet esprit que la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et son décret d'application n°2017-922 du 9 mai 2017 ont considérablement simplifié le cadre réglementaire d'élaboration des nouvelles CUS, en réduisant le nombre d'engagements des organismes. Les engagements pris par l'organisme doivent aussi être cohérents avec les besoins des territoires, en particulier lorsqu'ils sont exprimés dans les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) ou le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD).

La CUS est le cadre de contractualisation des rapports entre l'Etat, les organismes HLM et les collectivités. Traduction du projet des organismes HLM, elles constituent une déclinaison locale des objectifs de la politique nationale du logement, que ce

soit en termes de développement de l'offre et de la vente HLM, de transition énergétique, de mise en œuvre du droit au logement et de politique d'attribution des logements locatifs sociaux.

L'un des principaux enjeux est la définition d'une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs au titre de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) et besoins des ménages. En effet, le nouveau modèle économique des organismes HLM issu de la mise en application de la réduction du loyer de solidarité (RLS) et de la loi ELAN, implique la définition d'une politique de vente ambitieuse qui se situe à la croisée de différentes politiques publiques. La CUS contient désormais un plan de vente HLM (liste de logements à vendre), qui vaut autorisation de vendre pour l'ensemble de la durée de la convention.

Les principaux enjeux, fixés par le Préfet de Région, qui devront être pris en compte par les organismes HLM, dans le cadre des CUS, sont les suivants :

- Poursuivre le développement d'une offre de logements durable, abordable et équilibrée sur les territoires,
- Définir une politique de vente HLM et de renouvellement urbain permettant de concilier équilibre économique, objectifs SRU et besoins des ménages,
- Maintenir un parc locatif social attractif et de qualité en veillant à la maîtrise des loyers et des charges,
- Mettre en œuvre une politique d'attribution visant à favoriser les parcours résidentiels des ménages et favoriser le maintien et l'accès au logement des publics les plus défavorisés et prioritaires, tout en veillant à maintenir une mixité sociale.

La Métropole a déjà lancé de grands chantiers d'envergure tels que le Programme Local de l'Habitat, la prise de délégation des aides à la pierre, la Conférence Intercommunale du Logement et l'élaboration de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et du Plan Partenarial de Gestion et d'Information des Demandeurs (PPGDID), la stratégie de lutte contre l'habitat indigne, la signature des protocoles du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Dans ce cadre, elle anime et met en œuvre une politique partenariale avec tous les acteurs de l'habitat pour répondre aux nombreux défis et pour construire une Métropole attractive solidaire et innovante.

La loi égalité et citoyenneté prévoit que les Etablissements Publics de Coopération (EPCI) tenus de se doter d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) ou compétents en matière d'habitat avec au moins un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), sont associés à l'élaboration des dispositions de la convention d'utilité sociale (CUS) relative aux immeubles situés sur leur territoire. À ce titre, en tant que personne publique, les EPCI concernés peuvent décider d'être signataires des CUS conclues par les organismes HLM disposant d'un patrimoine sur leur territoire.

Le projet de CUS 2019-2024 d'UNICIL, traduit la volonté et les engagements de la SA d'Hlm pour développer, entre autres, une politique patrimoniale ambitieuse sur le territoire communautaire pour les six prochaines années.

A ce titre, cinq actions prioritaires ont été fixées :

- Renforcer la qualité de vie dans les quartiers au travers du NPNRU,
- Accélérer la production de logements,
- Consolider le parcours résidentiel et professionnel des salariés, notamment des jeunes,
- Accélérer la lutte contre la fracture territoriale,
- la rénovation et la lutte contre la précarité énergétique.

La stratégie de développement ainsi proposée par Unicil sur son parc de 21 700 logements répartis sur le territoire, poursuit les mêmes objectifs que les documents stratégiques de la Métropole (SCOT, PCAET, PLH), tant en matière de :

- Politiques énergétique, d'accessibilité et d'adaptation du parc existant,
- Politique de production locative sociale innovante,
- Politique d'accession sociale à la propriété (ventes de logements aux locataires, opérations de type PSLA),
- Politique d'attribution et de peuplement (en lien avec la CIL).

L'ensemble des objectifs quantitatifs de la CUS 2019-2024 de la SA d'HLM UNICIL sont détaillés dans l'annexe jointe à la délibération.

Compte-tenu de la compétence de la Métropole en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du PLH et afin permettre d'engager un partenariat plus étroit avec les bailleurs sociaux présents sur le territoire, il est proposé de confirmer la volonté d'être signataire de la CUS de la SA d'Hlm UNICIL.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi 2018 1021 du 23 novembre 2018 portant sur l'Evolution du logement de l'Aménagement et du numérique ;

- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;
- le décret n°2019-801 du 26 juillet 2019 relatif aux CUS des organismes d'habitation à loyer modéré et des sociétés d'économie mixte de construction et de gestion de logements sociaux ;
- L'arrêté du 14 août 2019 portant modification de l'arrêté du 19 octobre 2017 relatif à la définition du format et des modalités de transmission des engagements et indicateurs des CUS ;
- La délibération n°003-1437/16 du Conseil Métropolitain d'Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 créant la conférence intercommunale du logement sur le territoire de la Métropole ;
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La sollicitation des organismes pour que la Métropole soit signataire de leur CUS ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est compétente en matière d'équilibre social de l'habitat et de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat.
- Que la Métropole est compétente en matière de politique de la ville.
- Que la Métropole s'est engagée dans des démarches partenariales en faveur de l'habitat et d'une attractivité durable du territoire.

Délibère

Article 1

Est approuvée la Convention d'Utilité Sociale avec la SA HLM UNICIL.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la Convention d'utilité sociale CUS de la SA d'HLM UNICIL.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 013-8795/20/BM

**■ Prise en charge du coût des fluides pour les familles des gens du Voyage - Régies métropolitaines aire d'accueil des gens du voyage - Aides exceptionnelles COVID 19
MET 20/16499/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont eu pendant la période de confinement, un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de Voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté, lors de sa séance du 31

juillet 2020, une délibération de principe afin de contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les Familles de Gens du Voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, lors de leur séjour sur une aire métropolitaine et ce, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

Deux dispositifs étaient préfigurés avec d'une part, la remise gracieuse des montants dus aux familles par les régies métropolitaines d'exploitation (régies de : Marseille, Miramas, Aubagne, Martigues) et d'autre part, par la mise en œuvre d'un protocole adapté avec le délégataire de la DSP Métropolitaine (gestion aires de : Bouc Bel Air, Fuveau, Aix en Provence, Salon de Provence).

La présente délibération a pour objet l'exonération des charges d'eau et d'électricité, des familles ayant séjourné sur les aires faisant l'objet d'une régie métropolitaine pour leur exploitation.

La répartition par aire d'accueil est la suivante :

Aire de Marseille – Saint Menet Territoire Marseille Provence	3 294,94 €
Aire d'Aubagne Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	811,72 €
Aire de Miramas/Saint-Chamas Istres Ouest Provence	1 948,5 €
Aire de Martigues Territoire Pays de Martigues	3 878,45 €
TOTAL	9 933,61 €

Pour les structures d'accueil des Gens du Voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction des coûts des fluides, il est pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient d'approuver ladite délibération afin de pouvoir décliner l'exonération des familles conformément au premier dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération CHL 006-8386/20/CM approuvant le principe de solidarité envers les familles des gens du voyage pendant la période du confinement ;
- La délibération de délégation HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 18 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessaire solidarité de la Métropole dans la période de confinement, pour les Familles de Voyageurs sur l'ensemble des Structures d'Accueil.
- La nécessaire mise en œuvre du premier dispositif (régie) de prise en charge des coûts des consommations des fluides.

Délibère

Article 1 :

Sont exonérées les familles des Gens du Voyage, du coût des fluides (eau, électricité) selon les dispositifs exposés ci-dessus, pendant la période du confinement, du 17 mars au 10 mai inclus, pour les aires disposant d'une régie d'exploitation tels que présenté dans les tableaux en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte ou document afférent à la mise en œuvre de ce dispositif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 :
-Etat spécial du Territoire Marseille-Provence – Sous-Politique D220 – Nature 60611 et 60612 – fonction 554.

-Est pris acte d'une réduction des recettes – Sous Politique D220 – Nature 7588 – Fonction 554.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 014-8796/20/BM

■ Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement - Demande de subventions d'investissement dans le cadre de la réalisation des études préalables

**aux aménagements urbains - Approbation d'une convention type de cofinancement avec la Caisse des Dépôts et Consignations
MET 20/16592/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants. Il a pris effet le 15 juillet 2019, et est enregistré sous le numéro 19/0528. Il unit, avec ceux de la Métropole, les efforts collectifs de l'Etat, la Ville de Marseille, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, l'Etablissement Public d'Aménagement EuroMéditerranée, l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la Caisse des Dépôts et Consignations (Direction Banque des Territoires), l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes-Côtes d'Azur, et l'Agence Régionale des organismes HLM.

La Métropole engage les études stratégiques et pré-opérationnelles concourant à l'élaboration du schéma stratégique d'intervention du PPA et des projets urbains pour les secteurs et les îlots opérationnels.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités au travers notamment de la Banque des Territoires.

Signataire du PPA, la Caisse des Dépôts et Consignations, par le biais de sa direction Banque des Territoires, s'est engagé à :

- Participer aux différents comités de pilotage, comités techniques et ateliers thématiques.
- Appuyer financièrement les études et projets d'aménagement du PPA dans le cadre d'un cofinancement versé directement à la Métropole.
- Apporter son concours technique aux actions menées dans le cadre du PPA, notamment l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de redynamisation économique et commerciale, les réflexions préalables à la création de la SPLA-IN, notamment sur le volet juridique et financier et l'élaboration de la stratégie de lutte contre l'habitat indigne.
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

La présente délibération vise à approuver les demandes de subvention à venir auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents. Pour ce qui concerne la Caisse des Dépôts et Consignations, elle sera sollicitée en priorité pour le co-financement d'études portant sur la redynamisation économique et commerciale, la lutte contre l'habitat indigne et le développement durable.

Le montant total que la Caisse des Dépôts et Consignations versera à Aix-Marseille-Provence Métropole, maître d'ouvrage des études, sera égal au plus à 500 000 € répartis, après accord entre les parties, entre différentes études et dans la limite de 50 % de l'assiette subventionnable.

L'objet de la présente délibération est également d'approuver la convention type de cofinancement d'études entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence définissant les conditions et modalités financières de versement de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'urbanisme et d'habitat.
- Que dans le cadre du contrat de projet de plan partenarial d'aménagement exécutoire depuis le 15 juillet 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence engage les études nécessaires et sollicite l'aide financière de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et en particulier la Caisse des Dépôts et Consignations.
- Que dans ce cadre il convient d'approuver la convention type de financement correspondante.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et à signer tout document y afférent notamment toute convention d'exécution de subvention.

Article 2 :

Est approuvée la convention type ci-annexée.

Article 3 :

La recette sera constatée au Budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Section investissement - Opération n°2020000700 - Nature 1311 - Sous politique C141.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

CHL 015-8797/20/BM

**■ Contrat de Projet Partenarial d'Aménagement (PPA) - Grande Opération d'Urbanisme - Demande de subvention auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville
MET 20/16595/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 juin 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la conclusion du contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) du centre-ville de Marseille, dont l'objectif principal est de mettre en œuvre une stratégie d'intervention

coordonnée et un projet majeur de requalification urbaine du centre-ville de Marseille, indispensable pour ce territoire.

Ce contrat, conclu pour une durée de 15 ans, définit et organise le programme de travail et d'actions partenariales à engager par l'ensemble des co-contractants.

Si les interventions sur l'habitat privé ancien et dégradé constituent le cœur du projet, le contrat de PPA prévoit qu'elles seront menées dans le cadre d'une démarche de projet urbain, en cohérence avec des politiques de développement économique et des actions en faveur de l'amélioration du cadre de vie. Face aux enjeux de requalification du centre-ville de Marseille et les impératifs d'efficacité de la mise en œuvre du projet, le contrat de PPA prévoit comme 6ème action la mise en place d'une Grande Opération d'Urbanisme (GOU).

La GOU constitue un nouveau cadre juridique spécifique instauré par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN à travers les nouveaux articles L.312-3 à L.312-7 du Code de l'Urbanisme. Elle consiste dans l'instauration d'un périmètre au sein duquel ont vocation à être menées une ou plusieurs opérations d'aménagement dont la réalisation implique, en raison de leurs dimensions et caractéristiques, un engagement conjoint spécifique de l'Etat et des co-contractants du PPA, au titre desquels la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville de Marseille.

Dans un périmètre géographique déterminé, la GOU permet ainsi d'adapter le droit de l'urbanisme opérationnel par des transferts de compétences et des possibilités dérogatoires. La loi prévoit en particulier que l'intercommunalité co-contractante, et donc ici la Métropole Aix-Marseille-Provence, sera potentiellement compétente pendant toute la durée de la GOU pour la réalisation, la construction, l'adaptation ou la gestion d'équipements publics relevant de la compétence de la commune de Marseille, nécessaires à la GOU et identifiés et localisés dans l'acte de qualification mentionné au même article L. 312-4. La Métropole Aix-Marseille-Provence assurant alors la maîtrise d'ouvrage de ces équipements.

L'acte de qualification de la GOU a ainsi prévu la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur l'école élémentaire National (13003) pour des travaux de restructuration et densification de l'école existante en groupe scolaire.

Le transfert concerne uniquement la réalisation, la construction ou l'adaptation de ces équipements. Les équipements restructurés ou créés par la Métropole feront ainsi l'objet d'une remise d'ouvrage systématique au profit de la Ville, qui en prendra alors la gestion. Comme prévu par la loi (article L312-5 4e du code de l'urbanisme), le délai et les modalités de

remise à la ville de Marseille des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence pendant toute la durée de la GOU doivent faire l'objet d'un accord entre la commune et la Métropole.

Il est précisé que ces équipements, qui seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole ou de son opérateur dédié, seront financés par les partenaires du PPA avec une participation financière de la ville de Marseille, à fixer dans le cadre de conventions ultérieures organisant les modalités d'exercice de cette maîtrise d'ouvrage et qui seront prises dans le cadre des dispositions des articles L.5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ou L.2422-12 du Code de la Commande Publique.

En amont de ces conventions, la présente délibération vise à approuver la demande de subvention de la Métropole, en accord avec la Ville de Marseille, auprès de l'Etat au titre de la Dotation Politique de la Ville, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents, pour une première tranche de travaux relatifs à l'école National.

Créée par l'article 172 de la loi de finances pour 2009, la dotation politique de la ville (ex-DDU) bénéficie chaque année aux communes de métropole et d'outre-mer particulièrement défavorisées et présentant des dysfonctionnements urbains. Cette dotation vise à compléter la logique de péréquation prévalant dans le cadre de la DSU par un soutien renforcé aux quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Cette opération est éligible à la Dotation Politique de la Ville et a été identifiée comme telle par les services de la Métropole et sélectionnée avec les services de l'Etat. Elle représente un montant de 3 438 000 € TTC pour lesquels la Métropole demande une subvention de 900 000 €, représentant environ 31% du coût total hors taxe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000 ;
- La loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La note d'information ministérielle du 11 février 2020 relative à la Dotation Politique de la Ville pour 2020 ;
- La délibération n° FAG 021-5206/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la nouvelle stratégie territoriale, durable et intégrée de lutte contre l'habitat indigne et dégradé ;
- La délibération n° URB 001-6423/19/CM du 20 juin 2019 approuvant le Plan Partenarial d'Aménagement du Centre-Ville de Marseille ;
- La délibération n° DEVT 001-7952/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant l'acte de qualification de la GOU ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la réalisation, la construction ou l'adaptation d'équipements publics nécessaires à la GOU et listés en annexe de son acte de qualification.
- Que dans ce cadre il convient d'autoriser Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence à solliciter les financements nécessaires à la mise en œuvre des travaux correspondants.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter auprès de l'Etat une subvention d'un montant de 900 000 euros au titre des crédits de la Dotation Politique de la Ville 2020 affectés au territoire marseillais, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

La recette est inscrite au Budget Principal 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, la recherche de financement est réalisé en amont du projet ; la création de l'opération sera effectuée lors du vote du Budget 2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral"

TCM 001-8798/20/BM

**■ Approbation du rapport annuel 2019 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain
MET 20/15896/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel de la Présidente sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Pour l'année 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le service public de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ce dit service.

- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Conseil de la Métropole et mis à disposition du public.

Délibère

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 002-8799/20/BM

■ Présentation des rapports annuels 2019 des exploitants (délégataires, régies et SPL) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable MET 20/15897/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Conformément à l'article R.2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Régie personnalisée transmet à la Métropole un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Ces rapports sont présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux.

L'examen de ces rapports est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les exploitants des services publics de l'eau et de l'assainissement ont remis leur rapport pour l'exercice 2019, à savoir :

Sur le Territoire Marseille Provence :

- Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du Contrat de délégation eau potable sur les communes du Territoire Marseille-Provence à l'exception de Plan-de-Cuques et de Gémenos-centre ;
- SERAMM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Centre du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, et la Zone Industrielle de Gémenos ;

- SAEM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone est du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort la Bédoule ;
- SAOM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Ouest du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins.

Sur le Territoire du Pays d'Aix :

- Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) en charge des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur les communes d'Aix-En-Provence, Gardanne, Saint-Marc Jaumegarde, Saint-Paul-Lez-Durance, Saint-Estève-Janson, Venelles et du service public de l'assainissement sur les communes de Châteauneuf-le-Rouge, Fuveau (depuis le 01/11/2019) et de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Fuveau, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Saint-Antonin-Sur-Bayon, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles ;
- SAUR, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Eguilles et Meyreuil ;
- CEO, titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Le Tholonet ;
- SEERC, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Jouques, Rognes, Saint-Cannât ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'assainissement des communes de Beaurecueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Coudoux, Fuveau (jusqu'au 30/10/2019), Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puyloubier, Rousset, Trets, Vauvenargues, Ventabren ;
- CEO, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes d'Eguilles et Le Tholonet ;
- SEERC, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Jouques, Rognes et Saint-Cannât ;
- SAUR, titulaire du contrat de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Meyreuil et Vitrolles ;
- GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM) titulaire du contrat de délégation de service public

pour l'exploitation de la station d'épuration industrielle de Rousset.

Sur les territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de Marseille-Provence et du Pays d'Aix :

- Régie de l'Eau et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (REABMG) en charge du service public de l'eau potable des communes de Belcodene, Cadolive, La Bouilladisse, mla Destrousse, Peypin, Saint-Savournin, Roquevaire et des services publics de l'eau et de l'assainissement des communes de Plan-de-Cuques, Gémenos (sauf Zone Industrielle), Gréasque, Mimet et Simiane-Collongue.

Sur le Territoire du Pays Salonais :

- Agglopolé Provence Eau (APE), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais ;
- Agglopolé Provence Assainissement (APA), titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais.

Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol ;
- Veolia SVAG, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune de Saint-Zacharie (jusqu'au 14/07/2019) ;
- SPL Eau des Collines (EDC) en charge de l'eau potable sur les communes d'Aubagne, la Penne-sur-Huveaune, Cuges-les-Pins et Saint-Zacharie (depuis le 15/07/2019) et du service public de l'assainissement sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Sur le Territoire Istres Ouest-Provence :

- Société des Eaux de Marseille (SEM) : contrat de délégation du service public d'eau potable sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- SUEZ titulaire des contrats de délégation des services publics d'eau potable sur les communes d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône et de Fos-sur-Mer ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire du contrat de délégation du service public d'assainissement collectif sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;
- SUEZ, titulaire des contrats de délégation des services publics d'assainissement collectif sur les communes de Fos-sur-Mer, d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône (1 contrat pour la partie collecte et 1 contrat en concession pour la station d'épuration).

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les exploitants ainsi que les résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la

Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus;

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les activités des Régies personnalisées et des SPL doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des exploitants pour l'année 2019 ont été remis par l'ensemble des prestataires ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la présentation des rapports annuels des exploitants (délégataires, régies à personnalité juridique et morale et autonomie financière et SPL) des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'exercice 2019, remis par les sociétés citées ci-dessus, ci-annexés.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 003-8800/20/BM

**■ Présentation du rapport d'activités de l'année 2019 du Groupement Grand Pavois Organisation - SAFIM, délégataire de service public pour l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Les Nauticales à La Ciotat Edition 2019
MET 20/14529/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015 et convention de délégation de service public n°15/1706, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué au groupement, Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ce contrat a été conclu pour une durée de 5 ans (2016 à 2020).

L'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales a institué l'obligation pour le délégataire de produire chaque année un rapport rendant compte des conditions d'exécution du service délégué en considération des objectifs et obligations définis dans le contrat, ainsi que des données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération POR 001-1414/15/CC du 23 octobre 2015, attribuant par délégation au groupement Association Grand Pavois Organisation et SAFIM, l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire, pour l'édition 2019 du salon « Les Nauticales », a été remis par le groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, titulaire de la convention de délégation de service public relative à « l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence », n°15/1706.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire, de l'édition 2019 du salon « Les Nauticales », remis par le groupement Grand Pavois Organisation – SAFIM, titulaire du contrat de DSP n°15/1706 relatif à « l'organisation et l'exploitation du Salon Nautique de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 004-8801/20/BM

■ Approbation de nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les communes de Péliganne et La Fare les Oliviers, d'équipements relevant de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie MET 20/16386/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Concernant l'exercice de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Défense Extérieure Contre l'Incendie » conclue avec les communes de Péliganne et La Fare les Oliviers au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes une convention spécifique les habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de la Défense Extérieure Contre l'Incendie, par leurs propres moyens ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

En application de ces conventions, les communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celle-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celle-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de 2 conventions de maîtrise d'ouvrage concernant les communes de Péliganne et La Fare les Oliviers du Territoire du Pays Salonais, soit sept opérations au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de deux nouvelles conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, concernant deux communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de Pélissanne, portant sur les opérations suivantes :

- Remplacement du poteau incendie N°46, situé « Chemin des Hirondelles »
- Remplacement de la borne incendie N°11 situé, « Route d'Aurons »

- Remplacement de la borne incendie N°77 situé, « Cours Victor Hugo »

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à : 12 316,90 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, ci-annexée avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur les opérations suivantes :

- Déplacement et rénovation de la borne incendie N° FAR 070, situé « 9544, Avenue Jean Moulin »
- Déplacement et remplacement de la borne incendie N° FAR 027, situé « 2, Avenue René Cassin »
- Remplacement de la borne incendie N° FAR 025, situé « 14, Lotissement le Haut Village »
- Déplacement de la borne incendie N° FAR 026, situé « 20, Lotissement le Haut Village »

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à : 14 496,00 euros TTC.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183180BP - Opération n° 2018301600 – chapitre 4581183016 - Nature 4581183016 - Fonction 76.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 005-8802/20/BM

■ **Approbation de deux nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'un avenant relatifs à la réalisation d'équipements relevant de la compétence assainissement des eaux pluviales par les communes d'Eyguières et de La Fare les Oliviers**

MET 20/16387/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis cette date, en lieu et place de ses communs membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre de conventions de gestion prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

Afin de permettre la réalisation d'opérations nouvelles non décidées ou n'ayant pas reçu de commencement d'exécution à la date du 1^{er} janvier 2018 et conformément à l'article 4.2 de la convention de gestion « Eau pluviale » conclue avec les communes d'Eyguières et de La Fare les Oliviers au titre de l'article L.5215-27 du CGCT, il est nécessaire de conclure avec ces communes une convention spécifique les habilitant à réaliser les opérations de travaux nécessaires à la continuité du service de l'assainissement pluvial, par leurs moyens propres ou au moyen des contrats conclus à cette fin.

Cette convention, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêt la forme de convention de Maîtrise d'ouvrage Déléguée (MOD) fondée sur les dispositions des articles L 2422-5 à 11 du Code de la Commande Publique.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Par ailleurs, il est aujourd'hui nécessaire de procéder à un réajustement du plan de financement prévisionnel prévu dans la convention de Maîtrise d'ouvrage déléguée présentée en Bureau Métropolitain du 29 mai 2020, portant sur l'opération de raccordement d'un caniveau grille sur le réseau pluvial existant situé sur l'avenue du Maréchal Foch sur la commune de La Fare les Oliviers.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 126-4943/18/CM du 18 décembre 2018 portant l'approbation de création et d'affectation d'autorisations de programme au titre des compétences transférées du territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La décision n°20/445/D du 29 mai 2020 approuvant la conclusion d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à la réalisation d'équipements relatifs à la compétence Eaux Pluviales par la commune de la Fare les Oliviers ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la conclusion de deux nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée et d'un avenant concernant deux communes du Territoire du Pays Salonais au titre de la compétence Assainissement des eaux pluviales.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la commune d'Eyguières, portant sur l'opération suivante :

- Requalification du centre ancien – 2eme tranche sur la commune d'Eyguières.

Le montant prévisionnel des travaux pour cette opération s'élève à 63 600,00 euros TTC.

Article 2 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur les opérations suivantes :

- Etudes et réalisation DCE pour deux bassins collinaires, sur la commune de La Fare les Oliviers.
- Réalisation d'un bassin collinaire situé à la Maison des jeunes sur la commune de La Fare les Oliviers.

Le montant prévisionnel des travaux pour ces opérations s'élève à : 181 788,00 euros TTC.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée approuvée par la Présidente de la Métropole Aix Marseille-Métropole au vu de l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, annexé à la présente, à conclure avec la commune de La Fare les Oliviers, portant sur l'opération suivante :

- Raccordement d'un caniveau grille sur le réseau pluvial existant situé sur l'avenue du Maréchal Foch, sur la commune de La Fare les Oliviers.

Le présent avenant n°1 a pour objet de prendre en compte des coûts supplémentaires suite à travaux complémentaires déclarés par la commune afin de corriger la pente d'une canalisation de 4m et de paver 2 m² de revêtement.

Le coût des travaux s'est vu augmenté de 1 572,00 € TTC, soit un montant total de travaux de 12 972,00 € TTC.

Article 4 :

Désignation véhicule	Référence	Année d'acquisition	Compteur kilométrique	Mise à prix	Vente fin d'enchères
Camion Renault Master	EM-053-ZJ	25/07/2008	135 000	500,00 euros TTC	7 949,00 euros TTC

Il est donc aujourd'hui proposé au Bureau de la Métropole d'approuver la cession de ce camion, au profit de la Société OCCAMOBILE, au prix de 7 949 euros TTC (6 624,17 euros HT).

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ces conventions et cet avenant et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur le Budget EST 2020 et suivants du Conseil de Territoire du Pays Salonais - Autorisation de Programme 183190BP - Opération n° 2018301500 - Chapitre 4581183015 - Nature 4581183015 - Fonction 734.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 006-8803/20/BM

■ Cession d'un véhicule de la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la Société Occamobile MET 20/16465/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans des domaines variés tels que la propreté urbaine, la collecte des déchets, la voirie et la circulation.

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important d'un camion affecté à la Régie des eaux du Territoire du Pays de Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité vendre aux enchères ce véhicule, devenu obsolète.

Ainsi, ce véhicule a été mis en vente sur le site internet www.paysdemartigues.fr, via une plateforme de vente aux enchères en ligne mise en place par la Société « AGORA Store ».

A l'issue de cette procédure, le prix de vente de ce véhicule a été fixé à 7 949 euros TTC (6 624,17 euros HT) sur proposition de la Société OCCAMOBILE (64420 ANDOINS).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important d'un camion affecté à la Régie des eaux du Territoire du Pays de Martigues, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité vendre aux enchères ce véhicule, devenu obsolète.
- Qu'à l'issue de cette procédure de vente aux enchères, le prix de vente de ce véhicule a été fixé à 7 949,00 euros TTC sur proposition de la Société OCCAMOBILE.
- Qu'il convient d'approuver la cession de ce véhicule au profit de la Société OCCAMOBILE.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la vente du camion immatriculé EM-053-ZJ pour un montant de 7 949,00 euros TTC (6 624,17 euros HT) à la Société Occamobile (64420 ANDOINS).

Article 2 :

La recette sera constatée au Budget Annexe de l'eau du Pays de Martigues de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Exercice 2020– Nature : 775 –Sous politique : F170.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 007-8804/20/BM

**■ Renouvellement de l'adhésion à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) et paiement de la cotisation 2020
MET 20/16429/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Face au développement des activités de plaisance, la gestion et l'exploitation des ports de plaisance se complexifient. Aussi, les responsables de nombreux ports tant privés que publics ont ressenti la nécessité de coordonner leurs actions au sein d'un groupement associatif régional, l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'Azur (UPACA) en Méditerranée ou national, la Fédération Française des Ports de Plaisance. L'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-D'azur (UPACA) est l'organisme professionnel des ports de plaisance. Elle a été créée par et pour les gestionnaires des ports de plaisance. C'est leur outil collectif à l'échelle de la région PACA, elle vit et évolue au travers des besoins, des demandes et souhaits de développement exprimés par ses membres. Elle représente les gestionnaires de port de plaisance auprès des institutions, de l'État et des collectivités territoriales.

L'UPACA qui regroupe plus de 90% des ports de plaisance de la région :

- Fédère les ports à gestion publique et à gestion privée et leur apporte des conseils, de l'assistance technique, administrative, sociale, environnementale et juridique dans tous les domaines relatifs à la gestion portuaire,
- Anime le réseau des ports de plaisance et les échanges de bonnes pratiques,
- Est une interface entre les gestionnaires des ports et les entreprises proposant des produits et services pour les activités portuaires,
- Assure la promotion des activités portuaires et nautiques de la région PACA,
- Entretient des relations avec tous les organismes ayant trait à la navigation de plaisance, et tout particulièrement la Région Sud, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la DREAL, la DIRM, les Conseils Départementaux des six départements, les Chambres Consulaires, le Crossmed, la S.N.S.M., les Prud'homies de pêche, et toutes les entités représentatives dans le domaine portuaire et nautique,
- Négocie des subventions pour les ports de plaisance en matière d'équipements portuaires, d'actions de communication et de prestations de toute nature avec les acteurs cités précédemment,
- Collabore au développement économique, touristique et social de la région PACA dans le domaine portuaire et nautique,
- Participe à la mise en place de tout programme et action concernant l'amélioration, l'extension des installations portuaires, et la protection de l'environnement,
- A des missions de coopération avec les autres acteurs de la plaisance, comme les professionnels du nautisme (par exemple la Fédération des Industries Nautiques), les professionnels de la

pêche, en règle générale, tous les acteurs du nautisme, et avec les professionnels du tourisme en lien avec la plaisance.

- Assure et coordonne des programmes de formations sur tous les métiers et les règlements en lien avec l'activité portuaire,

L'UPACA fait aussi de la coopération inter-régionale (Occitanie, Corse, Bretagne, Hauts de France, Atlantique, etc.), européenne (Italie, Espagne, Grande-Bretagne) et mondiale (Brésil, Maroc, Vietnam, etc.). Elle a un poste de vice-présidente de l'Assemblée Maritime pour la croissance Régionale et l'Environnement (AMCRE), elle est membre de l'Accord RAMOGE et du Conseil Maritime de Façade.

L'Union des Ports de Plaisance PACA est membre à part entière de la Fédération Française des Ports de Plaisance et réunit en son sein des gestionnaires intervenant dans le monde maritime permettant d'initier une politique de développement basée sur une connaissance globale des ports de plaisance. Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est vue confier la gestion de 4 ports de plaisance supplémentaires dont 2 en régie directe, à savoir le port des Heures Claires à Istres et le port Albert Samson à Berre l'Etang et 2 faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public (AOT) consentie à des sociétés nautiques à savoir, le Port Abri du Rhône à Port-Saint-Louis-du-Rhône et le port du Canet à Saint-Chamas, et gère donc 28 ports de plaisance. Le nombre d'anneaux gérés en régie directe est passé ainsi de 2583 anneaux à 2933.

Dans ce cadre, et compte tenu des actions menées par l'UPACA à destination de ses membres, gestionnaires des ports de plaisance, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'adhérer à cette association par délibération n° MER 006-3659/18/CM du Conseil de la Métropole du 22 mars 2018.

Il est à noter que les actions effectuées par UPACA au titre de la cotisation de la Métropole Aix-Marseille-Provence ont été définies conjointement pour les exercices 2020-2021 dans un plan de charge précis.

Ce plan de charge fixe les actions en matière de :

- Formations effectuées par UPACA,
- Actions et sujets spécifiques à la Direction métropolitaine des Ports de la Métropole à la demande de cette dernière, ou proposée par UPACA dans le cadre de son programme à l'échelle de la Région,
- Actions portées par UPACA au titre du Livre Bleu métropolitain délibéré le 18 juin 2018 :
 - o *Action 2_4, Création nouveaux services Ports de plaisance*
 - o *Action 9_6, Déconstruction épaves*
 - o *Action 10_2 Transition énergétique des ports de plaisance*

- o *Actions 10_3 et 10_4, Ports propres*
- Actions du Livre Bleu sur lesquelles UPACA apporte son expertise :
 - o *Action 11_2 Stratégie de gestion des cales 1_6 et aménagement*
 - o *Actions 11_4 Fourrière à bateaux*
 - o *Autres (RPP, Tarification),*

Ce plan de charge fera l'objet d'un suivi précis au travers :

- D'une revue trimestrielle (avancement et points particuliers et nouveaux sujets)
- D'un bilan fin 2020/2021 justifiant des réalisations effectuées par UPACA (Rapport d'activité extrait du rapport d'activité Régional, ou spécifique avec les documents et les rapports joints ou adressés sur le site UPACA au travers de liens directs précis). Il est à noter qu'un bilan sur deux années se justifie par la durée des missions confiées à UPACA, et aux échéances des actions en lien avec le Livre Bleu lequel s'achève mi-2022.

Ce plan de charge démontre de l'importance de l'accompagnement d'UPACA dans les missions réalisées par la Direction des Ports métropolitains. Aussi, et afin de continuer à bénéficier des actions ainsi menées par l'UPACA, il est aujourd'hui proposé de renouveler l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à cette association pour l'année 2020.

Le montant de la cotisation, pour l'exercice 2020 calculé sur la base du nombre d'anneaux gérés en régie directe, est fixé à 17 431,35 euros (15 368,85 euros pour le Conseil de Territoire Marseille Provence, 1249,50 euros pour le Territoire Istres Ouest Provence et 833 euros pour le Territoire du Pays Salonais).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est utile pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adhérer à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte d'Azur (UPACA) fédérée au sein de la Fédération Française des Ports de Plaisance pour les 28 ports métropolitains afin de participer aux travaux de cette structure, de bénéficier d'informations dans les domaines de la mer, de la plaisance et des ports et d'échanger par son intermédiaire avec les différents adhérents.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée pour 2020 l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Union des Ports de Plaisance Provence-Alpes-Côte-d'Azur (UPACA).

Article 2 :

Est approuvé pour 2020, le montant annuel de la cotisation s'élevant à 17 451,35 euros soit 15 368,85 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence, 1249,50 euros pour le Conseil de Territoire

Istres-Ouest Provence et 833 euros pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets annexes des ports Marseille-Provence et ports de l'Ouest – Nature 6281, sous politique B 220.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 008-8805/20/BM

■ Approbation de la candidature de la Métropole à l'appel à projet "Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques" porté par la Région Sud et demande de subventions MET 20/16428/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Région SUD lance un appel à projet portant sur la modernisation et le développement des centres, clubs et bases nautiques dans le cadre d'un plan régional voile nautisme en vue des Jeux Olympiques de 2024.

La Direction de l'Environnement et des Ports de Plaisance porte un projet global de réaménagement de la zone d'activités et de loisirs du Port Neuf de La Ciotat. Ce projet global intègre la rénovation de la base nautique de La Ciotat.

Dans ce cadre, il est proposé la candidature de la Métropole à l'appel à projet "Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques" porté par la Région Sud, ainsi que de solliciter des subventions permettant la réalisation du projet.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 000 000 euros HT, est le suivant :

REGION SUD	20,00 %	200 000 euros
AUTOFINANCEMENT		
Métropole Aix-Marseille Provence	80,00 %	800 000 euros
	TOTAL	1 000 000 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de gestion des ports de plaisance et des activités présente sur le domaine public maritime concédé.
- Que dans le cadre du projet global de réaménagement de la zone d'activités et de loisirs du Port Neuf de La Ciotat, la Métropole s'inscrit dans les conditions de l'appel à projet "Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques" porté par la Région Sud.
- Qu'en parallèle de la candidature à l'appel à projet, il convient de solliciter une aide financière à la Direction Inter Régionale de la Mer (DIRM) et à l'Agence de L'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC) pour la réalisation du projet.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la candidature de la Métropole à l'appel à projet "Modernisation et développement des centres, clubs et bases nautiques" porté par la Région Sud.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce dossier de candidature ainsi que tous les actes permettant la mise en œuvre de l'appel à projet dans l'hypothèse où la candidature de la Métropole serait retenue.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la région SUD (Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur), le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, la Direction Inter Régionale de la Mer, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent et notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération,

Article 4 :

La recette sera constatée au Budget annexe Ports de Plaisance 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, investissement nature 1312, Sous politique B220 - Code gestionnaire : 5DIPOR.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 009-8806/20/BM

**■ Présentation du Compte Rendu d'activité 2019 de la Concession de gestion du réseau de chauffage urbain des Canourgues à Salon-de-Provence
MET 20/16431/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La concession du réseau de chauffage urbain – ou réseau de chaleur – de la ZAC des Canourgues a été délibérée le 24 novembre 1969. Ce réseau avait pour objectif de desservir en chaleur quelques 2.373 logements et les équipements collectifs associés.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz et en 1994 l'installation de moteur de cogénération permettant à partir du gaz naturel une production de chaleur destinée au réseau, et une production d'électricité vendue à EDF.

Exploité depuis l'origine par la société dédiée STSP (Société Thermique de Salon-de-Provence), ce réseau a été créé conjointement par la SOMETH (SOciété Méditerranéenne d'Exploitation THermique) et la CGC (Compagnie Générale de Chauffage).

Les sociétés d'origine (SOMETH et CGC) sont depuis devenues respectivement CORIANCE et Dalkia dont le contrat de concession expire en octobre 2020.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur des Canourgues lui a alors été transféré par la commune de Salon-de-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Société Thermique de Salon-de-Provence, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2019.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil Municipal de la ville de Salon-de-Provence du 24 novembre 1969 portant approbation de l'attribution de la convention de concession pour la gestion du réseau de chauffage urbain de la ZAC des Canourgues avec la création de la société STSP ;
- Le rapport du délégataire transmis par la Société Thermique de Salon de Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chauffage urbain de la ZAC des Canourgues pour l'année 2019 a été remis par la Société STSP, titulaire du dit contrat de concession.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la concession de gestion de gestion du réseau de chauffage de la ZAC des Canourgues pour l'année 2019, remis par STSP.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 010-8807/20/BM

**■ Présentation du Compte Rendu d'activité 2019 de la Concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à Martigues
MET 20/16432/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC de Canto-Perdrix, à Martigues a été aménagée en 1974. Un réseau de chauffage urbain, aussi appelé réseau de chaleur, a été réalisé, permettant désormais de fournir l'énergie nécessaire au chauffage et à la production d'eau chaude sanitaire pour un grand nombre de logements, de deux écoles, d'un hôpital, d'un centre commercial et d'un centre de secours au sein de ce quartier.

Le réseau de chaleur a utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz. En 1996, l'installation de moteur de cogénération a permis, à partir du gaz naturel, de produire conjointement de la chaleur destinée au réseau et de l'électricité vendue à EDF.

Initialement, l'exploitation de ce réseau a été confiée à la Société MONTENAY, puis en 1992 à la Société COMETHERM, et en 1999 à la Société DALKIA à travers des contrats de concession successifs.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} novembre 2008. La société Dalkia a été retenue et a créé la filiale dédiée C.P.E. (Canto-Perdrix Production Energétique) en 2009.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Le réseau de chaleur de la ZAC de Canto-Perdrix lui a alors été transféré par la Commune de Martigues.

Ainsi, conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Canto-Perdrix Production Energétique, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2019.

Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé. Il a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 08-298 du Conseil Municipal de la ville de Martigues du 27 juin 2008 relative à l'approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix à la société DALKIA France ;
- La délibération n° 09-210 du Conseil municipal de la ville de Martigues du 3 juillet 2009 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les rapports du délégataire transmis par la Société "Canto-Perdrix Production Energétique" ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chaleur de Canto-Perdrix pour l'année 2019 a été remis par la Société "Canto Perdrix Production Energétique", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chauffage de la ZAC de Canto-Perdrix pour l'année 2019, remis par Canto Perdrix Production Energétique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 012-8809/20/BM

■ Présentation du Compte Rendu d'activité 2019 de la Concession de gestion du réseau de chauffage urbain d'Aix-en-Provence MET 20/16438/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La commune d'Aix-en-Provence dispose depuis 1967 de 3 réseaux de chauffage urbain – ou réseaux de chaleur – desservant les quartiers d'Encagnane, les Fenouillères et les Hauts de Provence. Ces équipements ont été réalisés pour répondre aux besoins consécutifs à l'urbanisation rapide de ces quartiers.

Les réseaux de chaleur ont utilisé au fil des années différents combustibles, le fioul lourd à ses débuts, le fioul domestique, le gaz, en 1997 l'installation de moteur gaz de cogénération et en 2014 la mise en service d'une chaufferie bois.

En 2012 les réseaux d'Encagnane et des Fenouillères ont été interconnectés. En 2017 l'interconnexion avec le réseau des Hauts de Provence est actée et la réalisation est lancée en 2019.

La concession actuelle a débuté le 1^{er} juillet 2011. GDF SUEZ devenu ENGIE-COFELY a été retenue pour son exploitation et la société dédiée APEE (Aix-en-Provence Energie Environnement) a été créée fin 2011.

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains, en lieu et place des communes membres, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Les réseaux de chauffage urbain lui ont alors été transférés par la Commune d'Aix-en-Provence.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la société Aix en Provence Energie Environnement, a remis à la Métropole le compte-rendu d'exploitation dans les délais contractuels pour l'exercice 2019. Ce rapport écrit retrace l'exécution qualitative et financière du service durant l'exercice écoulé.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2011-649 du Conseil Municipal de la ville d'Aix-en-Provence en date du 27 juin 2011 portant approbation de l'attribution du contrat de délégation de service public pour la gestion des réseaux de chauffage de la ville à la société GDF SUEZ ENERGIE SERVICES (COFELY) ;
- La délibération n° 2011-1300 du Conseil municipal de la ville d'Aix-en-Provence du 12 décembre 2011 portant approbation de l'avenant n° 1 à la délégation de service public relative à la gestion des réseaux de chauffage de la ville portant approbation du transfert de la concession à la société dédiée « APEE » ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les rapports du délégataire transmis par la Société "APEE" ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le compte-rendu d'activité de la concession de gestion du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2019 a été remis par la Société "APEE", titulaire dudit contrat de concession.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du compte-rendu d'activité de la Délégation de Service Public de gestion du réseau de chaleur d'Aix-en-Provence pour l'année 2019, remis par APEE.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 013-8810/20/BM

**■ Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille pour l'année 2019
MET 20/16395/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1^{er} juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le

concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la concession de Marseille, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le compte-rendu d'activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2019 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF. L'analyse du CRAC 2019 est en cours d'élaboration par les services métropolitains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Energie ;
- La délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994 portant approbation du contrat de concession entre EDF et la Ville de Marseille pour la distribution publique d'électricité pour une durée de 30 ans à compter du 21 novembre 1994 ;
- La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° ENV 007-1449/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le transfert de plein droit du contrat de concession de la ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Compte Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour 2019 a été remis dans les délais prévus par la loi, par ENEDIS et EDF, titulaires du contrat de concession de distribution publique d'électricité.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du Compte Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité pour l'année 2019 sur la commune de Marseille, remis dans les délais prévus par la loi par ENEDIS et EDF en charge de la distribution publique d'électricité.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 014-8811/20/BM

**■ Approbation d'une convention de partenariat avec l'ADIL, l'ALEC et le CPIE pour la mise en œuvre d'un numéro unique d'accueil et d'orientation de la demande en rénovation énergétique
MET 20/15901/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La loi du 18 août 2015 Transition Énergétique et Croissance Verte a créé le Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat ci-après dénommé SPPEH, dont la mission est d'assurer l'accompagnement des consommateurs souhaitant diminuer leur consommation énergétique par la rénovation. Ce service public assiste les propriétaires et les locataires dans la réalisation des

travaux d'amélioration de la performance énergétique de leur logement et leur fournit des informations et des conseils personnalisés. Il s'appuie sur un réseau de plateformes territoriales de la rénovation énergétique.

L'article 22 de la loi précitée a apporté des précisions sur la définition du SPPEH, qui s'appuie sur des plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) à l'échelle et à l'initiative des EPCI (Article L.232-2 du Code de l'énergie).

Action phare du Plan Climat Air Energie métropolitain, les services de la plateforme de la rénovation énergétique ont été initiés, en 2013, en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt de l'ADEME, sur le Pays d'Aix et sur Marseille Provence par les deux structures que sont la Maison Energie Habitat Climat (MEHC), qui dépend du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix, et l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) de la Métropole marseillaise.

Aujourd'hui, l'intervention de l'ALEC s'effectue sur le territoire de Marseille Provence et sur le pays d'Aubagne et de l'Etoile. L'intervention de la MEHC s'effectue sur le pays d'Aix et le pays Salonais. Le Territoire Istres-Ouest Provence porte directement un service en régie qui s'incorpore à la plateforme de rénovation énergétique métropolitaine.

De son côté l'ADIL assure pour le compte de la Métropole, du Département et de l'Etat le service public d'information et de conseil des particuliers sur toutes les questions du logement. Dans ce cadre, elle est amenée à conseiller les habitants de la Métropole sur les aspects financiers et juridiques de la rénovation énergétique.

A ce titre, elle assure le PRIS ANAH (Point Rénovation Info Service de l'Agence Nationale sur l'Amélioration de l'Habitat) sur le département des Bouches-du-Rhône.

L'ADIL des Bouches du Rhône est le PRIS ANAH (Point Rénovation Info Service de l'Agence Nationale sur l'Amélioration de l'Habitat) sur la base du dispositif national.

La Métropole Aix Marseille Provence a structuré l'organisation du SPPEH sur son territoire à partir d'une gouvernance déclinée en Comité de Pilotage et Comités Techniques.

Le Comité de Pilotage du 12 Juillet 2019 a décidé de la mise en place d'un numéro unique dont la vocation est de recevoir l'ensemble des appels des particuliers qui souhaitent rénover énergétiquement leur logement.

Par courrier en date du 4 septembre 2019, l'ADIL, l'ALEC et le CPIE ont proposé la mise en place d'un numéro d'appel unique. Concrètement, l'opération est portée par l'ADIL.

Dans ce cadre, il convient de conclure une convention de partenariat pour définir les relations et les missions de chacun des partenaires dans la mise en œuvre du numéro unique d'accueil et d'orientation de la demande de rénovation énergétique de l'habitat privé. Il est à noter que la mise en œuvre de ce service n'est pas assortie d'échange financier spécifique à ce nouveau service.

Le dispositif Numéro Unique de la rénovation énergétique, dénommé Allo rénov'énergie est destiné à l'accueil et à l'orientation des demandes émanant des particuliers. Cet accueil consiste en la prise de coordonnées, et en une qualification de la demande dans l'objectif d'une orientation ciblée vers les dispositifs et interlocuteurs adaptés qui peuvent être différents suivant le type logement, les niveaux de revenus du foyer, la nature des travaux à réaliser... .

Le Numéro Unique 04 88 60 21 06 fonctionnera du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h30.

Ayant une fonction support au numéro téléphonique, une web application Renovapp fait également partie du dispositif, et est exclusivement destinée aux partenaires.

La Métropole, investie de la mission de mise en œuvre du SPPEH sur son territoire, aura ainsi une porte d'entrée unique, plus lisible, pour l'ensemble des demandes des particuliers en matière de rénovation énergétique de l'habitat privé, une orientation plus efficace des demandes et un suivi organisé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil métropolitain ENV-001-6815/19/CM en date du 26 septembre 2019 approuvant le Projet de Plan Climat Air Énergie métropolitain ;

- Le courrier du 4 septembre 2019, adressé aux Vice-présidents de la Métropole en charge de ces dossiers par l'ADIL, l'ALEC et le CPIE.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole dispose d'une plateforme territoriale de la rénovation énergétique intervenant dans le cadre du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat ;
- Que la Métropole souhaite mettre en œuvre sur son territoire une porte d'entrée unique pour l'ensemble des demandes des particuliers en matière de rénovation énergétique de l'habitat ;
- Que pour ce faire, il convient de mettre en place un partenariat ayant pour objet la mise en œuvre d'un numéro unique d'accueil et d'orientation de la demande de rénovation énergétique des particuliers dans le cadre du SPPEH.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le cadre du partenariat entre la Métropole, l'ADIL, l'ALEC et le CPIE, relatif à la mise en œuvre d'un numéro unique d'accueil et d'orientation de la demande de rénovation énergétique des logements.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 015-8812/20/BM

■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2019 du Déléataire de la Délégation de Service Public n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau

MET 20/15925/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération N°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole Aix-Marseille-Provence a délégué, par contrat de concession, la

valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de La Crau, y compris l'entretien, le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue DALKIA Biogaz et GRS Valtech. Ce contrat a pris effet le 13 février 2017 pour une durée de 17 ans.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société LA CRAU ENERGIES VERTES s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Comme convenu à l'article 19 de la convention liant la Métropole à la Société LA CRAU ENERGIES VERTES, le délégataire doit remettre chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel permettant d'apprécier les conditions d'exécution du service public. L'examen du rapport technique et financier 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, approuvant le choix du Déléataire et le Contrat de Délégation de Service Public n°12/024 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Délégation de Service Public et ses annexes administratives, techniques et financières ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la société LA CRAU ENERGIES VERTES conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2019, remis par la société La Crau Energies Vertes relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 016-8813/20/BM

■ Présentation du rapport annuel technique et financier 2019 du Déléataire de la Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement multi filières des déchets ménagers et assimilés de Fos-sur-Mer MET 20/15926/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant l'élimination et la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

La convention de Délégation de Service Public n° 05/1130 a été approuvée et attribuée par délibération DPRO 05/164/CC du 13 mai 2005, à un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALGORA INTERNATIONAL, qui a créé, conformément à ce qui était prévu par le contrat de délégation, la société EveRé SAS.

Cette société est aujourd'hui l'entreprise délégataire du service public de traitement et de valorisation des déchets d'Aix Marseille Provence Métropole et assure à ce titre l'ensemble des opérations inhérentes au contrat de délégation établi pour la création et l'exploitation du Centre de Traitement Multifilière dédié.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel financier et technique retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2019, a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'information du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole et mis à la disposition du public.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2019, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de

Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, annexé au présent rapport.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 017-8814/20/BM

■ Présentation du rapport annuel d'activités 2019 du délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage, SMA Vautubière MET 20/15990/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Pour l'année 2019, SMA Vautubière, délégataire du service public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais par enfouissement et stockage a établi son rapport annuel.

Ce rapport a pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par le délégataire ainsi que les résultats financiers relatifs au contrat de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n° 2016-86 en date du 1^{er} février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération n° 260/05 du 14 décembre 2005 portant attribution du contrat de

délégation de service public de traitement des déchets ménagers et assimilés à la société SMA Vautubière ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les activités des délégataires de services publics doivent faire l'objet d'un rapport annuel.
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du Rapport Annuel du Délégataire du Service Public de traitement des déchets ménagers et assimilés du Territoire du Pays Salonais de la Métropole Aix-Marseille-Provence par enfouissement et stockage, SMA Vautubière, ci-annexé pour l'exercice 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 018-8815/20/BM

■ Approbation du rapport d'activité 2019 du concessionnaire pour la conception, construction et exploitation d'une installation de valorisation électrique de Biogaz de Décharge de l'ISDnD de l'Arbois située sur la commune d'Aix-en-Provence MET 20/14417/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté du Pays d'Aix a concédé en 2008 à la société Arbois BioÉnergie (groupement d'entreprises COFELY et FAIRTEC) l'exploitation du « gisement » de biogaz de l'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) de l'Arbois via une concession d'ouvrage public dont les fondements ont été établis sur la base d'une délégation de service public.

À partir de ce gaz pauvre, résultant de la dégradation de la matière organique contenue dans les déchets ménagers résiduels, le concessionnaire devrait produire 470 GWh d'électricité verte, pendant les 15 années du contrat. Cette production correspond à la consommation annuelle électrique d'environ 12.000 logements et permet d'éviter le rejet à l'atmosphère de 39.000 tonnes de CO₂ sur toute la durée du contrat.

La société Arbois BioEnergie a contractuellement la charge de la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance des installations. L'énergie produite est en totalité réinjectée sur le réseau ERDF, l'exploitant de l'unité de valorisation se rémunère sur la vente d'énergie électrique en contrepartie de la cession du gisement de biogaz. Le Territoire du Pays d'Aix perçoit une redevance proportionnelle à l'énergie produite.

L'objet du présent rapport est de présenter le rapport annuel d'activité de l'installation de valorisation des biogaz pour l'année 2019.

a) Bilan environnemental

Le bilan environnemental de l'unité répond aux exigences de l'arrêté préfectoral d'exploitation. Les rejets atmosphériques des torchères et des groupes électrogènes sont conformes aux valeurs limites d'émissions imposées dans l'Arrêté Préfectoral d'exploitation de l'ISDnD.

b) Bilan financier 2019

L'année 2019 a été la septième année pleine en terme de fonctionnement industriel de l'installation et a permis de valoriser 11.757.483 Nm³ de biogaz, de produire une énergie totale de 19,5 GWh électrique et d'éviter le rejet à l'atmosphère de l'équivalent de 3.500 tonnes de CO₂. Le taux de disponibilité moyenne de valorisation a été de 97 % pour un engagement minimum contractuel de 85%. D'un point de vue financier, ces opérations ont généré une recette nette pour le Territoire du Pays d'Aix de 662.923 Euros HT. L'unité de cogénération a assuré une recette de 2.170 Euros HT.

La performance énergétique des installations a notamment permis au Territoire du Pays d'Aix de bénéficier du taux préférentiel pour la Taxe Générale sur les Activités Polluantes sur le Centre de Stockage à savoir 24€/tonne au lieu de 33€/tonne. Cela a représenté effectivement en 2019 une économie de TGAP d'environ 1.444.800 Euros HT pour le Pays d'Aix.

En 2019, le contrat de valorisation des biogaz a permis de dégager un total de ressources financières supplémentaires pour le Pays d'Aix d'environ 2,109 M Euros HT.

c) Evolution contractuelle

Le 14 mars 2019, suite à la mise en œuvre de l'unité de traitement des lixiviats, un avenant cadrant une adaptation de la solution de cogénération a été signé : il permet désormais le traitement des perméats et non plus du lixiviat comme le prévoyait le précédent avenant ce qui permet de continuer à bénéficier de la prime à la co-génération. La moitié des bénéfices générés est reversée au Pays d'Aix contribuant ainsi à améliorer le bilan financier de l'opération par la perception de cette prime.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2007_A492 du Conseil communautaire de la CPA du 14 décembre 2007 relative à l'approbation du contrat de concession ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de prendre acte du rapport d'activité 2019 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article unique:

Est pris acte du rapport d'activité 2019 du concessionnaire relatif à la conception, la construction, l'exploitation et l'installation de valorisation des biogaz de l'ISDnD de l'Arbois, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Patrimoine
naturel, agriculture, viticulture,
ruralité"**

AGRI 001-8816/20/BM

**■ Demande de subvention de fonctionnement
relative à l'opération Garde Régionale Forestière
Grand Site Concors Sainte-Victoire - Année 2021
MET 20/15886/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains d'entre eux traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent, à ce titre, faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, développe sur le Grand Site Concors Sainte-Victoire une politique d'accueil du public spécifique et de surveillance en saison estivale, du 1er juin au 30 septembre.

Il s'agit d'informer et de faire respecter la réglementation préfectorale relative à l'accès aux massifs forestiers, qui interdit la circulation dans certaines conditions de danger météorologique d'incendie. L'harmonisation des codes couleurs des niveaux de restriction d'accès avec les départements limitrophes a débuté sa mise en place avec l'arrêté préfectoral du 28 mai 2018. La sensibilisation du public à cette codification reste indispensable, que ce soit auprès des touristes de passage ou des promeneurs locaux et demande toujours un travail de pédagogie assidue, en particulier en début de saison et les jours où le niveau de risque interdit l'accès aux espaces naturels.

De juin à août 2020, les massifs Concors et Sainte-Victoire ont ainsi connu près d'une dizaine de jours de fermeture durant cette saison estivale.

L'équipe des gardes nature réalise des patrouilles de surveillance quotidiennes ainsi qu'un affichage spécifique et des points d'information fixes et itinérants en risque de niveau rouge. L'étendue du territoire à parcourir et les contraintes liées à la surveillance particulière des points d'entrée dans les massifs exigent une importante présence sur le terrain, d'au minimum 3 patrouilles quotidiennes. L'effectif permanent de 8 gardes-nature ne permet pas de répondre à ce besoin, malgré un planning,

sur cette période, exclusivement consacré aux patrouilles et une restriction des congés.

L'information relative à la réglementation estivale est également diffusée au travers de la Maison du Grand Site de Vauvenargues et du kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, tenus cette année par 4 agents. Sur l'ensemble de la saison touristique, d'avril à fin octobre, ces structures ont accueilli autour de 10 000 visiteurs.

Prenant la suite du dispositif des Assistants Prévention Sensibilisation Incendies de Forêts existant depuis 2004, l'opération estivale de la Garde Régionale Forestière, mesure phare de la nouvelle politique forestière, dite dispositif « Guerre du Feu » de la Région Sud, mise en place en mars 2017, fait partie intégrante du Plan Climat. Composée de plus de 200 jeunes de 18 à 25 ans, elle a ainsi pour mission de :

- développer la culture du risque incendie auprès de la population résidentielle ou passagère qui fréquente les massifs forestiers et, auprès des jeunes qui participent à l'opération
- renforcer les capacités des acteurs régionaux en matière de prévention, d'information, de sensibilisation, et de surveillance du risque incendie aux abords des espaces naturels et forestiers
- être en appui des dispositifs de surveillance des massifs existants, agréés par la sécurité civile lors de périodes à risque
- jouer un rôle essentiel sur le terrain, notamment grâce au suivi d'une formation préalable à l'exercice de leurs missions ; encadrés par des professionnels de la forêt et du feu, ils ont acquis les fondamentaux théoriques et pratiques pour prévenir le risque incendie dans les meilleures conditions.

Au fil des années, l'aide de la Région pour le recrutement de saisonniers dédiés à la prévention du risque incendie, a permis de développer puis de maintenir la capacité de surveillance et de sensibilisation des usagers sur et autour des massifs Concors et Sainte-Victoire.

Au vu du succès de l'opération et de ce besoin toujours essentiel en information, il est à nouveau proposé de procéder au recrutement de Gardes Régionaux Forestiers afin de renforcer les équipes permanentes pendant la saison estivale.

Ainsi, il est envisagé que

- six Gardes Régionaux Forestiers soient intégrés aux patrouilles quotidiennes de terrain les mois de juillet et août 2021. Ce nombre validé depuis 2016 permet de poursuivre les efforts de présence dans les zones fréquentées et sensibles, telles que les versants nord (jusqu'au Prieuré) et sud Sainte-Victoire et le secteur Bibémus-Zola-Bimont. Au besoin, les patrouilles pourront intervenir sur d'autres sites géographiques en fonction des nécessités.
- Et, trois Gardes Régionaux Forestiers viendront renforcer pendant la saison

estivale les équipes d'accueil du Grand Site Concors Sainte-Victoire et orienteront les visiteurs, assureront leur sensibilisation au kiosque d'accueil de Bimont à Saint-Marc-Jaumegarde, porte d'entrée et point de vue incontournable de la montagne Sainte-Victoire, ainsi qu'à la Maison du Grand Site de Vauvenargues, en versant nord. Ils assureront leur mission sur 4 mois, de juin à septembre.

Pour ce faire, des documents d'information du public sont chaque année édités pour présenter pédagogiquement la réglementation de l'accès aux espaces naturels.

Les dépenses prévisionnelles éligibles au titre de ce programme sont les suivantes :

- salaires et charges, titres restaurant : 58 000 euros
- impression de documents d'information : 2 000 euros

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de la Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur pour la Garde Régionale Forestière 2021 et à autoriser la signature de tout document y afférent.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Région SUD Provence Alpes Côte d'Azur Dispositif « Guerre du Feu »	80 %	48 000 €
Autofinancement		
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	12 000 €
TOTAL TTC		60 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les directives européennes 2009/147/CEE dite « directive oiseaux » et 92/43/CEE dite « directive habitats » concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°AGRI 007-8414/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant la mise à jour des modalités d'organisation et de gouvernance du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Garde Régionale Forestière Grand Site Sainte-Victoire pour l'année 2021.

Délibère

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le Budget Principal Métropolitain 01 de 2021, en section de Fonctionnement : chapitre 012, natures 64131 et suivantes, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget Principal Métropolitain 01 de 2021 et 2022, en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

Les crédits nécessaires seront également inscrits sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2021, en section de Fonctionnement : chapitre 011, natures 60628 et 61526 notamment, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

La recette correspondante sera constatée sur le Budget 06 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix de 2021 en section de Fonctionnement : chapitre 74, nature 7472, fonction 76 sous réserve de l'approbation de ce budget.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 002-8817/20/BM

■ **Approbation d'une convention de partenariat pour le projet "Rapprocher la restauration collective des producteurs bio sur la région PACA" dans le cadre de l'appel à projet FEADER "Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits courts"**
MET 20/16466/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée, en partenariat avec le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays d'Arles, dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) visant à encourager une alimentation locale, durable, de qualité et accessible à tous, issue d'un territoire productif d'exception. Ce PAT a été labélisé par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation en février 2020.

En cohérence avec ces enjeux d'alimentation durable, la Région SUD PACA, en tant qu'autorité gestionnaire du fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), a lancé en 2020 un appel à projet sur la mesure 16.4 du Programme de développement rural de la Région SUD PACA, « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits d'approvisionnement courts » afin de financer des projets en faveur des circuits courts.

Par ailleurs, l'article L.230-5-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime prescrit qu'au plus tard le 1^{er} janvier 2022, les repas servis dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge comprennent une part au moins égale à 50% de denrées alimentaires de qualité, et dont au moins 20 % sont issus de l'agriculture biologique.

Pour répondre aux exigences textuelles et à l'appel à projet, le projet « Rapprocher la restauration collective des producteurs bio sur la Région SUD PACA » est porté par le partenariat entre les structures suivantes :

- La SCIC Manger Bio en Provence, chef de file, qui a mis en œuvre un outil économique pour desservir prioritairement la restauration collective sur la base de produits bio locaux, à partir des acteurs déjà organisés sur le terrain afin d'optimiser leurs solutions logistiques et dans l'objectif de structurer les filières ;
- Bio de Provence, la SCIC Agribio Provence, Aval Bio Sud, constituant le

collège des exploitants agricoles et leurs groupements ;

- La Métropole Aix-Marseille-Provence, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays d'Arles, la Communauté de communes du Golfe de Saint-Tropez, constituant le collège des collectivités territoriales.

Seuls le chef de file et les membres du collège des exploitants agricoles et leurs groupements sont partenaires bénéficiaires du FEADER. Les autres partenaires, dont la Métropole Aix-Marseille-Provence, sont impliqués sans incidence financière.

En répondant à l'appel à projet de la Région SUD, les partenaires entendent accompagner les collectivités du territoire régional pour favoriser l'approvisionnement en circuits courts et durables de la restauration collective publique. L'objectif du projet est donc de rapprocher la restauration collective publique des producteurs bio locaux.

Pour cela, ce projet prévoit la mise en œuvre des actions suivantes :

Action 1 - En amont, représenter les producteurs en regroupant plus de 50% de ceux qui sont orientés et structurés pour la restauration collective et commerciale au sein de la structure Manger Bio en Provence et ainsi définir une offre unique, avec une diversité de gamme et une efficacité logistique, inexistante sur le marché. Dans le cadre de cette action, la Métropole a pour rôle de partager l'information sur les réseaux de producteurs bio.

Action 2 - En aval, aller à la rencontre des acheteurs de la restauration hors domicile des départements du 13, 84, 83 et 06, aller les informer, communiquer sur l'offre et établir des liens forts avec eux pour les aider à répondre au challenge de la transition alimentaire bio, locale et équitable. Dans le cadre de cette seconde action, la Métropole a pour rôle d'organiser des réunions d'information avec les communes du territoire métropolitain.

Compte tenu de ce qui précède, il convient d'approuver la convention de partenariat pour le projet « Rapprocher la restauration collective des producteurs bio sur la région » dans le cadre de l'appel à projet FEADER « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits courts ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- Le règlement UE 808/2013 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien du développement rural pour le FEADER ;

- Le Programme de Développement Rural de la Région SUD PACA ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération ECO 005-2056/17/CM portant sur la candidature aux appels à projet du Fonds Européen Agricole de Développement Rural (FEADER) 2014-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée, en partenariat avec le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays d'Arles, dans un Projet Alimentaire Territorial (PAT) visant à encourager une alimentation locale, durable, de qualité et accessible à tous, issue d'un territoire productif d'exception ;
- Que la Région SUD PACA, en tant qu'autorité gestionnaire du fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), a lancé un appel à projet sur la mesure 16.4 du Programme de développement rural de la Région SUD PACA, « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits d'approvisionnement courts » ;
- Que conformément aux dispositions du Code rural et de la pêche maritime, les repas servis dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge comprennent une part au moins égale à 50% de denrées alimentaires de qualité, et dont au moins 20 % sont issus de l'agriculture biologique ;
- Que pour répondre aux exigences textuelles et à l'appel à projet, le projet « Rapprocher la restauration collective des producteurs bio sur la Région » est porté par un partenariat, dont la Métropole fait partie, et qui a pour chef de file la SCIC Manger Bio en Provence ;
- Qu'en répondant à l'appel à projet, les partenaires entendent accompagner les collectivités du territoire régional pour favoriser l'approvisionnement en circuits courts et durables de la restauration collective publique ;

- Qu'il convient d'approuver la convention de partenariat pour le projet « Rapprocher la restauration collective des producteurs bio sur la région » dans le cadre de l'appel à projet FEADER « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits courts » ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au projet « Rapprocher la restauration collective des producteurs bio sur la région PACA », dans le cadre de l'appel à projet FEADER « Mise en place de nouveaux modes de distribution en circuits courts ».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cette convention.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 003-8818/20/BM

**■ Attribution d'une subvention à l'association "Pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne de Provence" au titre de l'année 2020
MET 20/16547/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est engagée dans la mise en place d'un Projet Alimentaire Territorial pour la période 2018-2020 avec le PETR du Pays d'Arles. Ce projet a pour ambition de construire une politique agricole et alimentaire globale sur 6 enjeux majeurs : économie et emploi ; urbanisme et aménagement ; nutrition, santé et accessibilité sociale ; patrimoine alimentaire, culturel et touristique ; Innovation.

L'Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne de Provence (AMAP) est une association Loi 1901 reconnue à l'échelle régionale pour le développement des circuits courts et la promotion auprès du grand public d'une alimentation saine et locale ainsi que d'une agriculture à taille humaine par l'intermédiaire des AMAP adhérentes. Les AMAP sont des partenariats entre des paysans et des citoyens fondés sur plusieurs valeurs et principes : soutien à une agriculture de proximité, respect de l'environnement, commerce équitable, alimentation de qualité et accessible, solidarité entre producteurs et consommateurs, etc. Les adhérents de l'AMAP s'engagent sur une ou plusieurs saisons auprès du producteur pour l'achat de produits frais sous forme de paniers permettant au producteur d'avoir une visibilité et une stabilité sur son chiffre d'affaire. De même, le consommateur a l'assurance d'un prix accessible grâce à l'absence

d'intermédiaire mais toujours rémunérateur pour le producteur.

Sur le territoire métropolitain, l'association Les AMAP de Provence réunit aujourd'hui 35 AMAP. Cela représente 46 paysans, des centaines de familles soit quelques milliers de consommateurs. Pour 2020, il s'agit de poursuivre dans les territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence le projet associatif lancé en 2017 qui est de fédérer, animer et coordonner le réseau des AMAP, en restant au plus près du terrain et des attentes des paysans adhérents et des amapiens. Les AMAP contribuent à la relocalisation de l'alimentation sur le territoire et donc répondent aux objectifs de souveraineté alimentaire du projet alimentaire territorial. Elles sont aussi engagées dans d'autres enjeux majeurs de celui-ci : le développement d'une agriculture durable, l'accessibilité à une alimentation saine et de qualité pour tous, etc.

La Métropole est sollicitée à hauteur de 5 000,00 € au titre des actions précisées ci-dessus.

Dans le respect des 6 axes du Projet Alimentaire Territorial, il est proposé d'accompagner l'association AMAP de Provence à la réalisation de ses missions au titre de l'année 2020, en apportant une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 €.

Les modalités de versement se feront conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvée par la délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 avec un acompte (80 %) et un versement correspondant au solde versé sur production des comptes annuels de l'association AMAP de Provence et du rapport d'activité de l'année.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°ENV 003-1134/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant sur l'élaboration du Projet Alimentaire Territorial ;

- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'enjeu du Projet Alimentaire Territorial portant sur le maintien et le développement de l'économie agricole a été désigné comme prioritaire en 2020.
- Que la sensibilisation des consommateurs/grand public à une alimentation saine, durable et locale fait partie des principaux enjeux du Projet alimentaire territorial.
- Que le lien entre la population et les producteurs du territoire est une des valeurs que véhicule le Projet Alimentaire Territorial.
- Que la juste rémunération des producteurs locaux est une des valeurs centrales du Projet Alimentaire Territorial.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 5 000 euros à l'association Les AMAP de Provence au titre de l'année 2020.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section de fonctionnement sur le budget principal 2020 de la Métropole au Chapitre 65 – Fonction 6312 – Nature 65748 – Sous Politique G710, conformément à son approbation en Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

**Commission "Attractivité,
tourisme, internationale,
culture, sports, grands
événements"**

ATCS 001-8819/20/BM

■ Attribution d'une subvention à l'association Latinissimo - Fiesta des Suds pour l'organisation du Before Babel Music XP en format numérique et interactif - Approbation d'une convention
MET 20/15796/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Suite aux dernières annonces gouvernementales et au nouveau confinement mis en place, le BEFORE BABEL MUSIC XP ne peut malheureusement pas se tenir en présentiel au Dock des Suds, à Marseille, tel que les équipes organisatrices l'ont conçu depuis des mois.

Néanmoins, face à l'impérieuse nécessité de maintenir du lien et de dresser un état des lieux de la filière tout en imaginant des solutions collectives en vue d'une relance, le rendez-vous se réinvente en distanciel avec l'ambition de rassembler les acteurs des musiques du monde, du spectacle vivant et plus largement de la culture, durement éprouvés par la crise liée au coronavirus et par l'impact économique qui en découle.

Les conférences des 26 et 27 novembre prennent ainsi une nouvelle forme, numérique et interactive, dynamique et participative, avec un panel de professionnels régionaux, nationaux et internationaux issus de trois continents, fédérant des acteurs du monde de la culture, de l'innovation, de l'économie et du tourisme afin de partager les expériences et les initiatives menées à travers le monde ainsi que les perspectives qui se profilent en dépit des temps incertains.

Deux jours d'échanges devenus indispensables avec 13 rencontres professionnelles qui jalonnent cinq parcours proposés pour interroger les responsabilités et les questions sociétales, les perspectives et les enjeux de territoires, l'émergence de nouveaux outils et leurs influences, les rencontres réseaux (avec notamment un parcours Zone Franche) ainsi qu'une mise à jour des dispositifs de soutien aux acteurs du secteur.

Accessible via une inscription préalable sur le site babelmusicxp.com, le BEFORE BABEL MUSIC XP offre les 26 et 27 novembre 2020 une plateforme de partage et de réflexion, solidaire et prospective, dans un moment historique pour l'ensemble de la filière musicale.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération NH 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30 000 euros à l'association Latinissimo – Fiesta des Suds pour l'organisation de l'évènement "Babel Music XP."

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Latinissimo – Fiesta des Suds.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Sous-politique B330 – Nature 65748 – Fonction 64.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 002-8820/20/BM

■ Attribution d'une subvention complémentaire à l'association Orchestre Philharmonie Provence Méditerranée pour la deuxième étape de la tournée métropolitaine - Approbation d'un avenant
MET 20/16425/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine permet à Aix-Marseille Provence de devenir une des premières métropoles disposant d'une compétence culturelle spécifique avec une priorité donnée à la mise en réseau des structures culturelles du territoire notamment dans le domaine de la lecture publique, cette dernière étant la première pierre angulaire du développement culturel proposé.

A ce titre, la Métropole peut coordonner et structurer, accompagner et soutenir des initiatives participant à l'irrigation culturelle du territoire métropolitain.

La Philharmonie Provence-Méditerranée, a été créée en 2014 par le chef d'orchestre Jacques Chalmeau : elle est formée de 80 musiciens, notamment issus de l'orchestre philharmonique du pays d'Aix.

Elle se produit chaque année au festival de la Roque d'Anthéron, assure des concerts symphoniques en de nombreux lieux, ainsi que de la musique de chambre, avec ses solistes et assure une académie philharmonique qui permet à de jeunes musiciens de vivre une expérience d'immersion dans un orchestre et de rencontrer des musiciens de formations nationales ou internationales. La Philharmonie Provence-Méditerranée a également joué au Dôme, à Marseille, *La flûte enchantée* et *Carmen*, et prépare actuellement *Così fan tutte*.

Soucieuse de faire connaître la grande musique au plus grand nombre, elle propose une tournée métropolitaine associant jeunes chanteurs et musiciens à des professionnels expérimentés et à un grand metteur en scène sur au moins huit lieux en 2020, accessible à un large public, avec de tarifs adaptés (gratuité pour les mineurs, 15 euros maximum) modique, et accompagnée d'une présentation pédagogique et vulgarisatrice. La tournée intégrera également un partenariat avec les structures musicales et lyriques locales.

Le budget prévisionnel global de l'action pour l'année 2020 est 40 000 €.

Pour le renouvellement et l'extension de cette action à des communes métropolitaines supplémentaires l'association sollicite la Métropole à hauteur de 40 000 € pour la deuxième partie de l'action 2020 (n° GU 2020-01477), la Métropole propose un financement à hauteur de 100 % de l'action pour cette 2ème étape pour la réalisation de ce projet qui correspond à la relance de l'action culturelle et artistique post-Covid 19 sur le territoire métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La délibération n°FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n°CSGE 002-3396/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant la politique culturelle métropolitaine ;
- La délibération FAG 021-5718/19/CM du 28 mars 2019 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de 40 000 euros à Orchestre Philharmonie Provence Méditerranée afin de promouvoir la musique dans les communes de la Métropole.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant à la convention d'objectifs et de moyens pour l'année 2020 annexé à la présente délibération.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tous documents y afférents.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Principal Métropolitain, en section Fonctionnement : chapitre 65, nature 65748, fonction 30.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 003-8821/20/BM

■ Approbation de la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres pour la réalisation de l'opération "Réhabilitation du théâtre de l'Olivier à Istres"

MET 20/17091/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Conformément à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de « Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ». Dans ce cadre, le Théâtre de l'Olivier à Istres a été reconnu d'intérêt métropolitain par la délibération n° CSGE 001-3395/17/CM du 14 décembre 2017.

Le théâtre de l'Olivier est un équipement structurant du territoire d'une superficie de 2600m² comprenant notamment une salle de spectacle de 580 places assises permettant de recevoir une programmation de spectacles d'envergure nationales. Il est au cœur du lien social, un établissement culturel majeur, un espace de rencontres et de sociabilité : il participe fondamentalement à la structuration et à la vitalité du centre-ville.

Au regard de son rôle central dans la diffusion du spectacle vivant à l'ouest de la Métropole Aix-Marseille-Provence (un taux de remplissage de 90 % avec 60 % d'Istréens et 40 % de métropolitains), du développement culturel qu'il propose au sein de l'établissement public métropolitain Scènes et Cinés, sa labellisation ministériel Art et Territoire, le Théâtre de l'Olivier a vocation à répondre aux besoins de diffusion du spectacle vivant dans l'aire métropolitaine.

Cependant, après 40 ans d'activités et d'événements de réputation nationale tel que le Festival intercommunal Les Elancées, le Théâtre est aujourd'hui vieillissant, l'usure le rendant inadapté à l'accueil de certaines formes de spectacles, la qualité de l'accueil du public s'en trouvant également altérée. De plus, la jauge actuelle limite le potentiel de fréquentation, pourtant en forte hausse et ne permet pas de répondre à l'ensemble des demandes. Il nécessite donc des travaux importants pour lui permettre de continuer d'accueillir dans les meilleures conditions des spectacles dont les formes contemporaines exigent une logistique et une scénographie adaptées

Le projet porte sur une rénovation et un réaménagement de l'ensemble du bâtiment qui vise à réorganiser les espaces dédiés au public, aux artistes, à la technique et à l'administration.

Il s'agit donc d'une importante opération qui vient s'inscrire dans le projet de développement et de réaménagement du centre-ville d'Istres. En effet la rénovation et le réaménagement de l'environnement du théâtre, continuum du centre-ville, permettra de consolider l'ouverture de ce dernier vers l'Etang de l'Olivier. Cette transformation majeure participe à la stratégie globale d'attractivité portée par la ville d'Istres en partenariat avec la Métropole.

Par conséquent, il paraît opportun de confier à la ville d'Istres la délégation de la Maîtrise d'ouvrage des travaux de réhabilitation du théâtre de l'Olivier afin que l'ensemble soit coordonné de façon optimale.

Dans ce cadre la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont affirmé leur position favorable à la mise en place d'une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux relevant de la compétence de chaque collectivité, dans un souci d'efficacité technique et financière.

Il est, par conséquent, proposé de confier à la ville d'Istres la maîtrise d'ouvrage de conception et de réalisation de cet équipement de compétence métropolitaine, dans les conditions définies à l'article L. 2422-12 du Code de la Commande Publique.

La Métropole et la Commune s'accordent pour investir la commune de la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes à l'opération de la présente convention.

En application de celle-ci, la commune assumera la maîtrise d'ouvrage du projet de réhabilitation du théâtre de l'Olivier à Istres et acquittera, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de l'opération, dans la limite du plan de financement approuvé et rappelé à l'article 3 de la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Istres.

Article 2 :

La convention prend effet à compter de la signature de la dite convention, et pour une durée nécessaire à l'achèvement des travaux.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest Provence au budget « Réhabilitation du théâtre de l'Olivier sur la commune d'Istres », rattaché au programme n° 15-1 « Autres services d'intérêt Métropolitain – Culture » code AP 205151 BP pour un montant total d'opération évaluée à 20 400 000 euros TTC.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 004-8822/20/BM

**■ Approbation d'un avenant N°1 à la convention avec Africalink pour promouvoir et développer la création de partenariats entre les entrepreneurs des deux rives de la Méditerranée - mesures d'adaptation de la subvention au regard de la crise sanitaire
MET 20/16548/BM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°ECO 004-7245/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole attribue une subvention à l'association AFRICALINK et approuve une convention d'objectifs.

Suite à une erreur matérielle, a été annexé à la délibération précitée le budget prévisionnel global de l'association (s'élevant à 375 000 euros) en lieu et place du budget prévisionnel relatif aux actions subventionnées par la Métropole Aix-Marseille-Provence qui s'élevait à 110 000 euros.

En raison de la crise sanitaire et de la période de confinement imposée, les actions de promotions et les missions économiques en Afrique ont été modifiées, les événements auxquels AFRICALINK devait être associée ont été annulés ou reportés sur l'année 2020 et de nouvelles actions ont été déployées.

Malgré ces changements, le budget prévisionnel pour ces actions reste estimé à 110 000 euros, comme prévu initialement.

Il convient donc de rectifier par avenant le budget et d'approuver les changements survenus dans le programme d'actions de l'association Africalink.

Le montant total de la subvention votée par le Bureau de la Métropole le 19 décembre 2019 reste inchangé soit 50 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 004-7245/19/BM du Bureau la Métropole du 19 décembre 2019 portant sur l'attribution d'une subvention à AFRICALINK et l'approbation d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le Règlement budgétaire et financier Métropolitain ;
- La circulaire ministérielle n°6166 du 6 mai 2020 portant mesures d'adaptation des règles de procédure et d'exécution des subventions publiques.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la convention signée avec AFRICALINK nécessite d'être modifiée par voie d'avenant afin d'intégrer des mesures d'adaptation rendues nécessaires par la crise sanitaire;
- Qu'il convient de rectifier le budget 2020.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé à la convention d'objectifs N° Z200310COV signée avec Africalink relative au financement du développement du réseau AFRICALINK, de la stratégie Afrique de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la promotion économique du territoire métropolitain en Afrique.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

LES DELIBERATIONS

CONSEIL DU 19 NOVEMBRE 2020

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de m2TROPOLE

19 NOVEMBRE 2020

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et aux portes des Hôtel de Ville des Communes Membres à partir du 23 novembre 2020 et ce, pour une durée de deux mois.



Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Franck ALLISIO - Martial ALVAREZ - Daniel AMAR - Sophie AMARANTINIS - Patrick AMICO - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - Sophie ARRIGHI - Mireille BALLETTI - Marion BAREILLE - Sébastien BARLES - Guy BARRET - Marie BATOUX - Laurent BELSOLA - François BERNARDINI - Julien BERTEI - André BERTERO - Eléonore BEZ - Solange BIAGGI - Kayané BIANCO - Corinne BIRGIN - Maryline BONFILLON - Béatrice BONFILLON-CHIAVASSA - Patrick BORÉ - Sarah BOUALEM - Linda BOUCHICHA - Valérie BOYER - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Sophie CAMARD - Isabelle CAMPAGNOLA SAVON - Jean-Louis CANAL - Joël CANICAVE - Emilie CANNONE - Laure-Agnès CARADEC - René-Francis CARPENTIER - Eric CASADO - Roland CAZZOLA - Jean-Pierre CESARO - Saphia CHAHID - Emmanuelle CHARAFE - Philippe CHARRIN - Gaby CHARROUX - Pascal CHAUVIN - Lyece CHOULAK - Jean-David CIOT - Marie-Ange CONTE - Jean-Marc COPPOLA - Jean-François CORNO - Jean-Jacques COULOMB - Georges CRISTIANI - Sandrine D'ANGIO - Lionel DE CALA - Marc DEL GRAZIA - Vincent DESVIGNES - Sylvaine DI CARO - Arnaud DROUOT - Cédric DUDIEUZERE - Claude FERCHAT - Stéphanie FERNANDEZ - Gérard FRAU - Olivier FREGEAC - Lydia FRENTZEL - Agnès FRESCHER - Daniel GAGNON - David GALTIER - Eric GARCIN - Audrey GARINO - Gérard GAZAY - Hélène GENTE-CEAGLIO - Jacky GERARD - Samia GHALI - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Philippe GINOX - Jean-Pierre GIORGI - Magali GIOVANNANGELI - André GOMEZ - Jean-Pascal GOURNES - Vincent GOYET - Philippe GRANGE - Hervé GRANIER - Sophie GRECH - Stéphanie GRECO DE CONINGH - Patrick GRIMALDI - Jean-Christophe GRUVEL - Frédéric GUELLE - Sophie GUERARD - Yannick GUERIN - Frédéric GUINIERI - Prune HELFTER-NOAH - Jean HETSCH - Claudie HUBERT - Pierre HUGUET - Michel ILLAC - Nicolas ISNARD - Hatab JELASSI - Sébastien JIBRAYEL - Sophie JOISSAINS - Maryse JOISSAINS MASINI - Nicole JOULIA - Cédric JOUVE - Christine JUSTE - Didier KHELFA - Pierre-Olivier KOUBI-FLOTTE - Pierre LAGET - Michel LAN -

Vincent LANGUILLE - Eric LE DISSÈS - Stéphane LE RUDULIER - Nathalie LEFEBVRE - Gisèle LELOUIS - Pierre LEMERY - Jessie LINTON - Camélia MAKHLOUFI - Richard MALLIÉ - Maxime MARCHAND - Marie MARTINOD - Caroline MAURIN - Anne MEILHAC - Arnaud MERCIER - Marie MICHAUD - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Férouz MOKHTARI - Pascal MONTECOT - Claudie MORA - Yves MORAIN - José MORALES - Pascale MORBELLI - Lourdes MOUNIEN - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Franck OHANESSIAN - Yannick OHANESSIAN - Gregory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Roger PELLENC - Christian PELLICANI - Marc PENA - Serge PEROTTINO - Anne-Laurence PETEL - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Patrick PIN - Jocelyne POMMIER - Henri PONS - Fabrice POUSSARDIN - Véronique PRADEL - Perrine PRIGENT - Marine PUSTORINO-DURAND - Bernard RAMOND - Stéphane RAVIER - Didier REAULT - Anne REYBAUD - Dona RICHARD - Jean-Baptiste RIVOALLAN - Maryse RODDE - Pauline ROSSELL - Georges ROSSO - Alain ROUSSET - Michel ROUX - Isabelle ROVARINO - Laure ROVERA - Lionel ROYER-PERREAUT - Michèle RUBIROLA - Michel RUIZ - Valérie SANNA - Franck SANTOS - Jean-Yves SAYAG - Laurence SEMERDJIAN - Jean-Pierre SERRUS - Marie-Pierre SICARD-DESNUELLE - Aïcha SIF - Jean-Marc SIGNES - Laurent SIMON - Monique SLISSA - Marie-France SOURD GULINO - Gilbert SPINELLI - Etienne TABBAGH - Francis TAULAN - Guy TEISSIER - Marcel TOUATI - Martine VASSAL - Amapola VENTRON - Catherine VESTIEU - Anne VIAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - Jean-Louis VINCENT - Yves WIGT - David YTIER - Karima ZERKANI-RAYNAL.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Michel AMIEL représenté par Monique SLISSA - Doudja BOUKRINE représentée par Camélia MAKHLOUFI - Nadia BOULAINSEUR représentée par Gilbert SPINELLI - Michel BOULAN représenté par Francis TAULAN - Romain BRUMENT représenté par Julien BERTEI - Martin CARVALHO représenté par Emilie CANNONE - Martine CESARI représentée par Jean-Pascal GOURNES - Robert DAGORNE représenté par Georges CRISTIANI - Bernard DEFLESSELLES représenté par Patrick GHIGONETTO - Anne-Marie D'ESTIENNE D'ORVES représentée par Claude FERCHAT - Bernard DESTROST représenté par Serge PEROTTINO - Claude FILIPPI représenté par Sophie JOISSAINS - Olivia FORTIN représentée par Sophie GUERARD - Loïc GACHON représenté par Daniel AMAR - Philippe KLEIN représenté par Anne-Laurence PETEL - Sandrine MAUREL représentée par Laure-Agnès CARADEC - Hervé MENCHON représenté par Christine JUSTE - Danielle MENET représentée par Sophie AMARANTINIS - Christian NERVI représenté par Philippe GINOX - Stéphane PAOLI représenté par Gérard BRAMOULLÉ - Julien RAVIER représenté

par Jean-Baptiste RIVOALLAN - Denis ROSSI représenté par David GALTIER - Florian SALAZAR-MARTIN représenté par Gaby CHARROUX - Ulrike WIRMINGHAUS représentée par Jean-Yves SAYAG.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :
Gérard AZIBI - Mireille BENEDETTI - Moussa BENKACI - Nassera BENMARNIA - Sabine BERNASCONI - Christine CAPDEVILLE - Mathilde CHABOCHE - Christian DELAVET - Olivier GUIROU - Anthony KREHMEIER - Jean-Marie LEONARDIS - Bernard MARANDAT - Rémi MARCENGO - Régis MARTIN - Eric MERY - Yves MESNARD - Michel MILLE - André MOLINO - Benoît PAYAN - Eric SEMERDJIAN - Nathalie TESSIER.

Etaient présents et représentés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Solange BIAGGI représentée à 17h07 par Véronique PRADEL - Patrick PAPPALARDO représenté à 17h07 par Safia CHAHID - Guy TEISSIER représenté à 17h07 par Didier REAULT - Maryse RODDE représentée à 17h15 par Daniel GAGNON - François BERNARDINI représentée à 17h15 par Frédéric VIGOUROUX - Hatab JELASSI représentée à 17h15 par Frédéric VIGOUROUX.

Etaient présents et excusés en cours de séance Mesdames et Messieurs :

Eric CASADO à 18h40 - Jean HETSCH à 18h40.

**Commission "Finances, Budget,
patrimoine et administration
générale"**

FBPA 001-8823/20/CM

■ Modalités d'organisation des séances des organes délibérant de la Métropole et des Conseils de Territoire par visioconférence
MET 20/17004/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de faire face à l'épidémie de covid-19 et de respecter les gestes barrières, les séances du Bureau et du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourront se tenir par visioconférence pendant la durée d'application des dispositions de l'ordonnance 2020-391 relative à la tenue par visioconférence durant l'épidémie de covid-19.

Les séances en visioconférence devront garantir :

- L'identification des participants
- L'enregistrement des débats
- L'organisation du scrutin à distance

- La diffusion de la séance sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence

La visioconférence pourra se tenir selon deux procédés :

Les Conseillers métropolitains se réuniront dans différents lieux proposant la visioconférence :

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil de Territoire de Marseille-Provence, la visioconférence se tiendra : au Pharo 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire du Pays d'Aix, la visioconférence se tiendra à la Salle Forum du Technopole de l'Arbois - Avenue Louis Philibert 13100 Aix-en-Provence ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire du Pays Salonais, la visioconférence se tiendra à la Salle CT3 Foch Conseil - 281 boulevard Maréchal Foch 13300 Salon ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire de Pays d'Aubagne et de l'Etoile, la visioconférence se tiendra au Siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Grande salle du rez-de-chaussée - 932 avenue de la Fleuride 13400 Aubagne ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire d'Istres Ouest Provence, la visioconférence se tiendra à l'Hôtel Communautaire - Grande Salle du Rouquier 13800 Istres ;

-Pour les Conseillers métropolitains siégeant au Conseil du Territoire du Pays de Martigues, la visioconférence se tiendra à l'Hôtel de l'Agglomération - Rond-Point de l'Hôtel de Ville 13500 Martigues.

Les séances des organes délibérants pourront également se tenir en visioconférence via l'outil individuel Teams.

Le procédé de visioconférence se verra précisé au sein de la convocation de l'organe délibérant. Dans tous les cas de figure, les Conseillers métropolitains devront être en possession de la tablette numérique fournie par la Métropole le jour de l'installation, cet outil leur permettant de voter.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 10 ;
- L'ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, notamment son article 6 ;
- La loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires, notamment son article 6 ;
- Le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1 ;
- Le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 4.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de réunion des organes délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence par visioconférence pendant la durée d'application des dispositions de l'ordonnance 2020-391, relatives à la tenue par visioconférence durant l'épidémie de covid-19.

Les conseillers métropolitains pourront se réunir dans les différents lieux proposant la visioconférence comme exposés ci-avant ou bien les séances des organes délibérants se tiendront via l'outil Teams. Le procédé de visioconférence se verra précisé au sein de la convocation de l'organe délibérant.

Article 2 :

Dès son ouverture, la séance du Conseil de la Métropole fera l'objet d'une retransmission sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'un

enregistrement destiné à assurer la transcription des débats.

Article 3 :

Le vote des délibérations a lieu au scrutin public. Il sera organisé électroniquement via l'outil Quizz box. Toute demande d'organisation d'un vote à bulletin secret donnera lieu au report du vote à une séance ultérieure organisée en présentiel.

Les Conseillers métropolitains devront être en possession de leur tablette numérique.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 002-8824/20/CM

■ Budget Principal de la Métropole - Etalement de charges exceptionnelles sur plusieurs exercices MET 20/16615/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La crise sanitaire a eu de lourdes conséquences financières pour la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le Budget Transports a été particulièrement impacté. En effet, les recettes tarifaires ainsi que le produit de la fiscalité, au titre du versement mobilité, sont en très forte diminution. Si l'impact définitif n'est pas encore connu, cette perte de recettes est estimée à 89 M€ environ. Dans le même temps, la diminution des dépenses est de 20 M€ environ.

Compte-tenu des résultats antérieurs, il est ainsi nécessaire de verser une subvention d'équilibre complémentaire à ce budget de 49,4 M€.

Afin de permettre au Budget Principal de supporter cette dépense exceptionnelle tant par son origine que par son montant, la Métropole a sollicité, dès le mois d'avril, une dérogation auprès de l'Etat afin de pouvoir mettre en œuvre une procédure dérogatoire d'étalement de charges.

Les associations d'élus et de collectivité ont également milité dans le même sens.

Par circulaire en date du 24 août 2020, l'Etat a ouvert cette possibilité pour les dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire « Covid-19 ». Cette circulaire prévoit que les abondements de subventions d'équilibre aux budgets annexes résultant des effets de la crise sanitaire sont éligibles à un étalement de charges.

Ce mécanisme permet ainsi de financer une dépense de fonctionnement par de l'emprunt via des écritures d'ordre entre les sections de fonctionnement et d'investissement.

Sur les exercices 2021 et suivants il conviendra de mobiliser des ressources de la section de fonctionnement pour financer le remboursement de l'emprunt ainsi consenti.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole de mettre en œuvre un étalement de charges, sur une durée de 5 ans, afin de couvrir la subvention d'équilibre complémentaire de 49 337 286 euros au Budget Annexe des transports. La première échéance de cet étalement de charges impactera le Budget 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La circulaire NOR TERB2020217C du 24 août 2020 portant traitement budgétaire et comptable des dépenses des collectivités territoriales, des groupements et leurs établissements publics liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 ;
- L'état des mandats annexé.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en œuvre de la procédure d'étalement des charges exceptionnelles liées à la gestion sanitaire de la COVID-19.

Article 2 :

Est précisé que la durée d'étalement des charges se fera sur une durée de 5 ans, la première période d'amortissement ayant lieu sur l'exercice 2020.

Article 3 :

Les crédits budgétaires sont inscrits au Budget Principal 2020 sur les imputations suivantes :

En dépenses :

- Section de fonctionnement :
- Dépenses réelles : Chapitre 65, Nature 657341, Fonction 820, Sous-politique A440 ;
- Dépenses d'ordre : Chapitre 042, Nature 68128, Fonction 01, Sous-politique A440.
- Section d'investissement :
- Dépenses d'ordre : Chapitre 040, Nature 4815, Fonction 01, Sous-politique A440.

En recettes :

- Section de fonctionnement :
- Recettes d'ordre : Chapitre 042, Nature 791, Fonction 01, Sous-politique A440.
- Section d'investissement :
- Recettes réelles : Chapitre 16, Nature 1641, Fonction 01, Sous-politique A410 ;
- Recettes d'ordre : Chapitre 040, Nature 4815, Fonction 01, Sous-politique A440.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 003-8825/20/CM

■ Participation du Budget Principal au Budget Annexe transport métropolitain au titre de l'exercice 2020 - Subvention d'équipement MET 20/16646/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En se dotant d'un Agenda Mobilité et d'un Plan Climat, Air, Energie qui constituent deux projets essentiels, la Métropole affirme sa volonté d'être un acteur majeur dans les enjeux de la transition énergétique et écologique.

La mobilité est le sujet métropolitain par excellence. Elle conditionne en effet des sujets comme la productivité et l'attractivité économique, l'accès à l'emploi et aux autres opportunités de la ville pour les plus fragiles, la qualité de vie pour ceux qui subissent congestion, bruit et pollution.

Cette politique se donne le but, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine, et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Ainsi, sur la période 2017-2035, un programme d'investissement d'envergure porte sur :

- une trentaine de lignes urbaines ou d'échelle métropolitaine ;
- 146 km de nouveaux aménagements urbains (métro, tramway, bus, BHNS) à Marseille, Aix-en-Provence,

Aubagne, Miramas, Istres, Martigues, Port-de-Bouc, Les Pennes-Mirabeau, Vitrolles et Marignane ;
- environ 100 km de sites propres autoroutiers ;
- la modernisation de 140 km de voies ferrées ;
- la requalification ou la création d'environ 50 gares routières, pôles d'échanges multimodaux et parcs-relais ;
- la rénovation du réseau du métro marseillais.

En outre, le projet de Plan Climat-Air-Energie de la Métropole Aix-Marseille-Provence vise, d'ici à 2025, à mettre en œuvre des actions concrètes contribuant à répondre à l'urgence climatique et à engager l'ensemble des actions de la Métropole afin de préserver la santé de la population par la réduction des polluants et des nuisances sonores.

Face à ces enjeux majeurs décrits ci-dessus, les investissements nécessaires d'ici 2025 atteignent près de 3,8 milliards d'euros.

Afin de poursuivre ces enjeux, et dans la limite de ses capacités financières, il est proposé que la Métropole attribue une subvention d'équipement du Budget Principal vers le Budget Annexe « Transports métropolitains » qui porte l'essentiel des opérations dédiées à ces équipements. Cette participation s'établit à 17 000 000 euros pour l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° TRA 001-1376/16/CM du 16 décembre 2016 relative à l'approbation de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine ;
- La délibération n° ENV 001-6815/19/CM du 26 septembre 2019 relative à l'approbation du projet Plan Climat Air Energie.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le principe d'une subvention d'équipement versée au Budget Annexe « Transports métropolitains » par le Budget Principal pour l'exercice 2020 pour un montant de 17 millions d'euros. Les crédits correspondants sont inscrits en section d'investissement du Budget Principal.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 004-8826/20/CM

**■ Ajustement de la participation 2020 du budget principal à l'équilibre du budget annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des CT 1, 4 et 6
MET 20/16619/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2016, exercée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a constaté que le produit de la TEOM ne permettait pas d'assurer l'équilibre du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié CT 1, CT 4 et CT 6.

Il a ainsi fixé les participations pour l'exercice 2020 comme suit :

- 7 433 021,09 euros pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- 932 566,00 euros pour le Pays de Martigues ;

Depuis lors, un certain nombre d'événements ont entraîné une dégradation des perspectives financières de ce budget :

- Report de la Redevance Spéciale en 2021 ;
- Ajustement des crédits liés aux ressources humaines liés notamment à la mise en place de la prime COVID ;

Ainsi, il est nécessaire d'ajuster les participations en les fixant comme suit :

- 5 084 239,28 euros pour le Territoire de Marseille Provence – soit une augmentation de 5,08 millions d'euros environ ;
- 8 418 021,00 euros pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile – soit une augmentation de 0,99 millions d'euros environ ;
- 1 372 566,00 euros pour le Pays de Martigues – soit une augmentation de 0,44 millions d'euros environ ;

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 031-7687/19/CM du 19 décembre 2019 relative à la participation 2020 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe "Collecte et Traitement Déchets" des territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 18 novembre 2020 .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est fixée la révision de la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié CT 1, CT 4 et CT 6 au montant maximum inscrit au Budget Principal 2020 soit 14 874 826,28 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal au chapitre 65 nature 657363 fonction 7212 sous-politique A440.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 005-8827/20/CM

**■ Ajustement de la participation 2020 du budget principal à l'équilibre du budget annexe Traitement des Déchets du Territoire Istres Ouest Provence
MET 20/16624/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2016, exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil Métropole a constaté que le produit de la TEOM ne permettait pas d'assurer l'équilibre du Budget Annexe Traitement des Déchets du territoire Istres Ouest Provence.

Il a ainsi fixé sa participation prévisionnelle pour l'exercice 2020 à 11 014 932 euros.

Depuis lors, un certain nombre d'événements ont entraîné une dégradation des perspectives financières de ce budget :

- Augmentation des tarifs sur des nouveaux marchés et prise en compte de nouvelles prestations (primes assurances, transport et traitement des OMR...);
- Ajustement des crédits liés aux ressources humaines liés notamment à la mise en place de la prime COVID ;

Ainsi, il est nécessaire d'ajuster la participation en la fixant 13 292 032,62 euros pour le territoire Istres Ouest Provence – soit une augmentation de 2,28 millions d'euros environ.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- la délibération FAG 027-7683/19/CM du 19 décembre 2019 Participation 2020 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe "Traitement des Déchets" du territoire Istres Ouest Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est fixée la révision de la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre Budget Annexe Traitement des Déchets du territoire Istres Ouest Provence au montant maximum inscrit au Budget Principal 2020 soit 13 292 032,62 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal au chapitre 65 nature 657363 fonction 7212.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 006-8828/20/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2020 du budget annexe des Transports métropolitains
MET 20/16616/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative n°2 est établie selon la nomenclature budgétaire et comptable M43.

Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

En cours d'année, la Présidente peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

La décision modificative n°2 détaillée figure en annexe et présente des inscriptions sur la seule section d'investissement. Elle est équilibrée comme suit :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 016-7672/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 du Budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n°FBPA 025-8295/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la décision modificative n°1 pour 2020 du Budget annexe des Transports Métropolitains ;
- La délibération n°FBPA 027-8632/20/CM du 15 octobre 2020 approuvant le budget supplémentaire 2020 du Budget annexe des transports métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2020 du budget annexe Transports métropolitains, par nature avec présentation fonctionnelle, tel que présentée ci-dessus et détaillée en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 007-8829/20/CM

**■ Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Adoption de la Décision Modificative n°2 de l'exercice 2020 de la Métropole Aix-Marseille Provence
MET 20/16617/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, la Décision Modificative est établie selon la nomenclature budgétaire et comptable M4 pour le budget annexe Marché d'Intérêt National (MIN).

Il est voté par nature.

Sont présentés ci-après les équilibres de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2020 du budget annexe métropolitain suivant :

- MIN ;
- Budget annexe MIN :

Lors de l'élaboration du budget 2020, l'activité du Marché d'Intérêt National devait être gérée dans le cadre d'une régie directe suite à l'annulation de la Délégation de Service Public. Dans le cadre de discussions avec les services de la Préfecture, la Métropole a été autorisée à poursuivre le contrat de DSP en cours.

Il convient, dans le cadre de la DM 2 du budget MIN, de transférer les crédits correspondants à une régie directe, devenus sans objet, afin de permettre la rémunération du délégataire.

Ainsi, les crédits du chapitre 011 sont diminués de 426 418,04 euros et ceux du chapitre 012 de 185 941,96 euros. L'ensemble de ces crédits, soit un total de 612 360 euros, est viré au chapitre 65.

La section d'investissement ne fait l'objet d'aucun ajustement.

Equilibre de la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2020 du budget annexe « MIN » :

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes) 0,00 euros

Il est précisé que les budgets annexes métropolitains Parkings, Crématorium, Réseau de Chaleur, Ports Ouest et GEMAPI ne font pas l'objet d'une nouvelle Décision Modificative.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 015-7671/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le budget primitif 2020 des budgets annexes métropolitains ;
- La délibération n° FBPA 026-8296/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la DM n°1 des budgets annexes métropolitains ;

- La délibération n°FBPA 007-19/11/20 CM du 15 octobre 2020 approuvant le Budget Supplémentaire des budgets annexes métropolitains.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 2 de l'exercice 2020 du budget annexe métropolitain MIN par nature, telle que présentée ci-dessus et détaillée en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 008-8830/20/CM

**■ Budget Annexe de la Régie d'Action Sociale Istres - Ouest Provence 2020 - Adoption de la Décision Modificative n°1
MET 20/16618/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En cours d'année, la Présidente peut présenter à l'assemblée délibérante une ou plusieurs décisions modificatives. Elles permettent d'ajuster les prévisions budgétaires en recettes et/ou en dépenses et de prendre en compte ainsi des éléments nouveaux, non intégrés dans les documents budgétaires précédents.

Afin de permettre l'exécution de diverses dépenses en section de fonctionnement sur le budget annexe Régie Action Social, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver la décision modificative n° 1 suivante :

- Budget annexe «Régie Action Sociale» :

Dépenses de fonctionnement :

- Chapitre 011 – Charges à caractère général pour un montant de -28 000 €
- Chapitre 012 – Charges de personnel et frais assimilés pour un montant de -13 455 €
- Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante pour un montant de 41455 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation de la République ;
- La délibération FAG 0227678/19/CM approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- La lettre des saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire Istres-Ouest-Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la Décision Modificative n° 1 de budget annexe Régie Action Sociale du territoire Istres-Ouest-Provence chapitre par chapitre tels qu'ils sont présentés ci-dessus.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 009-8831/20/CM

■ Enregistrement des créances éteintes sur le Budget Principal et les Budgets Annexes MET 20/16628/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques du Centre des Finances Marseille Municipal et Métropole Aix-Marseille-Provence a transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence 9 listes de créances irrécouvrables pour les budgets Principal et Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le Comptable demande un apurement de ses comptes par l'enregistrement de créances éteintes des titres n'ayant pas reçu un dénouement financier favorable pour la Métropole, soit un montant total de 80 845,71 euros. Au vu des moyens mis en œuvre par le Comptable en termes de recouvrement et des retours non concluants et de l'irrecevabilité issue de

différentes décisions juridiques, il est proposé d'admettre en créances éteintes la totalité des titres concernés.

Ces sommes se décomposent comme suit :

- Budget Principal : 1 liste pour un montant de 100,06 euros ;
- Budget Annexe Transport métropolitain: 1 liste pour un montant de 673,20 euros ;
- Budget Annexe Ports de Plaisance du Territoire Marseille Provence: 1 liste pour un montant de 6 419,53 euros ;
- Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence : 2 listes pour un montant de 66 575,59 euros ;
- Budget Annexe Régie Assainissement du Pays de Martigues: 1 liste pour un montant de 4 079,59 euros ;
- Budget Annexe Régie Eau du Pays de Martigues: 1 liste pour un montant de 121,87 euros ;
- Budget Annexe Crématorium Métropole : 1 liste pour un montant de 769,46 euros ;
- Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire du Pays d'Aix : 1 liste pour un montant de 2 106,41 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les listes remises par le Comptable.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que ces créances sont définitivement éteintes, il convient de procéder à la régularisation auprès de Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques du

Centre des Finances Marseille Municipal et Métropole Aix-Marseille-Provence par une proposition de mandatement,

Délibère

Article 1 :

Sont enregistrées les créances éteintes listées par budget ci-dessous :

- Budget Principal : 1 liste pour un montant de 100,06 euros ;
- Budget Annexe des Transports métropolitains : 1 liste pour un montant de 673,20 euros ;
- Budget Annexe Ports de Plaisance du Territoire Marseille Provence: 1 liste pour un montant de 6 419,53 euros ;
- Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence : 2 listes pour un montant de 66 575,59 euros ;
- Budget Annexe Régie Assainissement du Territoire du Pays de Martigues: 1 liste pour un montant de 4 079,59 euros ;
- Budget Annexe Régie Eau du Territoire du Pays de Martigues: 1 liste pour un montant de 121,87 euros ;
- Budget Annexe Crématorium Métropole : 1 liste pour un montant de 769,46 euros ;
- Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire du Pays d'Aix : 1 liste pour un montant de 2 106,41 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires s'élevant à 80 845,71 euros (quatre-vingt mille huit cent quarante-cinq euros et soixante et onze centimes) sont prévus au budgets principal, au budget annexe Collecte et Traitement des déchets du Territoire Marseille Provence, au budget annexe Ports de plaisance du Territoire Marseille Provence, au budget annexe des Transports Métropolitains, au budget annexe Collecte et Traitement des déchets du Territoire du Pays d'Aix, au budget annexe Crématorium Métropole, au budget annexe Régie Assainissement du Territoire du Pays de Martigues et au budget annexe Régie Eau du Territoire du Pays de Martigues de l'exercice 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence au chapitre 65, nature 6542.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 010-8832/20/CM

■ Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Clôture d'Autorisations de Programme MET 20/16315/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La gestion en Autorisations de Programme et Crédits de Paiements (AP/CP) des dépenses d'investissement a été mise en œuvre dès la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Les AP/CP servent de support à la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) de la Métropole.

Il est nécessaire, à intervalles réguliers, d'actualiser le stock des AP/CP. Cela permet de rationaliser l'encours des investissements et d'afficher, au plus juste dans la gestion, le reste à exécuter des opérations que la Métropole Aix-Marseille Provence devra financer dans les prochaines années.

Dans ce cadre, il convient de prendre une délibération qui permet d'acter la clôture des opérations d'investissements terminées à hauteur des dépenses effectivement constatées, étant précisé qu'aucune autre dépense ne sera réalisée et de sortir du stock d'AP/CP les projets qui ne se réaliseront pas ou qui font doublon avec une autre opération.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

-Aix Pioline Bastide Verdache DI350AP3

Montant de l'AP : 1 100 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 0.00 € T.T.C.

CP non ventilés : 1 100 000 € T.T.C

-Plan de Campagne T1 Beaume Baragne + T2 RD6 DI335bAP

Montant de l'AP : 362 776 € T.T.C.

Montant réalisé : 51 253.50 € T.T.C.

CP non ventilés : 311 522.50 € T.T.C.

-Parking persuasion Peyrnier DI625AP

Montant de l'AP : 1 065 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 575 000 € T.T.C.

CP non ventilés : 490 000 € T.T.C.

-Sub « Pôle de compétitivité » convention FUI 2014/2016 DI384AP5

Montant de l'AP : 500 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 462 557 € T.T.C.

CP non ventilés : 37 443 € T.T.C.

-Résorption points noirs bruit – CPER 2015/2020 DI259AP2

Montant de l'AP : 1 000 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 104 284.88 € T.T.C.

CP non ventilés : 895 715.12 € T.T.C.

-Bâtiments administratifs : performance énergétique et signalétique DI441

Montant de l'AP : 350 000 € T.T.C.

Montant réalisé : 183 289.23 € T.T.C.

CP non ventilés : 166 710.77 € T.T.C.

-Gros entretien Renouvellement matériel technique DI463

Montant de l'AP : 844 000 € T.T.C.
Montant réalisé : 449 463.92
CP non ventilés : 394 536.08 € T.T.C.

-Gros entretien Renouvellement Piscine DI4612

Montant de l'AP : 950 000 € T.T.C.
Montant réalisé : 254 894.64 € T.T.C.
CP non ventilés : 695 105.36 € T.T.C.

-Piscine Gardanne : mise en conformité accessibilité DI46025A

Montant de l'AP : 550 000 € T.T.C.
Montant réalisé : 449 867.43 € T.T.C.
CP non ventilés : 100 132.57 € T.T.C.

-Subvention Fondation Vasarely DI457AP

Montant de l'AP : 783 000 € T.T.C.
Montant réalisé : 740 627.09 € T.T.C.
CP non ventilés : 42 372.91 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de procéder à la mise à jour du stock des AP/CP.

- Qu'il convient de clôturer les opérations terminées et d'annuler celle n'ayant pas connu de début d'exécution.

Délibère

Article unique :

Est approuvée la clôture des opérations d'investissement ci-dessus.
Sont annulés les montants résiduels des opérations d'investissement concernées.

FBPA 011-8833/20/CM

**■ Approbation du principe de compensation financière pour l'occupation de locaux par des services administratifs du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du budget principal au budget annexe "Entreprises"
MET 20/16516/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire sur le territoire Istres-Ouest Provence d'un parc locatif industriel et commercial constitué de bureaux, d'ateliers et de pépinières d'entreprises. Ce patrimoine immobilier et la gestion qui s'y rattache sont affectés au budget annexe "Entreprises" du Territoire Istres-Ouest Provence. Il est constitué d'un total de 3 229,47 m² de bureaux, 8 971 m² d'ateliers répartis sur les communes d'Istres, Miramas, Fos-sur-Mer, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Cornillon-Confoux et a vocation à être loué à des entreprises.

Or, certains services administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence exerçant leurs missions sur le territoire Istres-Ouest Provence et relevant du budget principal de la Métropole occupent des locaux de cet ensemble immobilier pour une surface totale de 1 377,19 m² de bureaux, grevant ainsi le budget annexe "Entreprises".

Afin de respecter le principe de sincérité budgétaire, il est nécessaire d'évaluer le montant de la compensation financière que représente l'occupation de ces locaux par les services administratifs de la Métropole.

La valorisation de cette occupation est calculée sur la base des loyers moyens appliqués sur les baux commerciaux ou professionnels de ces mêmes bâtiments, des charges sur les parties communes et de l'application de la quote-part de la taxe foncière des locaux occupés.

Le détail des services administratifs concernés, des surfaces, du montant des loyers et des charges figure en annexe de la présente délibération. Le montant de

la compensation financière s'élève à 232 972,83 € TTC au titre de l'exercice 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés le principe de l'occupation de locaux par des services administratifs du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, ainsi que celui du versement par le budget principal d'une compensation financière au budget annexe « Entreprises » au titre de cette occupation.

Article 2 :

La compensation financière à verser au titre de l'année 2020 s'établit à 232 972,83 euros TTC.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal et au budget annexe "Entreprises" de la Métropole. La compensation financière fera l'objet de l'émission d'un titre de recette au budget annexe "Entreprises", chapitre 70, nature 7087, "Remboursement de frais par la collectivité de rattachement" et d'un mandat de paiement du budget principal de la Métropole, chapitre 011, nature 62872, "Remboursement de frais aux budgets annexes et aux régies".

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 012-8834/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "participation financière au service d'incendie et de secours - SDIS des Bouches-du-Rhône - Exercice 2020" MET 20/16631/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu des dispositions des articles L5217-22 et L5218-2 du code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce, en lieu et place de ses communes membres, la compétence de « service d'incendie et de secours » et contribue à ce titre au budget de l'établissement public du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).

Si aucune disposition législative ou réglementaire ne permet au SDIS des Bouches du Rhône d'exiger des collectivités une participation directe à ses opérations d'investissement, rien n'interdit en revanche à un EPCI compétent en matière de « service d'incendie et de secours » d'apporter un financement supplémentaire au SDIS sous forme de subventions.

Le SDIS des Bouches du Rhône a lancé dès 2019 un projet portant sur la rénovation et l'amélioration de son patrimoine et de ses équipements.

Dans le cadre de son programme d'investissement – Année 2020, le SDIS a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une nouvelle demande de subvention d'équipement à hauteur de 700 000 euros.

Ce programme doit permettre, sur le territoire métropolitain, la réalisation de travaux relatifs à la rénovation et l'aménagement des bâtiments du SDIS (Etat-major, centre de formation, groupements, centres de secours notamment) et VRD associées, ainsi que les acquisitions, ou le renouvellement d'équipements et matériels nécessaires au bon fonctionnement de ses différents sites.

Les principaux objectifs poursuivis visent à :

- Réaliser des aménagements en faveur du plan de « féminisation » ;
- Garantir de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité des personnels au sein des casernements ;
- Développer les écoles de Jeunes Sapeurs-Pompiers ;
- Sécuriser les casernements pour garantir la continuité de service pour les appels d'urgence de proximité et renforcer la sûreté des sites (vidéosurveillance, accessibilité, automatisation des systèmes d'ouvertures notamment) ;
- Rénover les sites concernés avec un axe de développement durable pour réaliser des économies d'énergie.

A cet effet, une opération d'investissement 2019004200 « Participation financière au Service

d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône » a été créée en 2019 pour un montant de 1.000.000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans l'autorisation de programme 190182BP du programme 18 2 « Service d'incendie et de secours » de la Métropole.

Compte tenu de l'avancée des réalisations, il est proposé de réviser et d'affecter cette opération pour un montant complémentaire de 700 000 euros relatifs au programme 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant de 700 000 euros de l'opération d'investissement 2019004200 « Participation financière au Service d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône » afin de permettre la réalisation du programme 2020 ;
- Qu'il est nécessaire à l'exercice budgétaire concerné d'inscrire les crédits de paiement y afférant.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2019004200 « Participation financière au Service d'Incendie et de Secours des Bouches du Rhône », pour un montant de 700 000 euros, enregistrée dans l'autorisation de programme 190182BP du programme 18 2 « Service d'incendie et de secours » de la Métropole.

Le montant total de l'opération après révision est porté à 1 700 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal Métropolitain selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée qui s'établit comme suit :

- Mandaté sur exercices antérieurs : 1 000 000 euros.
- CP 2020 : 700 000 euros.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 013-8835/20/CM

**■ Attribution d'une subvention d'équipement au Service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône - Exercice 2020 - Programme d'investissement sur les infrastructures
MET 20/16633/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le SDIS des Bouches du Rhône a lancé dès 2019 un projet portant sur la rénovation et l'amélioration de son patrimoine et de ses équipements.

Dans le cadre de son programme d'investissement – Année 2020, le SDIS a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de subvention d'équipement à hauteur de 700 000 euros.

Le coût total prévisionnel du programme d'investissement 2020 est d'un montant de 1 691 348.72 euros hors taxe, pour une dépense subventionnable de 1 000 000.00 euros hors taxe. Le taux de financement est de 70% de la dépense subventionnable.

Ce programme doit permettre, sur le territoire métropolitain, la réalisation de travaux relatifs à la rénovation et l'aménagement des bâtiments du SDIS (Etat-major, centre de formation, groupements, centres de secours notamment) et VRD associées, ainsi que les acquisitions, ou le renouvellement d'équipements et matériels nécessaires au bon fonctionnement de ses différents sites.

Les principaux objectifs poursuivis par le SDIS visent à :

- Réaliser des aménagements en faveur du plan de « féminisation » ;
- Garantir de meilleures conditions d'hygiène et de sécurité des personnels au sein des casernements ;
- Développer les écoles de Jeunes Sapeurs-Pompiers ;
- Sécuriser les casernements pour garantir la continuité de service pour les appels d'urgence de

proximité et renforcer la sûreté des sites (vidéosurveillance, accessibilité, automatisation des systèmes d'ouvertures notamment) ;

- Rénover les sites concernés avec un axe de développement durable pour réaliser des économies d'énergie.

Il est dans ce cadre rappelé qu'en vertu des dispositions des articles L5217-22 et L5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en lieu et place de ses communes membres, la compétence « Service d'Incendie et de Secours » et qu'à ce titre elle contribue au budget du SDIS.

Si aucune disposition législative ou réglementaire ne permet au SDIS d'exiger des collectivités une participation directe à ses opérations d'investissement, rien n'interdit en revanche à un EPCI compétent en matière de « service d'incendie et de secours » d'apporter un financement supplémentaire au SDIS sous forme de subventions.

Enfin, conformément à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020, le bénéficiaire de subvention doit déposer sa demande avant le commencement d'exécution du projet en question.

Par défaut, une dérogation du Conseil Métropolitain est nécessaire pour permettre la prise en charge de dépenses préalables à l'attribution de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'équipement au profit du Service Départemental d'Incendie et de Secours des Bouches-du-Rhône d'un montant maximum de 700 000 euros.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au versement de la subvention d'équipement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document afférent.

Article 4 :

Par dérogation à l'article 53 du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM en date du 31 juillet 2020, les dépenses de l'exercice 2020 préalables à l'attribution de la subvention, pourront être prises en charge.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal métropolitain, chapitre opération 2019-00-42-00.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 014-8836/20/CM

■ Rapport 2020 sur la situation 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de Développement Durable MET 20/16012/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle2 », soumet les collectivités territoriales et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants, à la présentation préalablement au Débat d'Orientation Budgétaire,

d'un rapport sur la situation interne et territoriale en matière de développement durable.

Depuis deux ans, le Rapport Annuel de Développement Durable (RADD) portant sur l'année précédente, est élaboré sur la base des Objectifs de Développement Durable (ODD), tel que le préconise la feuille de route de l'état français, dans son engagement en faveur de l'Agenda 2030.

Depuis 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté le programme de développement durable à l'horizon 2030, intitulé Agenda 2030. Il s'agit d'un manifeste pour les populations, pour la planète, pour la prospérité et pour la paix. Il porte une vision de transformation du monde en éradiquant la pauvreté et en assurant sa transition vers un développement durable. Il porte également une attention particulière sur les problématiques de changement climatique, pour lesquelles il est nécessaire d'agir rapidement et efficacement. Les outils d'évaluation de cet Agenda sont les 17 Objectifs de Développement Durable.

Pour sa part et afin d'atteindre les objectifs définis dans l'Agenda 2030, l'état français a préconisé une feuille de route, qui prône notamment, le traitement des Rapports Annuels de Développement Durable, via les ODD. A l'instar de l'OCDE ou du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'est inscrite dans cette dynamique.

Ces 17 ODD ont pour objectif d'aider les collectivités à mieux cerner les grands enjeux en disposant d'une grille de lecture et d'évaluation des politiques publiques, les incitant à plus d'ambition dans les domaines concernés.

L'intérêt du traitement par les ODD du Rapport Annuel de Développement Durable est d'apporter une vision croisée de l'efficacité des politiques engagées par la collectivité. Ainsi pour démontrer comment la Métropole lutte contre la pauvreté, sont mises en perspectives, toutes les actions déclinées dans le domaine de cohésion sociale, de la politique de la ville, du logement, de l'aménagement, de l'insertion et de l'emploi. Ce traitement offre une image plus précise de l'action globale et montre comment les différents dispositifs se complètent et se renforcent mutuellement.

En 2019, le RADD portant sur l'année 2018, avait présenté 120 actions. L'édition 2020 portant sur l'année 2019 en recense près de 170. C'est surtout la qualité des actions qui sont présentées, qui démontre l'avancée de la Collectivité en matière de développement durable. En effet, on note une plus grande ambition des actions et démarches, avec une prise en compte de l'environnement plus prégnante. Economie de ressources, réduction des nuisances, mais également développement de l'économie circulaire ou sociale et solidaire, réduction des inégalités, intégration des personnes handicapées, actions en faveur de l'éducation à l'environnement,

sont maintenant des enjeux qui sont davantage pris en compte, quel que soit le domaine de compétence.

L'intégration du développement durable dans les pratiques se ressent notamment dans le cadre des grands schémas métropolitains : l'aménagement du territoire, la gestion des espaces urbains et naturels, la gestion des ressources, de l'énergie, les transports et déplacements, les déchets, ...

C'est une évolution qui tend à essaimer dans toutes les compétences et qui démontre, d'année en année, une plus grande ambition de la collectivité. En 2019, on note de manière très significative, une croissance très forte des actions portées par la cohésion sociale.

En ce qui concerne la démarche de collectivité exemplaire, la Métropole développe un grand nombre d'initiatives qui tend à réduire l'impact de ses actions. Du verdissement de son parc auto, à la mise en place du SPASER (Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables), du guide l'aménagement durable, en passant par la multiplication des économies de flux, nombreuses sont les démarches qui tendent à rendre l'action de la Métropole, plus responsable.

Pour mémoire, les 17 ODD sont :

- 1 : Eradiquer de la pauvreté sous toutes ses formes
- 2 : Faire disparaître la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable pour un accès pour tous à une alimentation de qualité
- 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge
- 4 : Assurer l'accès de tous à l'éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
- 5 : Parvenir à l'égalité entre les sexes
- 6 : Garantir l'accès généralisé à l'eau potable et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
- 7 : Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables, modernes et à coût abordable
- 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous et une croissance économique durable
- 9 : Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation
- 10 : Réduire les inégalités
- 11 : Faire en sorte que toutes les villes, communautés et établissements humains soient ouverts à tous, résilients et durables
- 12 : Etablir des modes de consommation et de production responsables et durables
- 13 : Prendre d'urgence les mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
- 14 : Conserver et exploiter de manière durable, les océans, les mers, les ressources marines et la biodiversité aquatique

15 : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de manière durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité terrestre

16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du Développement Durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

17 : Renforcer les moyens de mettre en œuvre les partenariats pour la réalisation des objectifs Développement Durable

Le rapport Annuel de Développement Durable portant sur l'année 2019 est annexé au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2011-687 du 17 juin 2011, pris en application de l'article 255 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle2 ».

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Rapport Annuel de Développement Durable est une obligation réglementaire et qu'il doit être présenté au moment du débat d'orientation budgétaire.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Rapport 2020 sur la situation 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence en matière de développement durable.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 015-8837/20/CM

■ Rapport et débat sur les orientations budgétaires de l'exercice 2021

MET 20/16220/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les dispositions des articles L.2312-1, L.5211-36 et L.5217-10-4 du Code Général des Collectivités

Territoriales prévoient que doit se dérouler, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget primitif, un débat sur les orientations budgétaires de l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil de la Métropole un débat sur les orientations générales du budget 2021 sur la base du rapport ci-joint qui fera l'objet d'une présentation en séance.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments de présentation des orientations budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice 2021 contenus dans le rapport joint

Délibère

Article unique :

Est pris acte de la tenue du débat sur les Orientations Budgétaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence

pour l'exercice 2021, fondé sur le rapport de présentation ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 016-8838/20/CM

■ Dotation de Gestion 2021 des Territoires - Information MET 20/16614/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article L.5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'à ses articles 5218-8-1 et 5218-8-2 qui précisent le cadre général de la dotation de gestion affectée aux territoires, Madame la Présidente de la Métropole a consulté les Présidents de Territoire par lettre du 15 octobre 2020 sur le montant de la dotation de gestion de leurs territoires respectifs pour l'exercice 2021.

A l'issue de cette consultation, le Conseil de la Métropole est informé par sa Présidente du montant total des crédits que cette dernière propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2021.

Le montant des dotations qu'il est envisagé d'attribuer sur cette base à chaque Conseil de Territoire est notifié au Président du Conseil de Territoire par Madame la Présidente du Conseil de Métropole de façon à ce que chaque Conseil de Territoire puisse ensuite élaborer et adopter son état spécial de territoire en équilibre réel au sens de l'article L. 1612-4 sur la base de ses dotations de fonctionnement et d'investissement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est pris acte du montant total des crédits de 435 052 000 euros que Madame la Présidente du Conseil de la Métropole se propose d'inscrire au titre des dotations de gestion des territoires au budget de la Métropole pour l'exercice 2021, montant se décomposant en 129 799 000 euros pour les dotations de fonctionnement et 305 253 000 euros pour les dotations d'investissement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 017-8839/20/CM

■ Liste complémentaire des associations et fondations exonérées de versement mobilité pour l'année 2021 MET 20/16581/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité (AOM), la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit le produit du versement mobilité collecté par les organismes de recouvrement de la sécurité sociale (URSSAF). Les redevables du versement mobilité sont les employeurs publics et privés d'au moins onze salariés installés sur son territoire. Le montant acquitté par chaque employeur résulte du produit du taux de 2% adopté par la Métropole Aix-Marseille-Provence et des rémunérations soumises à cotisations de la sécurité sociale.

L'article L. 2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), qui institue ce versement exonère les fondations et associations, sous réserve qu'elles respectent strictement trois conditions cumulatives :

- la reconnaissance d'utilité publique ;
- le but non lucratif ;
- et le caractère social de l'activité.

Ces conditions ont été précisées par la jurisprudence et plus particulièrement concernant le caractère social de l'exercice de l'activité. Le caractère social s'apprécie notamment par le biais de plusieurs critères tels que :

- la nature des actions menées à l'égard d'un public spécifique (public fragile, en difficulté et infortuné) et de leur prépondérance budgétaire au sein de l'activité de l'établissement ;
- le large recours au bénévolat ;

- la modicité tarifaire ;
- la provenance extérieure des financements (donations, legs, subventions) ;
- la non-compensation quasi-totale des charges par un organisme public (prix de journée, dotation globale de financement établie par convention).

Conformément à la réglementation, cette liste doit faire l'objet d'une révision annuelle pour prendre en compte l'évolution de la situation de chaque établissement des associations et fondations concernées, et assurer une égalité de traitement entre tous les contribuables. A ce titre, l'ensemble des établissements exonérés ont été contactés pour mettre à jour leur dossier et apporter toutes les précisions sur leur situation. Il est précisé que l'ensemble des documents et informations nécessaires à l'instruction des demandes doivent être fournis par les associations et fondations pour qu'elles puissent bénéficier d'une exonération de versement mobilité.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de la séance du 15 octobre 2020 l'exonération de versement transport d'un établissement pour l'année 2021 :

- Association des Paralysés de France, SIRET : 775 688 732 06068, pour son établissement se situant au 279 avenue de la Capelette 13010 Marseille.

L'analyse des dossiers reçus a permis de constater qu'un autre établissement respecte les conditions cumulatives ouvrant droit à l'exonération de versement mobilité :

- Les Petits Frères des Pauvres, SIRET : 775 680 259 00485, pour son établissement se situant au 5 impasse Le Manier 13012 Marseille.

Toute demande nouvelle conforme aux conditions légales fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

L'établissement suivant est exonéré du versement mobilité pour l'année 2021:

Les Petits Frères des Pauvres, SIRET : 775 680 259 00485, pour son établissement se situant au 5 impasse Le Manier 13012 Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 018-8840/20/CM

**■ Révision des tarifs contractuels et de la contribution forfaitaire annuelle de la délégation de service public par affermage pour le Centre des Congrès Agora à Aubagne
MET 20/16256/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société SEMAGORA, l'exploitation et la commercialisation du Centre des Congrès AGORA situé sur la commune d'Aubagne par contrat d'affermage.

La durée du contrat est de 10 ans. Il a pris effet le 1^{er} janvier 2012 et prendra fin le 31 décembre 2021.

L'article 27 du contrat d'affermage stipule que les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année par la formule suivante :

$$P = P0 \frac{SYN}{SYN0}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé des prestations exécutées,
P0 = prix prévu dans le contrat au mois "zéro" (janvier 2012),
SYN = indice SYNTEC connu au moment de la révision (août 2020) soit 270,1,
SYN0 = même indice que le précédent au mois zéro (janvier 2012) soit 238,60.

Les tarifs et la contribution forfaitaire annuelle ainsi révisés doivent recueillir l'approbation de l'assemblée délibérante avant leur entrée en vigueur. C'est l'objet de la présente délibération.

Ainsi, la nouvelle grille tarifaire usagers, avant et après révision, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, la contribution forfaitaire annuelle au titre de la réservation des salles au profit de l'autorité affermante est fixée à 445 220 € HT en application de l'article 24-3 du contrat d'affermage (dont 84 000 € HT de compensation financière pour la mise à disposition du personnel du délégataire non indexé).

Ce contrat a fait l'objet d'un avenant N°1 ayant pour objet la modification du volume de réservation des locaux au profit de l'autorité affermante approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, entraînant une augmentation de 71 820 € HT de la contribution annuelle.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle modifiée par l'avenant N°1 passe donc de 445 200 € HT à 517 040 € HT. La contribution forfaitaire étant indexée dans les conditions prévues à l'article 27 du contrat d'affermage précédemment énoncées, il en résulte une hausse de 57 169,99 € HT de la contribution annuelle au 1^{er} janvier 2021. La contribution actualisée au 1^{er} janvier 2021 est de 574 209,99 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'affermage pour la gestion du Centre des Congrès AGORA à Aubagne en date du 23 décembre 2011 conclu avec la SEMAGORA ;
- L'avenant N°1 au contrat, approuvé par la délibération N° FAG 008-1288/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'obligation de réviser les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire de la délégation de service public au 1^{er} janvier de chaque année.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision des tarifs contractuels du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 suivant l'annexe jointe.

Article 2 :

Est approuvée la révision de la contribution forfaitaire du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 pour un montant de 574 209,99 euros HT.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire, en section de fonctionnement, en dépenses au chapitre 011 sur la nature 611.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 019-8841/20/CM

**■ Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie
MET 20/16573/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence (n° FAG 013-1016/16/CM en date du 17 octobre 2016) et le Département du Var (n°A9 du 27 octobre 2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département du Var et accepté par la Métropole Aix-Marseille-Provence est organisé par une convention cadre annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales varoises concernées, sont la RD560, la RD85 et la RD480 en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie uniquement (soit un linéaire de 2,9 kilomètres).

Par cette convention cadre n°2017-116 signée le 27 décembre 2016, et son premier avenant qui est intervenu le 30 mars 2017, les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département du Var à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que les voies proposées au transfert ont été déterminés.

En parallèle, une convention de gestion a été approuvée par délibération n° FAG 079-1359/16/CM lors du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1er janvier 2017 et le 1er janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète les compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » sur l'ensemble de son territoire.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » au 1er janvier 2020 pour les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur ancien établissement public intercommunal. Cette prorogation a impliqué la signature, le 16 janvier 2018, d'un premier avenant à la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Département du Var afin d'y mentionner une prolongation d'égale durée soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Les voiries communales qui devaient être transférées la Métropole au 1er janvier 2020, devaient également bénéficier de modalités de gestion transitoires en étant confiées en gestion aux communes durant une année. Cette disposition avait nécessité de prolonger la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Département du Var d'une période transitoire d'égale durée soit jusqu'au 31 décembre 2020. Pour ce faire, un deuxième avenant à cette convention a été signé le 17 décembre 2019.

Cependant, par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » au 1er janvier 2023 pour les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur ancien établissement public intercommunal.

Cette disposition nécessite de prolonger la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au Département du Var afin de garantir la continuité du service public et assurer la gestion des routes métropolitaines, anciennement départementales, situées sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Var sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La délibération n°FAG 079-1359/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales -Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires

d'organisation de la compétence Voirie (avenant n°1 à la convention cadre et convention de gestion) ;

- La délibération n°FAG 098-3117/17/CM du 14 décembre 2017 conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie (avenant n°2 à la convention cadre) ;
- La délibération n°FAG 097-3116/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur le Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La délibération n° FAG 044-7082/19/CM du 24 octobre 2019 portant sur le Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » au 1er janvier 2023 pour les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal.
- Que la convention de gestion n°17/0220, établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département du Var, confie provisoirement à ce dernier la gestion des 2,9 km de voiries métropolitaines issues du transfert des voiries départementales du Var pendant une période transitoire dont l'échéance correspond à la date de transfert des compétences communales sus mentionnées.
- Que la convention de gestion n°17/0220, arrivant à échéance le 31 décembre 2020, nécessite par conséquent d'être prolongée.

- Que la convention cadre n°2017-116, modifiée par son avenant n°2, dispose que la convention de gestion n°17/0220 peut être renouvelée annuellement.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de gestion n°17/0220 dont l'objet est de proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2021, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 020-8842/20/CM

**■ Créations, définitions, ajustements, modifications d'emplois dans le cadre des besoins des services
MET 20/16636/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Pour assurer l'adéquation des emplois avec les besoins de fonctionnement de la Collectivité et permettre d'intégrer les compétences professionnelles nécessaires à l'accomplissement des missions métropolitaines, il est proposé de créer, de modifier, d'ajuster et de définir l'ensemble des postes mentionnés ci-après

Cependant, Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
- Décret n°2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels (pris pour l'application de l'article 32 I de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 : Création d'emplois permanents à temps complet

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations d'emplois budgétaires, à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire de Marseille Provence

- **Pôle Propreté, Cadre de Vie, Valorisation des Déchets**

Quatre emplois de surveillant de travaux, (postes N°32882 à 32885) à la direction propreté et cadre de vie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux. Description du poste : Assurer le contrôle des sous-

traitants, jusqu'à la réception du véhicule réparé, participer à l'élaboration des marchés et des budgets.

Deux emplois d'agent de gestion, (postes N°32880 à 32881) à la direction innovation prospective et partenariat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi de la gestion des dossiers administratifs et financiers des redevables.

Quatre emplois ASVP éco-animateur, (postes N°32877 à 32879) à la direction innovation prospective et partenariat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre la politique du Conseil de Territoire Marseille Provence dont l'arrêt de la collecte dans certaines zones et mise en œuvre de la nouvelle réglementation de la redevance spéciale. Informer les professionnels sur leurs obligations et la gestion de leurs déchets : verbalisation, le non-respect des règlements de la collecte et de la redevance spéciale (agent assermenté).

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget

Dix emplois d'assistants de gestion spécialisés, (postes n°27989, 28455 à 2846, 32932 à 32934) à la direction gestion et exécution financière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Assurer l'enregistrement et le suivi financiers des marchés publics Contrôler et émettre des liquidations Intégrer des factures chorus dans l'outil financier Contrôler et émettre des liquidations Intégrer des factures chorus dans l'outil financier. Profil : expérience souhaitée en gestion comptable et financière.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines

Un emploi de conseiller handicap (Autres fonctions A), (poste N°26611) à la direction Accompagnement et qualité de vie au travail, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Participer au développement de la politique handicap Métropolitaine dans l'accompagnement et la sensibilisation des agents.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale

Trois emplois d'agent de maintenance, (postes N°32937, 32938, 32939), à la direction maîtrise d'ouvrage et ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Maintenir en état de fonctionnement et effectuer les travaux dans un ou plusieurs corps de métiers du bâtiment, en suivant des directives ou d'après des documents techniques. Suivre les prestations d'une

entreprise. Organiser son chantier. Être polyvalent avec une spécialité plomberie.

Article 2 : Création d'emplois permanents à temps non complet

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires au fonctionnement des services, sont approuvées les créations d'emplois budgétaires, à temps non complet.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Un emploi de conseiller technique, (poste N°32903) à temps non complet (5 heures 15 mn hebdomadaire, par référence au cadre d'emplois des administrateurs territoriaux). Descriptif du poste : Sous l'autorité directe du DGS de territoire, assure un rôle d'appui aux communes : Pilote, développe et accompagne une politique de valorisation patrimoniale communale et contribue à sa mise en œuvre. Apporte aux communes des éléments d'aide à la décision et de coordination des projets engagés. Profil Bac+5.

Article 3 : Modification et ajustements d'emplois à temps complet

Afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, il est nécessaire de modifier, de réajuster et de définir les postes à temps complet, ne donnant pas lieu à la création d'emplois budgétaires.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour la Direction Générale Adjointe Développement Urbain et Stratégie Territoriale

Un emploi de chargé de mission, (poste N°26267), à la direction opérationnelle de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Coordonner et animer la mise en œuvre par les services de la Direction Opérationnelle de l'Habitat et de la rénovation urbaine des dispositifs opérationnels de renouvellement urbain et de lutte contre l'habitat indigne et dégradé sur la commune de Marseille et comportant plusieurs axes prioritaires. Profil : Ingénieur, master 2 en urbanisme ou politiques publiques d'aménagement et de développement territorial.

Un emploi de conseiller technique, (poste N°32875) au sein de la Direction Générale Adjointe, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Collaborer avec les diverses institutions et partenaires extérieurs de la DGA. Mettre en œuvre les orientations stratégiques. Proposer et mettre en œuvre des outils de suivi, d'observations et d'évaluations des dispositifs. Profil : Bac+5.

Un emploi de conseiller technique, (poste N°28820) au sein de la Direction Générale Adjointe, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Le Conseiller Technique est chargé de secondar le DGA dans l'ensemble des missions fonctionnelle et stratégique de la politique insertion, emploi et ESS en y apportant son expertise en vue à la fois d'y apporter des réponses et de rechercher une cohérence et une convergence des différentes politiques publiques qui s'exercent sur le territoire métropolitaine (en interne et en externe), destiné à en améliorer l'efficacité et l'efficacité. Il participe à l'élaboration, la co-construction, dans le cadre de la dynamique partenariale avec les territoires composants l'Établissement et les collectivités territoriales compétentes, du schéma directeur dans les domaines de l'insertion, l'emploi, l'économie sociale et solidaire. Profil : Bac+5.

Un emploi de chef de service, (poste N°32874) à la direction du foncier et patrimoine, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Connaître le patrimoine métropolitain – Élaborer et mettre en œuvre la politique patrimoniale de la métropole – Coordonner la réponse aux diverses sollicitations portant sur le patrimoine – Procéder à la location ou à la mise à disposition de biens. Profil : Bac+5.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°28884) au de la Direction Générale Adjointe, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Apporter des réponses novatrices à des besoins sociaux émergents ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques d'emploi et d'insertion. Cela nécessite d'impliquer la participation et la coopération des acteurs et institutions concernés et des territoires qui composent la Métropole. Profil : Bac+3 Minimum.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°28617) au de la Direction Générale Adjointe, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Renforcer la collaboration avec les organismes et les branches professionnelles avec comme objectif de repenser une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences à l'échelle des territoires. Un travail de collecte et de traitement d'informations servant de cadre à l'action de la politique emploi et insertion de

l'établissement est indispensable, notamment au regard des filières et branches professionnelles repérées comme filières d'excellence ou métiers repérés en tension sur le territoire métropolitain et en perspective des caractéristiques de la demande d'emploi par territoire (classés Quartier Prioritaire, notamment). Profil : Bac+3 Minimum.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25824) au de la Direction Générale Adjointe, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Le Chargé de Mission participe au développement d'une dimension inclusive et transversale dans les politiques publiques conduites par la Métropole. Ses missions consistent à accompagner l'émergence de réponses novatrices aux problématiques d'accès à l'emploi des publics les plus fragiles et l'évolution des dispositifs actuels vers une meilleure efficacité et efficacité au bénéfice des usagers. Profil : Bac+3 Minimum.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°17556) à la direction aménagement durable, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Participer au développement d'une dimension inclusive et transversale dans les politiques publiques conduites par la Métropole. Accompagner l'émergence de réponses novatrices aux problématiques d'accès à l'emploi des publics les plus fragiles et Mettre en œuvre et conduire des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain. Participer à la définition du mode de réalisation. Organiser et coordonner l'action des différents partenaires. Veiller à la cohérence des projets avec les différents schémas stratégiques métropolitains. Profil : Bac+5.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25604) à la direction de la maîtrise d'ouvrage et de l'ingénierie des bâtiments, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi et l'optimisation des dépenses et consommations d'énergie et fluides de la Métropole. Proposer les optimisations des contrats et mise en œuvre d'améliorations techniques des équipements en animant le « réseau » des économistes de flux référents sur les territoires. Profil : Bac+3 minimum.

Un emploi d'agent technique polyvalent, (poste N°25610) à la direction habitat politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Sous l'autorité du responsable technique des aires d'accueil de Marseille. Assurer du bon fonctionnement et d'entretien des locaux et des emplacements de caravanes. Réaliser des bilans/évaluations des travaux de grosses réparations à effectuer. Etre polyvalent afin d'assurer le service public en cas de besoin.

Pour le Territoire de Marseille Provence

Pour le Pôle Valorisation et Développement Urbain

Deux emplois de chargé de mission, (postes N°19459 et 19475) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Mettre en œuvre le programme d'actions du Contrat de Ville et sa déclinaison territoriale le projet de territoire portant sur des thématiques urbaines, sociales et économiques en lien avec les partenaires associatifs et institutionnels et les conseils citoyens. Profil : Bac+3 minimum.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°19410) à la direction politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Gérer et coordonner la mise en œuvre de la programmation annuelle en fonctionnement du contrat de ville. Suivre la démarche d'évaluation du contrat de ville à l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence. Profil : Bac+3 minimum.

Pôle Propreté, Cadre de Vie, Valorisation des Déchets

Un emploi de responsable de division, (poste N°22459) à la direction logistique et flotte technique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer le contrôle des sous-traitants, jusqu'à la réception du véhicule réparé, participer à l'élaboration des marchés et des budgets.

Un emploi de directeur, (poste N°25297) à la direction valorisation des déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Optimiser les procédures, contrôler et évaluer l'activité des services de la Direction de la Valorisation des Déchets. Profil Bac+3 minimum.

Un emploi de chargé de mission, (poste N°25330) au sein du pôle, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Piloter les recrutements internes et externes, ainsi que la prospective RH de la Direction de Pôle Propreté, Cadre de vie et Valorisation des déchets.

Pour la Direction Générale Adjointe Culture Sport Stratégie Environnementale

Un emploi de chargé de mission, (poste N°20169) à la direction stratégie environnementale, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Le chargé de mission adaptation au changement climatique a pour mission, le pilotage de la stratégie et des actions dans ce domaine au sein du plan climat métropolitain. Il participe à la réflexion globale du service Transition Énergétique. Profil : Bac+5.

Pour la Direction Générale Adjointe Finances et Budget

Deux emplois de chargé de mission, (postes N°18950 et 28261) à la direction budget et programmation, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Sur un plan général, au sein du Service Budget Programmation, collaborer à la préparation, à l'élaboration et au suivi des Budgets et procédures associées. Participer à la préparation des documents budgétaires et leurs annexes, rapports financiers, délibérations et divers documents de synthèse. Etablir une analyse permanente de l'exécution et être force de proposition des mesures correctives. Mettre en place et gérer les tableaux de bord. Analyser les comptes et retraitements nécessaires. Participer à l'analyse prospective. Sur un plan spécifique, garantir la programmation pluriannuelle (investissement, fonctionnement) des différents budgets de la Métropole. En partage avec les autres chargés de mission du service, être l'interlocuteur référent des Directions Générales Adjointes et Services déconcentrés sur les Territoires dont il a la charge. Animer des groupes de travail et participer activement à des réunions. Conseiller et accompagner ces directions dans leur préparation et leur gestion budgétaire. Profil Bac+3.

Pour la Direction Générale Adjointe Innovation Numérique et Systèmes d'Information

Deux emplois de chefs de projets, (postes N°18261 et 18289) à la direction des études et du développement des SI, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Piloter des projets informatiques à destination des maîtrises d'ouvrage dans les domaines relevant de la compétence du service : Assister la maîtrise d'ouvrage opérationnelle, Conduire des projets d'informatisation, Organiser le maintien en condition opérationnelles des applications, Produire des indicateurs de pilotage, de suivi et d'évaluation. Profil Bac+5.

Deux emplois de chefs de projets ou de chargés de gestion technique, (postes N° 25984 et 18368) à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les commandes, le paramétrage et l'installation des équipements réseau (éléments actifs, sondes pare-feu, bornes WIFI) pour assurer la cohérence, la qualité et la sécurité du SI Métropolitain. Assister techniquement les équipes MOA lors des déploiements et est le garant du bon fonctionnement de ces matériels. Définir et appliquer les procédures de gestion à partir des procédures normatives fournies par la Cellule "Sécurité". Assurer le volet administratif de tout projet lié à son domaine (commandes, suivi de la facturation, prise de RDV, pilotage de prestataires...). Profil Bac+2 ou Bac+5.

Un emploi de chef de projets ou de chargé de gestion technique, (poste N°28686) à la direction infrastructures informatiques et télécommunication, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer l'exploitation des infrastructures et prendre en charge les incidents et demandes de modification sur les Datacenter, les serveurs, les annuaires, les applications transverses (GED, Application Web, etc...) et les applications d'infrastructures avec la supervision, le traitement et la résolution des incidents, la gestion de la relation avec les utilisateurs intern

es ou externes à la DGA INSI, le pilotage des interventions des prestataires de service. Apporter une expertise technique auprès des clients internes et assurer un soutien nécessaire à l'équipe. Participer à la montée en compétences et au support des techniciens du service. Assurer le déploiement et la mise en œuvre des infrastructures serveurs dans le cadre de projets internes ou externes. Profil Bac+2 ou Bac+5.

Pour le Territoire du Pays D'Aix

• Pôle Culture et Sports

Vingt emplois de maître-nageur sauveteur, (postes N°25161, 25804, 25167, 25173, 25193, 25198, 25791, 25795, 25629, 25632, 25798, 25801, 25633, 25807, 25678, 31658, 31652, 31661, 31667, 31751) à la direction des équipements aquatique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. Description du poste : chargé de l'enseignement de la natation au sein de l'établissement et de la sécurité de baigneurs. Profil : Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) ou Brevet d'Éducateur Sportif des Activités de la Natation (BEESAN).

Un emploi d'agent d'entretien, (poste N°31669) à la direction des équipements aquatique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : l'agent d'entretien est chargé de l'hygiène et de la petite maintenance de l'équipement.

Un emploi d'agent d'accueil/caisse, (poste N°31669) à la direction des équipements aquatique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : l'agent est chargé de l'accueil du public et de sa prise en charge jusqu'au bassin.

Un emploi de chef de service, (poste N°31785) à la direction des équipements aquatique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de la gestion des équipements aquatiques du territoire du Pays d'Aix, l'agent est chargé de la

gestion du service régie, responsable des recettes et des procédures d'encaissement dans tous les sites de la direction, chargé du contrôle des mandataires et des personnels concernés. Profil Bac+3.

Un emploi de directeur, (poste N°21617) à la direction des équipements aquatique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste Dans le cadre de la politique aquatique du territoire du Pays d'Aix et de la Métropole, le directeur sera en charge de la gestion des équipements et sites concernés ainsi que la mise en œuvre de la politique sportive en matière aquatique. Profil Bac+3 minimum.

Un emploi de responsable de division, (poste N°31699) à la direction des équipements aquatique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives. Description du poste : charger de la gestion et du fonctionnement général de l'établissement aquatique. Manager les agents placés sous son autorité, assurer l'organisation et la planification de l'activité, le respect de la programmation, la gestion de la sécurité, ainsi que l'hygiène, la sûreté et la pédagogie de son établissement. Profil : Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport (BPJEPS) ou Brevet d'Éducateur Sportif des Activités de la Natation (BEESAN).

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°31671) à la médiathèque les carmes, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Réaliser les plannings de service public de l'établissement. Coordonner les activités concourant aux services aux publics. Réaliser les statistiques de l'établissement et l'analyse des publics. Être Est force de proposition en matière de quête de nouveaux publics. Profil : Formation bibliothéconomique, Bac+3 métiers du livre.

- **Pôle Service à la Population**

Un emploi de responsable de division, (poste N°32550) à la direction de la collecte des déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des Techniciens territoriaux. Description du poste : organise l'exécution de l'ensemble du service de la collecte des déchets ménagers soit 6 personnes (y compris les prestataires PAP – P.A.V) et des missions associées sur la Commune de Gardanne Biver. Dans le cadre de sa Direction, le responsable de division de Gardanne a en charge : Du bon déroulement des tournées y compris des prestataires des collectes sur le Centre Opérationnel de Collecte Sud-Est et plus précisément celles de Gardanne, Fuveau, Peynier et Meyreuil. Profil : Bac à Bac+2.

Un emploi de chef de service, (poste N°22254) à la direction de la collecte des déchets, inscrit à la

nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : responsable de l'organisation et de l'exécution de l'ensemble du service de collecte et de pré collecte des déchets ménagers et des missions annexes inhérentes. Il assure également la gestion du quai de transfert associé au Centre. Bac+5.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°21831) à la direction traitement des déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : le chargé d'opération participe au fonctionnement du service Traitement et Élimination des Déchets sous la responsabilité du Chef de Service. Profil : Bac+5.

Un emploi de technicien réseaux eau et assainissement, (poste N°21734) à la direction de l'eau et assainissement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : technicien SPANC effectue le contrôle des installations en application des dispositions réglementaires relatives à cette compétence et dans un objectif de protection de l'environnement et de la salubrité publique. Profil : Bac à Bac+2.

- **Pôle Urbanisme et Aménagement**

Un emploi de chargé de mission, (poste N°32735) à la direction de l'urbanisme, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : l'agent aura en charge le suivi technique d'une partie de la procédure PLUi. Profil : Formation supérieure en urbanisme et aménagement du territoire.

Un emploi de gestionnaire spécialisé, (poste N°25677) à la direction de l'urbanisme, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : assurer la gestion et le suivi des aides au logement social, notamment des aides à la production, la réhabilitation et à l'acquisition amélioration des LLS et à l'accession à la propriété. Les missions s'effectueront sous la responsabilité du directeur en lien avec le chargé d'opérations Habitat.

- **Pôle Développement Economique Emploi Innovation**

Un emploi d'agent de gestion, (poste N°25775) à la direction du centre de formation des apprentis inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Un poste de développeur apprentissage Habitat en charge du développement des contrats d'apprentissage et suivi des mises en relation offres et demandes de contrat. Animation et « sourcing » extérieur.

Pour la Direction Générale Adjointe Affaires Générales et Moyens Généraux

Un emploi d'agent d'accueil, (poste N°25839), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Réceptionner, identifier et orienter les appels. Accueillir et orienter les visiteurs lors des Conseils (Territoire et Métropole) au Pharo. Mettre à disposition des autres services de la Direction, les outils nécessaires à leur bon fonctionnement et à la disposition des autres directions de l'Institution des prestations diverses (accueil standard, courrier central, courses, affranchissement, archivage, documentation). Gérer le siège institutionnel du Pharo.

Pour le Territoire du Pays Salonais

- **Direction Générale des Services**

Un emploi de chef de mission, (poste N° 32867), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Descriptif du poste : Piloter et coordonner l'équipe de la direction des assemblées. Piloter l'organisation et la gestion de la vie de l'institution (préparation des conseils, des commissions, des réunions, gestion des décisions, des arrêtés et des délibérations et conventions). Assurer le lien permanent avec les assemblées métropolitaines. Participer, organiser et gérer les missions transverses en lien avec les activités du territoire (convention de gestion, transfert, organisation des compétences déléguées, pacte et règlement, subventions ...). Assurer le suivi des dossiers majeurs du territoire. Coordonner le suivi administratif, juridique et financier des compétences déléguées y compris en terme de marchés publics. Profil : Bac+3.

- **Pôle Développement Economique et Equipements**

Un emploi de responsable de division, (poste N°18879) à la direction de l'économie, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux. Description du poste : Etre garant de la mise en œuvre des directives fixées par le directeur. Mettre en œuvre de la politique de l'emploi, de la formation, de l'insertion sur le territoire. Profil : Bac +2.

- **Pôle Développement Urbain**

Deux emplois d'assistants de gestion spécialisés, (postes N°18867 et 18870) à la direction de la politique de la ville, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints d'animation territoriaux. Description du poste : Référent de Parcours du programme de réussite éducative. Accompagnement individualisé des enfants et de leurs parents en parcours. Participation à l'animation globale du dispositif.

- **Pôle Développement Eau Assainissement Déchets**

Un emploi d'agent d'accueil, (poste N°25675) à la direction des déchets, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux. Description du poste : Visites de terrain, réponse aux usagers, distribution de bacs, mission d'accueil.

Un emploi de responsable de division, (poste N°25671) à la direction eau assainissement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des rédacteurs et attachés territoriaux. Description du poste : Pilotage des contrats de DSP Eau potable et Assainissement collectif (Suivi technique, financier, évolution contractuelle). Profil : Bac+2 minimum.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé, (poste N°30506), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Descriptif du poste : Maintenir et renforcer la collaboration avec les acteurs de l'emploi et de l'économie. Gérer des événements liés à ces deux thématiques avec l'ensemble des partenaires. Favoriser l'émergence de projets locaux en lien avec la thématique de l'emploi. Participer à l'animation de l'espace ressources « la Boussole ». Assister les entreprises dans leur processus de recrutement, en relation avec l'ensemble de l'équipe du service.

Pour la Direction Générale Adjointe Commande Publique et Affaires Juridiques

Un emploi de chargé d'études, (poste N°17718), à la direction de l'audit, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Assurer le contrôle, l'analyse financière, le conseil juridique et l'assistance aux directions de la métropole sur les différentes délégations de service public. Profil : Diplôme d'études supérieures.

Un emploi de chargé d'études, (poste N° 26729), à la direction juridique schémas grands projets et contentieux, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Accompagner et informer les directions et services en assurant le traitement et le suivi des dossiers et questions de directions et services qui relèvent du champ d'intervention du service afin d'aider à la définition des orientations stratégiques et à la prise de décision. Assurer l'assistance et le conseil pour accompagner l'élaboration des schémas et plans de l'établissement, la création et la réalisation des opérations d'aménagement et de travaux, l'évaluation environnementale des plans, projets et travaux, les questions relatives à l'occupation du domaine public et privé, la mise en concurrence des titres d'occupation du domaine et tout montage opérationnel complexe avec le traitement de l'ensemble des questions procédurales et de fond relatives à la création et la réalisation des projets d'aménagement, de travaux ou opérationnel complexe. Profil : Bac+3.

Un emploi de chargé d'études, (poste N°27612), à la direction institutionnelle et juridique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : produire des conseils, des avis et des notes de nature juridique aux différents services de la Métropole. Aider à la décision, contrôler et sécuriser les actes. Profil : Bac+3.

Un emploi de chargé d'études, (poste N°32931), à la direction institutionnelle et juridique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : produire des conseils, des avis et des notes de nature juridique aux différents services de la Métropole. Aider à la décision, contrôler et sécuriser les actes. Profil : Bac+3.

Pour la Direction Générale Adjointe Ressources Humaines

Un emploi de conseiller recrutement (fonction chargé de mission), (poste N°26189), à la direction recrutement carrière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Prendre en charge l'accompagnement des agents engagés dans un projet de mobilité métropolitaine et piloter l'ensemble des procédures de recrutement confiées.

Un emploi de chargé de mission (poste N°26168) à la direction recrutement carrière, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Apporter son expertise règlementaire, piloter et coordonner des thématiques portant sur des sujets d'ordre collectif. Veiller tout particulièrement à la bonne articulation méthodologique, à l'opérationnalité et au suivi des conventions de mise à disposition métropolitaines, en lien avec les directeurs ressources et interlocuteurs ad hoc.

Un emploi d'assistant de gestion spécialisé ou gestionnaire spécialisé, (poste N°26122) à la direction recrutement carrière, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des adjoints administratifs et rédacteurs territoriaux. Description du poste : Assurer le traitement et la gestion administrative et technique du recrutement, de la carrière, du temps et de la rémunération dans le respect des procédures et dispositions législatives et réglementaires. Mettre en œuvre le processus complet des recrutements internes et externes territoriaux et métropolitains.

Un emploi de conseiller technique, (poste N°25403) à la direction Générale Adjointe Ressources Humaines, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des Administrateurs territoriaux. Description du poste : Coordonner et gérer certaines affaires réservées, commandes et dossiers sensibles. Jouer un rôle de facilitateur et de coordonnateur dans les relations de la Direction générale adjointe notamment au travers de la diffusion de l'information

mais aussi de contacts directs, tant avec les autres directions générales adjointes, les équipes des Conseils de Territoire qu'avec ses partenaires extérieurs. Venir en appui du Directeur général adjoint dans certaines de ses activités. Avoir un rôle pilote sur les questions organisationnelles et managériales propres à l'action du DGA ainsi que les process et instances liées pour lesquels il/elle est force de conseil, proposition et mise en œuvre.

Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence

• Pôle Culture et Sport

Un emploi de formateur, (poste N°20514) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi d'enseignant, (poste N° 20545) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi de formateur, (poste N°31376) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi d'agent d'accueil, (poste N°31399) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux. Description du poste : Accueil physique et téléphonique du public, des élèves et des enseignants. Assurer les tâches administratives diverses.

Un emploi de directeur, (poste N°31426) à la médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine et des

bibliothèques. Description du poste : Conduire une politique de lecture publique en fonction des enjeux sociaux, éducatifs et culturels du territoire. Encadrer le réseau des médiathèques Istres Ouest Provence. Assurer la responsabilité du bon fonctionnement de l'ensemble des services publics et en internes. Suivre et accompagner les projets de lecture publique du territoire en lien avec la métropole. Organiser et impliquer le réseau à partir des grands projets que sont le déploiement de la RFID, la construction de la nouvelle médiathèque d'Istres, les projets de réhabilitation du site d'Entressen et de Cornillon-Confoux. Contribuer activement à la réflexion sur les politiques culturelles du territoire et de la métropole au sein de la direction Culture.

Un emploi de chef de service, (poste N°31522) à la médiathèque intercommunale, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux. Description du poste : Piloter les politiques documentaires et d'action culturelle du département. Assurer le management hiérarchique de son département. Assurer le management fonctionnel du site de référence dans ses dimensions relationnelles, organisationnelles et stratégiques. Profil : Bac +3 minimum.

- **Pôle Dynamiques Urbaine et Développement Durable**

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°31086) à la direction de l'Aménagement, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : surveiller et suivre les travaux d'infrastructures et réseaux, conduire les opérations de grande envergures dans le domaine des VRD, superviser l'action de maîtrise d'œuvre.

Un emploi de chargé de gestion technique, (poste N°19932) à la direction de l'Aménagement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de ses missions, l'agent est notamment chargé : de l'élaboration et de l'évolution des documents d'urbanisme, de la gestion des documents d'urbanisme dans leurs éléments constitutifs, de la mise en œuvre et du suivi des opérations d'aménagement du territoire et de leurs outils réglementaires, du suivi réglementaire des études d'impact en lien avec une autorisation de droit des sols, du bilan et de la suppression des opérations d'aménagement, de la fiscalité de l'urbanisme, de seconder le chef de service.

Un emploi de chargé de gestion technique, (poste N°19930) à la direction de l'Aménagement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de ses missions, l'agent est notamment chargé : de l'élaboration et de l'évolution des documents d'urbanisme, de la gestion des documents d'urbanisme dans leurs éléments constitutifs, de la mise en œuvre et du suivi des opérations

d'aménagement du territoire et de leurs outils réglementaires, du suivi réglementaire des études d'impact en lien avec une autorisation de droit des sols, du bilan et de la suppression des opérations d'aménagement, de la fiscalité de l'urbanisme, de seconder le chef de service.

Un emploi de chargé d'études, (poste N°19682) à la direction du développement économique, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de ses missions, l'agent est notamment chargé d'accompagner et instruire sur un mode partenarial les projets d'implantation, de création et de développement des acteurs économiques. Assurer la promotion économique du territoire pour renforcer son attractivité. Commercialiser l'offre de service du territoire (emplois, foncier et immobilier, zones d'activités, pépinières...). Soutenir les projets innovants (créations d'entreprises innovantes, filières) et suivi de pôle de compétitivité, plateforme d'innovation, projets structurants et de valorisation.

Un emploi de chef de service, (poste N°19974) à la direction politique de l'habitat, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux. Description du poste : Encadrer, organiser, gérer et animer le service habitat Privé du Conseil de territoire Istres Ouest Provence ; de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat et du logement du Conseil de territoire Istres Ouest Provence ; encadrer, organiser, gérer et animer la division Habitat Privé du service Habitat au sein de la Direction Politique de la Ville de la Direction Générale Adjointe du Développement Urbain et de la Stratégie Territoriale ».

Un emploi d'animateur, (poste N°31192), inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des animateurs territoriaux. Description du poste : assurer une mission de médiation et d'assistance dans le domaine des technologies de l'information et de la Communication pour faciliter l'accès de tous aux services numériques - Organiser et encadrer des actions d'animation autour des TIC et de leurs usages. Gérer et maintenir les équipements informatiques - Transmission du savoir - Profil : expérience requise.

- **Pôle Technique**

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°30897) à la direction opérationnelle, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et ingénieurs territoriaux. Description du poste : réaliser les projets, surveiller et suivre les travaux en infrastructures et réseaux, conduire les opérations de grande envergures dans le domaine des VRD, superviser l'action de maîtrise d'œuvre.

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°32872) à la direction opérationnelle, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois des techniciens et

ingénieurs territoriaux. Description du poste Réaliser les projets, surveiller et suivre les travaux en infrastructure et réseaux (secs et humides).

Un emploi de chef de service, (poste N°19711) à direction opérationnelle, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Dans le cadre de ses missions, l'agent et notamment chargé de piloter le service, réaliser des études de conception d'aménagement de l'espace public et superviser les travaux.

Un emploi de dessinateur projeteur, (poste N°) à direction opérationnelle, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste Concevoir, réaliser les pièces graphiques d'un projet architectural et technique au regard des exigences et des contraintes du programme, mais également des règles de l'art - Gérer les éléments graphiques du patrimoine du territoire (SIG, plans de recollement, ...) - Profil : formations DAO-CAO obligatoires, habilitations AIPR.

Direction Générale Adjointe Projet Métropolitain et Conseil de Développement

Un emploi de directeur, (poste N° 20874), à la Direction Générale Adjointe Projet Métropolitain et Conseil de Développement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des attachés et ingénieurs territoriaux. Description du poste : sous l'autorité du DGA, le directeur du Conseil de Développement et son équipe auront en charge le secrétariat général du Conseil de Développement métropolitain tant dans l'animation de ces différentes instances que dans la formalisation et la communication de ses travaux. Son équipe aura la responsabilité du Conseil métropolitain des jeunes, souhaité par le nouvel exécutif métropolitain. Il contribuera au développement de la participation citoyenne au sein de la Métropole (ainsi que dans la montée en puissance de la participation citoyenne). Profil : Bac+5 minimum, expérience exigée en matière de démarche partenariale et/ou de concertation et/ou de construction de projet collectif.

Article 4 : Modification et ajustements d'emplois à temps non complet

Afin de tenir compte de l'évolution des postes de travail et des missions assurées, il est nécessaire de modifier, de réajuster et de définir les postes à temps non complet, ne donnant pas lieu à la création d'emplois budgétaires.

Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence

- **Pôle Culture et Sport**

Un emploi de formateur, (poste N°28360) à temps non complet (14 heures 30mn hebdomadaire) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la

nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi de formateur, (poste N°20543) à temps non complet (16 heures hebdomadaire) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi de formateur, (poste N°20495) à temps non complet (7 heures hebdomadaire par référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique) au sein du conservatoire de musique et de danse. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi de formateur, (poste N°31370) à temps non complet (7 heures hebdomadaire par référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique) au sein du conservatoire de musique et de danse. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Un emploi de formateur, (poste N°25499) à temps non complet (18 heures hebdomadaire) au sein du conservatoire de musique et de danse, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique. Description du poste : Un enseignement artistique à partir d'une expertise artistique et pédagogique, enseigner des pratiques spécialisées aux élèves (collectives et/ou individuelles), développer la curiosité et l'engagement artistique, transmettre les répertoires

les plus larges possible en inscrivant son activité dans un projet collectif d'établissement. Profil : Diplôme d'Etat ou Certificat d'Aptitude.

Article 5 : Création d'emplois permanents à temps complet dans le cadre de transfert de la compétence DECI (Défense extérieure contre l'incendie) : fin des conventions de gestion.

Les conventions de gestion conclues entre les communes et la Métropole dans le cadre de transfert de la compétence Défense extérieure contre l'incendie cesseront de produire leur effet au 31 décembre 2020.

Afin de tenir compte des besoins de recrutement nécessaires pour assurer le plein exercice de cette compétence, sont approuvées les créations d'emplois budgétaires, à temps complet.

Il est précisé qu'en l'absence de candidatures de fonctionnaires correspondant aux profils recherchés, les recrutements se feront en application de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. La rémunération sera plafonnée par référence au dernier échelon du cadre d'emplois défini pour chacun des postes mentionnés ci-après et au régime indemnitaire y afférent.

Pour le Territoire de Marseille Provence

- **Pôle Eau Assainissement**

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°32941) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assister le responsable de division dans ses missions de correspondant DECI pour le CT1 dans le cadre des conventions de gestion avec les communes. Assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux de tiers (aménageurs, ZAC, PUP, autres directions) dans le cadre de demandes de raccordement au réseau pluvial. Collaborer à l'assistance à maîtrise d'ouvrage et assurer le suivi des contrôles techniques et/ou périodique et conformité avec la réglementation des ouvrages pluviaux. Profil : Diplôme d'études supérieures ou Expérience professionnelle dans le domaine.

Deux emplois de conducteurs de travaux, (postes N°32943 et 32944) à la direction eau assainissement pluvial, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des techniciens territoriaux. Description du poste : Assurer la conduite d'opérations et la maîtrise d'œuvre. Effectuer le suivi administratif, technique et financier des travaux. Encadrement de surveillants de travaux. Profil : Diplôme technique/TP de niveau Bac + 2, Permis B, habilitation électrique H0/B0, CATEC, AIPR.

Pour le Territoire du Pays Salonais

- **Pôle Eau Assainissement Déchets**

Un emploi de surveillant de travaux, (poste N°32935) à la direction eau assainissement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux. Description du poste : Procéder au suivi administratif et technique des opérations de contrôles, maintenances, petits entretiens, travaux de réparations et réception, des hydrants du Conseil de Territoire du Pays Salonais.

Pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- **Pôle Proximité Service à l'Usager**

Un emploi de chargé d'opérations, (poste N°32936) à la direction espace public eau assainissement, inscrit à la nomenclature en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux. Description du poste : Assurer le suivi et le contrôle de l'exécution des travaux de tiers (aménageurs, ZAC, PUP, autres directions) dans le cadre de demandes de raccordement au réseau pluvial. Collaborer à l'assistance à maîtrise d'ouvrage et assurer le suivi des contrôles techniques et/ou périodique et conformité avec la réglementation des ouvrages pluviaux et des installations DECI. Rédiger et répondre aux sollicitations des communes sur les préconisations en matière de Pluvial et de DECI sur l'ensemble des Permis de Construire et de Lotir. Participer au plan de prévention des risques et aux cellules de crises des communes du territoire. Profil : Ingénieur hydraulicien polyvalent type formation STE (Sciences et Technologies de l'Eau).

Pour le Territoire d'Istres Ouest Provence

- **Pôle Technique**

Un emploi de surveillant de travaux ou technicien eau assainissement, (poste N°32940) à la direction opérationnelle, inscrit à la nomenclature en référence aux cadres d'emplois agents de maîtrise ou techniciens territoriaux. Description du poste : Chargé de la gestion au quotidien de la DECI – exploitation et maintenance : Tenir à jour un document synthétique des niveaux de conformité des poteaux, Maintenir le lien avec le SDIS pour s'assurer d'une étroite collaboration pour maintien de la connaissance du patrimoine, Faire le lien avec les aménageurs (publics, privés) pour identification des nouveaux poteaux (numérotation). Elaborer les pièces techniques du marché entretien et pesage des poteaux, Gérer le marché d'entretien et contrôle de conformité, Piloter les interventions en lien avec les villes et le SDIS, Consulter les délégataires du réseau AEP lors des interventions, Estimer les coûts d'entretien des poteaux, Contrôler et réceptionner les travaux. Profil : Expérience souhaitée en VRD.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole - chapitre 012.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 021-8843/20/CM

■ Désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes MET 20/16656/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.

Par conséquent, suite au renouvellement général, il appartient au Conseil de la Métropole nouvellement installé de procéder à la désignation des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs.

Dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.

Il est donc proposé aujourd'hui au Conseil de la Métropole de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes et de modifier certaines d'entre elles conformément au tableau joint en annexe de la présente délibération.

En effet, des modifications doivent être apportées pour les raisons ci-après :

- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a modifié la désignation de ses représentants au sein du Conseil d'administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat telles qu'approuvées par la délibération n° 019-8089/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020.

Toutefois, en application de l'article 52 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à la relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, il convient de modifier les désignations de manière à ce que l'obligation d'égalité entre Hommes et Femmes soit respectée parmi les 7 personnalités qualifiées désignées par la Métropole pour la représenter au sein du Conseil d'administration, telles qu'approuvées par la délibération précitée ;

- Par délibération n° FBPA 048-8653/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du de la Commission de suivi de site pour le centre de traitement multifilières des déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos sur Mer (Société Everé).

Monsieur HETSCH ayant été désigné par la Ville de Fos sur Mer dans le collège collectivités et EPCI en qualité de Maire, il ne peut alors être titulaire dans le collège des exploitants pour représenter la Métropole. Il convient dès lors de modifier la désignation de Monsieur HETSCH au sein du collège des exploitants telle qu'approuvée par la délibération précitée ;

- Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au Conseil d'administration de la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas. Il convient de procéder à une modification sur les désignations des personnalités qualifiées au Conseil d'administration telles qu'approuvées par la délibération précitée ;
- Par délibération n° FBPA 048-8653/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du comité de suivi pour la convention cadre de partenariat entre la Métropole et la CCIMP. Il convient de procéder à une modification sur les désignations des représentants ayant la qualité d'agent administratif telles qu'approuvées par la délibération précitée ;

Par délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a désigné ses représentants au sein du syndicat mixte de préfiguration du Parc Naturel Régional de Camargue. Monsieur ALVAREZ ayant été également désigné par la commune Port Saint Louis du Rhône pour la représenter, il convient donc de procéder à son remplacement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est l'organe délibérant qui règle, par ses délibérations, les affaires qui relèvent de sa compétence en application du principe de spécialité et d'exclusivité.
- Qu'il appartient ainsi au Conseil de la Métropole de désigner les représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein des organismes extérieurs.
- Que dans ce cadre, le Conseil de la Métropole a désigné certains des représentants de la Métropole lors de ses séances précédentes.
- Qu'il convient de procéder à de nouvelles désignations au sein d'autres organismes.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de divers organismes telles qu'elles figurent dans le tableau joint à la présente.

Article 2 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de du Conseil d'administration de l'OPH Pays d'Aix Habitat telles qu'approuvées par l'article 2 de la délibération n° 019-8089/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 modifiée par l'article 4 de la délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Article 3 :

Sont modifiées les désignations des représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de la Commission de suivi de site pour le centre de traitement multifilières des déchets ménagers avec valorisation énergétique à Fos sur Mer (Société Everé) telles qu'approuvées par l'article 1 de la délibération n° 048-8653/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, les désignations de de

la Régie de la Halle d'athlétisme de Miramas telles qu'approuvées par l'article 1 de la délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020, les désignations au sein du comité de suivi pour la convention cadre de partenariat entre la Métropole et la CCIMP telles qu'approuvées par l'article 1 de la délibération n° 048-8653/20/CM du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 et les désignations du syndicat mixte de préfiguration du Parc Naturel Régional de Camargue telles qu'approuvées par l'article 1 de la délibération n° FBPA 043-8313/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020.

Article 4 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de se porter candidates et d'accepter toutes fonctions de direction qui pourraient leur être confiées, et notamment celle de Président du conseil d'administration ou de Président assurant les fonctions de directeur général de SPL et de SEML.

Article 5 :

Les désignations emportent autorisation pour les personnes intéressées de percevoir une rémunération au titre de leur fonction d'administrateur, et de se voir confier des mandats spéciaux pour lesquels peuvent être allouées des rémunérations exceptionnelles conformément aux dispositions légales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 022-8844/20/CM

**■ Attribution de chèques cadeaux de Noël aux agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence des territoires du Pays d'Aix et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 20/16677/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n°207-209 du 15 février 2007 a introduit dans la loi du 26 janvier 1984 un article 88-1 qui pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales au bénéfice de leurs agents.

Dans le cadre de sa politique d'action sociale, la Métropole souhaite permettre à ses agents de bénéficier de prestations sociales qui visent à améliorer leurs conditions de vie, notamment au titre d'événements particuliers.

A ce titre, elle souhaite que l'ensemble de ses agents bénéficient de chèques cadeaux de Noël sur l'année 2020.

Dans l'attente d'une harmonisation des œuvres sociales pour l'ensemble des agents métropolitains, la Métropole entend proposer l'attribution de chèques cadeaux de Noël aux agents des territoires du Pays d'Aix et du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dont les prestataires d'action sociale n'en proposent pas dans leurs offres de prestations.

Sont considérés comme bénéficiaires les agents qui remplissent les conditions suivantes :

- Etre en activité à la Métropole en qualité de fonctionnaire (stagiaire ou titulaire) ou non d'agent non titulaire (de droit privé ou de de droit public).

Les agents accueillis en détachement en bénéficient également sous réserve de ne pas percevoir cette prestation de leur employeur d'origine.

Les agents mis à disposition auprès d'autres structures peuvent également en bénéficier sauf s'ils perçoivent une telle aide de leur structure d'accueil.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n° 2007-209 du 19 février 2007 portant obligations les dépenses d'action sociale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 001-30/06/16 du 30 juin 2016 approuvant le Pacte de gouvernance financier et fiscal ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de permettre le bénéfice de l'attribution de chèques cadeaux de Noël aux agents des territoires du Pays d'Aix et du pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le dispositif d'action sociale d'attribution de chèques cadeaux de Noël sur l'exercice 2020 pour le territoire du Pays d'Aix et le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Les crédits nécessaires à la participation employeur sont inscrits au budget 2020 de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

FBPA 023-8845/20/CM

**■ Rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole en application du I de l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2019
MET 20/17071/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée au 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence regroupe l'ensemble des communes membres de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, de la communauté d'agglomération Salon Etang de Berre Durance, de la communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la communauté d'agglomération du Pays de Martigues.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, elle exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux 6 établissements publics de coopération intercommunale susmentionnés, fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En vertu de l'article L.5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, avant le 30 septembre, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement accompagné du

compte administratif arrêté par l'organe délibérant de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique au cours de laquelle les représentants de la commune à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale sont entendus. Le président de l'établissement public de coopération intercommunale peut être entendu, à sa demande, par le conseil municipal de chaque commune membre ou à la demande de ce dernier. Les représentants de la commune rendent compte au moins deux fois par an au conseil municipal de l'activité de l'établissement public de coopération intercommunale

Afin d'apporter une information claire et transparente à l'ensemble des Conseillers Métropolitains, ainsi qu'aux administrés, aux partenaires et aux acteurs locaux, le rapport d'activité annuel retraçant l'activité des différentes DGA de la Métropole au titre de l'exercice 2019 est proposé au vote de l'assemblée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance du rapport d'activités annuel retraçant l'activité de la Métropole en application de l'article L. 5211-39 et du I de l'article L. 5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2019.

Délibère

Article unique :

Est pris acte du rapport d'activité annuel ci-annexé retraçant l'activité de la Métropole en application de

l'article L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales au titre de l'exercice 2019.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Innovation, ville intelligente, et économie de la connaissance, santé, recherche, enseignement supérieur"

IVIS 001-8846/20/CM

■ Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Extension de la superficie de la pépinière CleanTech et application du tarif "Pépinière #CleanTech"

MET 20/16319/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Créée en 2017, la pépinière d'entreprises innovantes «#Cleantech » implantée au cœur du Technopôle de l'Environnement de l'Arbois accueille 42 jeunes entreprises innovantes travaillant dans le secteur de l'environnement sur 2650m² de locaux dédiés.

Les entreprises implantées en pépinière bénéficient d'espaces de travail adaptés à leurs besoins (bureaux, ateliers, salle de réunion...) mais surtout d'un accompagnement favorisant leur lancement et leur croissance dans les meilleures conditions.

En 2019, au regard du succès de la pépinière #Cleantech, une première extension de 750m² a été réalisée au sein du 1^{er} étage du nouveau bâtiment RIFKIN. Cette extension a permis à 15 nouvelles sociétés de se localiser ou de se développer sur le site.

Cependant, au second semestre 2020, la pépinière #Cleantech ne dispose plus d'espaces disponibles pour accueillir de nouveaux projets.

Pourtant a minima, un porteur de projet par semaine s'adresse à la Direction du Technopôle de l'Arbois pour essayer de s'y localiser.

C'est la raison pour laquelle, la Direction du Technopôle de l'Arbois souhaite profiter du départ de deux locataires situés au 1^{er} et au 3^{ème} étage du bâtiment MEGIE pour étendre encore la capacité d'accueil de la pépinière #Cleantech sur une surface d'environ 750m².

Là encore, une quinzaine d'entreprises éligibles en pépinière seront attendues.

Ces dernières pourront alors bénéficier des animations proposées par le Technopôle de l'Arbois,

de l'accompagnement dans leur développement et de la tarification « Pépinière » en vigueur pour leurs espaces de travail (bureaux, ateliers).

En conséquence, le présent rapport vise à permettre, sur les 1^{er} et au 3^{ème} étages du bâtiment MEGIE, pour les entreprises éligibles en pépinière, de bénéficier de la tarification délibérée pour les jeunes entreprises innovantes du Technopôle qui selon l'ancienneté dans les locaux est comprise entre 85euros pour la 1^{ère} année et 140eurosHT/m²/an pour la 5^{ème} année pour les loyers (en sus 35eurosHT/m²/an pour les charges).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N° ECO 004-7824/19/CM relative à la tarification 2020 de l'immobilier sur le Technopôle ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'extension des surfaces de bureaux ou d'ateliers mis à disposition de la pépinière #CleanTech aux 1^{er} et 3^{ème} étage du bâtiment MEGIE, représentant une surface supplémentaire de 750m², pour les entreprises éligibles en pépinière #CleanTech. Il sera fait application dans ces nouveaux locaux de la tarification suivante :

Loyer :

Année 1 : 85 euros HT/M²/An

Année 2 : 95 euros HT/M²/An
Année 3 : 110 euros HT/M²/An
Année 4 : 120 euros HT/M²/An
Année 5 : 140 euros HT/M²/An

Charges de bâtiment: 35 euros HT/m²/an.

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget 2020 et suivant de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d' Aix, en section en section de fonctionnement.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***Commission "Transports,
Mobilité durable"***

MOB 001-8847/20/CM

**■ Projet de Liaison Fos-Salon - Contribution métropolitaine au débat public sous la forme d'un Cahier d'Acteur
MET 20/16177/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le présent rapport a pour objet de présenter et de faire adopter les éléments contributifs de la Métropole au débat public en cours sur le projet de liaison Fos-Salon. Cette contribution, qui prendra la forme d'un Cahier d'Acteur, permettra de présenter au public l'avis et les attentes de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur cette opération.

Le projet de liaison Fos-Salon, sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat, consiste principalement à réaménager les 25 kilomètres de la RN 569 passant par Istres, entre la Zone Industriale-Portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer et l'A54 au niveau de Salon-de-Provence.

Les premières réflexions autour d'une liaison entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence émergent dans les années 1960, au moment de l'aménagement du Port Autonome de Marseille et de la zone industrielle-portuaire (ZIP) de Fos-sur-Mer. La Déclaration d'Utilité Publique de 1976 pour la création de l'A56 sur l'axe Fos-Salon, aujourd'hui caduque, en fait l'expression d'un besoin ancien.

Ce projet porte toujours une attente forte, unanime et sans cesse renouvelée. En effet, la Commission « Mobilité 21 » a classé en 2013 ce projet en priorité 1, c'est-à-dire comme devant être réalisé avant 2030. En 2018, le Conseil d'Orientation des Infrastructures (COI) institué pour préparer le volet programmation de la Loi d'Orientations des Mobilités (LOM) a confirmé

l'intérêt porté à ce projet par la Commission « Mobilité 21 ».

Ce besoin ancien se traduit aujourd'hui par un projet d'aménagement actualisé et modernisé qui vise à améliorer la connexion de la ZIP à l'A54 ainsi que la desserte locale du bassin de mobilité.

Plusieurs options d'aménagement ont été étudiées :

- une option autoroutière intégrant le contournement de Fos-sur-Mer découlant des recommandations de la Commission mobilité 21 ;
- une option autoroutière intermédiaire (sans contournement de Fos, mais avec des aménagements de capacité et de sécurité sur la RN568 et les voies portuaires) découlant des recommandations du COI ;
- une option non autoroutière découlant des recommandations du COI (intégrant des aménagements de capacité et de sécurité sur la RN568 et les voies portuaires).

Pour chacune des options, il existe plusieurs variantes de tracés :

- Au nord, à partir du carrefour Toupiguières (RN569-RD69-Déviation Miramas) qui serait transformé en carrefour dénivelé, 3 variantes de tracés pour rejoindre l'A54,
- Au centre, entre le nord de Miramas (Toupiguières) et le sud d'Istres (intersection RN569 / route de Fos), soit 14 kilomètres, un tracé dans les emprises de la RN569 actuelle et de la déviation de Miramas,
- Au sud, à partir du franchissement de la voie ferrée du sud d'Istres, 3 variantes de raccordement sur la RN568 pour desservir la ZIP,
- Au niveau de Fos-sur-Mer, 3 variantes, barreau des Étangs à l'est, voies portuaires à l'ouest et aménagement sur place de la RN568 pour améliorer le contournement de la ville.

Toutes ces variantes apportent des fonctionnalités bénéfiques au projet de liaison. Aujourd'hui, dans le cadre du débat public et de par la connaissance fine de leur territoire, les communes sont les plus à même de se prononcer sur les choix de tracés.

Le projet de Liaison Fos-Salon poursuit quatre objectifs répondant aux enjeux du territoire en matière de mobilité :

- Desservir la ZIP et le port de Fos-sur-Mer avec un niveau de service performant.
- Desservir de manière optimisée le territoire dans une logique multimodale.
- Augmenter le niveau de sécurité du réseau routier pour les usagers.

- Réduire les nuisances aux populations et les impacts sur le cadre de vie.

En annexe, se trouve la synthèse du dossier du maître d'ouvrage de cette opération reprenant plus en détail les différents aspects de cette opération.

Aujourd'hui, le projet de liaison Fos-Salon répond pleinement aux grands enjeux de notre territoire en favorisant un développement économique soutenable tout en préservant la qualité et le cadre de vie des habitants.

La liaison Fos-Salon est un support du développement économique et industriel d'un territoire à très fort potentiel en raison du dynamisme retrouvé du port et de l'importance du foncier à vocation économique. Il est résolument complémentaire du report modal vers le fret fluvial et vers le fret ferroviaire que la Métropole soutient au travers de la nécessité de préserver la gare de triage de Miramas et du projet de création d'un Service Public de Fret Ferroviaire unique en France. Ce report modal a vocation à absorber une part croissante des trafics.

Cette liaison accompagnera et favorisera l'essor maîtrisé du trafic portuaire et confortera la place du GPMM et de la ZIP dans un contexte extrêmement concurrentiel, lui permettant d'élargir son hinterland et d'éviter des transports terrestres beaucoup plus longs depuis les ports de la « range nord ».

La liaison Fos-Salon contribuera à la mobilité durable de l'Ouest de l'Etang de Berre en permettant des déplacements plus efficaces, plus sécurisés et ouvrant de nombreuses possibilités de développement des transports collectifs et des mobilités actives, en parfaite articulation. Elle améliorera la qualité du cadre de vie de ses habitants et intégrera une haute exigence de protection environnementale et agricole.

Ce projet est également complémentaire et en étroite articulation avec d'autres projets d'infrastructures routières très attendus par notre territoire au titre desquels il peut notamment être cité le réaménagement de la RD268 permettant le désengorgement de l'accès principal de Port-Saint-Louis-du-Rhône, le contournement de Martigues – Port-de-Bouc ou encore la création du barreau de Sulauze au sud de Miramas.

Il peut être constaté que depuis près de 45 ans, l'inadaptation de l'infrastructure actuelle entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence n'a cessé de s'aggraver, la thrombose est une réalité quotidienne pour des milliers d'usagers et les impacts environnementaux et sociaux deviennent insupportables. La Métropole ne peut donc qu'appeler à une réalisation rapide et pleinement efficace de ce projet afin de finaliser cet axe routier au cœur de

l'ouest métropolitain, en anticipant et en respectant les besoins des générations futures.

Aujourd'hui, le projet liaison Fos-Salon, dont la synthèse du maître d'ouvrage se trouve en annexe, entame sa phase de débat public souhaité par la Commission Nationale du Débat Public auquel la Métropole Aix-Marseille-Provence peut contribuer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la liaison Fos-Salon répond aux grands enjeux portés par la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment en favorisant un développement économique soutenable tout en améliorant la qualité de vie des habitants ;
- Que la liaison Fos-Salon est résolument complémentaire au report modal vers le fret ferroviaire et fluvial, qui a vocation à absorber une part croissante des trafics ;
- Que la liaison Fos-Salon est un support du développement économique et industriel d'un territoire à très fort potentiel en raison du dynamisme retrouvé du port et de l'importance du foncier à vocation économique ;

- Que la liaison Fos-Salon contribuera à la mobilité durable de l'ouest de l'Etang de Berre et améliorera le cadre de vie de ses habitants ;
- Que la liaison Fos-Salon est compatible avec une haute exigence de protection environnementale et agricole.

Délibère

Article 1 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à la réalisation du projet de liaison Fos-Salon et rappelle avec force la nécessité d'améliorer la desserte actuelle de l'axe routier entre Fos-sur-Mer et Salon-de-Provence.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence apportera sa contribution au débat public sur la Liaison Fos-Salon sous la forme d'un Cahier d'Acteur annexé au présent rapport.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à transmettre le Cahier d'Acteur métropolitain à Monsieur le Président de la Commission Particulière du Débat Public en vue de sa prise en compte comme contribution au débat public en cours.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 002-8848/20/CM

**■ Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à la réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre à Marseille (12ème arrondissement)
MET 20/16313/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la création des lignes de Tramway à Marseille, le Bureau de la Communauté Urbaine approuvait, par délibération n° TRA 6/613/BC du 15 octobre 2004, le marché relatif à la réalisation d'un ouvrage d'art de franchissement des voies ferrées à Saint Pierre, de ses murs en retour et son mur de soutènement.

Dans le cadre des premiers travaux du tramway de Marseille livrés en juillet 2007, a été réalisée la ligne 1 Noailles - Les Caillols.

Cette ligne croise les voies ferrées Paris-Nice au niveau du quartier Saint Pierre par un passage

supérieur et deux zones en remblai situées de part et d'autre de l'ouvrage d'art.

Postérieurement à la mise en service de cette ligne, soit en avril 2007, le secteur de l'ouvrage pont « Saint-Pierre » a subi un affaissement de la voirie routière au niveau de la structure de la chaussée et des bordures de trottoir qui a engendré des désordres au niveau de l'armement de la plateforme tramway. L'ampleur desdits désordres a nécessité une réparation provisoire des voies ferrées afin de permettre le passage du tramway en mode dégradé.

Un référé expertise a été diligenté afin d'identifier l'origine des désordres et de proposer des solutions de réparation provisoires, objets des trois délibérations suivantes :

Par délibération n° DTUP 005-842/08/BC du 19 décembre 2008, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le marché de travaux ayant pour objet la remise en sécurité provisoire de la voie ferrée au droit de l'ouvrage d'art Saint Pierre pour un montant total de 606 064.82 d'euros HT, soit 724 853.52 d'euros TTC.

Par délibération n° DTUP 017-1189/09/CC du 26 mars 2009, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une autorisation de programme spécifique d'un montant de 1 000 000 d'euros TTC, porté à 1 500 000 euros TTC au budget primitif 2010 afin de régler le coût des études et travaux de remise en sécurité de la voie ferrée au droit de l'ouvrage à frais avancés.

Par délibération n° DTUP 014-159/11/CC du 28 mars 2011, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une augmentation de l'affectation de l'autorisation de programme à hauteur de 6 500 000 euros correspondant à 779 816 euros au titre du budget principal et 5 720 184 euros au titre du budget transport pour permettre le lancement des marchés d'expertises complémentaires, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et des travaux de reprise de l'ouvrage.

Les conclusions définitives rendues par l'expert judiciaire en avril 2014, ont acté que les désordres constatés sont de nature à compromettre la solidité de l'ouvrage et à le rendre impropre à sa destination. Aussi, il y a lieu de procéder aux travaux de réparation définitifs.

Début 2018, par mandat de maîtrise d'ouvrage délégué, la Métropole Aix- Marseille-Provence a confié à la RTM la réalisation des travaux de réparation définitive.

Par délibération n° TRA 002-5981/19/CM du 16 mai 2019, le Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence a approuvé le programme de réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre établi par la RTM.

La RTM a ensuite lancé un marché de conception-réalisation au vu de la complexité de l'opération de réparation.

Au vu tant de l'évolutivité du sinistre postérieurement à la mise en service en 2007 que de la nécessité de renforcer à la fois le remblai existant par des fondations profondes micropieux et le mur M3 à l'est du dépôt tramway, il est envisagé de recourir à ces travaux structurants afin de garantir la pérennité des ouvrages.

Cette nouvelle conception de réalisation des travaux est seule à garantir la réparation définitive et pérenne de l'ouvrage.

Pour ce faire, il convient de procéder à la revalorisation et à l'affectation de l'opération d'investissement pour un montant de 2 279 816 d'euros HT portant le montant de l'opération à 8 000 000 d'euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° DTUP 005-842/08/BC du 19 décembre 2008 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant le marché de travaux ayant pour objet la remise en sécurité provisoire de la voie ferrée au droit de l'ouvrage d'art Saint-Pierre ;
- La délibération n° DTUP 017-1189/09/CC du 26 mars 2009 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole affectant une autorisation de programme à l'opération de réparation de l'Ouvrage Saint-Pierre ;
- La délibération n° DTUP 014-159/11/CC du 28 mars 2011 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole approuvant une augmentation de l'affectation de l'autorisation de programme pour permettre le lancement des marchés d'expertises complémentaires, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de maîtrise d'œuvre et des travaux de reprise de l'ouvrage ;

- La délibération n° TRA 002-5981/19/CM du 16 mai 2019 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le programme de l'opération de réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la mission d'expertise de l'expert judiciaire sur la constatation des désordres sur le site de l'ouvrage d'art Saint Pierre est achevée depuis le dépôt de son rapport final en avril 2014.
- Qu'un marché public de mandat de maîtrise d'ouvrage n°Z17-129 relatif aux missions d'études et de réalisation des travaux de réparation de l'ouvrage a été conclu avec la RTM le 20 décembre 2017.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage de l'opération.
- Que le programme portant sur les études et travaux liés à cette opération en vue de procéder à la réparation définitive de l'ouvrage d'art Saint Pierre, à frais avancés, dans l'attente du versement des indemnités résultant de ladite procédure a été approuvé le 16 mai 2019.
- Que ces travaux feront l'objet d'un marché de conception-réalisation sous mandat de maîtrise d'ouvrage RTM.
- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et l'affectation pour un montant total de 2 279 816 d'euros HT portant le montant de l'opération d'investissement à 8 000 000 d'euros HT afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2009110500 relative à la réparation de l'ouvrage d'art Saint-Pierre, Marseille 12ème arrondissement pour un montant 2 279 816 d'euros HT portant l'opération à 8 000 000 d'euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe transports 2020. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 1 748 926,37 € HT

- CP 2020 : 1 332 500 euros HT
- CP 2021 : 1 332 500 euros HT
- CP 2022 : 1 332 500 euros HT
- CP 2023 : 2 253 573,63 euros HT

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 003-8849/20/CM

**■ Approbation de l'avenant 1 à la délégation de service public pour l'exploitation du réseau de transport public "Aix en Bus"
MET 20/16585/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En application de l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole Aix Marseille Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes situées sur son territoire, la compétence en matière d'organisation de la Mobilité et est à ce titre Autorité organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

Dans ce cadre, la Métropole a renouvelé la convention de délégation de service public pour l'exploitation de tous les services de transport de voyageurs du réseau Aix en bus. La délégation dont le démarrage effectif a été fixé au 4 novembre 2019 a été signée le 27 juin 2019.. D'une durée ferme de neuf ans, prorogeable d'une année supplémentaire, la gestion déléguée du réseau de transports publics urbains "AIX EN BUS" a été confiée à la société KEOLIS SA. Ce choix a été approuvé par délibération du Conseil Métropolitain du 16 Mai 2019. Conformément à l'article 8 de la Concession, une société ad hoc, la Société Keolis Pays d'Aix a été dédiée à l'exécution de la DSP dite la «Concession».

L'avenant 1 génère une augmentation de 0,69 % du chiffre d'affaires de la concession pour la partie ne relevant pas des clauses de réexamen. Si l'on intègre l'ensemble des modifications (y compris celles relevant d'une clause de réexamen) le chiffre d'affaires du contrat évolue de + 0,66 %

Conformément aux dispositions de l'article R 3135-8 du Code de la Commande Publique, le contrat de concession peut être modifié car le montant des modifications est inférieur à 10 % du montant du contrat de concession initial.

Le présent avenant après avis favorable de la Commission de Délégation de Service Public de la Métropole a pour objet de :

- Corriger des erreurs matérielles et apporter des précisions au régime financier de la Concession
- Ajuster l'offre commerciale du réseau de transport Aix en Bus
- Traiter les incidences de la migration des systèmes billettique et SAEIV
- Traiter d'événements indépendants des parties.

Le présent avenant, est organisé en cinq chapitres:

Chapitre 1 :

Le premier chapitre ajoute aux définitions de l'article 1 de la Concession, les termes, acompte, décompte mensuel et facture de solde, nécessaires à la bonne application des stipulations relatives aux modalités de paiement des versements de l'Autorité concédante.

Ces définitions suivantes éclairent les stipulations sans opérer une quelconque novation des droits et obligations des Parties à la Concession.

Chapitre 2 :

Le second chapitre a pour objet de corriger des erreurs matérielles et d'apporter des précisions au régime financier de la Concession et notamment aux modalités de paiement.

Le présent avenant complète ainsi, certains articles du Titre VII relatif au régime financier, pour permettre au Comptable Public de procéder au paiement fractionné mensuellement, des sommes dues par l'Autorité Concédante au Concessionnaire, telles qu'elles résultent en euros courants (valeur avril 2018) du tableau des engagements financiers contractuels dit «Compte d'Exploitation Prévisionnel».

L'avenant 1 corrige enfin des erreurs matérielles contenues dans l'article 55.2, et 55.3 de la Concession.

Ces corrections et précisions apportées au régime financier n'emportent aucune conséquence financière ni ne modifie aucune des conditions d'exécution de la Concession.

Chapitre 3 :

Le troisième chapitre :

- Vise à ajuster l'offre de transport, à la mise en service de la ligne BHNS l'Aixpress confiée le 2 septembre à la RDT
- Il s'agit de l'ajustement du service des lignes régulières impactées directement ou indirectement par cette mise en service
- D'autres ajustements prennent en compte la mise à jour en temps réel de la fréquentation des usagers scolaires circuit par circuit, qui à compter de la rentrée 2020, intègrent contractuellement le réseau concédé. Ces

intégrations scolaires qui se traduisent par une augmentation de la contribution financière de la DSP Aix en Bus, génèrent par ailleurs des moins-values sur le réseau Pays d'Aix Mobilité. Cette mesure est sans incidence pour le budget annexe des transports.

- A la marge, d'autres lignes sont ajustées pour les mêmes motifs.

Les effets, des mesures prises par ordonnance ou par décret dans les transports publics pendant la période définie par la Loi d'urgence sanitaire ne sont pas pris en compte dans le présent avenant. Les conséquences de la crise sanitaire font actuellement l'objet de négociations dont les conclusions seront reprises dans un prochain avenant.

In fine, l'offre de transport ajustée génère une économie pour l'autorité concédante de 116 633 € sur la durée du contrat.

Chapitre 4 et 5 :

Les quatrième et cinquième chapitres tirent les conséquences, d'événements planifiés par la Concession, mais dont les parties ont convenu que le déroulement ne pouvait répondre aux « conditions normales d'exécution » sur lesquelles s'était engagée l'Autorité concédante durant la période dite de «tuilage» située entre la notification de la Concession et le démarrage effectif des services concédés.

Pour ce motif, des aléas peuvent être chiffrés hors la rémunération contractuelle du Concessionnaire.

Ces événements identifiés donc hors conditions et période d'exécution normale, emportent des conséquences financières qui sont mesurées dans le présent avenant et qui sont de trois natures :

- Augmentation des charges d'exploitation liée à des causes internes à la Concession :

- Périmètre des actions confiées au Concessionnaire corrigé (modification du périmètre de supervision des switches et des serveurs distributeurs automatiques de tickets, décalage de la mise en service du dispositif d'automatisation de 4 P+R), qui génère une plus-value de 203 505 € sur la durée du contrat.
- Moyens supplémentaires mis en œuvre par le concessionnaire pour répondre à des exigences nouvelles de l'Autorité concédante (organisation administrative de la rentrée scolaire 2020), qui génère une plus-value de 63 450 €.

- Coûts nouveaux intégrés aux charges d'exploitation liée à une cause externe à la Concession :

- La Fiscalité des touchers en gare en gare(s) routière(s) pressentie à la date de conclusion du contrat mais non fixée définitivement par la réglementation afférente, génère une plus-value de 2 652 000 € sur la durée du contrat.

- Entre la date de conclusion de la Concession et la mise en service du 4 novembre 2020, la réglementation des équipements régulés (gares routières accueillant des opérateurs de transport de voyageurs publics comme privés) a évolué.
- Depuis l'application de ce cadre normatif, le Concessionnaire est débiteur de la Métropole des touchers de quai de la Gare Routière d'Aix Centre qu'il n'exploite et de ceux du Krypton qu'il exploite.
- Cependant, ces coûts postérieurs à la conclusion de la Concession ne figurent pas au tableau des engagements financiers de la Concession dit «Compte d'Exploitation Prévisionnel».
- Cette plus-value liée à la fiscalité des touchés de quai, est neutralisée au niveau du

budget annexe des transports, par les recettes perçues par la Métropole pour ces mêmes touchés de quai.

In fine, l'ensemble des mesures détaillées dans les chapitres 4 et 5 génèrent une plus-value sur la durée du contrat de 2 918 955 €, dont 2 652 000 résultent de l'impact des redevances de touchers de quai imputés au Concessionnaire utilisateurs des Equipements Gare Routières de la Métropole.

Impacts financiers de l'avenant 1

Le bilan financier de l'avenant s'élève à 2 802 323 (HT valeur avril 2018) dont 95% résultent de l'impact des redevances de touchers de quai imputés au Concessionnaire utilisateurs des Equipements Gare Routières de la Métropole.

€ HT valeur avril 2018	2019	2020	2021-2027	2028	Total
Article 3.1					
CF	-107 216				-107 216
Compensations	-60 048				-60 048
Coût pour l'AO	-167 265				-167 265
Article 3.2					
CF		77 071			77 071
Compensations		-125 691			-125 691
Coût pour l'AO		-48 619			-48 619
Article 3.3					
CF			569 172	68 301	637 473
Compensations			-866 776	-104 013	-970 789
Coût pour l'AO			-297 603	-35 712	-333 316
Article 3.4					
CF		-247 981			-247 981
Compensations		-8 508			-8 508
Coût pour l'AO		-256 490			-256 490
Article 3.5 (CF)		33 190	580 860	69 703	683 753
Article 3.6 (CF)		5 304			5 304
Article 4.1 (CF)		8 675	121 450	14 574	144 699
Article 4.2 (CF)		58 806			58 806
Article 5.1 (CF)		300 000	2 100 000	252 000	2 652 000
Article 5.2 (CF)		63 450			63 450
Total CF	-107 216	298 515	3 371 482	404 578	3 967 359
Total compensations	-60 048	-134 199	-866 776	-104 013	-1 165 036
Total coût pour l'AO	-167 265	164 316	2 504 707	300 565	2 802 323

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis de la commission de délégation des services publics ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d Aix du 16 novembre 2020 ;
- L'information de la Commission de Concession.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains «Aix en Bus».

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transports 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille- Provence : Sous-Politique C210 - Nature 6110202- Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 004-8850/20/CM

**■ Approbation de l'avenant n° 10 à la convention de délégation de service public pour l'exploitation du réseau des Bus de l'Etang de la Métropole Aix-Marseille Provence passée avec la société des Autobus de l'Etang
MET 20/16689/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Madame la Présidente rappelle à l'Assemblée qu'en date du 20 Décembre 2012 par délibération

n°2012/595, les membres de l'ex SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la signature de la convention de délégation de service public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2013.

Cette convention, signée le 26 décembre 2012, a fait l'objet de 8 avenants :

L'avenant n° 1, approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647, intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de DSP ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013.

L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735, a intégré les modifications et ajustements du réseau mis en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB ; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique.

L'avenant n° 3, approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774, intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016 et notamment le décalage de la mise en service initialement prévue en janvier 2016 et décalée à la rentrée ainsi que l'impact du décalage sur les recettes. Il intègre également des aménagements et modifications de l'offre de transport afin de proposer un fonctionnement homogène du réseau, parfaitement calé avec le BHNS. Cet avenant entérine la modification du type de véhicules BHNS initialement prévus.

L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM concerne la mise en place d'un transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur les communes du réseau, des adaptations de l'offre des lignes urbaines, du transport à la demande et de circuits scolaires diverses puis diverses modifications listées ci-dessous :

- Mise en place de véhicule de petite capacité sur les services Chrono Pro
- Mise en place d'un outil de réservation par internet pour les utilisateurs du TAD
- Mise en place de Terminaux de Paiement Électronique (TPE) sans contact
- Modification des annexes relatives à la qualité et au plan marketing
- Modification d'indices dans la formule d'indexation de la convention

L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM concerne la mise en place pour le Zenibus d'un itinéraire unique sur toute la ligne et d'un départ toutes les 10 minutes afin de rendre l'offre plus simple et plus régulière,

l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ainsi que la modification de la gamme tarifaire et la définition du nouveau niveau de recette de référence.

L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 a approuvé les modifications suivantes :

- Adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018
- Compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus
- Mise en place du Pass Integral par la métropole Aix Marseille Provence
- Remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain

L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 prévoit d'estimer de façon prévisionnelle la compensation de la perte financière liée à la mise en place du pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation.

L'avenant 8, approuvé le 28 mars 2019, prévoit les modifications suivantes :

- Modifications de lignes régulières et des circuits scolaires mises en place à la rentrée scolaire afin de les adapter aux changements d'horaires de certains établissements scolaires ou d'ajuster l'offre à la fréquentation enregistrée sur le réseau,
- Adaptations de la ligne ChronoPro afin d'améliorer la desserte de la zone d'activité des Estroublans
- Adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite.
- Dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois de décembre 2018 et janvier 2019 et d'autre part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus.
- Régularisation du calcul du taux de le CVAE pour les années 2014 et 2015 et prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE.

- Autorisation au délégataire d'utiliser la base de données des clients du réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

L'avenant n° 9 approuvé le 19 décembre 2019 prévoit les dispositions suivantes :

- Adaptations de l'offre et modification d'itinéraire de lignes régulières ou services scolaires:
 - ligne 14 interne à la commune de Berre l'Etang prolongée jusqu'au quartier de Mauran,
 - réduction de l'offre du service Chronopro durant les mois de juillet et août pour adapter l'offre à la fréquentation,
 - modification de l'itinéraire de la ligne 7 par un passage par la ZAC Empallières à Saint Victoret,
 - desserte du Club Nautique du Jaï par les lignes 3A et 3B,
 - ajustements des horaires de la ligne 6 sur les horaires de sortie du Collège Petit Prince,
 - ajustements d'horaires de la ligne 9 pour une meilleure desserte du Collège Simone de Beauvoir à Vitrolles,
 - adaptations des horaires du circuit scolaire 74 pour tenir compte des conditions de circulation,
 - mise en place d'un service supplémentaire du circuit scolaire 76 pour la desserte du Collège Simone de Beauvoir à Vitrolles et desserte du quartier de Versailles aux Pennes Mirabeau suite à la mise en place de la nouvelle sectorisation,
 - desserte du quartier de Versailles par le circuit scolaire 78,
 - desserte du quartier de Champigny sur la commune de Berre l'Etang par le circuit scolaire 97,
 - expérimentation pour 3 mois d'une desserte le dimanche des communes de Berre l'Etang et de Rognac vers Vitrolles.
- Prise en charge des prestations complémentaires relatives à la mise en place d'une desserte supplémentaires à l'occasion du concert de Sting qui s'est déroulé le 27 juillet 2019 à Vitrolles,
- Gestion par le délégataire de la maintenance des systèmes et équipements du BHNS, maintenance des bornes d'information voyageurs mises en place sur la ligne BHNS Zénibus. Afin d'assurer l'ensemble des prestations et le suivi des nouveaux matériels de priorité aux feux et d'information des voyageurs, il est autorisé la création d'un demi-poste de technicien sur une période de 3 mois permettant

la remise à niveau de l'ensemble de ces équipements.

- Modification du référentiel qualité
- Adaptations de dispositions financières concernant le reversement des recettes prévues dans la convention passée entre le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide aux transports sur les réseaux métropolitains à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation compte tenu de modifications ou suppression intervenus dans leur publication d'indices, l'ajustement de la compensation des pass scolaires métropolitains

L'avenant 10 proposé prévoit :

- 1. Adaptation de l'offre
 - adaptations de l'offre pour la rentrée scolaire 2020-2021
 - Ligne 7 : la ligne est restructurée pour permettre la desserte du sud de la route de Marseille pour mieux répondre aux attentes des riverains. Par ailleurs, cette modification permet la suppression du service scolaire 27
 - Ligne 10 : l'itinéraire est ajusté afin de desservir le nouveau quartier du Lion sur la commune de Vitrolles
 - Circuit 28 : intégration de la desserte du Porry sur la commune de Vitrolles dans les voyages de 16h10 et 18h15 pour pallier la restructuration de la ligne 10
 - Intégration à la convention de DSP de 2 circuits scolaires mis en place pour la desserte d'écoles primaires pour les communes de Gignac la Nerthe et des Pennes Mirabeau, dont les marchés sont arrivés à échéance
 - régularisation d'adaptation de lignes ou transports scolaires mises en œuvre au cours de l'année scolaire 2019-2020 pour essentiellement pallier des surcharges constatées
 - mise en place de renforts sur les circuits scolaires 42 et 72 entre le 4 novembre 2019 et le 13 mars 2020
 - mise en place d'un service supplémentaire sur la ligne BHNS à 7H35 entre le 3 février et le 14 mars 2020
 - Circuit 28 : régularisation de la desserte de l'arrêt Le Porry sur la période du 2 mars au 4 juillet 2020.
 - report du prolongement de l'itinéraire de la ligne 14 jusqu'au quartier de Mauran sur la commune de Berre l'Etang prévu à l'avenant 9 pour l'année 2020
 - arrêt de l'expérimentation d'une desserte en TAD les dimanches et jours fériés dans le secteur de Berre Rognac prévue à l'avenant 9 compte tenu de la très faible fréquentation enregistrée.

L'impact financier global de l'ensemble de ces adaptations se traduit par une économie de 136 393,82 € se décomposant comme suit :

- 33 117 € pour les adaptations d'offre
- 19 637 € pour les régularisations
- 83 639,82 € pour le report du prolongement de la ligne 14 et l'arrêt de l'expérimentation d'une desserte en TAD les dimanches et jours fériés dans le secteur de Berre Rognac

2. Rationalisation de l'offre de transport

Afin d'adapter l'offre de transport à la demande, il est proposé les mesures suivantes :

- réduction de l'offre en période de petites vacances scolaire pendant lesquelles la fréquentation diminue notablement. Cela se traduit dans les fiches horaires par l'instauration de 3 périodes de fonctionnement : période scolaire, petites vacances scolaire et été.
- suppression de services de soirée peu fréquentés.
- Adaptation de la fréquence à la fréquentation

Le détail de ces mesures est le suivant :

- Ligne 1 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 2 : mise en place d'un TAD le samedi en remplacement des services réguliers ;
- Ligne 4 : réduction de la fréquence des services : passage toutes les 20 mn au lieu de 15 mn et réduction de la fréquence le lundi (30 mn au lieu de 15 mn) ;
- Ligne 5 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 7 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »
- Ligne 9 : réduction de la fréquence des services avec un passage à 30 mn au lieu de 20 mn et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 10 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires » et suppression du dernier départ du soir ;
- Ligne 12 : instauration d'une période de fonctionnement « petites vacances scolaires »

L'économie générée par ces mesures est de 107 151 € pour la période de septembre à décembre 2020.

3. Impact financier de la pandémie

L'impact financier de la crise sanitaire due au Coronavirus sera examiné dans le cadre d'un prochain avenant ou protocole.

En ce qui concerne l'engagement sur les recettes pour la période allant du 24 juillet au 31 décembre 2020, étant donné que les conséquences de la crise sanitaire sur la fréquentation et les recettes du réseau perdurent et ne sont à ce jour pas stabilisées, les parties conviennent de se revoir pour ajuster l'engagement de recettes du délégataire sur la période.

Le montant théorique Rf de l'avenant 9 est ainsi renseigné pour l'application de la formule $Df - Rf = Cf$. Il sera modifié une fois que l'engagement de recettes aura été défini entre les parties.

4 Droit de retrait exercé par les conducteurs en décembre 2019

Suite au droit de retrait exercé par les conducteurs au mois de décembre 2019, un certain nombre de mesures a été mis en place afin d'apaiser le climat social et sécuriser le réseau.

Ainsi, il est intégré dans l'avenant, la pose de vitres de protection sur les 15 véhicules de la ligne Zenibus. Cet investissement est de 53 925€ HT. La dotation aux amortissements correspondante est intégrée dans Df et la grille de décomposition des coûts de l'annexe 5. Le montant correspondant à la pose est intégré à la Df 2020 soit 4 800 € HT.

Par ailleurs, afin d'apaiser durablement le réseau, la Métropole finance un renfort des équipes de contrôle à hauteur de 1,5 postes supplémentaires de vérificateurs à partir du 1er septembre 2020. La valorisation de ces 1,5 postes s'élève à 25 815€ pour l'année 2020. Ce montant est intégré à la Df 2020

5 – Entretien et maintenance des équipements du réseau

L'avenant 10 intègre les dispositions suivantes : concernant l'entretien et la maintenance des équipements du réseau

- Distributeur automatique de titres (DAT)
2 distributeurs ont été installés à Pierre Plantée et Parc Camoin. Les recettes du réseau seront collectées par la société Mobilink qui reversera le montant de ces recettes à Autobus de l'Étang chaque mois. Un avenant au contrat entre Mobilink et Autobus de l'Étang intègre cette organisation.
- Sanisettes
Des travaux de remise en état des sanisettes Square de Gaulle ont été entrepris par le Délégataire et une sanisette a été déplacée aux Barjaquets pour un montant total de 2 163€ HT.
- Maintenance des bornes d'information voyageurs et du système embarqué de priorité aux feux »

Modification du bordereau des prix du contrat du prestataire Lumiplan

6 – Prolongation de la convention de DSP

Le présent avenant n°10 acte la prolongation du contrat de DSP jusqu'au lundi 5 juillet 2021 inclus rendue nécessaire compte tenu de la crise sanitaire et du retard de la procédure de renouvellement du contrat. Cet avenant en détermine les modalités financières sur :

- le parc de véhicule, la grille 1 est mise à jour pour intégrer la prolongation du contrat
- les coûts de maintenance, compte tenu du vieillissement des véhicules standard, le remplacement de 3 moteurs et 2 boîtes de vitesses sont intégrés. Une réfaction du délégataire à l'autorité concédante sera opérée si tout ou partie de ces réparations n'ont pas lieu
- le budget marketing est fixé à 112 425 € HT. Une réfaction financière sera opérée en cas d'écart entre le budget prévisionnel et la dépense réelle.
- l'engagement de recettes est maintenu compte tenu de l'incertitude du niveau de fréquentation liée à la crise sanitaire, les parties conviennent de se revoir.

7 – Modification des paramètres financiers de la convention

Compensation des titres métropolitain :

En application de l'avenant 7 à la convention de DSP, le montant des compensations est ajusté sur la base des données réelles du nombre d'élèves inscrits pour l'année scolaire 2019/2020. Le montant de la compensation s'élève à 999 818,18 € HT soit 1 099 800 € TTC comparé aux 742 866 € HT de l'avenant 7 soit un écart de 256 952,18 € HT à compensé.

Les différentes modifications exposées ci-dessus conduisent à redéfinir les paramètres financiers de la convention de DSP.

L'évolution des termes Rf (recette de référence y compris TAD), Df (coût de production du réseau) et Cf (contribution financière) de la convention de DSP du 26 décembre 2012 est ainsi la suivante (en valeur 1er juillet 2012, y compris TAD).

Année	Df	Rf y/c compensation tarifaire pass scolaire	Cf = Df – Rf	Pour mémoire CF avenant 9
2020	19 138 835	2 190 565	16 948 270	17 357 176
2021	10 143 253	1 113 609	9 029 643	

Le montant cumulé des avenants 1 à 10 génère une incidence financière de la Dépense Forfaitaire Df de 13,62 % par rapport au montant initial de la convention.

La dépense forfaitaire en année pleine est diminuée de 94 826 € (- 0,49 %) euros pour 2020 par rapport à 2019

La contribution financière passe de 122 205 273 € euros à 139 379 414 euros soit 14,2 % d'augmentation par rapport à la convention initiale.

La Commission de délégation de service public de la Métropole Aix-Marseille-Provence, consultée sur cet avenant qui induit une augmentation du montant de la DSP de plus de 5%, réunie lors de sa séance du a émis un avis sur la passation de l'avenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°2012/595 approuvée le 20 décembre 2012 par les membres du SMITEEB, intégré à la Métropole depuis le 1er avril 2016, portant signature d'une convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus Bus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1er janvier 2013 ;
- L'avenant n° 1 approuvé le 20 décembre 2013 par délibération n° 2013/647 qui intègre les différents ajustements liés à la mise en place de la nouvelle convention de Délégation de Service Public ainsi que les modifications apportées à l'offre de transport du 1er septembre 2013 ;
- L'avenant n° 2, approuvé le 26 février 2015 par délibération n° 2015/735 qui intègre les modifications et ajustements du réseau mis

en place en septembre 2014, l'intégration de doublages scolaires assurant la desserte des établissements de diverses communes du SMITEEB; la modification de la grille tarifaire, la modification du barème des infractions, ainsi que la réalisation d'une interface informatique :

- L'avenant n° 3 approuvé le 14 décembre 2015 par délibération n°2015/774 qui intègre essentiellement les modifications liées à la mise en place du BHNS le 29 août 2016
- L'avenant n° 4 approuvé le 30 juin 2016 par délibération n° TRA 005-601/16/CM qui entérine notamment la mise en place d'un TAD PMR sur le réseau des Bus de l'Etang ainsi que d'autres modifications des lignes régulières et circuits scolaires ;
- L'avenant n° 5 approuvé le 18 mai 2017 par délibération n° TRA 009-2065/17/CM qui entérine notamment la modification du fonctionnement du Zenibus, l'ajustements divers sur les lignes urbaines et circuits scolaires existants, l'acquisition de matériels complémentaires au SAEIV et aux terminaux de paiement sans contact mis en place dans les véhicules Zenibus, la mise à jour du budget marketing et prise en compte des nouveaux horaires de l'agence commerciale de Pierre Plantée ;
- L'avenant n° 6 approuvé le 28 juin 2018 par délibération n° TRA 014-4156/18/CM qui intègre l'adaptation de l'offre de transport suite à l'analyse de la fréquentation en 2017 et des résultats de l'enquête Origine/Destination de février 2018, les compensations financières liées à l'extension de validité sur le réseau Les Bus de l'Etang des titres Pass XL du réseau RTM et abonnements mensuel et annuel Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus, la mise en place du Pass Intégral par la Métropole Aix-Marseille-Provence et enfin le remboursement des dépenses engagées pour la mise à jour des documents d'information et découpes des véhicules au logo métropolitain ;
- L'avenant n° 7 approuvé le 28 décembre 2018 par délibération n° TRA 026-5116 intègre d'une part, les modalités prévisionnelle de compensation de la perte financière liée à la mise en place du Pass scolaire métropolitain à la rentrée scolaire 2018, et d'autre part, le remboursement des dépenses occasionnées par le déploiement de la marque « La Métropole Mobilité » ainsi que la mise à jour des indices de la formule d'indexation ;

- L'avenant 8 approuvé le 29 mars 2019 intègre des adaptations diverses des lignes régulières, du Chronopro et des lignes scolaires, des adaptations au fonctionnement des transports à la demande ICIBUS et ICIBIUS + réservés aux Personnes à Mobilité réduite. Il intègre également des dépenses supplémentaires concernant d'une part, la mise en place d'un agent de sécurité à la gare routière de Vitrolles au cours des mois décembre 2018 et janvier 2019 et d'autres part, des achats de supports d'information nécessaires à l'affichage des horaires dans les poteaux d'arrêt et les abribus. Cet avenant prend également en compte une régularisation du calcul du taux, de la CVAE pour les années 2014 et 2015 et la prise en compte dans le calcul du coût du réseau l'incidence de l'évolution du taux de remboursement de la TICPE et il autorise le délégataire à utiliser la base de données des clients du Réseau conformément au Règlement Général sur la Protection des Données
- L'avenant 9 approuvé le 19 décembre 2020 intègre des adaptations et modifications d'itinéraires de lignes régulières et scolaires, la prise en charge par le délégataire de la gestion et la maintenance des systèmes et équipement du BHNS (système de priorité aux feux, maintenance des bornes d'information voyageurs), une modification du référentiel qualité et des adaptations financières concernant les recettes liées à la convention passée entre Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix Marseille Provence relatives à l'aide à destination des bénéficiaires du RSA, l'adaptation de la formule d'indexation de la convention ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'en date du 20 décembre 2012 les membres du Syndicat Mixte des Transports de l'Est de l'Etang de Berre, intégré à la Métropole depuis le 1^{er} avril 2016, ont approuvé la convention de Délégation de Service Public avec la société des Autobus de l'Etang pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2013.
- Que cette convention a fait l'objet de 9 avenants intégrant différents ajustements et modifications de l'offre de transport et de la grille tarifaire respectivement en décembre 2013, en février, en décembre 2015, en juin 2016, mai 2017, juin, décembre 2018 et décembre 2019.
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°10 afin de redéfinir les paramètres financiers de la convention de Délégation de Service Public.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé, l'avenant n° 10 ci-annexé à la convention de délégation de service public passée avec la société des Autobus de l'Etang.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget Annexe Transports et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence : sous-politique C210 – Nature 611 – Chapitre 011.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

MOB 005-8851/20/CM

■ Modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 12 et 13 et 19 et 20 décembre 2020, précédant les fêtes de fin d'année
MET 20/16906/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique de la cité.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en offrant la gratuité du stationnement au sein de certains des parkings métropolitains concédés des centres-villes.

Il s'agit d'une décision unilatérale qui s'appliquera durant deux week-ends de décembre, soit les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020. Deux heures de stationnement gratuit seront mises en place au sein des parkings de la ville d'Aix-en-Provence, Marseille, La Ciotat, Cassis et Aubagne. Sur les parkings des autres Territoires, cette gratuité s'appliquera durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h. Cela concerne les communes de Martigues, Istres et Salon de Provence.

La Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans les créneaux susvisés à l'exception de tout autre frais. Les délégataires transmettront à l'issue de la période, un état récapitulatif de ces pertes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille concernant le transfert des parcs de stationnement, et les contrats de délégation de service public
- concernant leur gestion, à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/342 (parkings Castellane et Préfecture) confié à la Société Méditerranéenne de Stationnement – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/343 (parking De Gaulle et Jaurès confié à la Société Sogeparc – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;

- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 (parkings Baret, Monthyon, Julien, Gambetta, Phocéens, Corderie) géré par la Société Qpark),
- Le contrat de délégation de service public n° 19/04 (parking Estienne d'Orves) confié à la société INDIGO ;
- Le contrat de délégation de service public n° 07/143 (parking République – Groupe Vinci Park - INDIGO),
- Le contrat de délégation de service public n° 14/005 (parking Vieux Port Hôtel de Ville - société Q-PARK)
- Le contrat de délégation de service public n° 15/1623 (parc en enclos de Marseille– Société Effia Stationnement Marseille)
- Le contrat de délégation de service public n° 07/136 (parkings Arvieux et Espercieux – Groupe Q-Park)
- Le contrat de délégation de service public n° 09/149 (parking Vieux Port Fort Saint Jean – Groupe Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°2015/160 (parkings Verdun (La Ciotat) – SAGS) • Le contrat de délégation de service public n°06/123 (parkings Centre et Vieux Port (La Ciotat) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°14/026 (parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis) – Effia Stationnement)
- Régie métropole parking Marché (Cassis)
- Le contrat de délégation de service public du 29/12/1986 (parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 24/10/2003 (parking Rotonde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 03/07/1991 (parkings L'Empéri et Portail Coucou (Salon de Provence) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2002 (parkings Centre ancien, Beaumont, et 8 Mai 1945 (Aubagne) – Q-Park)
- Régie métropole parkings d'Istres (Arnavaux, Victor Hugo, Les Carmes)
- Le contrat de délégation de service public du 01/01/2017 (parking Degut (Martigues) – SEMOVIM)
- Le contrat de délégation de service public du 21/01/1992 (parking Rayettes (Martigues) – SEMOVIM) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les centres-villes connaissent une baisse de fréquentation récurrente de leurs commerces ;
- Que dans le cadre de ses compétences « Parcs de Stationnement » et « Développement Economique », la Métropole souhaite accompagner l'activité commerciale en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains durant les deux week-ends précédant les fêtes de Noël (12, 13, 19 et décembre 2020) ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la société INDIGO (Parkings Castellane,
- Charles de Gaulle, Jaurès, République, Préfecture, Vieux Port Fort Saint Jean, Estienne d'Orves (Marseille), Centre, Vieux Port (La Ciotat), L'Empéri et Portail Coucou (Salon)) ; à la société Q-PARK (Parkings Monthyon, Phocéens, Baret Saint Ferréol, Vieux Port Hôtel de Ville, Cours Julien, Gambetta, Corderie, Arvieux, Espercieux, Marché, Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai 1945 (Aubagne)) ; à la société SAGS (parking Verdun) ; à la société Effia Stationnement (parkings en enclos des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls, Beaugeard (Marseille), parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis) ; à la SEMEPA (parkings La Rotonde, Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde) ; à la SEMOVIM (parkings Degut et Rayettes) ; les parcs en régie (Marché à Cassis, Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes à Istres) ;
- Que la Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans le créneau susvisé à l'exception de tout autre frais ;
- Que cette modification des contrats de délégation de service est prise pour motif d'intérêt général unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place de deux heures de gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 dans les parkings concédés d'Aix-en-Provence, Marseille, Cassis, La Ciotat et Aubagne. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place de la gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 12, 13, 19

et 20 décembre 2020, durant la plage horaire de 10h00 à 19h00, couvrant la période d'ouverture des commerces au public dans certains autres parkings du territoire métropolitains. Ces heures de stationnement gratuit complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

Article 3 :

Cette mesure, décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera durant la période décrite dans les articles 1 et 2 de la présente, au sein des parkings métropolitains concédés aux Sociétés INDIGO, QPARK, SAGS, SEMEPA et SEMOVIM et EFFIA Stationnement et des parcs gérés en régie d'Istres et Cassis. Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants:

Pour la Société INDIGO :

- Parkings Castellane et Préfecture DSP n°91/342
- ☐ Parkings Charles de Gaulle, Jaurès DSP n°91/343
- ☐ Parking République DSP n°07/143
- ☐ Parking Estienne d'Orves DSP n° 19/04
- Parking Vieux Port Fort Saint Jean DSP n°09/149
- ☐ Parkings Centre et Vieux Port à La Ciotat, DSP n°06/123
- ☐ Parkings L'Empéri, Portail Coucou à Salon de Provence, DSP du 03 juillet 1991

Pour la Société QPARK :

- Parkings Monthyon, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Phocéens et Baret Saint Ferréol – DSP n°91/354
- ☐ Parking Vieux Port Hôtel de Ville - DSP n°14/005
- ☐ Parkings Arvieux et Espercieux – DSP n°07/136
- ☐ Parkings Marché, Centre Ancien, Beaumont, 8 Mai 1945, Hôpital à Aubagne, DSP du 01/02/2002

Pour la Société SAGS :

- ☐ Parkings Verdun à La Ciotat, DSP n°2015/160

Pour la Société Effia Stationnement :

- ☐ Parkings en enclos de Marseille – DSP n°15/1623
- ☐ Parkings Viguerie, Mimosas et enclos Daudet, Madie, Bestouan à Cassis, DSP 14/026

Pour la SEMEPA :

- Parking La Rotonde à Aix en Provence – DSP du 24/10/2003
- Parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeur, Mignet et Bellegarde à Aix en Provence – DSP du 29/12/1986

Pour la SEMOVIM :

- Parking Rayettes à Martigues – DSP du 21/01/1992
- Parking Degut à Martigues – DSP du 01/01/2017

Pour les parkings gérés en régie :

- Parkings Arnavaux, Victor Hugo et Les Carmes à Istres
- Parking Marché à Cassis

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la compensation de ces gratuités, seront inscrits sur les budgets 2020 et suivants des Etats Spéciaux des territoires concernés ainsi que sur le budget annexe stationnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

MOB 006-8852/20/CM

■ Composition de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Modification de la délibération n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017 MET 20/16579/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En vertu de l'article L.2143-3 du Code Général des Collectivités Territoriales la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité est obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Pour rappel, en application des dispositions de l'article L.2143-3 du CGCT précité, cette commission consultative, présidée par la Présidente de la Métropole, est composée notamment :

- de représentants de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- de représentants d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap (notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique),
- de représentants d'associations ou organismes représentant les personnes âgées,
- de représentants des acteurs économiques,
- et de représentants d'autres usagers.

Dans ce cadre, par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par le Président de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseil de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents de la Métropole et de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.

Suite à l'installation du nouveau Conseil de la Métropole et à l'élection des nouveaux Vice-Présidents et membres du Bureau de la Métropole, il est nécessaire d'actualiser et de modifier la composition du collège des Vice-Présidents et membres du Bureau Métropolitain de la CIAM.

Dans ces circonstances, il convient de modifier le point II-1-1 de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017 comme suit :

" II-1-1 Un collège composé de 10 Vice-Présidents et de 3 membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité :

- Attractivité du territoire, Tourisme ;
- Conférence des maires ;
- JO 2024 Grands événements, Etang de Berre (classement UNESCO), Relations avec l'aéroport ;
- Politique Sportive ;
- Santé, Enseignement Supérieur et Recherche, Recherche médicale, Economie de la santé ;
- Culture, Innovation, Numérique ;
- Mer, Littoral, Cycle de l'eau, GEMAPI ;
- Logement, Habitat Indigne, Lutte contre l'habitat indigne ;
- Transports, Mobilité durable ;
- Emploi, Cohésion sociale et territoriale, Insertion, Relations avec le GPMM ;
- Handicap, Lutte contre les discriminations et inégalités, Conseil Métropolitain des Jeunes ;
- Patrimoine et politique immobilière ;
- Schéma d'ensemble de la voirie

Tout autre Vice-président ou membre du Bureau métropolitain dont le domaine d'intervention viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement."

Les autres dispositions de la délibération du Conseil de la Métropole n°TRA 006-2745/17/CM du 19 octobre 2017 restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant création de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA 001-3828/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2018 relative à la modification de la composition de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que par délibération n°TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé sa commission intercommunale pour l'accessibilité, présidée par la Présidente de la Métropole et composée d'un collège associatif, d'un collège d'élus, membres des Conseil de Territoire, et d'un collège de Vice-Présidents et de membres du Bureau métropolitain, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.
- Qu'il est nécessaire de modifier la composition de la commission suite à l'installation du nouveau Conseil de la Métropole et à l'élection des nouveaux Vice-Présidents et membres du Bureau de la Métropole.
- Qu'il convient ainsi de modifier le point II-1-1 de la délibération précitée, comme indiqué ci-avant.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la modification telle qu'indiquée ci-dessus, du point II-1-1 de la délibération n° TRA 006-2745/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017.

Article 2 :

Les autres dispositions de la délibération modifiée restent inchangées.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Cohérence territoriale, planification, politique foncière, urbanisme et aménagement"

URBA 001-8853/20/CM

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Abrogation de la délibération portant engagement de la procédure initiale de modification n°2 et engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2**
MET 20/16298/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de modification de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM en date du 17 juillet 2020 le Conseil de la métropole a défini la délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Le PLU de la commune de Cabriès, initialement approuvé le 23 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°17/17, a fait l'objet de la mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté n°19/030/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'instauration de servitudes d'utilité

publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Le PLU a également fait l'objet d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n°URB 008-7900/19/CM du 19 décembre 2019, afin d'apporter au document d'urbanisme des adaptations, corrections et compléments facilitant l'instruction des dossiers d'application du droit des sols.

Par délibération n°URB 012-4171/18/CM du 28 juin 2018 du Conseil de Métropole puis par arrêté n°19/028/CM de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 février 2019, la procédure de modification n°2 a été engagée.

Le projet initial de cette procédure avait pour objets notamment :

- L'ouverture à l'urbanisation sur le secteur de Lagremeuse pour la réalisation notamment d'équipements tels que le centre de secours du service départemental d'incendie et de secours,
- L'ouverture à l'urbanisation d'une parcelle cadastrée section BV n°2 en vue de la réalisation de la halle des producteurs et classée actuellement en zone 2AUzs.

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, la nouvelle municipalité n'ayant pas les mêmes priorités que la municipalité précédente, a fait part, de sa volonté de restreindre les objets initialement prévus dans la délibération d'engagement n°URB 0012-4171/18/CM du Conseil de Métropole du 28 juin 2018 et dans l'arrêté n°19/028/CM du 26 février 2019 et de n'ouvrir plus qu'un secteur à l'urbanisation à savoir le secteur de Lagremeuse.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger la délibération n°URB 010-3568/18/CM précitée du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 engageant la procédure initiale de modification n°2 et d'engager une nouvelle procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.

Il s'agit également solliciter de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence l'abrogation de l'arrêté n°19/028/CM du 26 février 2019 engageant la procédure initiale de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.

Ainsi, le Maire de la commune de Cabriès sollicite l'abandon de la procédure initiale de modification n°2 de son PLU et saisit également le Conseil de la Métropole afin de solliciter de la Présidente, l'engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2.

Cette nouvelle procédure a notamment pour objet :

- L'ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements tels

que le centre de secours du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie de modification conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- La délibération n°URB 012-4171/18/CM du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 relative à l'engagement de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès ;
- L'arrêté n°19/028/CM du 26 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence prescrivant la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Maire de la commune de Cabriès a sollicité l'abandon de la procédure initiale de modification n°2 de son PLU initiée par l'ancienne municipalité.
- Qu'il est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'abrogation de l'arrêté 19/028/CM du 26 février 2019 engageant la procédure initiale de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.
- Que le Maire de la commune de Cabriès a sollicité l'engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2 du PLU de sa commune.
- Que les adaptations du PLU envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'abandon de la procédure de modification n°2 de la commune de Cabriès engagée par délibération n°URB 010-3568/18/CM du conseil de la Métropole du 28 juin 2018 et par arrêté d'engagement de la Présidente de la Métropole n°19/028/CM du 26 février 2019.

Article 2 :

Est abrogée la délibération n°URB 010-3568/18/CM du conseil de la Métropole du 28 juin 2018.

Article 3 :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'abrogation de l'arrêté 19/028/CM du 26 février 2019 engageant la procédure initiale de modification n°2 du PLU de la commune de Cabriès.

Article 4 :

Est sollicité de la Présidente de la Métropole l'engagement d'une nouvelle procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès ayant pour objet notamment l'ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements tels que le centre de secours du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.553-21 du Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 002-8854/20/CM

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cabriès - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole de la procédure de révision allégée n°1 du PLU engagée par la commune MET 20/16300/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de compétence.

Le PLU de la commune de Cabriès, initialement approuvé le 23 mars 2017 par délibération du Conseil Municipal n°17/17, a fait l'objet de la mise à jour n°1 de ses annexes par arrêté n°19/030/CM du 18 février 2019 de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, suite à l'instauration de servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des

risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses.

Le PLU a également fait l'objet d'une procédure de modification n°1 approuvée par délibération du Conseil de Métropole n°URB 008-7900/19/CM du 19 décembre 2019, afin d'apporter au document d'urbanisme des adaptations, corrections et compléments facilitant l'instruction des dossiers d'application du droit des sols.

La délibération du Conseil Municipal de la commune de Cabriès n°105/17 du 8 décembre 2017, a prescrit la procédure de révision allégée n°1 de son PLU dans l'objectif d'ajuster la localisation graphique de protection de la trame végétale, de procéder à des modifications du périmètre de la zone N et d'examiner les possibilités de réduction des marges de recul par rapport à l'A51.

Suite au transfert de la compétence en matière d'aménagement du territoire métropolitain à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble du territoire de ses communes membres au 1^{er} janvier 2018, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès a délibéré pour exprimer son accord à ce que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.

En conséquence, par délibération cadre n°URB 010-3568/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole Aix-Marseille Provence a poursuivi la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès.

Suite aux élections municipales du 28 juin 2020, la nouvelle municipalité n'ambitionne pas de continuer les projets liés à la procédure de révision allégée n°1.

Conséquemment, la commune de Cabriès a sollicité l'arrêt de la procédure de révision allégée n°1 engagée le 8 décembre 2017.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°17/17 du 23 mars 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès approuvant son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de la commune de Cabriès n°105/17 du 8 décembre 2017 prescrivant la procédure de révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n°106/17 du 8 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 poursuivant la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Cabriès ;
- La délibération cadre n°URB 004-3562/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 relative à la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite de révision allégée de documents d'urbanisme (Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le PLU de la commune de Cabriès et ses évolutions successives en vigueur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le souhait de la nouvelle municipalité de Cabriès de ne pas poursuivre les projets initiés dans le cadre de la révision allégée n°1 de son Plan Local d'Urbanisme.
- La sollicitation du maire de la commune de Cabriès sur l'abandon de la procédure de révision allégée n°1.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'abandon de la procédure de révision allégée n°1 de la commune de Cabriès prescrite par délibération du Conseil Municipal n°105/17 du 8 décembre 2017, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n° URB 010-3568/18/CM prise par son Conseil le 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à ladite Métropole le 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Est abrogée partiellement la délibération URB 010-3568/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune de Cabriès exprimé par délibération n°106/17 de son Conseil Municipal du 8 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1.

Article 3 :

Conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès :

- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le Département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 003-8855/20/CM

■ Règlement Local de Publicité de la commune de Cabriès - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole du Règlement Local de Publicité engagé par la commune MET 20/16301/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n°19/12 du 19 avril 2012, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès a prescrit la procédure d'élaboration de son Règlement Local de Publicité (RLP). Par délibération n°52/13 du 14 mai 2013, ce dernier a également défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure de son RLP.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II » prévoit que l'EPCI compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) est également, de plein droit, compétent en matière de RLP sur son territoire.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole devient compétente en matière de PLU et documents en tenant lieu et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre de tous ses territoires.

Suite à ce transfert de compétences, le Conseil Municipal de la commune de Cabriès, par délibération n°110/17 du 8 décembre 2017, a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève la procédure d'élaboration de son RLP engagée avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a accepté de poursuivre la procédure d'élaboration du RLP de la commune de Cabriès par délibération cadre n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018.

Par délibération cadre n°URB 007-3565/18 CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a défini la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite d'élaboration et de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du 17 juillet 2020 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de compétence.

La loi Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique, promulguée le 27 décembre 2019 a notamment permis d'autoriser l'élaboration de RLPI à l'échelle des Territoires et non à l'échelle de l'ensemble de la Métropole (article 22 de la loi).

Cette même loi prévoit que la prescription de la procédure d'élaboration du RLPI du Pays d'Aix, intervenue avant le 13 janvier 2021, soit dans les délais fixés par la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise

sanitaire, permet de bénéficier, pour les RLP communaux de première génération de son périmètre, c'est-à-dire non « grenellisés », de l'échéance de caducité fixée au 13 juillet 2022.

C'est ainsi que le 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 017-8367/20/CM du 31 juillet 2020, a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aix, et, a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de cette procédure.

Les problématiques liées aux RLP de Cabriès peuvent être appréhendées de manière globale et cohérente à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de l'élaboration de son RLPi.

En conséquence, il est apparu plus opportun à la commune de Cabriès de ne pas poursuivre l'élaboration de son RLP.

Ainsi, la commune de Cabriès a sollicité que la Métropole abandonne la procédure d'élaboration du RLP engagée le 19 avril 2012.

Compte tenu de ces circonstances, il est nécessaire d'abroger partiellement la délibération précitée n° URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 en ce qu'elle décidait la poursuite de la procédure du RLP de la commune de Cabriès.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique ;
- La délibération n°19/12 du 19 avril 2012 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès prescrivant la procédure d'élaboration du RLP de la commune de Cabriès ;

- La délibération n°52/13 en date du 14 mai 2013 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération n°110/17 du 8 décembre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Cabriès autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre l'élaboration du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération cadre n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 poursuivant la procédure d'élaboration du RLP de la commune de Cabriès ;
- La délibération cadre n°URB 007-3565/18 CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 définissant la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite d'élaboration et de révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.
- La délibération n°URB 017-8367/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prescrivant et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure d'élaboration du RLPi sur le Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'échéance de caducité du RLP en vigueur sur le territoire de la commune de Cabriès est fixée au 13 juillet 2022.
- L'opportunité d'aborder les problématiques liées aux RLP de Cabriès de manière globale et cohérente à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de l'élaboration en cours du RLPi du Pays d'Aix.
- L'accord du maire de la commune de Cabriès sur l'abandon de la procédure d'élaboration de son RLP engagée le 19 avril 2012.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'abandon de la procédure d'élaboration du RLP de la commune du Cabriès prescrite par délibération du Conseil Municipal n°19/12 du 19 avril 2012, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n°URB 012-3570/18/CM prise par son Conseil le 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en matière de RLP à ladite Métropole le 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune du Cabriès exprimé par délibération n°110/17 de son Conseil Municipal du 8 décembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son RLP.

Article 3 :

Conformément au Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Cabriès ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 004-8856/20/CM

**■ Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune des Pennes-Mirabeau - Abrogation partielle de la délibération portant poursuite par la Métropole de la révision n°1 du RLP engagée par la commune
MET 20/16303/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La commune des Pennes-Mirabeau est dotée d'un RLP approuvé par délibération n°136x90 du Conseil Municipal du 28 novembre 1990. Ce document, qui régit l'implantation des enseignes, pré-enseignes et publicités sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau est annexé à son Plan Local d'Urbanisme (PLU) en vigueur.

Par délibération n°182x14 du 24 juin 2014, le Conseil Municipal de la commune des Pennes-Mirabeau a prescrit la mise en révision de ce RLP frappé d'obsolescence, avec pour objectif « *de concilier la qualité des paysages et la qualité du cadre de vie*

avec les besoins de la publicité extérieure, indispensables à l'activité économique, mais encore d'améliorer l'image de la commune au travers des entrées de ville ». Pour ce faire, cet acte préconise notamment :

- « une diminution de la densité des supports publicitaires en entrée de ville et dans les secteurs où ceux-ci sont surabondants », et, « l'amélioration de leur intégration dans le paysage urbain » ; ainsi que,
- une amélioration de « l'image des zones d'activités et commerciales, et plus particulièrement de la zone commerciale de Plan de Campagne, en concertation avec la commune de Cabriès, sur laquelle cette zone s'étend en partie ».

Cette délibération fixe également les modalités de concertation avec la population à mettre en œuvre dans le cadre de la procédure de Révision n°1 du RLP de la commune des Pennes-Mirabeau conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

La loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II » prévoit que l'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de PLU est également, de plein droit, compétent en matière de RLP sur son territoire. Le RLP doit ainsi être élaboré à l'échelle intercommunale (article L.581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de RLP sur le périmètre de tous ses territoires.

Suite à ce transfert de compétences, le Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau, par délibération n°299x17 du 30 novembre 2017, a exprimé son accord sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de Révision n°1 de son RLP qu'elle a engagée par délibération du 24 juin 2014.

La délibération cadre n°URB 007-3565/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, prise le 15 février 2018, définit la répartition des compétences à respecter dans le cadre d'une procédure dite d'élaboration ou de révision de RLP entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs.

Par ailleurs, par délibération cadre n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de Métropole a également pris acte de l'accord de la commune des Pennes-Mirabeau sur la poursuite et l'achèvement par cette dernière de la procédure de Révision n°1 de son RLP engagée par délibération du Conseil Municipal du 24 juin 2014.

La loi Engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique, promulguée le 27 décembre 2019 a notamment permis d'autoriser l'élaboration du RLPi à l'échelle des Territoires et non à l'échelle de la Métropole (article 22 de la loi).

Cette même loi prévoit que la prescription de la procédure d'élaboration du RLPi du Pays d'Aix, intervenue avant le 13 janvier 2021, soit dans les délais fixés par la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, permet de bénéficier, pour les RLP communaux de première génération de son périmètre, c'est-à-dire non « grenellisés », de l'échéance de caducité fixée au 13 juillet 2022.

Le 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n°URB 017-8367/20/CM du 31 juillet 2020, a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aix, et, a défini les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de cette procédure.

Dans ces circonstances, et notamment dans la perspective de l'approbation prochaine d'un RLPi, la Métropole et la Commune des Pennes-Mirabeau, ont conjointement convenu de ne pas poursuivre la procédure de Révision n°1 du RLP de la commune des Pennes-Mirabeau lors d'une réunion en date du 16 décembre 2019.

Au regard de cette décision, il est convient d'abroger partiellement la délibération précitée du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°URB 012-3570/18/CM du 15 février 2018 en ce qu'elle décide de la poursuite par les instances métropolitaines de la procédure de Révision n°1 du RLP des Pennes-Mirabeau engagée par la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE);
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et proximité de l'action publique ;
- Le Règlement Local de Publicité pris en application de la Loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes approuvé par délibération n°136x90 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 28 novembre 1990 ;
- La délibération n°182x14 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 24 juin 2014, prescrivant la mise en révision du RLP en vigueur sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de ladite procédure ;
- La délibération n°299x17 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 30 novembre 2017 autorisant la Métropole Aix-Marseille-Provence à poursuivre et achever la procédure de révision du RLP en cours sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 décidant de la poursuite par les instances métropolitaines de la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune des Pennes-Mirabeau engagée le 24 juin 2014 par délibération du Conseil Municipal ;
- La délibération cadre n° HN 005-8077/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétence du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°URB 017-8367/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 prescrivant et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'échéance de caducité du RLP en vigueur sur le territoire de la commune des Pennes-Mirabeau est fixée au 13 juillet 2022.

- L'opportunité d'aborder les problématiques liées au RLP de la commune des Pennes-Mirabeau de manière globale et cohérente à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix et notamment dans le secteur de Plan de Campagne, dans le cadre de l'élaboration en cours du RLPi du Territoire du Pays d'Aix.
- L'accord du maire des Pennes-Mirabeau sur l'abandon de la procédure de révision de son RLP engagée le 24 juin 2014 par la commune.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'abandon de la procédure de révision du RLP de la commune des Pennes-Mirabeau prescrite par délibération n°182x14 du Conseil Municipal des Pennes-Mirabeau du 24 juin 2014, et objet d'une poursuite par la Métropole Aix-Marseille-Provence conformément à la délibération n°URB 012-3570/18/CM de son Conseil du 15 février 2018 suite au transfert de la compétence en la matière audit établissement de coopération intercommunale le 1^{er} janvier 2018.

Article 2 :

Est abrogée partiellement la délibération n°URB 012-3570/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence en ce qu'elle prend acte de l'accord de la commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération n°299x17 de son Conseil Municipal du 30 novembre 2017 sur la poursuite et l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision de son règlement local de publicité en cours.

Article 3 :

Conformément au Code de l'Urbanisme :

- la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie des Pennes-Mirabeau ;
- mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département ;
- la présente délibération sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.5211-41 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 006-8857/20/CM

■ Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Prescription de l'élaboration - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public
MET 20/16128/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;

- depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'appliquent (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'Environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires. Elle a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirerait le 13 juillet 2020.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique permet dorénavant d'élaborer des Règlements Locaux de Publicité intercommunaux (RLPi) à l'échelle des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par ailleurs elle est venue repousser de deux ans le délai pour les EPCI de prescrire un RLPi sur leur Territoire, initialement prévue au 13 juillet 2020.

L'article 29 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire vient quant à lui reporter de 6 mois l'échéance de caducité des RLP de 1^{ère} génération. Cette échéance, initialement prévue au 13 juillet 2020, est donc reportée au 13 janvier 2021, laissant un délai supplémentaire de 6 mois aux communes pour achever la révision de leur RLP communal en cours à la condition que le Territoire auquel elles appartiennent, prescrive l'élaboration d'un RLPi.

Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Le RLP de la ville d'Aubagne en cours de révision générale, est concerné par cette échéance de caducité. Afin de bénéficier du report de caducité, la ville a sollicité de la part du Territoire, la prescription d'un RLPi à son échelle.

Aussi, la conférence intercommunale des douze maires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est réunie afin de débattre ensemble de l'opportunité d'engager une procédure d'élaboration d'un RLPi et de définir ensemble les modalités de collaboration, qui ont par ailleurs, été arrêtées par une délibération en Conseil de Territoire en date du 18 novembre 2020. Il convient désormais que le Conseil de la Métropole, compétent en la matière, prescrive le RLPi sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

C'est dans ce contexte juridique adapté à la Métropole Aix-Marseille-Provence que s'engage l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire du Pays de d'Aubagne et de l'Etoile.

Les objectifs poursuivis :

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile notamment en maîtrisant l'implantation des enseignes et pré-enseignes sur le territoire ;
- Améliorer le cadre de vie en identifiant les espaces à préserver pour des raisons paysagères, patrimoniales...et les protéger ;
- Concevoir et rédiger le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale ;
- Réinterroger les zones de publicités autorisées tout en participant au dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle du territoire, garantir les entrées de ville, des centres villes de qualité et des zones d'activités attractives ;
- Elaborer un document en adéquation et complémentaire au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en cours d'élaboration.

Les modalités de la concertation :

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et mis à la disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et dans chacune des communes concernées aux jours et heures habituelles d'ouverture au public ;
- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - En les consignant dans les registres mis à disposition au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et dans chacune des mairies des communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - Et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
Concertation sur le règlement local de publicité intercommunal
932 avenue de la Fleuride – ZI des Paluds – 13400 Aubagne ;

- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet du RLPI y soit présenté :
 - Une réunion générale à l'échelle du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
 - Une réunion à l'échelle des bassins de vie nord et sud.
- Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes, ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ;
- La délibération HN 007-8079/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La conférence intercommunale des maires du 18 novembre 2020 portant sur l'examen des modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses communes membres ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile arrêtant les modalités de collaboration avec ses communes membres du 18 novembre ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité.
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPI, ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

Délibère

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration du RLPI du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

Sont définies les modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L. 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

La présente délibération sera notifiée à l'ensemble des personnes publiques associées et consultées, conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est

insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône et du Var ; La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 007-8858/20/CM

■ Budget principal - Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Saint-Estève-Janson ZAC des Vergeras MET 20/16333/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Il s'agit d'une opération d'aménagement d'une zone d'activités économiques dans le bassin du Val de Durance.

La réalisation de cette zone a été confiée à la SPLA dans le cadre d'une concession d'aménagement. Cette opération a permis de créer plus de 4 ha de terrains à bâtir à destination d'entreprises artisanales. Les travaux de viabilisation sont achevés et la commercialisation de l'opération est en cours.

L'opération étant bientôt achevée, il s'agit d'ajuster le montant de l'Autorisation de Programme en fonction de la dernière participation à verser à la SPLA et en tenant compte des audits réalisés dans le cadre de la labellisation HQE.

Les phases de l'opération restent inchangées. La concession s'achève en 2023 et le dernier audit aura lieu en 2024.

L'opération d'investissement Saint Estève Janson ZAC des Vergeras d'un montant initial de 1 518 400 euros T.T.C. doit être augmentée de + 60 000 euros T.T.C., et ainsi porter le montant total de l'opération à 1 578 400 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-3 et R.2311-9;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 034-2692/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant modification d'AP/CP, Budget principal Métropolitaine, Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation pour un montant de 60 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement DI3203AP Saint Estève Janson ZAC des Vergeras.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI3203AP Saint Estève Janson ZAC des Vergeras d'un montant de 60 000 euros T.T.C portant le montant de l'opération à 1 578 400 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Montant initial de l'AP : 1 518 400 euros T.T.C.
Révision de l'AP : + 60 000 euros T.T.C
Montant final de l'AP : 1 578 400 euros T.T.C
Déjà financé : 1 277 378.42 euros T.T.C
CP 2020 (BS compris) : 45 000 euros T.T.C.
CP 2021 : 45 000 euros T.T.C
CP 2022 : 45 000 euros T.T.C.
CP 2023 : 114 000 euros T.T.C
CP 2024 : 50 000 euros T.T.C

CP 2025 : 2 021.58 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 008-8859/20/CM

■ Déclaration d'intérêt métropolitain de l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain MET 20/16343/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain a défini les critères de l'intérêt métropolitain des opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la Métropole est compétente notamment en matière d'habitat, de politique de la ville, de renouvellement urbain et de valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la création, l'aménagement et la gestion des zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques, portuaires ou aéroportuaires ne sont pas soumises à la définition de l'intérêt métropolitain et relève de la compétence exclusive de la Métropole.

La définition des critères de l'intérêt métropolitain concerne donc les autres opérations d'aménagement mises en œuvre dans le cadre des politiques publiques pour lesquelles la métropole est compétente notamment l'habitat, la politique de la ville, le renouvellement urbain et la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

Pour rappel, le Code de l'Urbanisme, dans son article L300.1, définit les opérations et actions d'aménagement comme celles qui ont pour objets de mettre en œuvre :

- un projet urbain,
- une politique locale de l'habitat,
- d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- de favoriser le développement des loisirs de tourisme,
- de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,
- de permettre le renouvellement urbain,
- de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti et les espaces naturels.

Ainsi, par délibération n° MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017, le Conseil Métropolitain, pour

caractériser l'intérêt métropolitain d'une opération d'aménagement, a approuvé les critères suivants :

- les opérations dont le périmètre se développeront sur le territoire de plusieurs communes,
- le caractère structurant de l'opération pour la mise en œuvre des orientations métropolitaines,
- notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville,
- les opérations mixtes dont la surface de plancher dédiée au développement économique sera
- significative,
- le caractère innovant et/ou expérimental de l'opération, la prise en compte dans son programme,
- de l'articulation habitat-transport et de démarches environnementales,
- les opérations d'aménagement liées à la valorisation du patrimoine naturel et paysager.

La commune d'Aix-en-Provence a été retenue depuis 2015 au titre des nouveaux projets de rénovation urbaine et, dans ce cadre, la Métropole souhaite poursuivre la dynamique de transformation urbaine déjà engagée par le 1^{er} programme de renouvellement urbain sur le quartier de Corsy. Le projet de renouvellement urbain de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence a ainsi été retenu par l'ANRU en juin 2018.

La convention cadre NPNRU métropolitaine précise, en référence à la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, dite loi Lamy, un nouveau cadre (le Contrat de Ville) et de nouveaux outils (dont le NPNRU), avec le portage à l'échelle intercommunale des projets de renouvellement urbain pour garantir l'intégration de ces quartiers au sein des dynamiques et outils structurants du projet de territoire : logement, économie, mobilité, environnement...

De plus, le contrat de ville se fonde sur la définition de priorités d'intervention et notamment en matière de cadre de vie et de renouvellement urbain, pilier décliné en un volet cadre de vie comportant 4 orientations et un volet projet urbain définissant les dimensions fondamentales des projets de renouvellement urbain sur les quartiers, dans le cadre de l'ANRU ou d'opérations de droit commun. La définition des projets urbains à l'échelle des quartiers vise ainsi à assurer directement la pleine inscription des quartiers Politique de la Ville dans les perspectives d'aménagement de l'agglomération. En cela, le socle des projets urbains pour l'ensemble des QPV se doit de correspondre aux orientations communautaires déterminées dans le cadre du SCOT, du Programme Local de l'Habitat (PLH), du

Plan Départemental de l'Urbanisme (PDU) et des mesures de droit commun engagées pour favoriser la réduction des inégalités territoriales, promouvoir la mixité sociale et les stratégies de peuplement et le développement d'équipements.

Dans ce cadre, la Métropole est responsable de la coordination générale du programme, de son articulation stratégique et opérationnelle avec les politiques et outils structurants qu'elle porte (économie, mobilité, habitat, énergie, environnement) et constitue l'interlocuteur privilégié pour l'ensemble des partenaires. Les Conseils de Territoire conduisent, en association étroite avec les Maires des Communes concernées, la définition, le portage et la mise en œuvre opérationnelle des projets de renouvellement urbain sur les quartiers concernés, conformément aux orientations et arbitrages retenus à l'issue des réflexions conduites dans le cadre de leurs protocoles de préfiguration respectifs.

Le Territoire du Pays d'Aix accompagne les projets de rénovation urbaine depuis 2003.

La convention d'application du contrat de ville précise que « dans le cadre du PNRU, la métropole est le maître d'ouvrage du projet de renouvellement urbain. Elle est à ce titre responsable de la convention et de la concession d'aménagement ainsi que de la maquette financière incluant la participation financière des partenaires et confiera la conduite d'opérations à la ville d'Aix-en-Provence.

La ville d'Aix-en-Provence s'engage ainsi à mettre en place une équipe dédiée, rattachée à la direction de la citoyenneté et proximité et à la Direction Générale des Services, est mobilisée et mandatée sur les missions principales liées à la mise en œuvre du contrat de ville, qu'elle exercera en lien étroit avec la direction Politique de la Ville du Territoire.

En matière d'animation opérationnelle des projets de rénovation urbaine, la ville participe à la définition et l'élaboration des enjeux stratégiques, contribue à la rédaction de la convention, assure la conduite et le suivi d'opération du programme de renouvellement urbain d'Encagnane, est en charge de la mise en place, l'animation et le suivi de la maison de projets, participer à toutes les instances techniques et de pilotage du programme de renouvellement urbain d'Encagnane et lancer des marchés. »

La conduite d'un Programme de Rénovation Urbaine sur les quartiers Beisson et Corsy a pu initier cette dynamique de renouvellement urbain en contribuant à dédensifier le parc social sur ces quartiers. (reconstitution sur site et surtout hors site). La pérennisation de ces interventions et la finalisation des opérations programmées doivent ainsi permettre d'engager dans la durée une évolution de la fonction de ces quartiers d'un point de vue résidentiel, économique et fonctionnel.

Le quartier prioritaire d'Encagnane, au titre de la politique de la Ville, comporte 4 642 habitants et 60 % de logements sociaux. Il représente un enjeu fort pour le développement de la Ville d'Aix-en-Provence et la réalisation des objectifs de transformation du territoire.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme de la commune, ce quartier apparaît en effet comme une centralité de proximité à conforter et se trouve en perspective classée comme zone urbaine d'intensification maîtrisée. A ce titre, ce quartier doit contribuer fortement à l'atteinte des objectifs fixés par le PLH et le SCOT, tant au niveau de la production et de la diversification de l'offre d'habitat, que du développement de l'activité économique et commerciale de proximité, en interconnexion avec les grands projets d'infrastructure (déploiement des axes de transport (Bus à haut niveau de service, évolution de l'échangeur A8/A51), liaison avec le projet de la Constance, programmation d'équipements (SMAC, pôle numérique...). Les interventions sur le patrimoine existant sont en cela fondamentales, concernant d'une part les logements sociaux dont une partie ne correspond plus aux normes en vigueur en matière de performance énergétique, d'isolation acoustique ou d'accessibilité, et d'autre part les copropriétés les plus dégradées (dont la copropriété des Facultés).

L'inclusion croissante de ce quartier à la dynamique d'agglomération et sa plus forte interconnexion est ainsi un élément clefs du projet urbain sur le développement ouest d'Aix-en-Provence.

Le quartier se distingue par sa population vieillissante. Il s'agit d'un enjeu important puisque 44,2% des personnes de 80 ans ou plus vivent seules. 38% de la population du quartier vit sous le seuil de pauvreté national, soit environ 1 760 personnes. Encagnane profite d'une situation privilégiée entre le centre ancien et le quartier Ouest du Jas de Bouffan et le futur quartier de la Constance. Positionné sur la ligne de BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) et à proximité directe avec les équipements urbains, il constitue une porte d'entrée sur la ville et un territoire au fort potentiel de diversification.

Ainsi, le projet urbain du quartier d'Encagnane s'articule autour de 4 axes d'intervention :

- Réaffirmer la lisibilité urbaine et la trame viaire et apaiser et rendre l'espace public aux habitants,
- Désenclaver le quartier et le connecter aux quartiers limitrophes,
- Diversifier l'habitat et répondre aux besoins en logement,
- Renforcer le rayonnement du quartier et le rendre attractif.

Le projet urbain consiste à enclencher une dynamique nouvelle en considérant Encagnane comme un quartier à fort potentiel de développement désormais situé au cœur de la ville.

Encagnane se caractérise par une partition Nord-sud très marquée et mise en évidence dans les différents diagnostics. Alors que la partie Nord présente des enjeux de centralité et de liaison vers le centre-ancien, la partie Sud fait face à des enjeux de requalification et de désenclavement. Dans ce schéma fonctionnel, l'avenue du 8 Mai joue le rôle de trait d'union, de « colonne vertébrale » du quartier à réaménager.

Sur ces bases, le schéma d'aménagement global propose une stratégie d'aménagement de la partie Nord du quartier centrée sur des problématiques d'intégration à la ville, de restructuration des espaces de centralité (comme la place Romée de Villeneuve) et de connexion avec le BHNS mis en service en 2019.

Dans la partie Sud, apparaissent plutôt des enjeux de désenclavement et de requalification de l'espace, en lien avec l'émergence d'un nouveau quartier : Phares et Balises. Projet majeur du renouvellement urbain, Phares et Balises incarne le renouveau d'Encagnane autour duquel viendront se greffer des opérations qualitatives d'aménagement de l'espace (espaces et parcs publics – jardins partagés et pôle éducatif). Ce traitement qualitatif des espaces publics constituera le support à une dynamique économique (via l'équipement numérique) et résidentielle (vers un retour des classes moyennes) renouvelées. Enfin, le trait d'union entre ces deux parties se fera via l'Avenue du 8 Mai, artère du quartier, dont le réaménagement a pour objectif d'améliorer la connexion Nord-Sud, dans une logique de modes doux (piétons / vélos). Le schéma global d'aménagement permettra l'amélioration du cadre de vie pour les habitants, mais rendra également le quartier plus attractif.

La SPLA Pays d'Aix Territoire a été désignée en tant que titulaire de la concession d'aménagement du site pour assurer notamment la coordination du plan de sauvegarde de la Résidence Les Facultés, ainsi que les opérations d'équipements et d'espaces publics.

Le renouvellement urbain du quartier d'Encagnane est structuré autour de 7 grands projets.

- La Place Romée de Villeneuve
- L'avenue du 8 Mai
- Les 5 centralités de proximité
- Pôle éducatif Giono
- Phares et Balises
- Le parc public « boulodrome »
- Résidence les Facultés

Le secteur Phare et Balise se situe au Sud du quartier d'Encagnane, dans une zone urbaine comprise entre l'autoroute A51 à l'ouest et les boulevards Schweitzer et Kennedy à l'Est, sur un tènement foncier de plus de 37 000m², constitué actuellement de logements sociaux (résidences du Calendal et Méjanès), et d'une friche urbaine.

Au travers de cette opération sur un pan dégradé d'Encagnane, il s'agit d'inverser le regard sur le quartier en valorisant ses nombreux atouts et en faisant une vitrine de l'innovation aixoise. Une des conditions majeures de réussite du projet Phares & Balises est d'articuler et de mettre en synergie les projets connexes, en prenant en compte les liaisons spatiales et leurs retombées positives : le parc public « Boulodrome », qui apportera un environnement paysager qualitatif et un lieu de convivialité au contact de ce secteur, le Pôle éducatif Giono qui permettra de regrouper dans un projet d'ensemble différents équipements destinés à la petite enfance. Le projet consiste à imaginer un nouveau « morceau de ville » pour redynamiser l'ouest du quartier d'Encagnane. Il doit permettre de dynamiser ce secteur en agissant sur :

- Le parti d'aménagement, qui impose un retrait supplémentaire par rapport à l'autoroute avec la création d'un merlon paysager,
- l'attractivité et l'image du quartier, au travers de deux projets majeurs : un équipement numérique innovant et l'aménagement d'un itinéraire qualitatif empruntant une nouvelle passerelle, dessinant un trait d'union entre Encagnane et les quartiers ouest de la ville (Jas de Bouffan, la Constance),
- l'habitabilité du parc locatif social en éradiquant l'habitat dégradé, en améliorant le confort des logements existants et la qualité de l'air intérieur, la diversification de l'offre de l'habitat,
- l'amélioration du cadre de vie en végétalisant l'environnement, en offrant des espaces publics de qualité et une sécurisation des cheminements.

Cette opération d'aménagement fait l'objet d'une concession d'aménagement spécifique avec la SPLA Pays d'Aix Territoires afin de mener à bien sur le plan opérationnel la rénovation de ce quartier. Une convention a été signée le 13 décembre 2018 entre la SPLA Pays d'Aix Territoires et la Métropole Aix-Marseille-Provence. La participation du Territoire du Pays d'Aix dans le cadre de cette opération d'aménagement est de 27,6 M€ H.T., incluant les acquisitions foncières, les travaux d'aménagement et l'ensemble des études et honoraires.

Les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain de cette opération d'aménagement ont été déléguées au Conseil de Territoire du Pays d'Aix, conformément à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix approuvée par délibération du 17 juillet 2020.

Le Territoire du Pays d'Aix, en étroite collaboration avec la commune d'Aix-en-Provence, est engagé dans les études et les démarches nécessaires qui vise à mettre en place les outils opérationnels

adéquats permettant la mise en œuvre de cette opération d'aménagement métropolitaine et la réalisation des travaux.

Sur la base des objectifs poursuivis et des critères énoncés ci-dessus, il est donc proposé de déclarer d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane sur la commune d'Aix-en-Provence dans le cadre du NPNRU.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n° MET 17/3162/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'intérêt métropolitain ;
- La délibération n° MET 17/4627/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 relative à l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- La délibération n°DEVT 002-4788/18/BM du Bureau de la Métropole du 13 décembre 2018 ; relative à l'approbation d'une convention d'application du contrat de ville territorial pour la commune d'Aix-en-Provence ;
- Le périmètre de l'opération d'intérêt métropolitain du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole a défini les critères de l'intérêt métropolitain.
- Que l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence répond aux critères posés par la délibération n°MET 17/4627/CM du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017.
- Que le site répond à des enjeux structurants mettant œuvre des orientations métropolitaines notamment en matière d'aménagement, d'équilibre social de l'habitat et de politique de la ville.
- Qu'une délibération du Conseil de la Métropole est requise afin de déclarer d'intérêt métropolitain cette opération d'aménagement.

Délibère

Article unique :

Est déclarée d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement du quartier d'Encagnane sur la commune d'Aix-en-Provence dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), conformément au périmètre joint en annexe.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 009-8860/20/CM

■ Approbation du contrat de concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour l'opération du quartier du Liourat à Vitrolles dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain MET 20/16280/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Parmi les huit quartiers issus de la nouvelle géographie prioritaire et inscrits au Contrat de Ville Métropolitain signé le 26 juin 2015, le secteur Centre à Vitrolles et le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence ont été retenus au titre des Projets de Renouvellement Urbain, deuxième génération.

Les premières orientations du projet de renouvellement urbain du quartier secteur centre de Vitrolles ont été arrêtées dans le Protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles, validé par délibération n°2015_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 et signé par les partenaires le 17 décembre 2015.

La mise en œuvre de ce protocole a permis de présenter au Comité d'Engagement de l'Agence

Nationale de Rénovation Urbaine du 24 février 2020, un projet urbain, une stratégie d'ensemble et un ciblage des opérations pour le quartier secteur centre de Vitrolles, parmi lesquelles l'aménagement d'ensemble du quartier du Liourat.

Le secteur du « Liourat » comprend sur sa partie Nord le secteur de la résidence « Prévert », à l'architecture atypique en arc de cercle, qui fait face à l'avenue Padovani, axe structurant de la ville, requalifiée sur la partie nord. Cette résidence est une copropriété constituée de 111 logements, 94 parkings souterrains et 23 locaux commerciaux en pied d'immeuble. L'ensemble des logements sociaux est détenu par « Logis Méditerranée ».

A ce titre, malgré les efforts importants consacrés pour améliorer la résidence « Prévert » et son cadre de vie, le quartier du Liourat concentre de lourdes difficultés d'ordre urbain, économique et social. Dès lors, il doit faire l'objet d'une opération d'aménagement d'ensemble spécifique.

Le périmètre de l'opération d'aménagement s'étend sur une superficie d'environ 4,7 hectares. Il est délimité au Nord, par le parking Sud des Pins, à l'Est par la piscine du Liourat, au Sud et à l'Ouest par l'avenue Padovani et la rue Antoine Biancardini.

Par délibération du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement du quartier du « Liourat » dans le cadre du NPNRU.

L'opération d'aménagement confiée à la SPLA comprendra notamment, après démolition de la résidence Prévert par le bailleur Logis Méditerranée :

- La recomposition urbaine du quartier, avec la création et l'aménagement d'espaces publics permettant entre autres le désenclavement du square Colucci, avec la création d'une voie nouvelle reliant l'avenue Padovani à la rue Pasteur ;
- Le réaménagement des avenues Denis Padovani et Jean Etienne Constant et des rues Antoine Biancardini, Pasteur et Fernand Benoit ;
- La construction de logements favorisant la diversification de l'offre, pour un total de 137 à 146 logements, soit environ 11 700 m² de SDP. L'ensemble de ces lots est localisé sur îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville ;
- La recomposition d'une offre commerciale de proximité, avec une offre d'environ 850 m² de locaux commerciaux et de services en rez-de-chaussée des futurs bâtiments ;
- Et dans un souci de cohérence d'ensemble, la démolition de la piscine du Liourat et l'aménagement du foncier libéré (emprise de 3 961 m²), susceptible d'accueillir de nouveaux logements, qui sera réalisé hors

programme de l'Agence Nationale pour la rénovation Urbaine (ANRU) mais dans le cadre de la présente concession d'aménagement.

Aussi, une concession d'aménagement constitue l'outil le plus approprié pour répondre à tous ces objectifs. Elle permettra à la fois d'engager les travaux d'espaces publics et les démarches visant à restructurer et développer les lots devant accueillir les futurs logements.

Cinq lots à bâtir sont identifiés pour la réalisation d'opérations visant à répondre à l'enjeu de mixité sociale pour un total de 140 à 150 logements, soit une surface totale de plancher envisagée de 11 700 m². L'ensemble de ces lots est localisé sur l'îlot libéré par la démolition de la résidence Prévert, permettant ainsi d'affirmer la centralité de ce secteur de Ville.

En accord avec la Ville de Vitrolles, il est proposé de confier la réalisation de cette opération à la Société Publique Locale d'Aménagement (SPLA) « Pays d'Aix Territoires » dans le cadre d'un contrat de concession d'aménagement. La passation de ce contrat est réalisée sans mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.2511-2 du Code de la Commande Publique et de l'article L.300-5-2 du Code de l'Urbanisme.

A ce titre, la SPLA Pays d'Aix Territoires aura en charge de réaliser et de mener à bien l'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles, et plus particulièrement :

- les études opérationnelles (techniques, urbanistiques et environnementales) et de maîtrise d'œuvre nécessaires à la mise en œuvre de l'opération ;
- la maîtrise foncière et la libération des terrains nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris, le cas échéant, la voie de l'expropriation ou de la préemption ;
- la réalisation des travaux et équipements concourant à la requalification des espaces publics et privés à usage collectif ;
- la commercialisation des différents lots prévus dans l'opération, en procédant notamment à la consultation de promoteurs en vue des opérations de construction ;

Cette concession d'aménagement est d'une durée de 10 ans.

Le bilan prévisionnel de la concession, tel que annexé au contrat de concession, est estimé à 14.600.000 € HT en dépenses. Les recettes prévisionnelles de l'opération seront pour partie assurées par la cession des charges foncières estimées à 3 525 000 € HT. Il est envisagé une subvention de l'ANRU qui abondera l'opération de 1 000 000 €. La participation totale du concédant à l'équilibre de l'opération est de 8.900.000 €, dont 8.500.000 € de participation en numéraire et

400.000 € de participation en nature. Elle sera versée suivant un échéancier prévisionnel précisé dans le contrat. Une participation en nature de la Ville de Vitrolles, sous forme d'apport en terrains ou de bâtiments à l'opération, d'un montant d'environ 1,105 Md'€ est également attendue. Les participations en nature seront intégrées, et valorisées dans le bilan après avis de France Domaine.

Le contrat de concession ci-annexé fixe les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'aménageur réalisera ses missions, sous le contrôle de la collectivité. A ce titre, deux organes de pilotage seront institués afin de permettre l'examen et le suivi de l'opération d'aménagement, le Comité Technique et le Comité de Pilotage, qui de par leur composition incarneront le contrôle structurel de la collectivité sur le suivi de l'opération engagée.

Dans le cadre des articles L.213-3 et R.213-1 2 à R.213-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille Provence délègue au concessionnaire le droit de préemption urbain à l'intérieur du périmètre de l'opération objet de la concession en vue de la réalisation des missions qui lui sont confiées.

Le contrat de concession pourra être modifié par voie d'avenant pour tenir compte des évolutions qui seraient apportées à l'opération d'aménagement.

Une Autorisation de Programme d'un montant de 20 Md'€ a d'ores et déjà été votée dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix et couvre les besoins de l'opération d'aménagement. Une ligne propre à l'opération d'aménagement sera créée à l'occasion du vote du BP 2021 au sein de cette AP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-3, L.300-1 et L.300-4, L.300-5 et suivants
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.213-3, L.300-1 et L.300-4, L.300-5 et suivants ;

- La délibération n°2015_A255 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative à l'approbation d'un protocole de préfiguration communautaire des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et de Vitrolles ;
- La délibération n°DEVT 005-3735/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2018 relatif à l'approbation d'un protocole modificatif de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Aix-en-Provence et Vitrolles ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, déclarant d'intérêt métropolitain l'opération d'Aménagement du quartier du Liourat sur la commune de Vitrolles ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le nouveau projet de renouvellement urbain du quartier Centre de Vitrolles.
- La nécessité de lancer une opération d'aménagement spécifique sur le quartier du Liourat afin de lui redonner une nouvelle attractivité et d'ouvrir le quartier sur la ville.
- Le contrat de concession d'aménagement, ci-annexé, qui a pour objet de fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles le concessionnaire réalisera ses missions, sous le contrôle de la Métropole.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le contrat de concession d'aménagement, ci-annexé, pour l'aménagement du quartier du Liourat à Vitrolles avec la SPLA Pays d'Aix Territoires.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le contrat de concession et tous les documents afférents à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits sur le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix (budget 06), en section d'investissement : opération budgétaire à créer au BP 2021, nature 458, fonction 52, autorisation de programme DI715AP2 sous réserve du vote du BP2021.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 010-8861/20/CM

■ Approbation de la clôture de la Convention Publique d'Aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté des Molières à Miramas MET 20/16445/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC des Molières a été créée à l'initiative de la commune par approbation du dossier de création du 9 mars 1972 par arrêté préfectoral.

Le dossier de réalisation de la ZAC des Molières a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 juin 1980 et modifié par arrêté préfectoral du 7 mars 1994.

Le SAN Ouest Provence a été substitué à la commune par décision institutive annexée à l'arrêté préfectoral du 7 mars 1984.

Par délibération n° 490/02 du 5 novembre 2002, le Bureau Syndical du SAN Ouest Provence a approuvé une Convention Publique d'Aménagement confiée à l'Etablissement Public d'Aménagement et de Développement (EPAD Ouest Provence), en vue de la poursuite de la réalisation de la ZAC des Molières à Miramas conformément aux dispositions des articles L. 300-4 et R. 311-6 du Code de l'Urbanisme.

Cette opération visait à poursuivre l'aménagement de la ZAC des Molières à usage principal d'activités, commerces et services.

La Convention Publique d'Aménagement avait été initialement conclue pour une durée de 10 années.

Par délibération n° 884/08 du 17 décembre 2008, un avenant n° 1 a été conclu afin de préciser les montants forfaitaires de rémunération de l'aménageur.

Par délibération n° 357/12 du 8 octobre 2012, un avenant n° 2 a été conclu afin de proroger la durée de cette convention au regard des aménagements à effectuer et de leur financement, la portant à 15 années, soit une fin au 26 novembre 2017.

Par délibération n° 472/15 du 24 novembre 2015, un avenant n° 3 a été conclu afin de proroger la durée de trois ans de cette convention au regard des

aménagements à effectuer et de leur financement, la portant à 18 années, soit une fin au 30 décembre 2020.

Les terrains cessibles ont été aménagés et le programme de l'opération a été mené à bien.

Par conséquent, il revient au Conseil de la Métropole d'approuver le bilan de clôture et le solde d'exploitation de la Concession d'Aménagement présentés par l'EPAD.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 490/02 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 5 novembre 2002 confiant à l'EPAD Ouest Provence une Convention Publique d'Aménagement sur le secteur de la ZAC des Molières pour poursuivre l'aménagement de la zone à usage principal d'activités, commerces et services ;
- La délibération n° 884/08 du Comité du SAN Ouest Provence du 17 décembre 2008 relative à l'approbation de l'avenant n° 1 précisant les montants forfaitaires annuels de rémunération de l'aménageur ;
- La délibération n° 357/12 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 8 octobre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n° 2 prolongeant de 5 ans la durée de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La délibération n° 472/15 du Bureau Syndical du SAN Ouest Provence du 24 novembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n° 3 prolongeant de 3 ans la durée de la Convention Publique d'Aménagement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la clôture de la Convention Publique d'Aménagement et les documents présentés par l'EPAD annexés à la présente délibération, d'où résulte un solde d'exploitation positif au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'un montant de 8 935,61 euros.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à cette clôture.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au Budget Principal de la Métropole.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 011-8862/20/CM

■ Avis de la Métropole sur le projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit "Chapelle Notre Dame de Caderot" sur le territoire de la commune de Berre l'Etang MET 20/16380/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération n° URB 012-5748/19/CM du 28 mars 2019, le Conseil de la Métropole a délibéré favorablement pour l'engagement de la procédure de modification n° 2 du PLU, cette dernière poursuivant la procédure de modification du PLU initiée depuis 2017 sur le territoire de la commune de Berre l'Etang.

Par courrier du 28 novembre 2018, le Préfet a notifié à la Métropole le projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot ».

Conformément à l'article R621-93 du Code du Patrimoine, la Métropole a notifié ce projet à la commune de Berre l'Etang du 28 septembre 2020 qui s'est prononcée favorablement sur ce projet de création d'un PDA.

A présent, le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur ledit projet de création d'un PDA, conformément à l'article précité du Code du Patrimoine : *« lors de la modification d'un plan local d'urbanisme (...), l'organe délibérant de l'autorité compétente se prononce sur le projet de périmètre délimité des abords après avoir consulté, le cas échéant, la ou les communes concernées »*.

Le dossier de ce projet de création d'un PDA sera ensuite soumis à enquête publique unique, concomitamment avec le dossier de projet de modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Berre l'Etang, conformément à l'article précité du Code du Patrimoine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique

Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d’urbanisme (Plan d’Occupation des Sols et Plan Local d’Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération n° URB 012-5748/19/CM du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019 approuvant l’engagement de la procédure de modification n° 2 du PLU, cette dernière poursuivant la procédure de modification du PLU initiée depuis 2017 sur le territoire de la commune de Berre l’Etang ;
- Le courrier du Préfet du 28 novembre 2018 notifiant à la Métropole le projet de création d’un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » sur le territoire de la commune de Berre l’Etang ;
- Le courrier de la Métropole à la commune de Berre l’Etang du 28 septembre 2020 notifiant à cette dernière le projet de création d’un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L’avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis la loi n° 2016-925 du 07 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l’Architecture et au Patrimoine, la protection des abords d’un Monument Historique s’applique en principe dans un périmètre délimité par l’autorité compétente de l’Etat,

sur proposition de l’Architecte des Bâtiments de France, et qui se substitue au rayon des 500 mètres ;

- Que le Préfet, par courrier daté du 28 novembre 2018 a notifié à la Métropole Aix-Marseille-Provence le projet de création d’un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » sur le territoire de la commune de Berre l’Etang ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération du Conseil de la Métropole du 28 mars 2019, a approuvé l’engagement de la procédure de modification n° 2 du PLU, cette dernière poursuivant la procédure de modification du PLU initiée depuis 2017 sur le territoire de la commune de Berre l’Etang ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, par courrier adressé à la commune de Berre l’Etang du 28 septembre 2020, a notifié à cette dernière le projet de création d’un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays Salonais a émis un avis le 16 novembre 2020 sur le projet de création d’un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » sur le territoire de la commune de Berre l’Etang.

Délibère

Article 1 :

Est émis un avis favorable sur le projet de création d’un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » sur le territoire de la commune de Berre l’Etang, conformément au dossier de création de PDA joint.

Article 2 :

Le projet de création de Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Monument Historique Inscrit « Chapelle Notre Dame de Caderot » sera soumis à enquête publique unique, concomitamment avec le projet de modification n° 2 du Plan Local d’Urbanisme de la commune de Berre l’Etang.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

URBA 012-8863/20/CM

**■ Avis de la Métropole sur le projet de création d’un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit "Moulin Jean Bertrand" sur le territoire de la commune de Pélissanne
MET 20/16381/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille-Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a reconduit cette répartition de délégation de compétences au Conseil de Territoire du Pays Salonais jusqu'au 31 décembre 2020.

Par délibération en date du 15 octobre 2020, le Conseil de la Métropole a délibéré favorablement pour l'engagement de la procédure de modification n° 4 du PLU, cette dernière poursuivant la procédure de modification du PLU initiée depuis 2016 sur le territoire de la commune de Pélissanne.

Par courrier en date du 7 décembre 2017, le Préfet a notifié à la commune de Pélissanne, et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour information, le projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand ».

Conformément à l'article R621-93 du Code du Patrimoine, la Métropole Aix-Marseille-Provence a notifié ce projet à la commune de Pélissanne en date du 28 septembre 2020, qui s'est prononcée favorablement sur ce projet de création d'un PDA.

A présent, le Conseil de la Métropole doit se prononcer sur ledit projet de création d'un PDA, conformément à l'article précité du Code du Patrimoine : *« lors de la modification d'un plan local d'urbanisme (...), l'organe délibérant de l'autorité compétente se prononce sur le projet de périmètre délimité des abords après avoir consulté, le cas échéant, la ou les communes concernées »*.

Le dossier de ce projet de création d'un PDA sera ensuite soumis à enquête publique unique,

concomitamment avec le dossier de projet de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne, conformément à l'article précité du Code du Patrimoine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code du Patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole n° URB 001-3559/18/CM du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération cadre n° HN 006-8078/20/CM du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays Salonais ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020 approuvant l'engagement de la procédure de modification n° 4 du PLU, cette dernière poursuivant la procédure de modification du PLU initiée depuis 2016 sur le territoire de la commune de Pélissanne ;
- Le courrier du Préfet du 7 décembre 2017 notifiant à la commune de Pélissanne, et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour information, le projet de création d'un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand » sur le territoire de la commune de Pélissanne ;

- Le courrier de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la commune de Pélissanne du 28 septembre 2020 notifiant à cette dernière le projet de création d'un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine, la protection des abords d'un Monument Historique s'applique en principe dans un périmètre délimité par l'autorité compétente de l'Etat, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France, et qui se substitue au rayon des 500 mètres.
- Que le Préfet, par courrier daté du 7 décembre 2017 a notifié à la commune de Pélissanne, et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour information, le projet de création d'un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand » sur le territoire de la commune de Pélissanne.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération du Conseil de la Métropole du 15 octobre 2020, a approuvé l'engagement de la procédure de modification n° 4 du PLU, cette dernière poursuivant la procédure de modification du PLU initiée depuis 2016 sur le territoire de la commune de Pélissanne.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, par courrier adressé à la commune de Pélissanne en date du 28 septembre 2020, a notifié à cette dernière le projet de création d'un PDA autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand ».
- Que le Conseil de Territoire du Pays Salonais a émis un avis le 16 novembre 2020 sur le projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand » sur le territoire de la commune de Pélissanne.

Délibère

Article 1 :

Est émis un avis favorable sur le projet de création d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand » sur le territoire de la commune de Pélissanne, conformément au dossier de création de PDA joint.

Article 2 :

Le projet de création de Périmètre Délimité des Abords (PDA) autour du Monument Historique Inscrit « Moulin Jean Bertrand » sera soumis à enquête publique unique, concomitamment avec le projet de modification n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pélissanne.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

***** ***Commission "Cohésion sociale, habitat, logement"*** *****

CHL 001-8864/20/CM

■ **Approbation de la mise en place d'aides individuelles exceptionnelles au paiement des loyers et des charges de copropriété en raison du confinement lié au COVID 19 par le Fonds de Solidarité Logement
MET 20/16133/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Certains ménages ont vu leurs revenus fortement diminués en raison du COVID-19 et du confinement qui s'en est suivi. La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place des aides individuelles exceptionnelles au paiement des loyers et des charges de copropriété et dérogatoires au règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement, dans deux cas particuliers.

Pour pouvoir bénéficier de ces aides, devra être justifiée une diminution de revenus pour les mois de mars et avril 2020. Les personnes disposant d'indemnités journalières prises en charge par la CARSAT ou par Pôle Emploi, avant le 17 mars 2020 ne seront pas éligibles. Il faut donc entendre, perte de revenus, suite à l'arrêt de l'activité de l'employeur ou de sa propre activité, à compter du 17 mars 2020. Par ailleurs, le logement pour lequel les aides financières sont demandées doit être situé sur le territoire de la Métropole et doit concerner la résidence principale.

La première disposition concerne les ménages relevant du FSL, mais qui, en raison de la perte de revenus, n'ont pu honorer les loyers de certains mois (entre avril et juillet 2020 : mois de confinement et

mois juste après la reprise de l'activité). Pour ces ménages, il est proposé, dans le cadre du FSL maintien, de prendre en totale subvention deux mois de loyers (compris entre avril et juillet 2020). Les dossiers seront montés par des travailleurs sociaux et les règles habituelles devront être appliquées, conformément au Règlement Intérieur du FSL métropolitain (reprise du paiement des loyers, taux d'effort conforme, etc.).

La deuxième disposition concerne, par dérogation au règlement intérieur du FSL, l'ensemble des ménages propriétaires occupants dont le quotient familial est inférieur ou égal à 1000 euros, habituellement exclus du dispositif FSL. Seuls les ménages n'ayant aucun retard de paiements sur les trimestres précédents, pourront bénéficier de cette aide, puisqu'il sera ainsi démontré la pérennité du logement. Il sera pris en compte les charges du 2^{ème} trimestre 2020, ou 3/6^{ème} si appel de fond semestriel, ou 3/12^{ème} de l'appel de fond de l'année 2019, exclusivement si un seul appel de fond annuel est émis. L'aide pourra représenter 50% maximum de la somme retenue, en totale subvention.

Les dossiers seront pré-étudiés par les agents de la CAF des Bouches-du-Rhône, avant l'envoi au service métropolitain en charge du FSL pour décision. Pour ce faire, un certain nombre de documents devra être fourni, qui permettra de constater la perte évidente de revenus et s'assurer toutefois que le Quotient Familial soit inférieur ou égal à 1 000 euros.

Afin de ne pas surcharger les travailleurs sociaux, la demande pourra être faite directement par le demandeur, de façon simplifiée. Il sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence, un formulaire ci-annexé, à compléter et accompagné de la liste allégée des pièces à fournir.

Après étude du dossier et dans le cas d'un accord, la subvention venant aider exclusivement au paiement des charges de copropriété, se fera uniquement par virement sur le compte bancaire ou postal, du syndic de copropriété.

Pour les deux dispositions, l'ADIL (qui informera également les partenaires du réseau des propriétaires occupants, tels que la FNAIM, le SYNDEC, l'UNPI et l'UNIS), ainsi que l'ARHLM, les Maisons de Solidarité du Département des Bouches-du-Rhône, les CCAS des communes métropolitaines seront informés de ces aides exceptionnelles et pourront en informer les habitants métropolitains.

Ces mesures prendront effet dès la délibération actée et la date de fin de réception des dossiers est fixée au 31 décembre 2020 ; le cachet de la poste faisant foi. Au-delà de cette date, les dossiers ne seront plus recevables. Un délai supplémentaire pour le paiement des loyers sera accordé pour les locataires relevant du FSL, en raison d'une part, de la demande de reprise de paiement des loyers suivants et d'autre part, de la date fixée pour la rencontre obligatoire avec un travailleur social. Seuls les agents

métropolitains en charge du FSL seront à même de l'identifier.

La mise en paiement sera réalisée par le service de la CAF des Bouches-du-Rhône, après décision prise par le service en charge du FSL métropolitain. En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017, a passé avec la CAF des Bouches-du Rhône, une convention n° 18/116 pour la gestion administrative, financière et comptable des aides financières du FSL. L'avenant n°1 à la convention de partenariat du 18 octobre 2018 a prolongé la mission confiée à la CAF des Bouches-du-Rhône jusqu'au 31 décembre 2021. Un avenant à cette convention sera proposé afin d'y inclure la gestion financière et comptable, par la CAF des Bouches-du-Rhône, de ces aides financières individuelles exceptionnelles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales ;
- La délibération n° FAG062-544/16/CM du 30 juin 2016 relative au transfert conventionnel des compétences départementales ;
- La délibération n° DEVT 001-3294/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant le règlement intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- La délibération n° DEVT 006-2967/17/BM du 14 décembre 2017 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône dans le cadre du dispositif FSL ;
- La convention de partenariat avec n° 18/0116, notifiée le 5 février 2018, passée avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération n° DEVT 005-4400/18/BM du 18 octobre 2018 approuvant la prolongation de la convention de partenariat avec la CAF des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération DEVT 014-5208/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la mise en place

de mesures financières individuelles exceptionnelles dans le cadre du relogement de certains ménages ;

- La délibération DEVT 005-5296-18/BM du 13 décembre 2018 approuvant l'avenant n°2 avec la caisse d'Allocations Familiales pour le Fonds de Solidarité Logement ;
- La délibération n° CHL 002-8382/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la prolongation de la validité du règlement intérieur métropolitain du Fonds de Solidarité Logement (FSL).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en place des aides exceptionnelles et dérogatoires au règlement intérieur du Fonds de Solidarité Logement, au bénéfice des ménages pouvant justifier d'une baisse de revenus survenue entre le 17 mars 2020 et le 30 avril 2020, en conséquence de la pandémie et du confinement.
- Que ces aides sont réservées, dans le respect des conditions énoncées, aux deux cas particuliers suivants :
 - pour les ménages locataires relevant du dispositif FSL maintien n'ayant pu honorer les loyers de certains mois entre avril et juillet 2020, il est proposé de prendre en totale subvention deux mois de loyers (compris entre avril et juillet 2020) ;
 - pour les propriétaires occupants leur résidence principale située sur le territoire métropolitain, il est proposé de prendre en compte les charges de copropriété du 2^{ème} trimestre 2020, ou 3/6^{ème} si appel de fond semestriel, ou 3/12^{ème} de l'appel de fond de l'année 2019, exclusivement si un seul appel de fond annuel est émis ; et que l'aide pourra représenter 50% maximum de la somme retenue, en totale subvention ;
- Qu'il convient d'approuver la mise en place de ces aides individuelles exceptionnelles.
- Que la gestion financière et comptable de ces aides financières individuelles exceptionnelles sera confiée à la CAF des Bouches-du-Rhône.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place d'une aide financière individuelle exceptionnelle correspondant au paiement partiel des charges de copropriété pour les propriétaires occupants éligibles.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place d'une aide financière individuelle exceptionnelle correspondant au paiement de deux mois de loyers pour les locataires relevant du FSL maintien et éligibles.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget Principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Sous Politique D 211 - Nature 65748 – Fonction 424.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Transition écologique et énergétique, cycle de l'eau, mer et littoral"

TCM 001-8865/20/CM

**■ Actualisation des tarifs de l'eau au 1er janvier 2021 - Baisse du tarif agricole et simplification de la grille tarifaire du périmètre délégué sur le Territoire de Marseille-Provence
MET 20/15884/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC. Cette nouvelle convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Parallèlement au tarif délégataire découlant de ce nouveau contrat, la Métropole d'Aix-Marseille Provence, autorité organisatrice du service public de l'eau sur le Territoire de Marseille Provence, doit disposer, au travers de sa part dite « surtaxe », de ressources propres nécessaires pour assurer son fonctionnement ainsi que les nombreux investissements qu'elle réalise sur son territoire.

Pour 2021, une délibération doit être prise afin de se conformer aux ajustements prévus au travers de l'avenant n°4 du contrat de Délégation de Service Public de l'eau approuvé par délibération TCM 007-

8712/20/CM du 15 octobre 2020. Ces ajustements portent sur :

- l'évolution de la grille tarifaire en vue d'une simplification :
 - o suppression des tarifs eau potable et eau brute « temporaire » et « temporaire à usage agricole » et du tarif eau brute « espaces verts » ;
 - o modification des tranches de facturation des tarifs eau potable et eau brute « industriel » et « agriculture »
- une baisse du tarif « agriculture » pour accompagner les projets d'agriculture urbaine.

Tous les autres tarifs restent inchangés conformément à la dernière délibération en vigueur n°DEA 041-3349/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'actualisation des tarifs 2018 de l'eau sur le Territoire de Marseille-Provence.

La révision proposée ne porte que sur les tarifs et surtaxes du territoire Marseille-Provence correspondant au périmètre des services délégués. L'évolution des tarifs du délégataire issus de son contrat et les redevances de l'Agence de l'Eau ne sont pas concernées par le présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°DEA 041-3349/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur l'actualisation des tarifs 2018 de l'eau sur le Territoire de Marseille-Provence ;
- La délibération TCM 007-8712/20/CM du 15 octobre 2020 portant sur l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public de l'eau du territoire Marseille-Provence et l'approbation du Règlement de Service de l'Eau ;
- La convention de Délégation de service public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de baisser le tarif agricole pour accompagner la politique de développement de l'agriculture urbaine et de simplifier la grille tarifaire.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la nouvelle grille tarifaire de l'eau du territoire Marseille-Provence (hors Plan-de-Cuques et Gémenos village) au 1^{er} janvier 2021 hors TVA précisée dans l'annexe 1.

Article 2 :

Les recettes seront constatées sur le Budget annexe de l'Eau Territoire Marseille-Provence sous-politique F160/F170 – nature 70128.

La TVA, lorsqu'elle s'applique, sera celle au taux légal en vigueur.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 002-8866/20/CM

**■ Modification des surtaxes métropolitaines des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif sur le territoire du Pays Salonais
MET 20/15991/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin que les 17 communes de l'ex communauté d'agglomération Salon-Etang de Berre-Durance dite « Agglopolo Provence » disposent d'un prix commun et uniforme par volume d'eau consommée, la délibération de l'ex conseil communautaire n°151/12 du 02 juillet 2012 avait harmonisé les tarifs de la part de la collectivité (surtaxes Eau et Assainissement). Les services de l'eau et de l'assainissement sont exploités en délégation de service public pour 12 ans, Agglopolo Provence Eau filiale de la SEM pour l'eau potable et Agglopolo Provence Assainissement filiale de la SAUR pour l'assainissement. Ils perçoivent une

redevance qui s'ajoute aux surtaxes métropolitaines, aux redevances de l'Agence de l'Eau et aux taxes.

Dans son 11^{ème} programme (2019–2024), l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse a modifié les règles de versement des subventions pour des travaux en eau potable et en assainissement, ainsi que les règles d'attribution des primes d'épuration. Les aides (subventions et primes d'épuration) de l'Agence de l'Eau sont désormais conditionnées à l'atteinte d'un prix plancher de 1 € HT hors redevances par m³ (surtaxe et part délégataire) pour l'eau et l'assainissement à compter du 1er janvier 2021.

Le tarif pour la distribution de l'eau potable sur le territoire du Pays Salonais (1,7737€ HT hors redevances par m³, facture type 120m³ 2020) est supérieur au prix plancher de 1 € HT (surtaxe et part délégataire) et hors redevances par m³ au 1er janvier 2020. En revanche, le tarif pour la collecte et le traitement des eaux usées est inférieur à ce prix planché : 0,8405 € HT hors redevances par m³ au 1 janvier 2020.

Afin de répondre à cette exigence et maintenir les recettes versées par l'Agence de l'Eau sur le budget assainissement et de répondre au besoin de financement de ce service notamment pour les travaux d'investissements et de renouvellement des réseaux, il est proposé d'augmenter de 0,16 € HT le tarif de la surtaxe assainissement collectif au 1^{er} janvier 2021, soit + 137%. Pour que cet ajustement reste neutre sur la facture d'eau de l'utilisateur cette augmentation est compensée par une réduction équivalente de la surtaxe eau potable.

Pour information, le prix de l'eau sur le Territoire du Pays Salonais est de 3,2913 € TTC au 1^{er} janvier 2020. Il en résulte les nouveaux tarifs suivants :

Collecte et traitement des eaux usées :

En ce qui concerne la part de la Collectivité (surtaxe), par volume d'eau usée collecté et traité, le montant est augmenté sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays Salonais.

	Tarif initial	Tarif à compter du 01/01/2021
Surtaxe Métropole appliquée sur le Territoire du Pays Salonais	0,1161 € HT par m ³	0,2761 € HT par m ³

Distribution de l'eau potable :

par volume d'eau potable consommé, le montant est diminué sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays Salonais.

En ce qui concerne la part de la Collectivité (surtaxe),

	Tarif initial	Tarif à compter du 01/01/2021
Surtaxe Métropole appliquée sur le Territoire du Pays Salonais	0,7617 € HT par m ³	0,6017 € HT par m ³

Conditions d'application des surtaxes :

Les nouvelles valeurs (surtaxes) s'appliqueront aux volumes facturés à compter du 1^{er} janvier 2021, sur la période qui suivra le relevé de compteur à échéance normale, et postérieure à la date exécutoire de cette délibération.

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 19 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Considérant

Vu

- Qu'il convient d'approuver les nouveaux tarifs des surtaxes appliquées à la facture d'eau (parts eau potable et assainissement collectif) des usagers du Territoire du Pays Salonais.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Délibère

Article 1 :

Est fixé le montant de la surtaxe métropolitaine de l'assainissement collectif sur le territoire du Pays Salonais à 0,2761 euros HT/m³ à compter des volumes facturés à partir du 1 janvier 2021, sur la période qui suivra la relève de compteur à échéance normale.

Article 2 :

Est fixé le montant de la surtaxe métropolitaine de l'Eau potable sur le territoire du Pays Salonais à 0,6017 euros HT/m³ à compter des volumes facturés à partir du 1 janvier 2021, sur la période qui suivra la relève de compteur à échéance normale.

Article 3 :

Ces recettes seront constatés à compter de 2021 à la section fonctionnement 2021 et suivants des Budgets Annexes Eau Potable et Assainissement, Chapitre 70 – Compte 70128 et 70611 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Territoire du Pays Salonais.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 004-8868/20/CM

■ **Approbation de l'avenant n°6 au contrat de Délégation de Service Public portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés de Fos-sur-Mer**

MET 20/15918/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération du 20 décembre 2003, la Communauté Urbaine Marseille-Provence Métropole a validé le principe du recours à la délégation de service public comme mode de gestion de la future unité de valorisation énergétique des déchets.

Une convention de délégation de service public a été conclue à cet effet (ci-après « la Convention ») le 18 juillet 2005 avec un groupement d'entreprises composé des sociétés URBASER SA et VALORGA International.

Le contrat de délégation de service public et ses annexes administratives, techniques et financières portent sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés situé à Fos-sur-Mer.

Le groupement d'entreprises attributaire a, conformément à ce qui était prévu par la Convention,

créé une société dédiée à l'exploitation du site EVERE qui est donc le Délégué.

Depuis sa conclusion, la Convention a fait l'objet de cinq avenants qui ont été signés entre les Parties respectivement les 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011, 22 juillet 2015 et 28 mars 2019.

L'exécution de la Convention a fait l'objet d'une difficulté d'exécution, tenant à la nécessité de procéder à des modifications d'ouvrages permanentes, à la demande du Délégué.

En effet, par notification du 24 avril 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, en tant que pouvoir adjudicateur disposant de la compétence « collecte et traitement des déchets » sur le territoire métropolitain, avait conclu un marché public avec la société FORWARDIS. Ce dernier avait pour objet la mise à disposition et l'entretien courant de wagons et de caissons/conteneurs pour le transport ferroviaire des déchets ménagers de ses centres de transfert vers le centre de traitement multifilière de Fos-sur-Mer.

Par avenant n°1 à la Convention d'Obligation de Service Public visé par le contrôle de légalité le 31 mai 2017, la Métropole a sollicité la RDT13 en vue de l'acquisition de 110 wagons et 400 caissons destinés au transport de déchets ménagers.

Pour ce faire, la RDT13 a engagé une procédure de dialogue compétitif pour la conception, la construction et la maintenance de wagons et caissons UTI (Unité de Transport Intermodal) destinés au transport de déchets ménagers : Marché n°05-2018 prévoyant la livraison desdits caissons et wagons à la fin du premier trimestre 2020.

Ainsi, de fait, cet avenant n°1 entre la Métropole et la RDT13 a clôturé le marché de mise à disposition des wagons et conteneurs conclu avec FORWARDIS, sans reconduire le prolongement d'une année supplémentaire.

Le parc de wagons et caissons mis à disposition de la Métropole dans le cadre du marché conclu avec FORWARDIS n'étant plus conforme aux normes de construction en vigueur pour sa mise en circulation, il s'est avéré nécessaire pour la RDT13 de construire un parc roulant répondant aux normes applicables.

En effet, le parc roulant ferré mis à disposition dans le cadre du marché FORWARDIS jouissait d'une dérogation spéciale de circulation reportée sur les caissons selon l'annotation « ECS GB sur wagons S87 selon IN 1873 ». Cette dérogation se fondait alors sur les prescriptions du référentiel Infrastructure IN 1873 de la SNCF.

Il est à noter par ailleurs que, dans le cadre de la circulation quotidienne de ces convois, les entreprises ferroviaires ayant réalisé ce flux, et notamment la RDT13 dans les dernières années, devaient

demande et obtenir environ tous les 6 mois un Avis de Transport Exceptionnel auprès du Bureau des Transports Exceptionnels de SNCF Réseau et éventuellement des autres Gestionnaires d'Infrastructures empruntées (comme le GPMM).

Ainsi, ces caissons et wagons ayant largement dépassé leur potentiel d'utilisation, il devenait impératif pour la RDT13 de renouveler la flotte de caissons et de wagons, tout en respectant l'obligation de se conformer aux normes de construction désormais en vigueur.

Pour la construction et l'utilisation des conteneurs, la norme UIC 592 a donc dû être respectée.

Pour la construction et l'utilisation des wagons, ont donc notamment dû être respectées les spécifications techniques d'interopérabilité (STI), imposées comme standard européen sur de multiples aspects techniques tels que les dimensions des wagons, le positionnement des plots ISO sur lesquels reposent les chevilles UIC, les gabarits, mais aussi le freinage et le bruit.

Avec le nouveau parc, il s'est avéré que le modèle de Spreader (organe de préhension des caissons) présent sur le CTM pouvait assurer, de façon standard, la préhension des nouveaux caissons (via cheville UIC), mais que, une fois les caissons positionnés sur le wagon, le faible espace laissé disponible entre deux caissons – du fait du positionnement normé des chevilles UIC sur le wagon – rendait impossible l'opération de prise et de redépose sur le wagon pour les opérateurs du site compte tenu des « joues de guidage » historiques.

Afin de pouvoir assurer le déchargement des nouveaux trains suite au remplacement de l'ancien parc de wagons et de conteneurs, le Délégrant a donc sollicité le Délégataire en vue de réaliser les adaptations techniques nécessaires au niveau du CTM.

En ce sens, un nouveau Spreader a dû être installé sur l'un des ponts porte-conteneurs. Ce nouvel organe a dû être adapté mécaniquement et électriquement. Une fois l'adaptation réalisée, un contrôle réglementaire de mise en service a dû être effectué pour valider son utilisation.

De plus, des adaptations ont également dû être réalisées sur le second Spreader (Spreader existant).

Enfin, des adaptations ont dû être réalisées au niveau des quatre tables basculantes destinées à vider les conteneurs de déchets ménagers dans les fosses de réception du site.

Préalablement à leur réalisation, les prestations de réalisation des ouvrages et leur modalité de financement ont été approuvées entre les Parties.

L'impact financier de ces modifications s'élève à 90 148 € HT, soit un montant de 108 177,60 € TTC.

Il a ainsi été convenu que cette prise en charge financière incombe en totalité au Délégrant, via le remboursement au Délégataire des sommes avancées. La réalisation des ouvrages incombe quant à elle au Délégataire.

Afin de tenir compte de ces récentes évolutions techniques effectuées, et de préciser les modalités de remboursement des investissements supplémentaires réalisés à la demande du Délégrant, les Parties ont décidé de la conclusion du présent avenant.

L'avenant n°6 a pour objet, en application des articles 25, 26 et 39, de prendre en compte les incidences financières des adaptations techniques du CTM, demandées par le Délégrant au Délégataire, afin de pouvoir assurer le déchargement des nouveaux trains suite au remplacement de l'ancien parc de wagons et de conteneurs.

Le présent avenant engendre une modification de 0,01 % du contrat initial, soit un montant de 90 148 € HT.

Conformément aux dispositions de l'article R.3135-7 du code de la commande publique, la modification introduite ne peut pas être qualifiée de substantielle.

De manière cumulée avec les avenants précédents, il engendre une augmentation totale de 21,72 %, du montant du contrat initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession et son décret d'application n°2016-86 du 1^{er} février 2016 ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA

INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses cinq avenants en date respectivement des 18 décembre 2009, 21 décembre 2010, 27 juin 2011, 22 juillet 2015 et 28 mars 2019 ;

- Le Code de la Commande Publique ;
- L'avis de la Commission Concession ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que des modifications permanentes d'ouvrages ont été demandées par le Délégrant au Déléataire afin de permettre le déchargement des nouveaux caissons suite au renouvellement du parc roulant ferré en conformité avec les normes en vigueur.
- Qu'il y a lieu de mettre à jour la convention de ces évolutions techniques, de clarifier les obligations respectives des parties, notamment, en matière de prise en charge financière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°6 à la convention de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilière des déchets ménagers et assimilés sur le Territoire Marseille-Provence, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe collecte et traitement des déchets de l'exercice 2020, section d'investissement sur l'opération 2020100300, nature 2315.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 005-8869/20/CM

**■ Budget annexe Service Public d'Elimination des Déchets du Territoire du Pays d'Aix - Approbation de la révision et de l'affectation d'une opération d'investissement
MET 20/16414/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les autorisations de programme correspondent à des dépenses à caractères pluriannuels se rapportant à une immobilisation ou à un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées.

Il convient aujourd'hui de renommer l'intitulé d'une opération d'investissement existante et de réviser son montant compte tenu des évolutions réglementaires en vigueur et portées par la Loi Economie Circulaire (LEC).

En effet, le concept d'économie circulaire a officiellement fait son entrée dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015. Celle-ci reconnaît la transition vers une économie circulaire comme un objectif national et comme l'un des piliers du développement durable. En date du 10 février 2020, la Loi relative à l'Economie Circulaire a été renforcée notamment en définissant des objectifs stratégiques de gestion et de prévention de la production de déchets, en favorisant le réemploi et la réutilisation ainsi que l'économie de la fonctionnalité et servicielle dans le cadre de la lutte contre le gaspillage. Ces objectifs se traduisent au niveau du service public par la nécessité de repenser et d'ajuster différentes opérations nécessaires pour atteindre ces objectifs réglementaires.

Au-delà des évolutions visant à renforcer les luttes contre les gaspillages, les objectifs ambitieux en termes de taux de valorisation et de réduction des déchets enfouis sont maintenus voire renforcés.

C'est dans ce contexte qu'il convient aujourd'hui de réajuster l'intitulé et de réviser le montant de l'opération d'investissement existante, compte tenu des évolutions réglementaires et des investissements nécessaires en découlant.

Ainsi, il est nécessaire de tenir compte de la programmation future des différentes opérations relatives à la collecte et à la valorisation des emballages plastiques, à la collecte et au traitement des biodéchets, au tri à la source, à la valorisation énergétique des déchets ne pouvant pas être valorisés matière, à l'interdiction progressive de la mise en décharge des déchets non dangereux valorisables, à la réduction des déchets ménagers et assimilés admis en installations de stockage ...

La programmation de ces opérations a pour but de doter l'EPCI de nouveaux outils pour assurer, dans le

cadre de l'exercice de sa compétence, l'atteinte des objectifs en assurant un service public pour les habitants du Territoire.

Les équipements pourront être totalement financés par le Territoire s'ils sont sur ce périmètre ou partiellement financés par le Territoire s'ils sont sur un périmètre Métropolitain et à usage des six Territoires.

L'opération d'investissement 117, initialement nommée « construction d'un centre de tri » est renommée « opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires dans le cadre de la loi LEC ».

L'opération d'investissement 117 relative aux opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires dans le cadre de la loi, d'un montant de 15 000 000 euros au 1^{er} janvier 2015 (délibération 2014_A242), inscrite au Budget SPED 05 enregistrée dans l'autorisation de programme DI117AP du programme 16 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 15 000 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de la DI117AP d'un montant de 15 000 000 euros TTC avant révision à un montant révisé de 30 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A242 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'ouverture d'AP/CP sur le Budget Annexe du SPED ;
- La délibération n° FAG 122-4939/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 relative à l'ouverture et modification d'autorisation de programme du budget annexes SPED du Territoire du Pays d'Aix ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder au changement d'intitulé et à la révision et l'affectation d'une opération d'investissement existante pour un montant de 15 000 000 euros TTC.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés l'intitulé réajusté ainsi que la révision et l'affectation de l'opération d'investissement DI117AP relative « aux opérations nécessaires à l'atteinte des objectifs réglementaires dans le cadre de la loi relative à l'économie circulaire » pour un montant total révisé de 15 000 000 euros TTC portant le montant de l'opération à 30 000 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Service Publics d'Élimination des Déchets – Territoire du Pays d'Aix, en section d'Investissement : opération budgétaire 117, nature 2128, fonction 7213, autorisation de programme DI117AP.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget Annexe Service Publics d'Élimination des Déchets - Territoire du Pays d'Aix selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

DI117AP :

Mandats déjà émis au 1^{er} janvier 2019 : 0 euros
CP 2020 inscrit après BS 2020 : 15 000 000 euros T.T.C
CP 2021 : 3 000 000 euros T.T.C
CP 2022 : 3 000 000 euros T.T.C
CP 2023 : 3 000 000 euros T.T.C
CP 2024 : 3 000 000 euros T.T.C
CP 2025 : 3 000 000 euros T.T.C

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

TCM 006-8870/20/CM

■ **Approbation de l'intégration dans le plan de relance du principe de l'exonération de la Redevance Spéciale sur le territoire Marseille-Provence**
MET 20/17076/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Redevance Spéciale est calculée sur un taux de fréquence de collecte (généralement quotidienne) et un nombre de bacs afin de définir un volume de déchets collectés. Ce volume est défini conjointement par les deux parties lors de l'élaboration de l'abonnement.

La typologie des entreprises est privée et publique, sans caractéristiques particulières.

La Redevance Spéciale actuelle est basée sur le déclaratif.

Durant la période de confinement, la grande majorité des entreprises ont fermé. Néanmoins, le service public garantissait la collecte et l'accompagnement pour certaines problématiques (tels le stockage des déchets suite réduction des fréquences de collecte, la dotation de bacs supplémentaires, le phoning pour explication des prestations en cours durant COVID, etc.).

En effet, les entreprises en contrat avec le Conseil de Territoire Marseille-Provence sur l'année 2020 paient au trimestre ou annuellement.

Il est donc proposé d'intégrer la démarche suivante :

- Pour les abonnements trimestriels : pas de facturation du premier trimestre 2020 ;
- Pour les abonnements annuels : le montant de la facturation du premier trimestre sera déduite du montant global annuel.

Ainsi tous les administrés concernés par la Redevance Spéciale auront bénéficié de trois mois d'exonération sur l'année 2020.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver dans le plan de relance d'urgence Covid-19 le principe de l'exonération de la Redevance Spéciale pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

Délibère

Article unique :

Est approuvée l'exonération de la Redevance Spéciale, dans le cadre du plan de relance d'urgence Covid-19, pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Patrimoine naturel, agriculture, viticulture, ruralité"

AGRI 001-8871/20/CM

■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles" - Abrogation de la délibération AGRI 001-8408/20/CM du 31 juillet 2020
MET 20/16397/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La délibération AGRI 001-8408/20/CM adoptée lors du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 a approuvé la révision et affectation de l'opération n° 2019004000 « Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles » pour un montant de 1 950 000 € TTC.

Suite à une erreur matérielle, il convient aujourd'hui de rectifier le montant de la révision qui s'avère être erroné.

Ainsi, l'opération d'investissement n° 2019004000 « Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles », d'un montant de 1 150 000 euros inscrite au budget de la Métropole et enregistrée dans l'autorisation de

programme 190231BP du programme 23 « Agriculture, forêt et paysages » doit être révisée pour un montant de 800 000 euros T.T.C (et non pas de 986 025 € TTC).

Cette révision porte le montant de l'opération d'investissement n°2019004000 de 1 150 000 €uros T.T.C à 1 950 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération AGRI 001-8408/20/CM du 31 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019004000 et « Equipements, Fonds d'acquisitions foncières, Etudes pré-opérationnelles et Travaux d'extension de réseau SCP pour des projets économiques agricoles » d'un montant de 800 000 euros TTC – Code AP Programme 23 « Agriculture, Forêts et Paysages » portant le montant de l'opération à 1 950 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 et suivants. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 287 997 euros T.T.C
CP 2020 : 865 000 euros T.T.C.
CP 2021 : 797 003 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 002-8872/20/CM

■ Approbation de la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence en tant que structure animatrice du site Natura 2000 "Chaîne de l'Etoile - Massif du Garlaban" et à la Présidence du Comité de pilotage Natura 2000 MET 20/16504/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le site Natura 2000 n° FR 9301603 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban » a été proposé dès 1998 comme site d'intérêt communautaire au titre de la directive européenne 92/43/CEE du 21 mai 1992, dite « Directive habitats » et désigné Zone Spéciale de Conservation (ZSC) par l'arrêté ministériel du 16 février 2010.

Le travail des différents acteurs, réalisé entre 2003 et 2007, s'est conclu par la validation du Document d'objectifs lors du comité de pilotage du 21 mars 2007, présidé par Monsieur le Préfet, et par son approbation dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 9 août 2007.

Faute de structure animatrice, aucune action de gestion n'a pu être mise en œuvre. En application de la loi Développement des Territoires Ruraux (DTR), mise en place dans le but de permettre aux collectivités de se saisir des enjeux environnementaux de leur territoire et de la généralisation de l'exercice de la compétence milieux forestiers à l'ensemble du territoire métropolitain.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, candidate à la fonction de structure animatrice par délibération du 19 octobre 2017 a assuré l'animation et la mise en œuvre du Document d'Objectifs du site Natura 2000 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban » pour la période 2018-2020.

Cette première période arrivant à échéance, la Métropole Aix-Marseille-Provence, souhaite renouveler sa candidature à la fonction de structure animatrice de ce site, aux côtés des acteurs locaux représentés au sein du comité de pilotage, pour les trois prochaines années à savoir de la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite également proposer la candidature de sa Présidente ou de son représentant, membre du comité de pilotage Natura 2000 (COPIL), à la présidence du comité de pilotage Natura 2000.

A ce titre, il convient donc de soumettre la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence, lors du prochain comité de pilotage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La directive européenne 92/43/CEE dite « Habitats Faune Flore », transposées en droit français par l'ordonnance du 11 avril 2001 et les décrets et circulaires correspondants, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;
- La délibération n° ENV 008-2815/17/CM relative à la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice des sites Natura 2000 FR930163 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban » et à la Présidence du Comité de pilotage du site pour la période 2018-2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de poursuivre l'animation du site Natura 2000 n° FR 9301603 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban » et le suivi en cours de cette Zone Spéciale de Conservation (ZSC).

Délibère

Article 1 :

Est proposée la candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la fonction de structure animatrice du site Natura 2000 " n° FR 9301603 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban » pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2023.

Article 2 :

Est proposée la candidature de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou de son représentant, à la présidence du comité de pilotage du site Natura 2000 FR 9301603 « Chaîne de l'Etoile – Massif du Garlaban », en tant que membre.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

AGRI 003-8873/20/CM

**■ Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement Site de Saint-Blaise sur le Territoire Pays de Martigues
MET 20/16654/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Par délibération n° FAG 065-3084 en date du 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues. Parmi ces opérations, l'autorisation de programme n° 2016610900 relative au site archéologique de Saint-Blaise a été créée pour un montant de 2 430 000 € T.T.C., comprenant la maîtrise d'œuvre, les études techniques et des travaux.

L'opération d'aménagement du site de Saint-Blaise, classé monument historique comprend la création d'un pôle d'accueil et des aménagements paysagers et de sécurité incendie pour l'ensemble du site archéologique (12 ha). Cette opération s'inscrit également dans la mise en valeur du site national classé « les étangs de saint Blaise et la forêt de Castillon » et de la réserve naturelle régionale du Pourra.

Le montant de l'autorisation de programme approuvée en 2017 a été établi sur la base de l'avant-projet de 2016. Depuis, selon l'avancement des études de projet et à l'issue de la consultation des entreprises, l'opération doit être révisée pour un montant de 700 000€. Cette révision porte le montant de l'opération à 3 130 000 € T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 065-3084 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 14 décembre 2017 relative à la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et l'affectation pour un montant total de 3 130 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement n° 2016610900 relative au site archéologique de Saint-Blaise.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2016610900 « site archéologique de Saint-Blaise » d'un montant de 700 000 euros T.T.C portant le montant total à 3 130 000 euros T.T.C., rattaché au programme 15 « autres services d'intérêt métropolitains – Culture » code AP 166151BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Mandaté antérieur : 103 055 euros T.T.C.

CP 2020 : 125 000 euros T.T.C.

CP 2021 : 1 706 000 euros T.T.C.

CP 2022 et suivants : 1 195 945 euros T.T.C.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Commission "Attractivité, tourisme, international, culture, sports, grands événements"

ATCS 001-8874/20/CM

**■ Modification du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
MET 20/16482/CM**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Espace de la Confluence est un équipement déclaré d'intérêt métropolitain. Il s'agit d'une salle de spectacle et des festivités qui est un espace pluriculturel dédié plus particulièrement aux spectacles vivants.

Cet équipement est un outil de développement de la politique culturelle du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. En outre, il peut être mis à disposition des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence mais également d'associations.

Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement.

Ce règlement comprenait notamment les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de l'Espace de la Confluence. Il comportait également les conditions financières pour l'utilisation de la salle, à savoir les tarifs de la billetterie et de la mise à disposition de la salle.

Afin de dissocier les règles relatives au fonctionnement de la salle et les conditions financières, il est nécessaire de modifier le règlement intérieur de l'Espace de la Confluence afin de concentrer uniquement les règles de fonctionnement et d'utilisation de la salle.

En ce qui concerne les conditions tarifaires, celles-ci feront l'objet d'une seconde délibération du Conseil de la Métropole relative aux tarifs applicables à l'Espace de la Confluence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°06-0306 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 mars 2006 définissant l'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015/118 déclarant d'intérêt communautaire le projet de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'une salle de spectacle et des festivités sur la commune d'Auriol au sens de la délibération du 15 mars 2006 précitée ;
- La délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est propriétaire d'un équipement déclaré d'intérêt métropolitain : Espace de la Confluence à Auriol ;
- Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement ;
- Que ce règlement intérieur contenait les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de la salle ainsi que les conditions financières d'utilisation (tarifs de la billetterie, tarifs des mises à disposition) ;
- Qu'il est nécessaire de dissocier les règles relatives au fonctionnement de la salle et les conditions financières ;
- Qu'il convient de modifier le règlement intérieur de la salle afin de concentrer uniquement les règles de fonctionnement et d'utilisation de la salle.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement intérieur modifié de l'Espace de la Confluence, ci-annexé.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 002-8875/20/CM

■ Approbation des tarifs de l'Espace de la Confluence à Auriol MET 20/16682/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Espace de la Confluence est un équipement déclaré d'intérêt métropolitain. Il s'agit d'une salle de spectacle et des festivités qui est un espace pluriculturel dédié plus particulièrement aux spectacles vivants.

Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement.

Ce règlement comprenait notamment les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de l'Espace de la Confluence. Il comportait également les conditions financières pour l'utilisation de la salle, à savoir les tarifs de la billetterie et de la mise à disposition de la salle.

Afin de dissocier les règles relatives au fonctionnement de la salle et les conditions financières, il est nécessaire de modifier le règlement intérieur de l'Espace de la Confluence afin de concentrer uniquement les règles de fonctionnement et d'utilisation de la salle. Cette modification fait l'objet d'une autre délibération du Conseil de la Métropole.

Aussi, il convient, par la présente délibération d'une part, de reprendre les tarifs qui étaient auparavant intégrés au règlement intérieur, et d'autre part d'intégrer un tarif réduit 1 aux comités d'entreprises et aux agents métropolitains.

Les tarifs applicables seront les suivants :

- Billetterie (programmation culturelle métropolitaine)

La billetterie comporte un tarif A et un tarif B. La classification des spectacles en tarif A ou B est établie selon des critères de coût, de notoriété et de jauge du spectacle.

L'abonnement à l'Espace de la Confluence est valable pour 3 spectacles et comprend la réservation de 2 spectacles en tarif B et un spectacle en tarif A.

Les billets sont numérotés, nominatifs et ne sont pas remboursables. Les possibilités d'échanges sont à la discrétion du prestataire en charge de la billetterie. Sont fixés les tarifs de la billetterie, comme suit :

	Détails	Tarif A	Tarif B	Abonnement
Dates prévues dans l'année		2	7	2 tarifs B + 1 tarif A
Exonérés	Invitations	0,00 €	0,00 €	/
Plein tarif	Tarif public	30,00 €	20,00 €	55,00 €
Tarif réduit 1	Demandeurs emploi sur présentation de la carte + seniors (+ 65 ans) + étudiants (présentation des justificatifs) + comité d'entreprise + agents métropolitains	22,00 €	15,00 €	45,00 €
Tarif réduit 2	Jeunes de - de 25 ans et allocataires du RSA (sur présentation d'un justificatif)	10,00 €	5,00 €	20,00 €
Pack famille	2 adultes + 2 enfants	60,00 €	40,00 €	130,00 €

2/ Mises à disposition

L'Espace de la Confluence peut être mis à disposition à titre onéreux ou à titre gracieux. La mise à disposition à titre gracieux ne peut se faire que sur autorisation expresse de la Métropole ou de son représentant. Elle concernera uniquement des

événements à caractère exceptionnel, de nature culturelle et caritative, reconnus d'intérêt général.

Les tarifs ne s'adressent pas aux particuliers, à qui l'Espace de la Confluence ne peut être mis à disposition.

Sont fixés les tarifs relatifs à une mise à disposition sur la base d'une journée, comme suit :

Section	Détail	Prix par jour
Hall + réserve		200 € TTC
Salle 100	Hall + réserve + salle 100	500 € TTC
Salle 100 + Cuisines	Hall + Réserve + Salle 100 + Office	600 € TTC
Salle de Spectacle	Hall + salle de spectacle + loges	1300 € TTC
Espace Confluence	Totalité de l'espace	1500 € TTC

Ces tarifs s'entendent hors prestation de personnel.

Dans le cas d'une mise à disposition supérieure à 3 jours consécutifs, une réduction de 15% du montant de mise à disposition du bâtiment pourra être accordée.

Ces tarifs, qui initialement étaient prévus uniquement pour la saison culturelle 2019/2020, sont reconduits pour la durée de la phase transitoire de gestion directe de la salle par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°06-0306 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 mars 2006 définissant l'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015/118 déclarant d'intérêt communautaire le projet de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol au sens de la délibération du 15 mars 2006 précitée ;
- La délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la Métropole est propriétaire d'un équipement déclaré d'intérêt métropolitain : Espace de la Confluence à Auriol ;

- Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement ;
- Que ce règlement intérieur contenait les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de la salle ainsi que les conditions financières d'utilisation (tarifs de la billetterie, tarifs des mises à disposition) ;
- Qu'il convient, par une délibération unique, d'une part, de reprendre les tarifs qui étaient auparavant intégrés au règlement intérieur, et d'autre part d'intégrer un tarif réduit 1 aux comités d'entreprises et aux agents métropolitains.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs de l'Espace de la Confluence tels que détaillés dans la présente délibération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de fonctionnement 2020 et 2021 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

ATCS 003-8876/20/CM

■ Etat Spécial du Territoire Istres-Ouest-Provence - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Réhabilitation du théâtre de l'Olivier à Istres" MET 20/16601/CM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le Théâtre de l'Olivier est un des symboles culturels de la commune d'Istres, il est au cœur du lien social, un établissement culturel majeur, un espace de rencontres et de sociabilité : il participe fondamentalement à la structuration et à la vitalité du centre-ville.

Au regard de son rôle central dans la diffusion du spectacle vivant à l'Ouest de la Métropole Aix-Marseille-Provence (un taux de remplissage de 90 % avec 60 % d'Istréens et 40 % de métropolitains), du développement culturel qu'il propose au sein de l'établissement public métropolitain Scènes et Cinés, sa labellisation ministériel Art et Territoire, le Théâtre de l'Olivier a vocation à répondre aux besoins de diffusion du spectacle vivant dans l'aire métropolitaine.

Cependant, après 40 ans d'activités et d'événements de réputation nationale (ex : le Festival intercommunal Les Elancées), le Théâtre

est aujourd'hui vieillissant, l'usure le rendant inadapté à l'accueil de certaines formes, la qualité de l'accueil du public s'en trouvant également altérée. Il nécessite donc des travaux importants.

Le projet porte sur une rénovation et un réaménagement de l'ensemble du bâtiment qui vise à réorganiser les espaces dédiés au public, aux artistes, à la technique et à l'administration.

L'équipement intégrera une démarche de développement durable et une recherche de qualité environnementale visant notamment le niveau « très performant » pour la gestion de l'énergie, la maintenance et la pérennité des performances environnementales du bâtiment.

Pour ces raisons, il est proposé de créer et d'affecter l'opération d'investissement n° 2020500400, « Réhabilitation du théâtre de l'Olivier sur la commune d'Istres », d'un montant de 20 400 000 euros TTC inscrite à l'Etat spécial de territoire Istres-Ouest Provence 2021 et suivants, enregistrée dans l'autorisation de programme 205151 BP du programme 15-1 – Autres services d'intérêt Métropolitain Culture.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 014-7670/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 décembre 2019 portant adoption du budget primitif de l'exercice 2020 ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et l'affectation de l'opération d'investissement précitée afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2020500400, « Réhabilitation du théâtre de l'Olivier sur la commune d'Istres », rattachée au programme n° 15-1 « Autres services d'intérêt Métropolitain - Culture » code AP 205151 BP pour un montant total d'opération évaluée à 20 400 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence 2021 et suivants selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

CP 2021 : 100 000 euros TTC
CP 2022 : 600 000 euros TTC
CP 2023 : 2 000 000 euros TTC
CP 2024 : 8 650 000 euros TTC
CP 2025 : 9 050 000 euros TTC

Cette proposition mise aux voix est adoptée.